

N° 11 | septembre 2015

Les **Cahiers**
de la **SFSiC**

Société Française des Sciences
de l'Information et de la Communication

www.sfsic.org

N° 11 | septembre 2015

Les **Cahiers**
de la **SFSiC**

Société Française des Sciences
de l'Information et de la Communication

www.sfsic.org

Directeur de la publication : Daniel Raichvarg

Rédacteur en chef : Brigitte Chapelain

Secrétaire de rédaction : Gino Gramaccia

Comité de rédaction : Mélanie Bourdaa, Aurelia Lamy, Valérie Lépine

Correspondants étrangers : Olivier Arifon ULB Belgique, Sandor Kalai Université de Debrecen (Hongrie), Mélanie Kohnen Georgia Tech USA, J.M Noguera UCAM Espagne, Francesca Pasquali Università degli studi di Bergamo Italie, Geoffroy Patriarche ULB Belgique, Carmen Rio de Sotelo UQAM Canada, Louisa Stein Middelbury College USA.

Conseil d'administration de la SFSIC :

Daniel Raichvarg (Président), Julia Bonaccorsi, Philippe Bonfils, Mélanie Bourdaa, Dominique Carre, Andréa Catellani, Bruno Chaudet Laurent Collet, Jean-Claude Domenget, Elizabeth Gardere, Aurélia Lamy, Valérie Lepine, Elise Maas, Cyril Masselot, Françoise Paquienseguy, Nicolas Pelissier, Paul Rasse, Hélène Romeyer, Claire Scopsi, Carsten Wilhelm.

Réalisation couverture et intérieur : Atelier Congard (www.atelier-congard.fr)

Impression : Imprimerie PAC Talence, Université de Bordeaux.

Dépôt légal : octobre 2015 - ISSN : 1959-6227

ÉDITORIAL

Au fil des saisons, la ligne éditoriale des *Cahiers de la Sfsic* s'est précisée, sous l'impulsion, en particulier, de Brigitte Chapelain entourée du comité de rédaction, Mélanie Bourdaa, Aurélia Lamy et Valérie Lépine. Comme elle le rappelle sur notre site, il s'agit d'ouvrir un espace de visibilité à l'actualité et à la mémoire de notre discipline, aux débats et aux travaux de recherches, aux pratiques d'enseignement en développement ou en construction, aux relations avec les mondes professionnels et enfin, aux jeunes chercheurs. C'est dire que les Cahiers sont l'expression vivante de l'activité des Sciences de l'Information et de la Communication. Un dossier de recherche concernant les travaux d'un laboratoire ou la réflexion commune d'un groupe autour d'une problématique est désormais présent dans chaque numéro. Alors qu'il est question un peu partout de la « valorisation des recherches », n'est-ce pas en témoignant ainsi de notre vitalité que nous montrons les différentes facettes de notre « valeur » ?

Les Cahiers de la SFSIC paraissent en version papier et sont mis en ligne quelques mois plus tard. Cette version papier permet de rendre visible, d'appréhender et de prendre en main une publication dont un des objectifs est de développer une meilleure connaissance des activités de notre communauté. La version électronique, disponible depuis quelques numéros, remplit également sa fonction. Elle permet l'accessibilité des travaux à des communautés parfois éloignées mais qui sont en demande. Ainsi, les *Cahiers de la Sfsic* seront relayés désormais dans des réseaux comme celui de l'Agence Universitaire de la Francophonie. Et on ne peut qu'être satisfait d'annoncer un prochain numéro des Cahiers consacré aux recherches franco-vietnamiennes en SIC, alors que la communauté SIC du Vietnam se structure en réseau dont la Sfsic sera, bien évidemment, un partenaire.

Merci donc à Brigitte, Mélanie, Aurélia et Gino de continuer ce travail qui permet de rendre plus visibles et plus compréhensibles nos champs de recherches, de formations et d'actions. Leur énergie nous donne de l'énergie, donne de l'énergie à toute notre communauté.

Daniel Raichvarg
Président de la Sfsic

SOMMAIRE

Éditorial	5
Daniel Raichvarg	
Sommaire	11
HOMMAGE GENEVIÈVE JACQUINOT-DELAUNAY (1937-2014) _____	
À Geneviève...	13
Brigitte Chapelain	
Il était une voix...	22
Yolande Maury	
« La forme informe »	24
Anna Terzian	
Hommage à Geneviève	26
Bernard Miège	
« Provoquer » dit-elle...	30
Pierre Moeglin	
DANS L'ACTUALITÉ Sur le thème réseaux sociaux et bibliothèques _____	
Des réseaux sociaux littéraires à la mutation des pratiques professionnelles en bibliothèque	35
Nicolas Malais	
Médiation numérique et nouveaux prescripteurs du livre	43
Pierre Frémaux	
Fabrication et justification des « contenus produits par les utilisateurs » des réseaux sociaux du livre auprès des bibliothèques	51
Marc Jahjah	
Réseaux socionumériques de lecteurs : modes d'utilisation et logiques de sociabilité	59
Louis Wiart	
Quelques considérations critiques sur les « pseudo-sciences du décryptage du non-verbal »	73
Pascal Lardellier	
QUESTIONS DE RECHERCHE Sur la question interculturel et SIC _____	
Quelle place pour l'interculturel au sein des SIC ?	85
Alex Frame	
L'interculturel dans un monde globalisé	92
Joanna Nowicki	
Les SIC face à l'impératif interculturel	101
Carsten Wilhelm	
Dispositifs expographiques et nouvelles écritures du patrimoine de l'altérité : la puissance structurelle de la diversité culturelle	108
Linda Idjeraoui-Ravez	
Intersections. Construction des savoirs en information-communication dans l'espace francophone, 20 ^e colloque franco-roumain	111
Angelica-Helena Marinescu & Pierre Morelli	

Germédias, Groupe d'études et de recherches sur les médias (SFSIC) 117
Catherine Ghosn

**DOSSIER | Recherches sur les enjeux de l'information et de la communication :
le GRESEC en perspective**

Introduction 123

AXE 1

Une réactualisation incessante d'enjeux autour des processus
d'industrialisation de la culture, de l'information et
de la communication 127
Benoit Lafon

De la création à la consommation de productions culturelles et média-
tiques industrialisées : entre mutations et continuités 132
Laurie Schmitt & Bernard Miège

AXE 2

Des mutations de l'espace public à la notion de publicisation 137
Isabelle Pailliant

Communication publique et construction publique
des questions sociétales 146
Sylvie Bardou-Boisnier, Jean Philippe De Oliveira & Isabelle Pailliant

AXE 3

Ancrage social des TIC 150
Adrian Staii & Dominique Cartellier

Écritures émergentes des objets communicationnels 156
Caroline Angé & Émilie Flon

Entre marketing et communication : diffusion des modèles,
hybridation des pratiques ? 159
Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat & Christelle Millet

Les stratégies et les modalités d'appropriation des TICS 162
Adrian Staii, Roxana Ologeanu-Taddei

AXE 4

Connaissances, information, documents 164
Laurence Balicco

Activités informationnelles et organisation des connaissances :
résultats et perspectives pour l'information spécialisée 170
Viviane Clavier, Céline Paganelli

LE SÉMINAIRE TRANSVERSAL DU GRESEC.

LA « PARTICIPATION » AU REGARD DES SIC 176

Art, culture et participation : entre utopie et illusion 179
Marie-Christine Bordeaux

LA CHAIRE UNESCO EN COMMUNICATION

INTERNATIONALE 184
Bertrand Cabedoche

L'INTERDISCIPLINARITÉ AU REGARD DU GRESEC

La pratique de l'interdisciplinarité en SIC 187
Bernard Miege

Information, communication et images d'astrophysique :
le projet CYBELE 190
Jean-Stéphane Carnel

Sciences de l'information et de la communication et interdisciplinarités radicale : le projet cogis, communication, géosciences, inondations, séismes	194
Benoît Lafon	

EXPÉRIENCES, ENQUÊTES _____

Humanités digitales, la mesure des littératies	199
Olivier Le Deuff	

MONDES PROFESSIONNELS _____

Consortium entrepreneuriat : le pilotage de six actions de recherche en Nord-Pas-De-Calais	207
Pascal Philippart & Isabelle Kustos	
Le prix du meilleur mémoire de communication publique : modalités, enjeux, portée	214
Dominique Bessières	

CARTE BLANCHE AUX JEUNES CHERCHEURS _____

Les enjeux autour de l'organisation d'un événement scientifique par des doctorants : le cas de la « journée jeunes chercheurs » à Lille	225
Béregère Stassin & Geoffroy Gawin	
Le terrain et ses « situations problématiques ». Élaboration d'un travail de recherche sur les discours liés à l'alimentation scolaire dans les écoles	229
Marie Berthoud	
Le web des données ou le media de valorisation des pratiques professionnelles en bibliothèques	237
Kaouther Azouz	
Construction d'un savoir sur la communication : vers l'adoption d'une posture d'ethnologue-amateur	245
Marion Rollandin	
Communication de crise via les médias sociaux : collecte, stockage et analyse des données	254
Antonin Segault, Federico Tajariol & Ioan Roxin	

HOMMAGE

Geneviève Jacquinot-Delaunay (1937-2014)

Geneviève-Jacquinot-Delaunay nous a quittés le 14 décembre 2014. *Les Cahiers de la SFSIC* lui rendent hommage.

HOMMAGE À UMBERTO ECO (1932-2016)

ENTRETIEN DE BRIGITTE CHAPELAIN
AVEC JACQUES PERRIAULT

B. C. : *Dans quelles circonstances as-tu connu Umberto Eco ?*

J. P. : J'ai rencontré Umberto Eco lorsqu'il m'a demandé de participer aux travaux qu'il conduisait avec Alain le Pichon dans le cadre du réseau universitaire *Transcultura* qu'ils ont créé en 1988 et qui deviendra l'Institut international *Transcultura*. Alors que la globalisation n'avait pas le visage qu'elle offre aujourd'hui l'objectif était bien de développer une anthropologie « réciproque » pour lutter contre les positions culturelles dominantes en proposant des approches et des méthodes transculturelles. Tous deux ont rassemblé un nombre de chercheurs de pays différents créant ainsi un axe euro-asiatique, un axe euro-méditerranéen et un axe euro-africain. Alain le Pichon m'a demandé de participer à leurs travaux car il était intéressé par « La logique de l'usage » ouvrage que j'ai écrit en 1989. Jusqu'à présent les anthropologues occidentaux travaillaient sur les pays du sud, mais dans le cadre de l'anthropologie réciproque, ce sont les pays du sud qui vont travailler sur ceux du nord. Ainsi un chercheur malien, Moussa Sow a observé et analysé la médecine parallèle dans le Médoc girondin.

Notre discipline ne devrait pas oublier de telles initiatives. Il faudrait internationaliser davantage nos travaux et mettre en pratique dans cette perspective l'analyse et la réflexion sur l'interculturel. La fondation AMELA (Aires méditerranéenne et latino-américaine) initiée par José Vidal Beneyto se situe dans cette mouvance.

B. C. : *Que retiens-tu d'Umberto Eco ?*

J. P. : L'image d'Umberto Eco est multiple. Entre le sémioticien, le romancier, le spécialiste de l'ésotérisme et de la culture médiévale, le philosophe et l'analyste des medias il a dessiné un nouveau style d'intellectuel que j'ai trouvé très important dans un monde universitaire souvent peu enclin à la diversification des intérêts et des activités.

Il avait effectivement plusieurs cordes à son arc et il savait en jouer. Jacques le Goff l'appelait « Le grand alchimiste »

Il avait également un humour à froid assez extraordinaire. De plus c'était un véritable conteur.

Paris le 4 mai 2016.

DANS L'ACTUALITÉ

RÉSEAUX SOCIAUX ET BIBLIOTHÈQUES

Quatre contributions sur cette thématique

DES RÉSEAUX SOCIAUX LITTÉRAIRES À LA MUTATION DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES EN BIBLIOTHÈQUE

NICOLAS MALAIS*

Les bibliothèques, que l'on pouvait considérer autrefois comme « emmurées », bénéficient aujourd'hui de toutes les possibilités ouvertes par le numérique et notamment par les réseaux sociaux. Le succès de ces réseaux depuis l'avènement du web 2.0 ne se dément pas : ils participent des modalités du faire vivre et du vivre ensemble la culture littéraire sur Internet, avec les désormais traditionnels sites, blogs et forums thématiques. Ce qui nous frappe c'est qu'aux réseaux sociaux classiques comme Twitter et Facebook, s'ajoutent désormais des communautés de lecteurs en ligne fondées sur l'intérêt et la passion pour la création, la découverte des œuvres et des auteurs. Ce type de réseau social numérique – spécifiquement littéraire – s'est développé ces dernières années, avec les succès notamment de Babelio, Goodreads ou encore Libfly. Ces réseaux intéressent particulièrement les bibliothèques et participent de leurs mutations. En effet ils apportent aux bibliothèques des outils nouveaux pour la recommandation des ouvrages, pour la classification en ligne ainsi que pour l'établissement et l'entretien de communautés de lecteurs. Comment ces réseaux influencent-ils aujourd'hui l'organisation et le fonctionnement des bibliothèques ? Comment participent-ils d'une nouvelle forme de médiation – numérique – et de la redéfinition du métier de bibliothécaire ?

Des réseaux sociaux littéraires avant les réseaux sociaux littéraires

Y avait-il des réseaux sociaux littéraires avant nos jours ? La réponse est oui, bien sûr. Il suffirait d'évoquer les salons littéraires comme celui de Madame de Rambouillet au XVII^e siècle : la sociabilité littéraire n'est pas une nouveauté. Plus proche de nous, les clubs de

* Pôle des métiers
du livre de St Cloud.
Université Paris Ouest
Nanterre La Défense.
C.S.L.F (Centre des
sciences de la littérature
en langue française)

lecture du XIX^e siècle paraissent être les véritables ancêtres des communautés de lecteurs - qui en sont une sorte de remise au goût du jour. Sauf qu'il n'est plus nécessaire de se réunir en un endroit donné : les lecteurs peuvent se retrouver depuis n'importe quel endroit - à partir du moment où ils sont connectés à Internet.

Au XIX^e siècle les lectures publiques et les veillées littéraires étaient des pratiques populaires : il s'agissait déjà pour les liseurs d'animer une communauté et de réunir un public autour de la lecture. Ces pratiques de lecture collective étaient alors souvent le fait de bibliothèques populaires. Il serait utile de revenir par exemple sur les travaux de Noë Richter sur la lecture publique et les bibliothèques populaires dans une perspective comparatiste avec les réseaux sociaux littéraires d'aujourd'hui¹. Les clubs de lecture étaient déjà, bien sûr, des réseaux de sociabilité et Jean Macé, cité par Richter, les définissait comme « moitié lecture, moitié conversation » (Richter, 1978) : on n'est pas très loin des communautés de lecteurs d'aujourd'hui. Les réseaux sociaux littéraires sont ainsi les lointains descendants de ces clubs et naissent du même effort de réunir des publics autour du livre – effort qui fut par ailleurs largement soutenu par la presse littéraire populaire du 19^e.

Les rapports entre sociabilité littéraire et bibliothèques sont également de l'histoire ancienne. On pourrait prendre comme exemple le salon de l'Arsenal qui réunissait autour de Charles Nodier à la bibliothèque de l'Arsenal toute la première génération romantique : on peut citer Dumas, Hugo, Balzac, Lamartine ou Delacroix. La sociabilité littéraire du Cénacle de l'Arsenal était faite de réunion d'écrivains, d'échanges autour de lectures et de débat d'idées. Une gravure célèbre de Nadar, datant de 1854, le « Panthéon Nadar » représente bien ce réseau de sociabilité entre poètes, romanciers, historiens, publicistes et journalistes au XIX^e siècle.

Des réseaux plus spécialisés existaient alors également en bibliothèque. À l'Arsenal se réunissaient dans les années 1830 des bibliophiles et des sociétés de bibliophiles : le lieu était soutenu par des organes de presses ou des revues, comme le *Bulletin du Bibliophile*, où les lecteurs et les érudits pouvaient déjà échanger via une rubrique de courrier des lecteurs. Si les réseaux sociaux littéraires d'aujourd'hui s'inscrivent dans une économie – notamment celle de la prescription – cela n'est pourtant pas forcément nouveau : on mélangeait déjà les genres au XIX^e siècle ; la bibliothèque l'Arsenal apportait ainsi déjà son soutien à des commerces comme l'édition et la librairie ancienne qui eux-mêmes participaient de la promotion. Qui eux-mêmes participaient de la promotion de l'Arsenal ainsi que de la valorisation de ses fonds. On retrouve ainsi, déjà, au XIX^e siècle quelques-unes des problématiques « très modernes » de la

sociabilité littéraire et des réseaux. Simplement, la médiation utilise aujourd'hui des outils numériques.

Réseaux sociaux et médiation numérique

Les réseaux sociaux et les communautés de lecteurs ont aujourd'hui une place centrale dans la « médiation numérique » des bibliothèques. La théorisation de ce concept – qui se veut une pratique professionnelle – a été principalement le fait ces dernières années de bibliothécaires, tels Silvère Mercier, Xavier Galaup, Thomas Chaimbault et d'autres. On citera aussi l'ancienne plateforme *Bibliolab* animée par le groupe de travail *Bibliothèques hybrides* qui animait une rubrique de la revue de l'ABF² jusqu'en 2013.

Silvère Mercier³ a donné une définition largement reconnue par ses pairs de ce qu'est la médiation numérique : « La médiation numérique est une démarche visant à mettre en œuvre des dispositifs de flux, des dispositifs passerelles et des dispositifs ponctuels pour favoriser l'accès organisé ou fortuit, l'appropriation et la dissémination de contenu à des fins de diffusion des savoirs et des savoir-faire. »⁴

Pour simplifier il s'agit avant tout de mettre en place des dispositifs de médiation – mais en ligne – et de se servir de ressources numériques pour mettre en avant des contenus choisis par des bibliothécaires. La médiation numérique permet ainsi de promouvoir les bibliothèques en ligne ainsi que de créer et d'animer des communautés. La médiation numérique repose sur des acteurs – les bibliothécaires – et sur des outils : réseaux sociaux, sites internet, blogs, podcasts, tchats, sondages ou concours en ligne, vidéos, etc.

Les bibliothèques utilisent les réseaux sociaux classiques, type *Twitter*, *Facebook* ou encore *Pinterest*, mais développent également leurs activités sur les réseaux sociaux littéraires. Ces réseaux sont plus qu'un outil parmi d'autres pour animer des communautés : ils fournissent des structures virtuelles qui permettent à ces communautés d'exister véritablement et de se développer. Les réseaux sociaux littéraires et les communautés de lecteurs apparaissent ainsi comme des outils primordiaux dans les démarches de médiation numérique, si l'on suit notamment la définition qu'en donne Xavier Galaup président de l'I.A.B.D⁵ qui explique que la médiation numérique est une « démarche hybride entre outil de mise en valeur des contenus, outil de communication et outil de relation à l'utilisateur »⁶.

Cependant, une bibliothèque reste un lieu physique « classique » avec une communauté d'utilisateurs traditionnels. La volonté de se positionner

en ligne, de développer des médiations numériques, s'inscrit toujours dans une politique plus globale de management des bibliothèques. Un des enjeux pour ces dernières, c'est de savoir ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas, ce qui relève d'une démarche de long terme ou de l'effet de mode ; mais aussi de savoir ce qui relève du dire ou du faire ; des bonnes intentions et des réalisations concrètes. Le manque de moyens financiers et humains, le manque de formation des bibliothécaires peuvent freiner la métamorphose des bibliothèques en des lieux hybrides dans un contexte de « dématérialisation progressive des collections, et [de] désintermédiation physique des services proposés aux usagers⁷. »

Les ressources des bibliothèques sont aujourd'hui à la fois sur papier, numérisées ou numériques et dans, ou hors la bibliothèque. La bibliothèque numérique et la bibliothèque réelle, l'espace physique et l'espace virtuel, sont désormais articulés. Dans le rapport aux communautés de lecteurs, c'est aussi l'avenir des bibliothèques qui est en jeu. On se demande par exemple déjà, à la bibliothèque de l'université de Cornell – 7,5 millions de volumes et 41 prix Nobel pour l'université elle-même – si la prestigieuse salle de lecture, face aux ressources numériques, pourrait être autre chose dans le futur qu'une sorte de *Starbucks* amélioré...

À quoi ressemblera la bibliothèque de Cornell dans dix ans – à un *Starbucks* de luxe, à un espace web amélioré, ou sera-t-elle essentiellement la même ? Aurons-nous encore besoin de kilomètres de rayonnages, ou devons-nous plutôt sortir les livres de la bibliothèque et réorganiser son espace ? Devrons-nous augmenter ou réduire les budgets d'acquisition - et nous concentrer sur l'accès en ligne ? Est-ce que les chercheurs de diverses disciplines partagent une même vision sur le sujet ? Et comment peuvent-ils commencer à préparer le futur de la bibliothèque de Cornell ?⁸

Bibliothèques et Communautés de lecteurs

Les réseaux sociaux et tous les sites de nature plus ou moins communautaire peuvent être utilisés dans une optique littéraire, qu'on parle de blogs, forums, *Twitter*, ou *Facebook*. Cependant, de nouveaux acteurs spécifiquement littéraires ont vu le jour depuis quelques années et se développent rapidement : il s'agit des communautés de lecteurs. On peut distinguer une évolution claire des premières communautés de lecteurs – les proto-réseaux sociaux littéraires à l'image de *Zazieweb* – à l'apparition des véritables réseaux sociaux du livre, sous leurs premières formes dans les années 2006-2007 pour

Goodreads ou *Babelio*, 2009 pour *Libfly* – trois entreprises qui se sont grandement développées depuis le début des années 2010.

Les communautés de lecteurs sont à la fois des réseaux sociaux pour les lecteurs et des services de recommandation et de prescription. Ils agrègent également des contenus très importants autour du livre et sont de véritables bases de données communautaires et participatives, clairement orientées cross-media. Le public est large et les chiffres impressionnent : près de 31 000 membres annoncés sur la page d'accueil de *Libfly*, près de 150 000 chez *Babelio* – pour évoquer les réseaux français ; 25 millions de membres sont revendiqués par *Goodreads*, mais à l'international et en plusieurs langues.

Il y a bien sûr des différences énormes entre les publics de ces sites. Sans caricaturer à outrance, on constate rapidement que les 15-25 ans amateurs de fantasy ou de *Twilight* peuvent être vus comme un des publics modèles de *Goodreads*, tandis que la grande lectrice de 30 à 50 ans est souvent mise en avant par *Babelio* comme son public type. Il est par ailleurs nécessaire de préciser que sur ces sites tous les utilisateurs ne sont pas actifs et que tous ne sont pas prescripteurs. D'autre part ces plateformes ont des modèles économiques différents. *Libfly* et *Babelio* nous intéressent particulièrement, parce que ces sites tirent une partie de leurs ressources de contrats signés avec les bibliothèques, auxquelles ils permettent d'utiliser leurs contenus communautaires.

Ces sites sont-ils économiquement indépendants ? La question est complexe, car il faudrait définir exactement ce qu'est l'indépendance pour un acteur du web. Reste que *Libfly* est lié à *Archimed* éditeur de logiciels pour les bibliothèques ; *Goodreads* appartient à *Amazon*, *MyBoox* appartient au groupe Hachette. *Babelio* appartient à ses fondateurs, mais sa base de données est dépendante d'*Amazon*⁹. D'autres plateformes se sont développées dans le sillage de ces principaux acteurs : *Lecteurs.com* qui appartient à *Orange*, *Entrée Livre* qui appartient à *Decitre*, *Anobii* qui appartient au groupe italien *Mondadori*. On citera également *LibraryThing*, *Livreaddict*, *SensCritique*... Tous ces sites font une large place à des systèmes de prescription, d'évaluation, de validation, de reconnaissance *de et par* les utilisateurs.

Les bibliothèques ont aujourd'hui un intérêt fort pour ces communautés et les bibliothécaires eux-mêmes peuvent en être membres – pour eux-mêmes ou à titre professionnel. Les outils nouveaux qu'ils apportent – recommandation, classification, établissement de communautés – sont très utiles pour les entreprises de médiation numérique des bibliothèques. Un des regrets les plus fréquents des

bibliothécaires chargés de ce nouveau type de médiation est cependant que *Babelio* aurait dû être inventé par des bibliothécaires²⁰. La fonction première de *Babelio* était de permettre à des particuliers de classer et de partager leurs livres et non d'être un service aux bibliothèques. Cet aspect s'est développé peu à peu et aujourd'hui les bibliothèques enrichissent notamment leurs catalogues de critiques de lecteurs grâce à ce type d'outils.

Vers une redéfinition de l'identité professionnelle des bibliothécaires et de leurs métiers

Les communautés de lecteurs participent à la redéfinition de l'identité des bibliothèques et du métier de bibliothécaire. Le web 2.0 transforme l'indexation, qui devient parfois indexation personnelle ou folksonomie, entre partage de signets et nuages de tags qui concurrencent quelque peu les classiques classifications bibliothécaires ou les complètent. Il y a une liberté totale dans les mots-clefs choisis et aucun thésaurus. La recommandation, la prescription numérique se retrouvent également au cœur de cette redéfinition du métier de bibliothécaire. Les réseaux sociaux déplacent la prescription d'une certaine verticalité, assez traditionnelle, à une horizontalité, très claire, où les bibliothécaires et leurs lecteurs se placent au même niveau. Cela est vrai aussi bien pour les médiathèques que pour les bibliothèques patrimoniales. Cela est valable plus largement pour l'ensemble des réseaux sociaux. On peut prendre l'exemple de *Gallica* dont le compte *Twitter* pointe essentiellement vers les documents qu'il prescrit. *Gallica* se présente en ces termes : « *Gallica* est la bibliothèque numérique de la BnF et de ses partenaires. Suivez les nouveautés de *Gallica* et découvrez les trouvailles des #Gallicanautes. »²¹ *Gallica* met ainsi en avant l'importance de ses usagers dans sa politique prescriptive²², et considère comme un état de fait un processus prescriptif horizontal sollicitant la collaboration de ses usagers. Les usagers des bibliothèques s'affranchissent ainsi des systèmes de validation traditionnels.

On peut au passage se demander qui sont les participants à ces réseaux et qu'est ce que sous-tend pour eux l'idée de critiquer en ligne ? Critiquer pour partager ses lectures, *pro bono* ? Recommander pour exister ? Recherche de pouvoir symbolique ? Et qu'en est-il des rencontres réelles ? *Libfly* soutient des événements autour de l'édition avec la *Voie des indés*, tandis que *Babelio* organise par exemple des pique-niques.

On assiste aujourd'hui de par ce lien de plus en plus ténu entre les bibliothèques et les réseaux sociaux littéraires, à une redéfinition de

l'identité professionnelle des bibliothécaires. La veille numérique tout comme la médiation numérique occupe désormais une partie importante de leur travail et de nouveaux métiers naissent en bibliothèques, notamment la fonction de community manager, qui au-delà du partage des tâches, peut devenir une fonction à plein temps. Plus largement il s'agit d'un infléchissement des pratiques professionnelles de l'ensemble des bibliothécaires. On peut présumer ainsi raisonnablement, aujourd'hui, que cette large redéfinition des métiers et des missions des bibliothèques n'en est qu'à son commencement.

Bibliographie

- CHAIMBAULT Thomas, La bibliothèque hybride et les services aux publics, <http://www.slideshare.net/Faerim/outils-de-publications-et-de-partages-en-bibliothèques-applications>. Consulté le 15/2/2015.
- GALAUD Xavier, « Développer la médiation documentaire numérique », <http://mediationdoc.ensib.fr/lire-en-ligne/sommaire/mode-demploi>. Consulté le 15/2/2015.
- HATCHUEL Armand, « Les marchés à prescripteurs : crise de l'échange et genèse sociale » in *L'inscription sociale du marché*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- L'équipe@GallicaBnF, « Une bibliothèque numérique sur les réseaux sociaux », *BBF*, n° 5, 2012, pp. 31-38, <http://bbf.ensib.fr/consulter/bbf-2012-05-0031-007>. Consulté le 15/2/2015.
- RICHTER Noë. « Aux origines de la lecture publique », *BBF*, n° 4, 1978, <http://bbf.ensib.fr/consulter/bbf-1978-04-0221-001>. Consulté le 15/2/2015.
- WIART Louis, 2014, « Lecteurs, quels sont vos réseaux ? », <http://www.inaglobal.fr/edition/article/lecteurs-quels-sont-vos-reseaux>. Consulté le 15/2/2015.

Notes

1. RICHTER Noë. Aux origines de la lecture publique. *BBF*, 1978, n° 4, 1978, <http://bbf.ensib.fr/consulter/bbf-1978-04-0221-001>. Consulté le 15/2/2015.
2. <http://www.abf.asso.fr/2/68/192/ABF/bibliotheques-hybrides-presentation>. (Consulté le 15/2/2015).
3. Chargé de la médiation et des innovations numériques à la Bibliothèque Publique d'Information du Centre Pompidou à Paris.
4. <http://www.bibliobsession.net/2010/03/03/mediation-numerique-en-bibliotheque-une-definition>. (Consulté le 15/2/2015).
5. Interrassociation archives bibliothèque et documentation .
6. <http://mediationdoc.ensib.fr/lire-en-ligne/sommaire/mode-demploi>
7. Source : Thomas Chaimbault (Enssib), <http://www.slideshare.net/Faerim/outils-de-publications-et-de-partages-en-bibliothèques-applications>. Consulté le 15 février 2015.

8. The Future of Research Libraries and What it Means for Cornell », [« Le futur des bibliothèques de recherche, et ce que cela implique pour Cornell »], texte de présentation par l'université de Cornell d'une conférence vidéo du 31 mars 2013 : <http://www.cornell.edu/video/the-future-of-research-libraries-and-what-it-means-for-cornell>, consulté le 15 février 2015.

9. Babelio ne peut donc proposer l'achat de livres que via Amazon. D'après les fondateurs du site, Électre, base bibliographique française éditée par le Cercle de la librairie refuse de leur fournir sa base de données à des conditions financières acceptables...

10. Source : Franck Queyraud : <http://www.lettresnumeriques.be/2013/03/01/franck-queyraud-babelio-aurait-du-etre-invente-par-des-bibliothecaires/>

11. Source : <https://twitter.com/GallicaBnF>, consulté le 15 février 2015.

12. Voir notamment sur le sujet l'article suivant de L'équipe@GallicaBnF, « Une bibliothèque numérique sur les réseaux sociaux », BBF, 2012, n° 5, p. 31-38. Disponible en ligne : <http://bbf.enssib.fr>, consulté le 15 février 2015.

MÉDIATION NUMÉRIQUE ET NOUVEAUX PRESCRIPTEURS DU LIVRE

PIERRE FRÉMAUX*

La diffusion du livre a connu un développement historique singulier, marqué par des ruptures technologiques et sociales profondes. Mais son apparente stabilité depuis quelques décennies masque d'importantes évolutions. Le sujet qui cristallise aujourd'hui l'attention d'une "chaîne du livre" amenée à changer de forme est celui des mutations numériques, qui affectent tout à la fois les modes de commercialisation et les rapports de forces industriels, les supports et les formats de lecture, enfin les moyens de prescription. C'est cet angle en particulier qui nous intéresse, en tant que fondateurs de *Babelio*, réseau social créé en 2007, dédié à la découverte de livres entre lecteurs ; et qui permet notamment aux internautes de partager leurs goûts littéraires. Nous aborderons ici trois enjeux de ces nouvelles formes de médiation : le contexte socio-technologique qui les a vu émerger, le rôle spécifique des bibliothèques publiques dans ce nouveau tissu de prescripteurs et enfin nous tenterons d'offrir un éclairage particulier sur les outils de recommandation automatisés.

Le contexte d'émergence des nouveaux prescripteurs

Sans remettre en cause la spécificité des prescripteurs traditionnels, on a vu émerger au cours des dix dernières années des outils en ligne qui permettent aux lecteurs de leur disputer le monopole apparent de la recommandation de lecture. Apparent simplement, car si le terme de prescripteur désigne la capacité à influencer les décisions de lecture ou d'achat de livres, il est indéniable que le bouche-à-oreille entre lecteurs a toujours été un mode de découverte parallèle à la recommandation du libraire, du bibliothécaire, du journaliste, du professeur, de l'éditeur.

La nouveauté néanmoins, réside dans le rôle croissant joué par ces lecteurs-prescripteurs via internet et dans leurs caractéristiques singulières. Chaque mois, de nombreux lecteurs se rendent sur *Babelio* pour chercher des recommandations de lecture ou plus largement des informations sur les livres. Que recherchent-ils qu'ils ne trouvent déjà ailleurs ? Y a-t-il une typologie particulière de livres sur lesquels ces

* Co-fondateur Babelio.com

lecteurs concentrent leurs recommandations ? Quelles sont les caractéristiques qualitatives des nouvelles formes de prescription à l'œuvre ?

Nous disposons de nombreux éléments qui permettent, au moins partiellement, de répondre à ces interrogations : les données statistiques des lectures des internautes membres de ces communautés, mais aussi des questionnaires soumis directement aux mêmes lecteurs. Il en ressort plusieurs tendances.

Tout d'abord la prescription sur internet entre lecteurs est prise pour sa neutralité, sa diversité et sa personnalisation. Les internautes valorisent ainsi les recommandations de lecteurs amateurs à la fois pour la proximité de leurs goûts de lecture, pour leur indépendance supposée et pour les échanges et interactions que permet cette relation sans hiérarchie. S'ils expriment parfois une défiance à l'égard de médiateurs traditionnels dont l'autorité est remise en cause (par exemple celle des jurys de prix littéraires) les lecteurs ont surtout recours au bouche-à-oreille via internet car certains genres littéraires sont peu ou mal couverts par ces prescripteurs historiques. Les littératures dites de genre, de la science-fiction à la fantasy, ou encore la bande dessinée sont de ce point de vue très représentées sur les réseaux de lecteurs.

Outre cette différence qualitative, on a pu étudier la répartition des titres recommandés via les réseaux de lecteurs. Lorsque l'on interroge les lecteurs sur les auteurs découverts par ce biais, si les meilleures ventes sont effectivement bien représentées, on remarque une grande diversité et une répartition en «longue traîne» : à savoir qu'une majorité d'auteurs sont cités par un très faible nombre de lecteurs. Louis Wiart a mené un travail comparatif sur la représentation de la diversité au sein des médias traditionnels et des réseaux de lecteurs³ et constate également que ces derniers permettent "une démocratisation de l'accès à la visibilité" à travers un éventail plus large de romans critiqués que dans la presse, à la télévision ou à la radio.

Enfin on a pu constater que ces activités de prescription servaient davantage à qualifier qu'à disqualifier un livre. On relève cette tendance pour ceux qui émettent la prescription – on recueille 7 fois plus de critiques très positives que de critiques très négatives sur notre réseau de lecteurs –, mais également pour ceux qui la suivent et jugent plus utiles les avis favorables. Devant l'importante production éditoriale, on peut supposer que les lecteurs attendent avant tout de leurs pairs des signaux permettant de dénicher leurs prochaines lectures.

Il nous semble important de souligner néanmoins que toutes les tendances évoquées ci-dessus masquent une certaine hétérogénéité des lecteurs. En effet, les membres actifs des réseaux de sociabilisation autour de la lecture représentent une minorité visible de grands lecteurs très désireux de découvrir et partager leurs recommandations. À l'autre bout du spectre, une grande majorité d'internautes lecteurs fréquentent ces espaces en simples consommateurs d'information, même si la hiérarchie des relations entre ceux-là (qui prescrivent) et ceux-ci (qui suivent une recommandation) s'est aplatie. En ce sens, la mutation de la prescription littéraire à l'heure d'internet relève autant des nouvelles formes et moyens d'expression que de la facilité à accéder à ces informations.

Dans le cas spécifique de *Babelio*, il s'agit autant d'un réseau de lecteurs que d'une base de données d'informations bibliographiques à laquelle se réfèrent les lecteurs dans leurs recherches comme outil de médiation. Début 2015, on retrouvait ainsi sur le site plus de 650 000 critiques de livres écrites par les lecteurs ou les bibliothécaires qui s'approprient le site, 40 000 chroniques de la presse professionnelle agrégées, 620 000 extraits de livres, 80 000 biographies d'auteurs, 70 000 vidéos, etc. Comment les bibliothèques publiques peuvent-elles exploiter ces nouvelles formes de prescription dans leur travail de médiation au service de leurs usagers ? Les communautés de prescripteurs en ligne, par nature sans géographie, ont-elles un rôle à jouer à l'échelle d'une institution aussi locale et ancrée dans le territoire qu'une bibliothèque ? Nous disposons de plusieurs enseignements à travers la création de *Babelthèque*, un service dédié aux bibliothèques publiques qui permet d'importer sur une notice bibliographique de catalogue public, les informations enrichies de *Babelio* (critiques, notes, citations, etc.).

Le rôle spécifique des bibliothèques publiques

On a pu croire par le passé qu'il suffisait d'offrir aux bibliothèques publiques les outils de partage propres aux usages d'internet pour que se créent spontanément des réseaux d'échanges d'information, qu'il suffisait de proposer aux usagers des espaces d'expression en ligne pour que ceux-ci diffusent des critiques de leurs lectures. Il semble aujourd'hui évident que ce mimétisme ne reproduit que la façade, et non la structure, et que de nombreuses limites le rendent souvent inopérant.

Tout d'abord, il apparaît qu'une communauté en ligne doit, pour fonctionner avec efficacité, atteindre une masse critique d'utilisateurs. Si l'utilité générale des réseaux croît en fonction du nombre d'usagers, cette croissance n'est pas linéaire mais exponentielle, respectant en

ce sens les attentes théoriques de Metcalfe par exemple – qui veut que l'utilité d'un réseau est proportionnelle au carré du nombre de ses utilisateurs. À cet égard, une communauté « potentielle » à l'échelle locale d'une bibliothèque publique est bien souvent trop réduite pour permettre d'atteindre les seuils au-delà desquels elle pourra s'auto-entretenir.

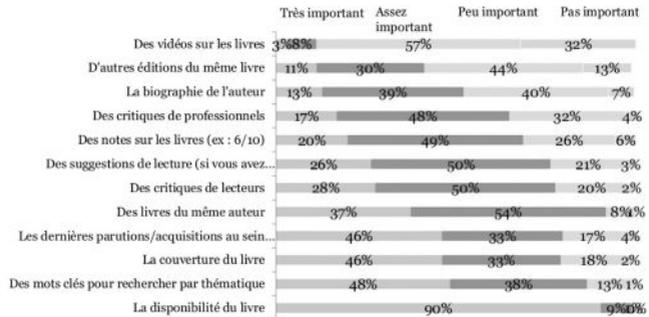
Plus fondamentalement, davantage que la technologie c'est le contexte social dans lequel s'insère un usager qui l'incite à s'exprimer sur internet. Un réseau social est par essence pensé comme un espace d'expression et de partage, avec des mécanismes de gratification qui lui sont propres et une possibilité, sinon de mesurer, du moins de deviner l'écho d'une recommandation ou d'une prescription. Un catalogue ou un site internet de bibliothèque publique peut difficilement offrir ce réseau de relations sociales pourtant essentiel. Cette double limitation explique probablement, au moins partiellement, pourquoi les lecteurs publient tout au plus quelques centaines de critiques par an sur les sites de bibliothèques publiques, alors qu'on en compte plus de cent mille sur la même période sur un réseau public de lecteurs.

Enfin, les utilisateurs d'un site comme *Babelio* en ont également un usage personnel et « égoïste », par exemple comme outil de suivi et de classement de leurs lectures. C'est dans l'agrégation de ces égoïsmes personnels qu'émerge une information collective pour le bien de la communauté. Si les membres de *Babelio* classent leurs livres en ajoutant des mots-clés (par exemple « littérature nordique », « shojo » ou « roman policier ») c'est essentiellement pour pouvoir s'y retrouver au sein de leurs propres lectures. C'est la raison pour laquelle les fonctionnalités d'ajout de mots-clés au sein des sites de bibliothèques publiques, ne fonctionnent pas : elles ne peuvent offrir cette dimension utilitariste qui, seule, permet de collecter des volumes importants de contenus.

Il semble en somme que les bibliothèques publiques n'ont pas pour vocation à reproduire les mécanismes des communautés de lecteurs, mais à réinventer sur internet leur rôle de prescripteur. C'est à notre sens davantage dans la complémentarité de ces deux approches opposées – amateur et collective d'un côté, professionnelle et singulière de l'autre – que le métier de bibliothécaire saura se renouveler avec pertinence, en conservant ce qui en creux, le rend davantage nécessaire : la personnalisation, le conseil, la sélection par exemple.

En parallèle, du côté des lecteurs, les exigences de médiation numérique en bibliothèque ont cru d'autant plus rapidement que les acteurs commerciaux de l'information sur le livre (tels que les

cybermarchands) proposent des enrichissements chaque jour plus nombreux. À la question « Quelles sont les informations les plus importantes sur la fiche d'un livre en bibliothèque », un panel de 455 internautes dévoilait ainsi une demande élevée d'informations complémentaires² :



Ces enrichissements permettent de mieux mettre en avant un travail de médiation, qu'il soit réalisé par des professionnels ou par des communautés de lecteurs, en le faisant passer à une nouvelle échelle à travers une visibilité permanente, une couverture d'un volume de livres important, et la mutualisation des recommandations. Mais en parallèle, à l'extrême opposée du travail de prescription personnalisée des bibliothécaires, des systèmes de recommandation automatisés ont émergé, qui permettent d'offrir des suggestions sur des catalogues extrêmement vastes, comme le fameux « Ceux qui ont acheté ce livre ont aussi acheté... » d'un commerçant en ligne bien connu. Nous souhaitons ici offrir quelques éclairages sur les mécaniques sous-jacentes afin d'en montrer les forces et les faiblesses au-delà des mythes et des craintes parfois infondées.

Les outils de suggestion automatisés

Si la mission des bibliothèques publiques passera toujours par une médiation humaine, par du conseil personnalisé, ou par une mise en avant éditorialisée des nouvelles acquisitions, il est devenu de plus en plus important d'offrir également des outils qui orientent l'utilisateur dans des catalogues de titres très profonds. À titre d'illustration, une bibliothèque publique comme la *Médiathèque José Cabanis* de Toulouse dispose d'un catalogue de 337 000 titres différents.

Les technologies initialement fondées sur une surenchère de puissance et d'intelligence algorithmique se sont progressivement réorientées

vers une meilleure utilisation des données. En effet, que l'on se fonde sur des données d'achat (« Ceux qui ont acheté ce livre ont aussi acheté »), de goût (« Ceux qui ont aimé ce livre ont aussi aimé ») ou sur des données descriptives (« Découvrez d'autres livres traitant des mêmes sujets »), l'enjeu capital – avant même le traitement des données – est de capter une masse critique de métadonnées de qualité.

Les moteurs de recommandation fondés sur des statistiques d'emprunt ne disposent pas d'une base suffisante d'informations pour proposer des suggestions pertinentes. D'après les données d'activité des bibliothèques municipales 2010³ on a en moyenne 38263 emprunts par bibliothèque (niveau 1 à 3) et par an. Outre le fait que c'est un volume beaucoup trop faible, ces données sont biaisées : si un parent emprunte pour lui et pour son enfant, si un lecteur emprunte deux livres de la rentrée littéraire... du même coup les titres composants ces paniers d'emprunt sont rapprochés dans les moteurs, pour de mauvaises raisons. Enfin ces données ne rendent pas compte de la lecture effective d'un titre, encore moins de son appréciation réelle, mais simplement de l'emprunt. En outre, des contraintes juridiques empêchent la conservation à long terme de données d'emprunts des lecteurs. L'émergence des réseaux sociaux a créé une rupture technologique, passant d'une rareté à une surabondance de métadonnées en tous genres. Des dizaines de millions d'informations (notes, mots-clés de classement, lectures, typologie de lecteurs etc.) doivent ainsi être traitées statistiquement.

Afin de nourrir le moteur de suggestion le plus précis et le plus pertinent possible *Babelio* exploite ainsi quatre types de métadonnées :

Les métadonnées d'usage :

– les lectures des internautes : qui a lu quoi ? Avec une base de plusieurs millions de livres lus par les membres de *Babelio*, on dispose d'un panel suffisant pour réaliser des traitements tels que décrits par la suite. À noter que l'on interprète aussi bien la lecture effective que les intentions de lecture (mesurée par les livres ajoutés aux listes de « livres à lire » sur *Babelio*).

– -les notes attribuées aux livres : quelles sont les appréciations des lecteurs ? En effet, qu'un usager ait lu un livre ne signifie pas qu'il l'ait apprécié. Il est nécessaire d'interpréter les goûts effectifs pour recommander ou ne pas recommander un titre à un lecteur.

– -les données implicites. Enfin *Babelio* est en mesure d'exploiter des informations d'usage telles que les pages de livres consultées, les clics sur les recommandations ou encore le temps de consultation, qui permettent de mesurer l'intérêt pour un livre.

Les métadonnées descriptives communautaires :

Il s'agit ici de traiter les 6 millions de mots-clés utilisés par les internautes pour classer leur bibliothèque (du « manhwa » au « polar islandais ») qui sont analysés, traités et filtrés.

- Les métadonnées non structurées

Babelio exploite ici tous les textes non structurés, tels que les critiques de lecteurs, les résumés, les titres des livres etc., qui sont analysés afin de compléter les métadonnées communautaires. On pourra par exemple deviner que tel livre traite de « développement informatique » si l'on retrouve des éléments sémantiques propres à cette thématique dans le descriptif et le titre du livre.

- Les métadonnées structurées

On parle ici des dates de parution, nationalité de l'auteur, taxinomies professionnelles etc. Toutes ces informations sont interprétées pour affiner les recommandations de lecture.

Du côté des algorithmes en eux-mêmes trois grandes familles d'algorithmes sont utilisées :

- Le filtrage collaboratif

Il s'agit ici de l'ensemble des méthodes qui visent à construire des systèmes de recommandation utilisant les opinions et évaluations d'un groupe. C'est la logique appliquée sur les algorithmes de type « Ceux qui ont aimé ce livre ont également aimé... » Au-delà des caractéristiques descriptives d'un titre on analyse en effet les populations de lecteurs intéressées par un livre donné. Par exemple le terme « roman d'amour » qualifie aussi bien *Belle du Seigneur* d'Albert Cohen ou *Les Camarades* d'Erich Maria Remarque que *Les promesses de la passion* de Danielle Steel ou *Parce que je t'aime* de Guillaume Musso. Le filtrage collaboratif nous permettra de comprendre que ces titres sont lus de facto par des populations de lecteurs très différentes et par conséquent d'affiner le type de recommandation de lecture en fonction.

- L'analyse du contenu

Babelio se fonde là sur l'ensemble des mots-clés ajoutés par les internautes pour qualifier une œuvre, et sur toutes les données descriptives relatives à un titre.

- Les algorithmes de réduction

Chaque titre peut être représenté métaphoriquement comme l'ensemble de caractéristiques évoquées ci-dessus. Par exemple : *Limonov* d'Emmanuel Carrère est un titre caractérisé par l'ensemble des mots-clés qui le composent (biographie, roman, Urss, politique, New York etc.). Toutefois, la comparaison de deux titres ne pourrait se faire par la comparaison naïve de la totalité de ces caractéristiques, d'une part car plusieurs dizaine de milliers de critères seraient à prendre en compte, d'autre part car de nombreux critères sont redondants. En effet, il sera plus pertinent de rapprocher *Limonov* d'un titre partageant les critères « Russie », « biographie romancée » et « littérature

française que d'autres titres partageant les critères « Urss », « livre sur la Russie », « Russie », ces 3 derniers mots-clés relevant d'une caractéristique similaire voire redondante.

Notre troisième série d'algorithmes permet précisément d'éviter ces écueils en réalisant une projection des milliers de caractéristiques dans un espace aux dimensions réduites. Schématiquement chaque livre est assimilé à un polytope (un polygone en plusieurs dimensions) où chaque sommet représente un mot-clé caractéristique, et où les mots-clés similaires sont proches dans l'espace. On comparera ainsi deux livres en cherchant les polytopes similaires, assurant une meilleure pertinence de recommandation.

Les nouvelles technologies de l'information affectent durablement les moyens de découverte du livre, au-delà de la dématérialisation progressive des supports de lecture. Il est encore tôt pour évaluer l'effet de ces mutations sur la typologie des livres ainsi médiatisés, même si certaines enquêtes laissent déjà entrevoir un renforcement des best-sellers accompagné d'un élargissement des références de livres à faible tirage. En revanche on entrevoit déjà que les acteurs de la prescription se diversifient et se multiplient et que l'impact du lecteur devient plus évident. La bibliothèque publique, si elle n'est pas remise en cause en tant que telle, doit de son côté trouver de nouveaux moyens de s'insérer dans cet écosystème si elle veut perpétuer son rôle de médiateur à l'ère d'internet.

Notes

1. « Les livres en réseau, le choix des lecteurs à l'heure des réseaux sociaux de lecture », Journée Interprofessionnelle « Livre numérique – livre papier : une nécessaire complémentarité », CRL en Limousin, Limoges, 1^{er} décembre 2014.
2. Étude Babelio « La médiation numérique en bibliothèque », janvier 2015, <http://www.slideshare.net/Babelio/sondagemediationnum>.
3. Bibliothèques municipales, Données d'activité 2010 – Synthèse nationale, Observatoire de la lecture publique/Ministère de la Culture et de la Communication.

FABRICATION ET JUSTIFICATION DES « CONTENUS PRODUITS PAR LES UTILISATEURS » DES RÉSEAUX SOCIAUX DU LIVRE AUPRÈS DES BIBLIOTHÈQUES

MARC JAHJAH*

La littérature académique a, depuis quelques années déjà, évalué les apports des contenus produits par les utilisateurs des réseaux sociaux du livre aux bibliothèques¹. Aussi cette contribution n'en fournira ni une lecture critique, qui reviendrait à déterminer leurs intérêts éventuels ou leurs limites, ni une synthèse prospective, chargée de réfléchir aux moyens de dépasser des expérimentations imparfaitement menées. On essaiera plutôt de dégager, d'une part, les moyens par lesquels ces formes sont fabriquées et collectées par des dispositifs d'échange sur Internet (ou « réseaux socionumériques », comme *Librarything* aux États-Unis et *Babelio* en France); d'autre part, la manière dont ils sont présentés auprès des bibliothécaires; enfin, les processus discursifs par lesquels un ensemble de discours s'implantent dans les institutions. Ce positionnement, ni technophobe ni technophile, vise seulement à rendre compte des imaginaires et motifs qui innervent le monde des livres.

L'incitation à participer et le collectage des formes produites

Les réseaux sociaux du livre sur Internet ne sont pas des dispositifs récents (*ZazieWeb* est en effet apparu dans les années 1990); leur industrialisation, par contre, date des années 2000. Ces quinze dernières années ont en effet vu émerger des espaces numériques, manifestement inspirés du « Web 2.0 », qui enjoignent les lecteurs à produire un certain nombre de formes médiatiques (citations, extraits, critiques, etc.) nécessaires à leur valorisation économique. La captation d'une large audience assure ainsi de potentiels revenus publicitaires, quand les contenus produits par les utilisateurs font l'objet d'exploitations diverses, parmi lesquelles la « location de données » (Wiant, 2014) auprès de bibliothèques partenaires, comme c'est par exemple le cas avec *Librarything/GoodReads* aux États-Unis et

* Université Paris 4,
EHESS

Babelio/Libfly en France. Cette location prend la forme d'une intégration automatisée, dans le catalogue même de ces bibliothèques, d'un certain nombre de contenus de ces réseaux. Ainsi, le catalogue de la bibliothèque de Toulouse accueille les notes, critiques et « tags » des utilisateurs de *Babelio*.

Une « fiche » de livre sur *Babelio* (mais la remarque pourrait être étendue aux autres réseaux), se présente comme un ensemble de métadonnées fournies par les éditeurs² (couverture, nom de l'auteur, etc.) et une unité de rassemblement de formes et d'actions (tags, critiques, votes, extraits, citations, etc.) produites par des lecteurs. On a ici affaire à un « modèle anthologique » qui « permet de transformer les éléments collectés en publication ouverte et dynamique de savoirs potentiellement nouveaux » (Doueïhi, 2011, p. 70), ici inscrits dans un nouvel espace énonciatif (la bibliothèque de Toulouse). En effet, [l]es petites formes sont des éléments modulables que l'on peut combiner à loisir. Elles ont vocation à s'inscrire dans une page faite de gabarits » (Candel, Jeanne-Pierrier, Souchier, 2012, p. 176). Le fantasme que réalisent ces « petites formes » est donc celui d'une forme toujours à venir, c'est-à-dire d'une forme susceptible de redevenir une matière potentiellement redéfinissable grâce aux API (application programming interface).

Or, si de telles transformations sont possibles, c'est parce que les « contenus produits par les utilisateurs » ont un statut bien spécifique pour les concepteurs de ces dispositifs. La documentation de l'API de *Goodreads*, par exemple, révèle qu'une « review » (ou « critique ») d'un utilisateur n'est en effet rien d'autre qu'une « ressource », soit une entité (une « page », un « like », un « tweet », une « annotation », une « critique », etc.) dotée d'un identifiant stable appelé URI (comme une URL ou un ID). Mais si la ressource est stable, sa représentation, elle, peut subir des changements (Monin, 2013). Une critique sur *Goodreads* est par exemple stable en tant que ressource (elle est accessible depuis une requête) mais elle peut être affectée diachroniquement (la critique peut être modifiée sur le site de *Goodreads*) et synchroniquement (la « même » critique apparaît sur le site d'une bibliothèque partenaire). Par conséquent, ces réseaux se livrent à une monétisation des représentations.

Like a resource

Like a resource (e.g. review or status update) using OAuth. You'll need to register your app (required).

URL: <https://www.goodreads.com/rating.xml>

HTTP method: POST

Parameters:

- rating[rating]: 1 (required)
- rating[resource_id]: id of the resource being liked (required)
- rating[resource_type]: camel case name of the resource type (e.g. UserStatus, Review) (required)

Figure 1 – La documentation de l'API de Goodreads.

Source : <https://www.goodreads.com/api/index#rating.create>.

Comment sont capitalisées ces productions lectoriales ? Des formes familières de la culture livresque sont d'abord convoquées par nos réseaux, pour attirer des publics susceptibles de créer des contenus éditoriaux valorisables sur le marché locatif. Les signes stéréotypés abondent ainsi généralement (pile de livres accumulés ; livres soigneusement rangés et classés), qui connotent à la fois le désordre et l'ordre inhérents à toute « passion » de lire : l'utilisateur dont l'attention aura été captée peut alors explorer un espace où les appels à la participation sont permanents. Ces incitations peuvent emprunter des stratégies variées, de l'injonction formulée sur le mode impératif (Jahjah, 2014) à la sémiotisation de la parole (exemple des phylactères, ci-dessous) qui connote l'échange et la transparence. Ces logiciels ne feraient ainsi que mettre à disposition de l'utilisateur les moyens de la profération (*Babelio* favoriserait ainsi seulement « la bouche à oreille et la découverte de livres »³) ; ils se contenteraient de recueillir le besoin naturel (naturalisé) de s'engager dans une interaction verbale, alors qu'elle est médiatisée, outillée, et donc cadrée, par les logiciels proposés.

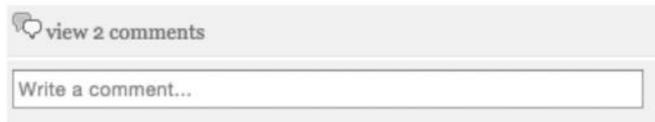


Figure 2 – Un phylactère dans un cadre d'écriture sur Goodreads.

Source : <https://www.goodreads.com/>.



Figure 3 – Des phylactères dans un cadre d'informations de Libfly.

C'est en effet par le biais de cadres d'écriture que l'utilisateur s'engage dans une interaction, eux-mêmes régis par des actions spécifiques comme sélectionner, inscrire, valider. Le geste d'écriture se trouve ainsi encadré : les petites formes, qu'elles soient des critiques, des votes, des tags sont anticipés en amont, c'est-à-dire que les aléas de la signification sont en partie entravés ou, du moins, relativement limités, même s'ils peuvent aussi être tolérés pour rendre compte des singularités de l'acte d'interprétation, sans lesquelles quelques stratégies de recherche d'un titre donné achoppent inévitablement⁴.

L'orientation des cadres perceptifs : comment sont justifiés les « contenus produits par les utilisateurs auprès du monde des bibliothèques ?

Les formes ainsi produites font l'objet de justifications et de promotions auprès des bibliothèques, d'abord perceptibles dans la notion d'« enrichissement » (ou « enrichment » ; Figures ci-dessous) autour de laquelle s'organisent, d'une part, la provocation (ou appel à participer) sur le mode impératif (« Give », « Browser » ; « Mettez », « Enrichissez ») et, d'autre part, une axiologie de la lecture (« exciting new content », « contenus essentiels »). Dans une perspective goffmanienne, on peut ainsi dire qu'un cadre primaire social (des contenus informatifs proposés à des bibliothèques) a été fabriqué, grâce au recours à des adverbes de quantité (« more ») associés à des adjectifs-évaluatifs (« engaging », « informative »). Rien n'indique, en effet, que les petites formes proposées amènent les utilisateurs à s'engager davantage (les retours d'évaluation indiquent même

le contraire⁵). Ces justifications visent ainsi à orienter la perception grâce aux enchâssements des cadres.

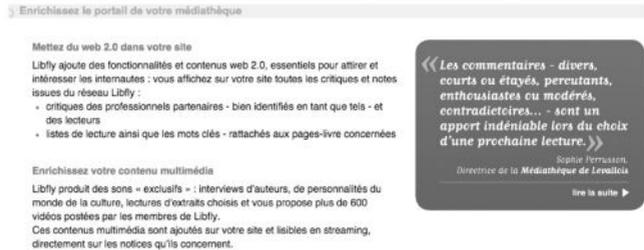


Figure 4 – Plaquette informative de Libfly.

La notion d'« enrichissement » fonctionne donc implicitement avec celle d'« appauvrissement ». On a en effet affaire à des figures métonymiques qui renverraient à deux types de culture : l'une, numérique, manifestement plus dynamique ; l'autre, imprimée, supposée inerte et appauvrie, comme l'illustre très bien la présentation de *Babelthèque*. Par le changement d'état graphique, le passage de la première à la deuxième diapositive démontre une plus-value : à la nudité du blanc succède le plein des formes éditoriales. Immédiatement signifiante (c'est pourquoi elle est renvoyée à sa fonction d'image : rien n'est clairement lisible), la première capture d'écran se passe de commentaire : chacun a déjà pu faire l'expérience d'un catalogue de bibliothèque ; la seconde, au contraire, matérialise le caractère novateur des contenus proposés en multipliant les clarifications, qui connotent parallèlement l'accumulation, cependant organisée dans des cadres éditoriaux.

Les « outils » du web (dit) 2.0 s'apparentent dès lors à des « objets néomédiatiques » (Manovich, 2010), intégrables et modulables selon les besoins. L'article partitif auquel a recours *Libfly* est en ce sens révélateur (« Mettez du Web 2.0 dans votre site ») : il fait du « Web 2.0 » un élément quantifiable, ajustable, dosable, comme si l'enrichissement était une affaire de recette de cuisine déjà prête (« *Libfly* ajoute », « *Libfly* produit »), facile à maîtriser parce qu'il n'y aurait plus qu'à faire cuire les aliments. Cette prise en charge doit ainsi parer les réticences techniques (« on s'occupe de tout, » semble dire *Libfly*) des institutions publiques, dont la fonction se limite alors à trouver le bon équilibre entre le sel et le poivre.

Sphère d'action, relais et champ discursifs

Cette implantation, même relative, du web (dit) 2.0 dans les institutions publiques est l'indice de sphères ou de centres discursifs, comme les foires internationales sur l'édition numérique, qui exercent une certaine force sur un ensemble de périphéries médiatiques (blogs, journaux, etc.) et d'acteurs (bibliothécaires, journalistes, etc.) qui relaient, en les transformant évidemment, en les adaptant, un certain nombre de discours et d'imaginaires.

L'exemple de la *New York Public Library* permettra d'explorer cette piste archéologique et méthodologique déjà entamée (Jahjah, 2014). En 2010, Ben Vershbow, directeur du *NYPL Labs* (le laboratoire d'expérimentations de la New York Public Library) présenta ainsi un projet intitulé *Candide 2.0* qui permettait à des lecteurs d'annoter le texte de Voltaire. Plus précisément, des professeurs, des écrivains, des traducteurs furent chargés de « préparer le terrain » en « plantant des graines de commentaires » (Figure ci-dessous) afin de rendre le sol de la page assez « fertile » pour favoriser une « conversation avec le public » (« plant seeds of commentary in assigned chapters, preparing the ground for a fertile public conversation. »).

Or, Ben Vershbow était un conférencier actif des *Tools of Change*, une conférence internationale sur l'édition lancée par Tim O'Reilly (l'inventeur de l'expression « Web 2.0 »). Lors de l'édition 2008, il défendit ainsi l'idée que les livres étaient des « conversations » (« Books as conversations »⁶) ; il était en cela fidèle aux discours présents chez les concepteurs des réseaux sociaux du livre (comme Bob Stein, le plus connu). Ses conceptions connurent manifestement un écho favorable dans le milieu universitaire et bibliothécaire. Le 15 mai 2006, Andrew Richard Albanese (écrivain et journaliste) mena un entretien avec Vershbow pour la revue *Library Journal*⁷ qui reprit à peu près tous les imaginaires du « Web 2.0 » sur le livre et la lecture (les livres favorisaient des « conversations », des « échanges », du « dialogue »⁸). Autrement dit : il y aurait un décalage entre la nature profonde des livres et l'offre bibliothécaire que les outils du web 2.0 viendraient tout naturellement pallier.

Les relais discursifs du Web 2.0 peuvent cependant se faire de manière plus critique, notamment pour ce qui est en France des OPAC 2.0. On trouve ainsi sur certains blogs de bibliothécaires et d'acteurs de l'édition l'idée selon laquelle les usagers des catalogues des bibliothèques ne participeraient pas autant que le souhaiteraient les bibliothécaires⁹. Ainsi l'ensemble des formes, issues des réseaux de lecteurs, serait peu profitable ou, du moins, ne rencontrerait pas les espoirs

initialement formulés par la profession. Cette dernière découvre alors les rouages du « Web 2.0 », qui repose notamment sur des incitations à la participation, sur la mobilisation de signes et de stratégies pour capturer et fidéliser l'utilisateur.

Ces réticences, ou ces interrogations, portent ainsi des éclairages nouveaux sur la relation entre les sphères d'action et les périphéries : nous n'avons pas affaire à des espaces de consensus mais à un champ où s'expriment des avis divergents et où s'épanouit la disputatio.

Conclusion

Les « contenus produits par les utilisateurs » des réseaux sociaux du livre sont donc fabriqués et collectés dans des espaces qui en orientent les formes et les fonctions. En effet, des cadres d'écriture les standardisent pour les rendre plus facilement exploitables, même si un taux de divergences est toléré, qui correspond aux aléas de tout acte d'interprétation et de recherche. L'utilité de ces contenus se trouve par ailleurs justifiée auprès des bibliothèques, qui les louent, grâce à des cadres perceptifs chargés d'en exhiber les vertus. Deux types de culture sont en effet mises en scène : la première (la culture de l'imprimé), supposée défaillante, appellerait naturellement le concours d'une culture, seconde, numérique jugée plus dynamique, qui donnerait les moyens aux bibliothèques d'être plus en phase avec des « usages » naturels (le partage, l'échange, etc.), dont on a bien vu qu'ils étaient naturalisés.

Bibliographie

DOUEIHI Milad, 2011, [2010], *Pour un humanisme numérique*, Paris, Seuil.

CANDEL Etienne, JEANNE-PERRIER Valérie et SOUCHIER Emmanuël, 2012, « Petites formes, grands desseins. D'une grammaire des énoncés éditoriaux à la standardisation des écritures » dans Jean Davallon (dir.), *L'économie des écritures sur le Web*, Paris, Hermès-Lavoisier, p. 135-166.

JAHJAH Marc, 2014, « Les marginalia de lecture dans les « réseaux sociaux » du livre (2008-2014) : mutations, formes, imaginaires », Thèse de doctorat, EHESS.

MANOVICH Lev, 2010 [2002], *Le Langage des nouveaux médias*, Dijon, Les Presses du réel.

MONNIN Alexandre, 2013, « Les ressources, des ombres récalcitrantes », *SociologieS*, 25 juin 2013.

WIART Louis, 2014, « Lecteurs,quels sont vos réseaux ? », <http://www.inaglobal.fr/edition/article/lecteurs-quels-sont-vos-reseaux>. Consulté le 14/2/2015.

Notes

1. Voir (entre autres) : LU Caimei, PARK Jung-ran et HU Xiaohua, 2010, « User tags versus expert-assigned subject terms : A comparison of LibraryThing tags and Library of Congress Subject Headings », *Journal of Information Science*, vol. 36, n° 6, p. 763-779 ; CHALON Patrice X., PRETORO Emmanuel DI et KOHN Laurence, 2008, « OPAC 2.0 : Opportunities, development and analysis », http://eprints.rclis.org/12136/1/chalon_EAHIL2008.pdf, consulté le 14/02/2015.

2. Dans le cas de Babelio, ces informations sont en fait puisées à partir de la base d'Amazon. En France, Electre possède ce type de métadonnées mais les livres à un prix semble-t-il exorbitant (je m'appuie ici sur des conversations informelles avec des professionnels du livre et les dirigeants de Babelio). Ce partenariat avec Amazon pose évidemment des questions et des problèmes puisque l'entreprise peut changer le contrat d'utilisation de ces métadonnées et ainsi fragiliser l'édifice sur lequel reposent ces réseaux. Pour éviter de dépendre d'un seul acteur, Librarything s'appuie ainsi sur un ensemble de métadonnées fournies par les bibliothécaires américaines, dont celle du Congrès.

3. Source : <https://babeltheque.wordpress.com/2014/02/21/babeltheque-le-service-denrichissement-aux-bibliotheques-publiques-de-babelio/>.

4. Par exemple, si l'utilisateur X étiquette « ww2 » pour « World War 2 » sur un livre donné, on peut penser qu'un utilisateur Y sera susceptible de recourir un jour au même tag pour chercher un livre.

5. Voir par exemple MANZINALI Eyméric, « Babelthèque à la bibliothèque de Toulouse : observations sur les OPAC 2.0 », <http://mondedulivre.hypotheses.org/477>, consulté le 19 février 2015.

6. Source : <http://www.toccon.com/toc2008/public/schedule/detail/1657>.

7. « The Social Life of Books », 15 mai 2006, <http://lj.libraryjournal.com/2006/05/ljarchives/lj-qa-the-social-life-of-books/>. Source consultée le 19/09/2014.

8. « Soon, books will literally have discussions inside of them, both live chats and asynchronous exchanges through comments and social annotation. You will be able to see who else out there is reading that book and be able to open up a dialog with them. » Source : « The Social Life of Books », 15 mai 2006, <http://lj.libraryjournal.com/2006/05/ljarchives/lj-qa-the-social-life-of-books/>. Source consultée le 19/09/2014

9. Par exemple : Guillaud Hubert, "Pourquoi avons-nous besoin de catalogues 2.0 ?", <http://lafaeville.blog.lemonde.fr/2010/04/28/pourquoi-avons-nous-besoin-de-catalogues-20/>. Source consultée le 14/02/2015 et Dujol Lionel, "Le catalogue 2.0 ou le mythe de l'usager participatif ?", <https://labibapprivoisee.wordpress.com/2009/10/14/le-catalogue-2-0-ou-le-mythe-de-lusager-participatif/>, consulté le 19/02/2015.

RÉSEAUX SOCIONUMÉRIQUES DE LECTEURS : MODES D'UTILISATION ET LOGIQUES DE SOCIABILITÉ

LOUIS WIART*

Un grand nombre de sites web se présentent aujourd'hui comme des services de réseautage social dédiés au livre : *A blog ouvert, aNo-bij, Babelio, Booknode, Critiques Libres, Goodreads, Lecteurs, Lecture Academy, Libfly, LibraryThing, Livraddict, MyBoox, Sens Critique, Shelfari...* Ces plateformes proposant des outils de prescription, d'interaction et d'échange littéraires en réseau, ont eu tendance à se multiplier, sous l'effet de la montée en puissance de médias dits « sociaux » et de la vague d'innovations technologiques qui traversent actuellement l'industrie du livre.

Dans ce contexte, nous proposons de réfléchir aux dispositifs techniques mis en œuvre : comment décrire et analyser les outils numériques développés par ces réseaux ? Quelle est l'orientation stratégique des interfaces ? Quels sont les modes d'utilisation et les logiques de sociabilité qu'il est possible d'observer ? De quelle façon s'inscrivent-ils au cœur des sites web ?

Notre argumentation s'attachera à mettre en évidence la fonction sociale de la lecture, désormais déclinée sur Internet, à réfléchir aux propriétés des réseaux sociaux littéraires, notamment à travers la notion de « réseaux socionumériques » et à leur architecture technique.

La dimension sociale de la lecture

Le livre, vecteur de sociabilité

Au-delà du rapport personnel entretenu avec le texte, les lecteurs de livres interagissent avec leur environnement et échangent à propos de leurs lectures. La sociabilité littéraire peut prendre des formes multiples : les échanges autour de la lecture revêtent un caractère informel et privé, mais peuvent aussi s'inscrire à l'intérieur de dispositifs particuliers, tels que des clubs, des cercles, des salons, des cafés, des salles de classe, des librairies et des bibliothèques. Dans ces lieux

* Université Paris 13.
LABSIC. lwiart@hotmail.fr

publics ou semi-publics, il est possible de participer à des débats, à des conférences, à des rencontres avec des auteurs...

À l'heure d'Internet, d'autres espaces de communication se développent et accueillent des activités en lien avec les livres. Blogs, forums, réseaux sociaux et communautés en ligne accordent une place centrale à l'internaute qui se met à produire des contenus et à les diffuser autour de lui. C'est ainsi que Patrice Flichy observe une « révolution de l'expertise », caractérisée par une « démocratisation des compétences » et par la montée en puissance de la figure du « professionnel-amateur » (ou pro-am) qui acquiert par expérience une « expertise ordinaire » lui permettant « de réaliser, pendant son temps libre, des activités qu'il aime et qu'il a choisies ». Par la valorisation de la prise de parole personnelle et de l'intégration à une communauté de lecteurs, une dimension individuelle et une dimension collective sont conjointement activées.

Vers une « lecture sociale » ?

Dans le sillage des évolutions du web collaboratif, est apparue la notion de « lecture sociale » (ou « social reading ») qui sert à caractériser les dispositifs d'échange et de partage littéraires qui se développent aujourd'hui. Pour Bob Stein, le fondateur de l'*Institute for the Future of the Book* à New York, la « lecture sociale » renvoie à l'idée qu'une mise en réseau du livre s'accompagne d'un accroissement de sa dimension sociale. Il distingue plusieurs niveaux d'interaction autour du livre, en les rattachant à des dispositifs particuliers : d'une part, la discussion informelle sur un livre, qui est une forme d'échange en ligne asynchrone et pérenne que l'on retrouve dans les forums de discussion, les blogs, les réseaux sociaux, les sites d'e-commerce ou encore les plateformes de catalogue social intégrant des outils « pour créer et partager des listes de lecture, écrire des critiques approfondies et s'engager dans des conversations¹ » ; d'autre part, la discussion formelle dans les marges du livre, qui correspond à des échanges en ligne pérennes, synchrones ou asynchrones, aujourd'hui rendus possibles avec le développement du livre numérique et l'aménagement d'opportunités d'interventions en marge du texte (annotations, commentaires, surlignements, partages).

Récemment, l'expression « lecture sociale » a trouvé un certain écho dans le monde du livre. Selon Marc Jahjah², le terme s'est notamment diffusé lors d'événements internationaux consacrés à l'édition (*Foire de Francfort, Digital Book World, Tools of Change*, etc.) où se rencontrent les professionnels du secteur. Les entreprises à l'origine de ces plateformes véhiculent un discours sur le caractère « social » de la lecture, essentiellement tourné vers les maisons d'édition auxquelles

des services sont proposés et vers les internautes dont les contenus constituent le cœur de leurs modèles économiques. La « lecture sociale » ne renvoie donc pas seulement à un ensemble de situations d'échanges littéraires qui se développent avec le numérique, mais aussi à un discours d'accompagnement qui vient légitimer et promouvoir ces innovations technologiques.

Caractériser les collectifs de lecteurs en ligne

De la communauté virtuelle au réseau social

Dès lors qu'un ensemble d'internautes se réunit autour du livre et de la lecture, le terme de communauté est souvent employé. En anthropologie de la culture, Bérénice Waty parle ainsi d'« e-communautés de lecteurs³ », définies comme des « communautés virtuelles dans lesquelles différentes personnes communiquent ou accèdent à des données, construisent des connaissances communes, se meuvent en un réseau intégré et fonctionnel ». De même, Brigitte Chapelain se réfère à des « communautés littéraires » où des internautes « s'inscrivent dans un partage de significations communes » et où « ils peuvent, ou doivent, à partir de celles-ci en élaborer d'autres dans un travail collectif⁴ ».

Popularisée par Howard Rheingold, la notion de « communauté virtuelle » renvoie à des collectifs d'utilisateurs en ligne qui peuvent prendre la forme de « communautés d'expériences » dans lesquelles « les consommateurs potentiels tentent de deviner l'utilité qu'ils tireront des œuvres récentes à partir des avis et critiques de ceux qui les ont déjà utilisées⁵ ». Ces communautés se distinguent notamment des médias de masse et des réseaux sociaux par leur « modèle d'échange d'informations », qualifié de « tableau noir » : tandis que dans un média de masse un seul émetteur s'adresse à une multitude de récepteurs dans le cadre d'une relation verticale et que dans le réseau social la circulation de l'information s'organise entre individus de façon horizontale, les communautés en ligne privilégient des formes d'interaction avec la plateforme sur laquelle les internautes déposent et consultent des contenus sur des œuvres culturelles sans forcément échanger directement entre eux. Au-delà de la question du modèle d'échange, Michel Gensollen identifie d'autres caractéristiques déterminantes dans ces communautés en ligne, comme le fait de pouvoir découvrir des œuvres grâce à des moteurs de recommandation, de fournir aux internautes des avantages sous forme de réputation ou d'utilité pour les inciter à participer, de mettre au point des procédures pour évaluer les avis publiés ou leurs auteurs.

Ainsi envisagées, les communautés de partage d'expériences apparaissent comme des espaces publics d'échange sur des biens culturels.

Pour Franck Rebillard⁶, le concept de « communauté médiatée » tel que développé chez Michel Gensollen est intéressant car il permet de combiner « une composante idéale, proche de celle de la communauté imaginée, et une composante matérielle, plus marquée et plus présente que dans les dispositifs de communication antérieurs ».

Toutefois, l'idée d'une « communauté » ne fait pas l'unanimité. Sans remettre en cause la dimension sociale d'Internet, les chercheurs se montrent extrêmement prudents dans leurs analyses des collectifs qui se forment en ligne et n'hésitent pas à envisager le recours à d'autres notions.

À ce titre, les concepts de « foule » et d'« écumes numériques » ont été avancés, mais surtout celui de « systèmes de notes et avis », dont l'objectif est de décrire les espaces d'informations qui se présentent sur Internet « comme l'expression libre de l'évaluation de la qualité des biens par les consommateurs, combinant une dimension arithmétique (l'agrégation des notes) et une dimension expressive (la rédaction libre d'un avis) ». Parmi les différents « systèmes de notes et avis » identifiés, il apparaît que les « dispositifs de jugement » correspondent aux situations dans lesquelles les sites web cherchent à « faire coïncider la spécificité des goûts personnels avec des produits aux caractéristiques difficiles à objectiver⁸ ». C'est notamment le cas dans le domaine culturel avec des plateformes telles que *Vodkaster* ou *Allociné* pour le cinéma, mais aussi, dans le secteur du livre, avec les réseaux destinés aux lecteurs sur lesquels porte cette contribution. Le concept de « système de notes et avis » permet de rendre compte, à l'échelle du web, de la généralisation d'outils standard d'évaluation et de leur adaptation en fonction de la spécificité des marchés où ils se trouvent, mais ne décrit que très superficiellement l'architecture technique des plateformes en question, qui intègrent un éventail plus large de fonctionnalités.

Les notions de « systèmes de notes et avis » et de « communautés virtuelles » ne suffisent pas à caractériser avec suffisamment d'exactitude les collectifs de lecteurs en ligne. Ainsi, il semble que le concept de « systèmes de notes et avis » restreint l'analyse des plateformes à leur seule dimension évaluative et ne nous permet pas de saisir la spécificité de ces plateformes, tandis que celui de « communauté virtuelle » fait l'objet de discussions dans le monde universitaire et peut s'appliquer à une gamme extrêmement vaste de sites web. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que lorsque Bérénice Waty⁹ utilise le terme « e-communautés de lecteurs », la chercheuse précise immédiatement que « le web est multidimensionnel » et que « les groupes de lecteurs qui y prennent place reflètent également cette hétérogénéité », ce qui fait que « toute tentative de cartographie serait vaine

tant la profusion, l'imaginaire et les individualités qui s'expriment sur l'écran sont importantes. » En fin de compte, les « e-communautés de lecteurs » couvrent un grand nombre de sites web, comme les forums, les librairies en ligne, les sites d'organes de presse ou de stations de radio qui intègrent des outils sociaux, les plateformes de bookcrossing, les blogs d'internautes ou encore les réseaux sociaux de lecteurs. Des dispositifs très différents, qui présentent le point commun de réunir en ligne des collectifs d'utilisateurs autour du livre, sont donc rassemblés sous le même vocable. C'est pourquoi le concept de « réseau socionumérique », récemment apparu, nous semble plus approprié pour définir notre objet d'étude et pour le distinguer du reste des sites web dédiés au livre aujourd'hui proposés sur Internet.

Réseau socionumérique : une définition

Pour qualifier ce que l'on désigne couramment par « réseaux sociaux », la littérature académique regorge de terminologies : « réseaux sociaux en ligne », « sites de réseaux sociaux », « services de réseautage en ligne », « réseaux sociaux de l'Internet » ou encore « réseaux socionumériques ». Désormais largement diffusé dans la société et le monde scientifique, le terme « réseau » fait lui aussi l'objet de débats portant sur sa dimension idéologique ou heuristique, mais reste à notre connaissance le meilleur moyen d'appréhender notre objet d'étude.

En sciences humaines et sociales, la définition la plus connue présente les « sites de réseau social » comme « des services web qui permettent aux utilisateurs de (1) construire un profil public ou semi-public à l'intérieur d'un système délimité, (2) gérer une liste des utilisateurs avec lesquels ils partagent un lien, (3) voir et naviguer sur leur liste de liens et sur ceux établis par les autres au sein du système¹⁰ ». À ces trois caractéristiques formelles, Thomas Stenger et Alexandre Coutant ajoutent que ces réseaux « fondent leur attractivité essentiellement sur l'opportunité de retrouver ses amis et d'interagir avec eux par le biais de profils, de listes de contacts et d'applications¹¹ ». Selon eux, les réseaux socionumériques accueillent des activités guidées par l'amitié, contrairement aux autres médias sociaux qui abritent des activités articulées autour d'une passion ou d'un centre d'intérêt partagé (connaissances, vidéos, photos, liens, rencontres amoureuses, réseautage professionnel, veille, etc.). Cependant, il est possible d'observer que des plateformes thématiques placent également l'amitié et les liens sociaux au cœur de leurs dispositifs. À partir d'outils similaires, les occasions d'interagir avec d'autres internautes sur un même sujet sont multipliées. C'est pourquoi il semble préférable de distinguer, d'une part, les réseaux socionumériques généralistes (*Facebook*, *Google +*, etc.), qui reposent sur l'opportunité d'échanger avec des internautes sans s'attacher à un domaine de prédilection, et, d'autre part, les réseaux

socionumériques thématiques qui déclinent le même type d'outils de sociabilité, tout en offrant la possibilité de se réunir autour d'un sujet précis (culture, sport, loisirs, travail, jeux, etc.).

En 2011, Nicole Ellison propose une définition qui précise l'architecture technique de ces dispositifs en ligne : « un site de réseau social est une plateforme de communication en réseau dans laquelle les participants (1) disposent de profils associés à une identification unique qui sont créées par une combinaison de contenus fournis par l'utilisateur, de contenus fournis par des « amis » et de données système, (2) peuvent exposer publiquement des relations susceptibles d'être visualisées et consultées par d'autres, (3) peuvent accéder à des flux de contenus intégrant des contenus générés par l'utilisateur (notamment des combinaisons de textes, photos, vidéos, mises à jour de lieux et/ou de liens) fournis par leurs contacts sur le site¹² ». Plus élaborée, cette définition montre que les réseaux socionumériques constituent des dispositifs de sociabilité, dont l'architecture technique, résumée en trois points, rassemble un éventail d'outils et de fonctionnalités à partir desquels se produisent des activités diverses. À la différence des réseaux socionumériques orientés vers la sociabilité en général, les réseaux thématiques organisent les liens sociaux autour d'un centre d'intérêt commun. Parmi ces centres d'intérêt figurent le livre et la lecture.

L'architecture technique des réseaux socionumériques de lecteurs

À partir de ces enseignements, quels éléments caractérisent l'architecture technique réseaux socionumériques de lecteurs ? Selon nous, il est possible de les définir comme des services web de communication en réseau dédiés au livre sur lesquels les internautes peuvent :

- se construire un profil public ou semi-public au sein d'une communauté de lecteurs ;
- cataloguer leurs lectures, notamment à travers la constitution d'une bibliothèque virtuelle personnelle ;
- naviguer à l'intérieur d'une base de données bibliographiques, le plus souvent à partir de systèmes de contacts ;
- donner leur avis sur des livres à l'aide de dispositifs de critiques, de notes et de recommandations ;
- échanger et interagir avec d'autres internautes, que ce soit via des forums, des groupes de discussion ou des messageries ;
- se livrer à des activités de récréation ;
- contribuer à l'enrichissement des fiches bibliographiques ;
- se procurer des livres directement ou indirectement.

À travers cette définition, nous soulignons les logiques qui gouvernent le fonctionnement des services et des infrastructures.

Construire une identité de lecteur

Au moment de son inscription, l'utilisateur doit se créer un *profil*, où figurent des informations d'identification qu'il est libre d'indiquer (pseudo, photo, lieu de résidence, âge, sexe, etc.) et des données relatives à son activité générées par le Système (contributions, statistiques, badges, médailles, points, etc.). L'incarnation d'une personnalité s'accompagne souvent de la convocation de signes attachés à l'univers du livre. Les profils sont peuplés de citations, de pseudonymes intégrant un vocabulaire lié au livre, d'images où figurent des bibliothèques, des ouvrages, des personnes occupées à lire, des écrivains célèbres ou encore des objets en rapport avec l'écriture (page, plume, encre, stylo, etc.). Une *bibliothèque virtuelle personnelle*, où figure l'ensemble des lectures de l'utilisateur, est rattachée au profil. Au cours de sa navigation dans la base de données du site, l'internaute accède à des fiches bibliographiques qu'il peut ajouter à sa bibliothèque. Différents outils sont proposés pour qu'il puisse l'organiser, y mettre de l'ordre et créer des listes thématiques.

Sur les pages de profil, on retrouve le plus souvent les trois composantes de l'identité numérique que Fanny Georges a repérées sur *Facebook* : l'« identité déclarative », qui correspond aux « données saisies directement par l'utilisateur » ; l'« identité calculée », qui se compose de statistiques dispersées « sur le profil de l'utilisateur (comme : nombre d'amis, nombre de groupes) » ; et l'« identité agissante », qui « est constituée des messages répertoriés par le système, concernant les activités de l'utilisateur (exemple : x et y sont désormais amis)³³ ». Dans le cas des réseaux sociaux numériques de lecteurs, l'« identité agissante » rassemble également les badges, les insignes ou les marques distinctives que l'internaute obtient au fur et à mesure des activités qu'il entreprend. Les deux dernières composantes de l'identité sont automatiquement affichées par le Système : il s'agit d'une « surcouche informationnelle » qui souligne certains aspects du profil « en fonction de ce qui est jugé adéquat³⁴ ». Enfin, « chaque dimension de l'identité numérique peut comporter les mêmes référents³⁵ ». Imaginons, par exemple, qu'un internaute ajoute un livre à sa bibliothèque virtuelle personnelle. Une telle action s'accompagne, sur sa page de profil, de l'indication du nombre de livres qui figurent dans sa bibliothèque (identité calculée), de la représentation visuelle des livres sous forme de listes et de vignettes (identité déclarative), de la phrase « untel a ajouté un livre à sa bibliothèque » ou encore de l'obtention d'un badge qui vient valider une compétence ou un domaine de prédilection (identité agissante). Au bout du compte, l'accomplissement d'une seule action sur un réseau produit une information qui

peut être simultanément présentée et stockée de trois façons différentes sur une page de profil.

Comme son identité numérique ne se limite pas au réseau socio-numérique de lecteurs auquel il appartient, l'utilisateur peut généralement insérer un lien vers son blog ou son site personnel, mais aussi afficher sur celui-ci des informations relatives aux activités qu'il mène sur le réseau. Cette interconnexion avec d'autres sites se retrouve également à travers la présence des boutons de partage Facebook, Twitter et Google +, ainsi qu'avec la possibilité de connecter son profil de lecteur à son compte Facebook. Pour décrire cette logique d'interconnexion, Valérie Jeanne-Perrier utilise la notion de « portfolio numérique », qui renvoie aux situations dans lesquelles les internautes relient entre eux « différents espaces d'expression créative ou de présentation de soi¹⁶ ».

Profil, bibliothèque virtuelle et interconnexion de sites constituent les principaux moyens par lesquels l'internaute se construit une identité de lecteur, l'inscrit dans un réseau socionumérique de lecteurs et l'exporte au dehors. La dimension identitaire des réseaux n'est pas non plus sans rapport avec leur dimension relationnelle. À travers l'affichage d'informations précises liées au profil de l'utilisateur et à sa bibliothèque virtuelle, c'est le passage « de la mise en scène de soi [...] à la mise en scène qui sert à tisser des liens sociaux » qui est organisé¹⁷.

Interagir avec d'autres membres

Les échanges et les interactions entre internautes occupent une place centrale sur ces réseaux. En règle générale, des systèmes de contacts sont proposés, sous une forme symétrique (amis) ou asymétrique (éclaireurs, followers, abonnés, défricheurs, etc.) en fonction du degré de réciprocité de la relation. L'ajout de contacts est une activité non-négligeable dans le fonctionnement des sites : en sélectionnant des personnes avec lesquelles des centres d'intérêt ou des goûts sont partagés, l'utilisateur accède à un certain niveau de confiance et de personnalisation des services. Pour accompagner l'utilisateur dans sa démarche, des moteurs de recommandation de contacts signalent des proximités entre lecteurs à partir de l'analyse de leurs préférences (« Lecteurs proches », « Lecteurs voisins ») ou proposent des indices d'affinités. À travers cette « prescription relationnelle¹⁸ », il s'agit de rapprocher des internautes qui ne se connaissent pas forcément, mais dont les goûts littéraires présentent des points communs. D'affinités littéraires en affinités littéraires, les listes de contacts s'étoffent progressivement.



Figure 1. Indice d'affinités entre membres (Sens Critique).

À partir de la liste de contacts constituée, l'internaute peut naviguer de profils en profils et à accéder aux informations. Les utilisateurs disposent également de différents moyens pour communiquer entre eux, comme des groupes et des forums de discussion, des messageries privées, mais aussi des messageries publiques. Afin de se tenir au courant de l'actualité des membres du réseau, un fil d'actualités présente le flux continu des activités de ses contacts sur le site ou de l'ensemble des usagers qui le fréquentent. C'est donc une présentation « agrégée », « systématique » et « instantanée²⁹ » des actions menées par les internautes qui est proposée.

Donner un avis sur des livres

Les « formes spécifiques d'évaluation associées aux biens » fonctionnent comme des « systèmes de notes et avis » dont la généralisation sur le web a été décrite par Beauvisage et al²⁰. Selon eux, de tels dispositifs s'appuient sur la valorisation de trois types d'activités : « la notation (l'attribution d'une note ou d'un vote positif ou négatif), le commentaire (la rédaction d'un propos relatif au bien), et la recommandation (l'adressage du produit à d'autres internautes choisis) ». Comment cela se présente-t-il sur les réseaux socionumériques de lecteurs ? Tout d'abord, les internautes peuvent recommander un titre en le portant à la connaissance d'autres personnes par l'intermédiaire d'un bouton de partage, soit directement sur la plateforme, soit en dehors (Facebook, Twitter, mail, Google +, Pinterest, etc.). Ensuite, il est possible de mettre une note à un livre. Cette note peut être exprimée avec des chiffres ou des symboles, comme des étoiles, des astérisques, des cœurs ou des ronds. L'agglomération des notes obtenues donne lieu à une note moyenne affichée sur la page web du livre. Au principe de la note s'ajoute celui du vote, qui consiste pour l'internaute à manifester un intérêt pour un livre, en cliquant sur un bouton « like », « j'aime », « coup de cœur » ou « envie », sans pour autant que l'action ne s'inscrive dans une échelle de valeur.

Enfin, l'internaute accède à un espace de rédaction où il peut s'exprimer. Selon les réseaux, on parle de « critique, de « chronique », de « commentaire », de « posts » ou encore d'« avis », autant de terminologies qui portent l'idée d'un compte-rendu de lecture et d'une opinion à formuler. On relève un peu partout la présence de « mêmes modes de rédaction : 4^e de couverture, rapide résumé et impressions personnelles²¹ », un enchaînement d'étapes qui rappelle le « modèle de la fiche de lecture²² ». D'autre part, il apparaît que « les jugements ne sont pas sévères, même s'ils ne sont pas positifs »²³.

Lorsqu'elle est adossée à un système de contacts, la publication de jugements prend la forme d'une « chaîne de prescription », articulée autour de l'utilisateur qui « exprime ses préférences et signifie à ses amis l'intérêt qu'il manifeste pour le contenu²⁴ ». Qu'il s'agisse de notes ou de commentaires, le nombre d'évaluations est affiché sur la page web du livre et « joue comme une métrique d'audience et comme un signal de confiance », car « un grand nombre d'avis assure la crédibilité de la note générale, en même temps qu'elle atteste de la popularité du produit évalué²⁵ ». Pour opérer un tri parmi la multitude de commentaires et d'avis publiés, les réseaux intègrent la possibilité de voter en faveur de l'une ou l'autre critique. Celles qui se distinguent par leur popularité remontent alors dans les pages et ont plus de chance d'être consultées. À côté de ces outils de prescription sociale, il existe généralement des moteurs informatiques qui effectuent des suggestions de lecture à partir de l'analyse des pratiques des internautes.

Enrichir les fiches bibliographiques

En dehors du travail de critique et d'évaluation, la contribution des utilisateurs se manifeste aussi par l'ajout de contenus : citations, vidéos, tags, jeux, etc. À travers l'enrichissement des fiches bibliographiques, les réseaux socionumériques apparaissent comme des espaces de contribution encyclopédique. Tandis que certains d'entre eux s'appuient sur des bases de données fermées à l'intérieur desquelles il est impossible d'opérer des modifications, d'autres privilégient des bases de données ouvertes qui permettent à leurs membres de modifier la présentation des titres. Ce travail de constitution et d'enrichissement d'un ensemble de données communes se nourrit d'une forme d'intelligence collective et de collaboration de masse, portées par des contributeurs qui sont invités « à gérer le corpus, à le modérer et à le protéger²⁶ ».

Plusieurs réseaux intègrent également un système de catalogage collaboratif. Dans ce cas, les internautes disposent d'outils permettant d'ajouter des tags à un livre, c'est-à-dire des étiquettes ou des

mots-clefs, afin d'en améliorer la description, en précisant son genre, son sujet, ses thématiques principales, ou en mettant en avant telle ou telle caractéristique spécifique. Ces tags sont présentés sous une forme agrégée, parfois qualifiée de « nuage », où ceux qui se signalent par leur popularité sont affichés en priorité. Dans un contexte d'offre pléthorique, les tags « représentent des prises physiques et interprétatives pour classer, évaluer ou valoriser les contenus²⁷ ». Les études qui portent sur les pratiques des tagueurs montrent que celles-ci ont tendance à osciller entre des motivations « organisationnelles et sociales », même si « les motivations premières de l'action de tagging résident dans la gestion de ses ressources personnelles²⁸ ». Ce serait donc moins une véritable collaboration entre internautes qui assurerait le succès des systèmes de catalogue qu'une somme d'interventions individuelles.



Figure 2. Nuages de tags.

Participer à des activités récréatives

Il n'est pas rare que ces réseaux accueillent des activités de récréation : jeux, concours, sondages, quizz ou tests littéraires. Des applications sont fournies aux internautes pour créer des jeux et les diffuser. Dans certains cas, les activités proposées s'inscrivent dans une logique résolument marketing. Le site *Lecture Academy*, propriété d'Hachette, donne ainsi l'occasion à ses membres de participer à des concours pour gagner des livres publiés par la maison d'édition, de répondre à des sondages sur des titres ou des collections ou encore de se lancer dans l'écriture d'une fan fiction au moment de la parution du nouveau tome d'une série. Aujourd'hui, la « gamification » fait partie des « techniques d'incitation » s'inspirant « des mécanismes ludoéducatifs pour favoriser l'appropriation d'un produit marketing », dont Marc Jahjah²⁹ a pu observer la montée en puissance dans le secteur de l'édition.

Se procurer des livres

Enfin, des moyens sont proposés aux internautes pour se procurer des livres, le plus souvent de façon indirecte. À peu près toutes les plateformes renvoient vers des librairies en ligne par l'intermédiaire de

boutons présents sur la page de chaque titre qui permettent de rebondir sur un site d'e-commerce (*Amazon, Fnac, Price Minister, BdFugue*, etc.), où il est ensuite possible de réaliser des achats. L'acquisition de titres est également susceptible de passer par des concours ou des programmes promotionnels, par des dispositifs pour s'échanger ou revendre des livres entre internautes, par des systèmes de services de presse à destination des lecteurs qui reçoivent gratuitement des ouvrages en échange de la rédaction et de la publication d'une critique. La mise à disposition d'un catalogue de livres numériques est également possible, par exemple sur le réseau *Lecteurs* qui propose à ses membres environ 13 000 e-books en accès libre.

L'aménagement d'un accès aux livres peut emprunter de multiples canaux. À l'arrivée, la mise en place de telles opportunités constitue le prolongement logique des fonctions de prescription et d'information portées par les réseaux socionumériques de lecteurs.

Conclusion

À la base du fonctionnement des réseaux socionumériques de lecteurs, l'exploitation de la valeur sociale de la lecture apparaît immédiatement. Lire un livre représente une source d'échanges et d'interactions qui se produisent aujourd'hui en partie sur Internet.

L'analyse de leurs dispositifs a également fait ressortir un ensemble de fonctionnalités déterminantes. L'architecture technique de ces réseaux, dont le niveau de complexité peut varier en fonction des choix de développement privilégiés, s'articule principalement autour de la possibilité de se construire une identité de lecteur, d'interagir avec d'autres membres, d'émettre des évaluations, d'enrichir des fiches bibliographiques, de se livrer à des activités de récréation et de se procurer des ouvrages. Surtout, les réseaux socionumériques de lecteurs se présentent comme des dispositifs pour appréhender des œuvres en équipant leurs utilisateurs d'informations et d'outils destinés à accompagner leur prise de décision. À cet égard, leur architecture technique fonctionne comme un support de prescription littéraire en ligne.

Bibliographie

BEAUVISAGE T., BEUSCART J.-S., CARDON V., MELLET K., TRESPEUCH M., « Notes et avis des consommateurs sur le web, Les marchés à l'épreuve de l'évaluation profane », *Réseaux*, n° 177, 2013/1, p. 131-161.

- BOUQUILLION P., MATTHEWS J. T., *Le Web collaboratif, Mutations des industries de la culture et de la communication*, Presses universitaires de Grenoble, 2010
- CASILLI A. A., *Les liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité ?*, Seuil, 2010, p. 217
- CHAPELAIN B., « De nouvelles pratiques d'autorité dans les blogs de lecteurs », in DESEILLIGNY O., DUCAS S. (dir.), *L'auteur en réseau, les réseaux de l'auteur*, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2013, p. 169-186
- FLICHY P., *Le sacre de l'amateur, Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Seuil, 2010.
- WATY B., « Les e-communautés de lecteurs : une nouvelle vie du livre ? » in COLLÉ-BAK N., LATHAM M., TEN EYCK D. (dir.), *Les vies du livre, Passées, présentes et à venir*, Presses Universitaires de Nancy, 2010, p. 231-250.

Notes

1. Stein B., « A Taxonomy of Social Reading: a proposal », *futureofthebook.org*, 2010.
2. Jahjah M., « Qu'est-ce que la lecture sociale ? », *Ina Global*, 2014.
3. Waty B., « Les e-communautés de lecteurs : une nouvelle vie du livre ? » in Collé-Bak N., Latham M., Ten Eyck D. (dir.), *Les vies du livre, Passées, présentes et à venir*, Presses Universitaires de Nancy, 2010, p. 234.
4. Chapelain B., « Les communautés littéraires comme organisations apprenantes », in Proulx S., Poissant L., Sénécal M. (dir.), *Communautés virtuelles, Penser et agir en réseau*, Presses de l'Université de Laval, 2006, p. 262.
5. Gensollen M., « Les communautés en ligne : échanges de fichiers, partage d'expériences et participation virtuelle », *Esprit*, n° 324, 2006, p. 179.
6. Rebillard F., *Le web 2.0 en perspective, Une analyse socio-économique de l'Internet*, L'Harmattan, 2007, p. 25.
7. Beauvisage T., Beuscart J.-S., Cardon V., Mellet K., Trespeuch M., « Notes et avis des consommateurs sur le web, Les marchés à l'épreuve de l'évaluation profane », *Réseaux*, n° 177, 2013/1, p. 133.
8. *Op. cit.*, p. 157.
9. *Op. cit.*, p. 234.
10. Boyd D., Ellison N. B., « Social Network Sites: Definition, History, and Scholarship », *Journal of Computer-Mediated Communication*, vol. 13, n°1, 2007, p. 211.
11. Stenger T., Coutant A., « Introduction », *Hermès*, n° 59, 2011/1, p. 13.
12. Ellison N. B., « Réseaux sociaux, numérique et capital social », entretien, *Hermès*, n° 59, 2011/1, p. 22.
13. Georges F., « Approche statistique de trois composantes de l'identité numérique dans Facebook », in Millerand F., Proulx S., Rueff J. (dir.), *Web social, Mutation de la communication*, Presses de l'Université du Québec, 2010, p. 193.
14. Georges F., *op. cit.* p. 193.

15. *Ibid.*, p. 194.
16. Jeanne-Perrier V., « Plumes et pixels : produire, signer, diffuser... exister. «Mille fois sur les réseaux informatisés tu feras circuler ton identité !» Ou le travail de portfolio mené par l'auteur sur Internet », in Deseilligny O., Ducas S. (dir.), *L'auteur en réseau, les réseaux de l'auteur*, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2013, p. 222.
17. Casili A. A., *Les liaisons numériques. Vers une nouvelle sociabilité ?*, Seuil, 2010, p. 217.
18. Stenger T., « La prescription de l'action collective », *Hermès*, n° 59, 2011/1, p. 131.
19. Casili A. A., *op. cit.* p. 113.
20. *Op. cit.*, p. 137.
21. Waty B., *op. cit.* p. 241.
22. Chapelain B., « De nouvelles pratiques d'autorité dans les blogs de lecteurs », in Deseilligny O., Ducas S. (dir.), *L'auteur en réseau, les réseaux de l'auteur*, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2013, p.174.
23. *Idem.*
24. Stenger T., 2011, *op. cit.* p. 128.
25. Beauvisage T. et al., *op. cit.* p. 137.
26. Gensollen M., « Le Web relationnel, Vers une économie plus sociale ? », in Millerand F., Proulx S., Rueff J. (dir.), *Web social, Mutation de la communication*, Presses de l'Université du Québec, 2010, p.101.
27. Crépel M., « Usages des folksonomies. Analyse comparative des systèmes et des pratiques de tagging », in Millerand F., Proulx S., Rueff J. (dir.), *Web social, Mutation de la communication*, Presses de l'Université du Québec, 2010, p. 284.
28. Durieux V., « Collaborative tagging et folksonomies, L'organisation du web par les internautes », *Les Cahiers du numérique*, vol. 6, n° 1, 2010, p. 76.
29. Jahjah M., « L'utilisation de la "gamification" dans la stratégie des acteurs du livre numérique : le cas Kobo », *Mémoires du livre*, vol. 5, n° 2, 2014.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS CRITIQUES SUR LES « PSEUDO-SCIENCES DU DÉCRYPTAGE DU NON-VERBAL »¹

PASCAL LARDELLIER*

Tout discours se réclamant de la science se doit d'être mesuré. Il en va de son acceptation dans une sphère académique rompue à des codes rhétoriques intangibles et à des protocoles méthodologiques vérifiés et partagés.

Or, à côté de l'université, instance de production et de légitimation de la science, prospèrent des pseudosciences dans la sphère des relations interpersonnelles. Dans la formation continue, le management et le coaching, celles-ci font commerce de recettes et de prescriptions censées permettre de "lire" infailliblement dans autrui, simplement en décryptant sa gestuelle. Se plonger dans la lecture de cette littérature nécessite une bonne dose de patience, afin de démêler les inepties jargonantes de ces simili-théories.

Ceci pose sinon problème du moins question à notre interdiscipline. Concrètement, mon enquête sur ces dérives de "l'analyse du non-verbal" est partie de la découverte des ressources trouvées en ligne par mes étudiants, quand les cours portaient sur la communication interpersonnelle, précisément. Résultat édifiant, si l'on fait une rapide recherche avec les mots-clefs "gestuelle" ou "non-verbal"...

Aux sources de l'interaction

Au plus près des acteurs sociaux – entre eux, même – il y a l'ordre des interactions. Les relations prennent naissance dans des formes sociales – dont les rites – et tirent leur sens du contexte, autant que de ce que co-produisent et interprètent les acteurs sociaux *in situ*. En situation d'interaction, on s'efforce de "produire de la prévisibilité", en se réadaptant en permanence. On tient aussi compte du « regard social », des représentations de la relation et de ses propres sensations et impressions *in situ*. En clair, une approche empirique,

* Université de
Bourgogne, CIMEOS/3S,
pascal.lardellier
@u-bourgogne.fr

contextuelle et conjecturale des gestes et mimiques d'autrui semble donc prévaloir.

Les relations interpersonnelles constituent un objet théorique que les sciences de l'information et de la communication (SIC) se doivent de réinvestir sans cesse. Ces relations, qui incarnent l'expérience de communication, relèvent autant de notre interdiscipline qu'elles ressortissent à la linguistique, à la psychologie, à la sociologie ou à l'anthropologie. Toutes se sont penchées, avec leurs concepts et leurs méthodes, sur l'insondable complexité de l'interaction.

Dans la perspective de l'interactionnisme symbolique et de la micro-sociologie, on pourrait commenter longuement l'apport d'Erving Goffman, véritable « entomologiste du social » (expression de Pierre Bourdieu). Selon lui, les individus viennent aux formes sociales, préexistantes à certains égards. Cependant, « rien n'est écrit ». Et l'individu joue sur une gamme ample et fine de rôles, de cadres, de situations, sur sa perception de la nature des interactions et de ce qui est en train de se jouer/nouer dans la relation. Une « intelligence du social » très forte est à l'œuvre, portée par les acteurs eux-mêmes. Les uns et les autres préservent leur « face » et celle d'autrui en toutes circonstances, tout en perpétuant la sacralité diffuse du lien social.

Cette vision subtile et profondément sociologique des relations sociales est à mille lieues de celle des « obsédés du décodage de la gestualité » dont il est question dans ces pages, qui fétichisent le « non-verbal » et déshumanisent les relations sociales, toujours à l'affut du « délit de sale geste ».

Au détour d'une phrase qui devint célèbre, le linguiste américain Edward Sapir évoquait « le code secret et compliqué, écrit nulle part, connu de personne, entendu par tous », qui régit l'ordre des interactions. Nous « fonctionnons » socialement car nous avons intégré l'intelligence de ce code, et parce que nous avons « incorporé » la double dimension prévisible et aléatoire de la communication. En situation, chacun procède en permanence à une interprétation intuitive de « ce qui s'échange », tout en s'efforçant de rester présent à l'autre. Car il est difficile d'être « dans » une interaction, et « au dessus » de celle-ci. Et nous prêtons aussi attention à ce que nous disent nos interlocuteurs, le langage n'étant pas accessoire quand on communique.

Depuis quelques décennies, les spécialistes académiques du « champ communicationnel » ont contribué à publier une masse conséquente d'études s'attachant à cerner théoriquement cette dimension interpersonnelle de la communication. Les ouvrages consacrés à *l'Ecole*

de Palo Alto ont initié des générations d'étudiants à la dimension « orchestrale » des relations interpersonnelles. Pour ce courant, celles-ci doivent être considérées du point de vue des processus, avec une part belle laissée à la culture, au contexte, aux formes sociales (dont les rites d'interaction), et aux rôles des représentations dans les rapports sociaux.

Les « chiromanciens du décodage du non-verbal »

Ignorant royalement cette somme de travaux, mais frayant thématiquement dans le même champ, une tendance éditoriale d'un autre ordre est montée en puissance depuis quelques années : il s'agit de la vogue des ouvrages « grand public » proposant des « modes d'emploi » des relations interpersonnelles. Celles-ci auraient une dimension implicite, inconsciente – cela est su et a été fort bien dit – mais pour tout dire *secrète*. Les « secrets de la communication », nous y voici. Ces manuels, rangés en « Développement personnel » ou « Psychologie », se présentent comme des « grammaires du non-verbal » et des stratégies relationnelles cachées. Une « communication efficace », telle est bien l'obsession de tous les signataires de cette prose, qui inscrivent les relations amoureuses, familiales et professionnelles dans une perspective stratégique et même balistique. En fait, tous ces « bonimenteurs » fondent leurs « analyses » sur un soubassement libéral, au sens économique du terme : car il faudrait attendre un rendement et une rentabilité des rapports sociaux. Et pour atteindre ses objectifs (cachés), il conviendrait d'appliquer des stratégies qui ne sont plus argumentatives mais « non-verbales », en « décodant » nos interlocuteurs afin d'arriver à une mythique (mais illusoire) transparence dans les relations, et à une « lisibilité » de l'autre. Les relations interpersonnelles sont entrées dans une nouvelle ère du soupçon, pour ces « obsédés du décodage de la gestuelle ». Car il s'agit toujours – implicitement – de manipuler autrui et d'instrumentaliser les relations sociales. Sont posées comme préambules les inévitables maladresses et les dommageables « gaffes » de ceux qui ne connaîtraient pas encore les secrets. Et la finalité, c'est prétendument une meilleure compréhension et une « communication *enfin* efficace ». Pourtant, il semble qu'« il y a problème dès que la communication devient la solution à tout ; en revanche, on se rapproche de la solution lorsque la communication est appréhendée comme un problème »².

À l'avenant, « les manipulateurs seraient parmi nous ». Des titres d'ouvrages l'affirment, édités dans la nébuleuse de publications consacrées à la « manipulation » faisant de la paranoïa un fond de commerce. Car prétendument, pas d'alternative : on manipule ou on est

manipulé. Donc, le premier principe relationnel est de se méfier des collègues, des amis et même des conjoints. « Prenez garde à ne pas vous faire abuser ». Et pour cela, on y revient circulairement, « apprenez à lire autrui », « à décrypter ce qu'il vous cache ». Cela transparait et « parle » à l'œil averti. Une guerre froide d'un nouveau genre caractérise les relations. Observer et analyser autrui, « le calibrer », dirait la *Programmation Neuro-Linguistique*, décoder ses faits et gestes, et ne pas donner trop de crédit à ses paroles, forcément partiales, et même délibérément trompeuses la plupart du temps...

Affectant les domaines de la formation continue (leur cheval de Troie), troublant les habituelles définitions de la psychologie, jouant sur la confusion des genres, ces « nouveaux gourous de la communication » – non plus spécialistes de la rhétorique mais experts auto-proclamés du « décryptage du non-verbal » – bénéficient d'une réelle complaisance médiatique. Depuis une quinzaine d'années environ, ils se sont adossés à l'incroyable « psychologisation » des discours sociaux et des institutions, pour asseoir leur succès et tenter de capter une légitimité médiatique et éditoriale ensuite bien monnayée en entreprise. Paradant pour certains dans des émissions à large audience, ayant colonnes ouvertes dans certains magazines, ces « bonimenteurs » pérorent en décodant les prestations publiques des hommes politiques. Tous, formateurs, coachs et consultants, considèrent qu'un passage sur *BFM* ou une interview dans *VSD* ou *Closer* vaut onction académique. Bien sûr, leurs démonstrations incertaines « révèlent les dessous de la communication ». Pour cela, ils énoncent des lieux communs éthologiques, fétichisant Desmond Morris (mal lu de surcroît par eux³), le tout mâtiné d'un zeste de psychologie comportementaliste et d'un peu de neurosciences.

On est face à une vraie tendance éditoriale et médiatique, et la récente série policière *Lie to me*, voyant le docteur Lightman, pétri des théories de Paul Ekman, voler au secours du FBI en « décryptant la gestuelle » des suspects, légitime encore ces pseudosciences, en leur offrant crédit et visibilité.

Mais qui sont-ils ces « experts » auto-proclamés ? Joseph Messinger, décédé en 2012, polygraphe infatué et redondant, « père de la grammairie gestuelle », Philippe Turchet, « inventeur » de la « synergo-logie », qui fait patiemment école, en vendant fort cher formations qualifiantes et certifications, ou encore les « inventeurs » d'incertaines « disciplines » préfixant la « morpho » et suffixant la « gestuelle ». Par extension, il y a tous les auteurs publiant des écrits autour du « non-verbal », qui prétendent avoir inventé des disciplines alors que la plupart du temps, ils font leur terreau de théories

existantes, détournées et édulcorées par eux. Mais mettons encore dans cette liste tous ceux qui proposent de « fournir des clefs pour lire autrui », ou vendent du « mieux-être relationnel ». Demandez les expressions « non-verbal », « communication inconsciente », « décodage gestuel » à votre moteur de recherche et vous verrez « remonter » sans coup férir quelques dizaines de ces « gourous » (souvent des Américains vendant des « méthodes infallibles » traduites à la va-vite), qui tous proposent leurs « œuvres théoriques » à la vente « en ligne ». *Business is business...*

Loin des mille précautions de principe et de méthodes de la plupart des sciences académiques, toutes ces « simili-théories » du « décryptage gestuel » se piquent de cataloguer les individus qu'elles passent à leur crible, comme on épingletrait des papillons. Elles analysent à tort et de travers, vont jusqu'à conseiller ce qu'il faut penser des autres, quoi leur dire et comment se tenir en toutes circonstances, tout cela à travers le seul prisme de la gestuelle. Les cadres supérieurs sont de plus en plus nombreux à se conformer à leurs diktats, *via* les séances de média-training et autre coaching relationnel imposés comme de nouveaux rites de passage par le management, pour accéder au statut de « décideur ». « Comment se tenir comme il faut », expliquaient les manuels de savoir-vivre ; « comment se comporter efficacement », surenchérissement désormais les « gourous de la relation », en une impitoyable et fallacieuse entreprise de « dressage des corps » ; comme si la réussite d'une négociation ou d'un entretien se réduisait à leur seule dimension comportementale et gestuelle. Selon Roland Gori, « toutes ces techniques d'accompagnement psychologique ont valeur d'initiation sociale à une civilisation néo-libérale ». Et de poursuivre : « en réalité, c'est autrui qui nous aide à déchiffrer notre monde intérieur. Alors tous ces déchiffrages du non-verbal et d'autrui, ce sont des « délires sectorisés ». Là, d'un point de vue social, on inscrit la relation dans une logique de soupçon. On est bien loin de l'empathie. Quant au coaching, il exige qu'on utilise ce que l'on est à des fins d'utilité professionnelle. En fait, il est chargé d'initier aux idéaux de l'idéologie libérale. On perçoit aussi la porosité entre la sphère privée et la sphère publique. Maintenant, la sphère privée est structurée comme le monde de l'entreprise »⁴.

Notons que ces « chiromanciens du non-verbal » n'ont aucune légitimité scientifique et universitaire. À l'avenant, ils n'ont aucun cadre théorique ni assise épistémologique, aucune méthode de travail reconnue. Argumentation et démonstration résident dans leurs seules assertions d'autorité. Et leur prose fourmille de références mystico-ésotériques et « anti-rationalistes ». Car que penser d'ouvrages se disant scientifiques, et convoquant Charles de Gaulle,

le mime Marceau ou Isabelle Adjani en notes de bas de page, pour « nous parler » du sens des gestes ? Comme s'il suffisait de rechercher des citations ayant pour thème « geste » et « gestualité » dans un dictionnaire, et de juxtaposer celles-ci indistinctement pour faire autorité...

Pour tous ces pseudo-scientifiques, qui se sont affranchis des fourches Caudines académiques, *exit* la complexité : la chose humaine est chose simple. Le business, plutôt lucratif, est à ce prix. Leurs typologies sont manichéennes, leurs grilles de lecture discutables et leur idéologie d'un cynisme assumé.

En butte au système académique et à ses us et coutumes, ces « gourous » desservent aussi la « cause psy », en donnant à penser que celle-ci est la science de la manipulation mentale et du contrôle exercé sur autrui. Tous ces auteurs-formateurs, qui se vantent d'être psychologues, se situent aux antipodes de la posture éthique de cette profession. « Et aux antipodes de l'approche analytique, où l'on part du principe que l'on ne sait rien de ce que la personne peut penser, rêver, sentir, avant qu'elle ne l'ait dit. Dans l'approche corporelle, *a contrario*, on est censé avoir tout compris sans qu'autrui ne dise rien. Du coup, la personne pense que ce n'est plus la peine de parler. Le risque, c'est que notre interlocuteur ait l'impression qu'il est totalement dominé, et surtout, que quoi qu'il fasse, il sera dominé. Il n'a donc pas d'autre possibilité que de s'abandonner à un pouvoir supérieur au sien »⁵ : celui de la personne sachant ; ou disant savoir.

Pour comprendre le succès de ces « gourous du non-verbal », peut-être faut-il essayer de prendre en considération les effets que peut produire leur lecture. Les auteurs dont il est question ici profèrent pour la plupart d'entre eux une parole qui se dit vérité. Ils promettent une vie meilleure et une compréhension plus fine des réalités humaines. Ils invoquent un pouvoir que leurs lecteurs acquerront, celui de « lire autrui », pour peu que leurs préceptes soient suivis. Ils ont surtout créé un système autoréférentiel qui exclut tout ce qui pourrait les contredire. Lire leurs quatrièmes de couverture est édifiant : ainsi, Joseph Messinger expliquait sans sourciller sur celle des *Gestes qui séduisent* que ses lecteurs pourront « à coup sûr connaître le langage du corps de leur interlocuteur et lire en toute transparence dans leurs pensées les plus secrètes ». À ce titre, ce sont des « gourous », au sens littéral et pas seulement métaphorique. Ne conviendrait-il pas finalement d'apprendre tous leurs préceptes, et toutes leurs grilles de conseils directifs et autres « trucs infaillibles à appliquer « avant d'entrer en relation » » ?

Car à la différence des gens ordinaires et de tous ceux qui, au quotidien, font sans savoir, sans comprendre, au risque de subir, de souffrir, d'échouer dans leurs pratiques de communication, le gourou conçoit la communication dans sa totalité, de la pratique au symbolique, de la mécanique au mystique. Une vision globale capable de parcourir tous les degrés, tous les niveaux de la communication, du plus discret et du plus humble (un battement de cil, un croisement de jambes) au plus entier dans le comportement du sujet (son rapport à soi, aux autres, au monde). Ayant une vision sinon totalitaire, du moins totalisante de la communication, le gourou, porteur de révélations et d'une Révélation, peut délivrer des messages aussi bien en faveur de la paix intérieure que de la performance sociale. Fétichisant à outrance les « signaux faibles », comme Cal Lightman dans *Lie to me*, il en fait science, et sa parole, d'autorité, souffre peu de contradictions, de la part de celles et ceux de ses lecteurs non dotés du capital académique pour débusquer la supercherie.

Et sans cesse, la promesse est faite par eux d'une « communication totale », et de relations enfin transparentes. Mais totalité, transparence et finalement toute-puissance de façade. Car ces « bonimenteurs » ont une vision de la communication interpersonnelle réductrice, manichéenne et sectaire. Et pourtant, ces analyses, qui interrogent les sciences académiques, sont à la mode, comme en témoignent les milliers d'exemplaires de ces ouvrages vendus, mais aussi le nombre de stages appliquant ces préceptes dans la sphère de la formation, et vendus sans vergogne par de grands organismes. Que nous disent-elles sur le fond ? Les mots et les discours n'ont plus d'importance, puisque seule compterait désormais la gestuelle.

Toutes ces pseudo-sciences prennent en compte la seule dimension non-verbale des échanges, mécanisant outrageusement sous forme de procédures simples et linéaires des processus complexes et symboliques. Le langage, si important, se trouve évincé, le sens interactionnel n'étant ni construit ni partagé. Il faut juste prendre en compte des logiques neurologiques prétendument profondes (des « câblages » en quelque sorte !) qui font qu'on agit et réagit « comme ça ».

Tous ces « pseudo-scientifiques » jouent de la vogue entourant la communication pour procéder à des captations d'héritage et à des détournements de légitimité, ou plutôt, de scientificité. Car « la communication demande, pour être analysée, une grande rigueur, qui pose des problèmes théoriques extrêmement compliqués. Tous ces gourous en font l'économie, car ils prennent la physique comme seul modèle. Que proposent-ils, finalement ? Non pas une analyse des pratiques de communication en tant que telles, mais un modèle

mimétique des théories scientistes. Une fois que ceux qui analysent les processus communicationnels ont été disqualifiés, (« car pas assez scientifiques, un comble !), eh bien ils produisent une théorie du geste, mesurable, modélisable, prédictible »⁶.

En guise de conclusion...

Nul combat personnel dans ces pages, ni croisade contre tel ou tel usurpateur qu'il s'agirait de dénigrer coûte que coûte. Nous souhaitons simplement rappeler qu'à côté de la science instituée (qui a ses principes, ses limites et ses ambiguïtés, aussi), des « pseudo-théoriciens » jouent de la confusion des genres et profitent de la vogue sociale et médiatique de la communication pour faire commerce de leurs analyses infaillibles et autres préceptes guerriers. Et il ne s'agit nullement d'ethno-méthodes, qui seraient tout à la fois pratiques, modestes, éprouvées. Ces « gourous » détournent cyniquement les codes rhétoriques de la science afin de gruger le « prospect ».

Ces « bonimenteurs » me semblent être dangereux pour la science, en tout cas pour son image auprès du grand public. Car ils s'en réclament et la singent, un anti-intellectualisme les caractérise souvent. Ils sont les porte-étendards d'une idéologie outrancièrement libérale. Sous couvert de décryptage systématique, ils *démoralisent* les relations, au double sens du terme : celles-ci doivent se passer de la morale, puisqu'il est question de manipuler et d'instrumentaliser autrui. Et à quoi bon être spontané, puisque les paroles mentiraient presque toujours, et que les corps nous trahiraient sans cesse ?

Les relations interpersonnelles sont éminemment complexes, dès lors qu'on les considère *raisonnablement*. On revient alors à la mesure qui doit habiter tout discours scientifique, faisant de la raison et de la méthode l'étalon d'appréhension du social.

Est-il raisonnable de plaquer sur ces relations comme objets de sciences des notions de performance, de rendement, de réussite, de succès, et d'infaillible lisibilité ? Et considérer les choses ainsi, n'est-ce pas regarder les relations comme un combat à gagner à tout prix, au détriment d'autrui ? C'est ainsi que raisonnent tous les gourous évoqués ici, qui rêvent d'arraisonner autrui, afin de triompher de lui. Beau programme théorique et humain...

Bibliographie

- COSNIER J., BROSSARD A., *La communication non verbale*, Neufchâtel, Delachaux et Niestlé, 1984.
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. Les rites d'interaction*, Paris, éditions de Minuit, 1973.
- LARDELLIER P., *Arrêtez de décoder. Pour en finir avec les gourous de la communication*, Lausanne, L'Hèbe, 2008.
- LARDELLIER P., (dir), *Actualité d'Erving Goffman, de l'interaction à l'institution*, L'Harmattan, Paris, 2015.
- LE BRETON D., *L'Interactionnisme symbolique*, Paris, PUF, 2004.
- WINKIN Y., *La Communication n'est pas une marchandise*, Bruxelles, Labor, 2003.

Notes

1. Une partie de cet article est tiré de l'ouvrage *Arrêtez de décoder. Pour en finir avec les gourous de la communication* (L'Hèbe, 2008), ainsi que de quelques articles publiés entre 2008 et 2010 dans des revues académiques francophones. Cette vaste enquête sur les "pseudo-sciences du décodage du langage non-verbal" sera rééditée sous une forme actualisée en 2015.
2. Yves Winkin, *La Communication n'est pas une marchandise*, Labor, Bruxelles, 2003, p. 15.
3. En 1984, Desmond Morris avait publié un ouvrage explicitement intitulé *Le Langage des gestes*, dans lequel il s'attachait à analyser les gestes conventionnels, ayant un sens dans un contexte culturel précis. Dans d'autres textes, il évoque davantage les gestes indicels, non pas rattachés à un sens social déterminé (comme le « au revoir » avec la main), mais produits « involontairement ». Eh bien les « pseudo-scientifiques du décodage non-verbal » ne prennent jamais (source) cette distinction, élémentaire et primordial, en compte.
4. Roland Gori, psychanalyste, Professeur émérite de psychopathologie à Aix-Marseille-Université, entretien avec l'auteur, novembre 2007.
5. Serge Tisseron, pédopsychiatre et psychanalyste, entretien avec l'auteur, novembre 2007.
6. Yves Jeanneret, Professeur de sciences de l'information et de la communication au Celsa (Paris-Sorbonne), entretien avec l'auteur, novembre 2007.

QUESTIONS DE RECHERCHE

INTERCULTUREL ET SIC

Les quatre articles qui suivent traitent de l'interculturel et des SIC.

QUELLE PLACE POUR L'INTERCULTUREL AU SEIN DES SIC ?

ALEX FRAME*

Alors que des tensions sociales et religieuses frayent la chronique dans un contexte de mondialisation toujours plus présente et pressante, l'interculturel est devenu un défi majeur pour nos sociétés, ouvertes aux migrations et branchées sur les technologies d'information-communication (Appadurai, Wolton). En réduisant les distances, les médias contribuent à fragiliser le vivre-ensemble, tandis que des discours populistes sur l'immigration et la religion menacent au quotidien le lien social. Face à cet enjeu de taille, il est urgent d'améliorer notre compréhension collective de la diversité et de la communication interculturelle.

Or, on assiste en parallèle à une inflation sémantique du concept d'interculturel qui risque de perdre de son utilité heuristique, pour ne devenir qu'une simple épithète qui renvoie vaguement à la diversité culturelle. Pour éviter cette dérive, deux écueils sont à éviter, lorsqu'on emploie le terme « interculturel » : l'interculturel n'est pas (nécessairement) international et l'international n'est pas interculturel ! Pour expliquer rapidement cette antinomie, contentons-nous de rappeler que, d'une part, des phénomènes interculturels s'observent entre n'importe quels groupes ou cultures : il ne faut pas se limiter à la seule culture nationale. D'autre part, les termes d'interculturel, ou d'interculturalité, renvoient en réalité à des problématiques qui consistent à comparer des « cultures » entre elles, ou à examiner des dynamiques interactionnelles qui impliquent plusieurs « cultures » (*infra*). Le simple fait qu'une étude évoque un autre pays ne rend pas nécessairement cette étude « interculturelle ».

* Université de Bourgogne. Équipe TIL
EA 4182

Si on se limite à une utilisation stricte du terme, un troisième écueil, hélas souvent rencontré, consiste à réduire les problématiques interculturelles à la seule approche *comparative* de cultures (nationales). Pire, dans les formations à l'interculturalité, à destination de cadres d'entreprise par exemple, l'interculturel peut se trouver très vite réduit à une petite série de « dimensions » : de clés à comprendre, à apprendre, pour qui souhaite devenir un « bon » communicant « interculturel ». Pour répondre à des impératifs de vulgarisation, de transmission et d'opérationnalité rapides, on gomme parfois la complexité et le caractère dynamique du processus interculturel intersubjectif, au risque de s'exposer aux recettes faciles et à leur lot de stéréotypes. Pour éviter ces trois écueils, cet article passera rapidement en revue différentes approches dans les travaux sur l'interculturel, afin de dessiner les contours du champ scientifique de la communication interculturelle, et l'asseoir fermement au cœur des SIC.

Geert Hofstede et les approches culturelles comparatives

Après Edward T. Hall, peut-être, l'un des noms les plus souvent cités en relation avec le champ de l'interculturel est celui de Geert Hofstede. Le modèle multidimensionnel d'Hofstede (4, puis 5 et enfin 6 dimensions dans sa version de 2010) a connu un très grand succès en milieu professionnel, ainsi que dans une grande partie de la communauté scientifique. Malgré des faiblesses méthodologiques (contestées), ce modèle constitue une référence parmi les approches comparatives ou « *cross-cultural* » des cultures nationales (Frame 2013, 40 *et seq.*). Du point de vue de la communication, cela peut être intéressant, en effet, d'étudier les valeurs et les croyances associées à différentes cultures nationales, afin de comparer ces « systèmes de signification » entre eux, à l'aide d'un outil de comparaison tel que le modèle d'Hofstede (ou celui de Trompenaars, de Lewis ou, avant eux, de Talcott Parsons).

Des problèmes surgissent, cependant, lorsque des chercheurs ou d'autres individus veulent appliquer le modèle d'Hofstede, conçu pour le niveau macrosocial, à des études de niveau microsocial, autrement dit à des interactions face à face. Comme l'écrit et le dénonce Hofstede lui-même, le modèle n'est plus valable dès lors qu'on cherche à l'appliquer directement à des individus de telle ou telle nationalité. Non seulement (a) ce ne sont pas des membres statistiquement typiques de (l'échantillon étudié de) leur communauté nationale, mais (b) on oublie trop vite que les individus, en plus d'être de telle ou telle nationalité, font partie de plusieurs groupes sociaux avec des cultures différentes et, enfin, (c) qu'ils adaptent leurs comportements et leurs attentes les uns vis-à-vis des autres en fonction

des différentes identités qu'ils se projettent mutuellement et de l'image qu'ils cherchent eux-mêmes à cultiver.

Appliquer les modèles comparatifs aux interactions microsociales, afin de chercher à anticiper de possibles malentendus qui pourraient surgir entre nationalités, revient à prendre à la lettre et à transformer en cadre déterministe rigide la célèbre formule d'Edward Hall : « *la culture est communication et la communication est culture* » (Hall 1984, 219). En tant que chercheurs en SIC, nous voyons plutôt dans la communication un processus social de construction intersubjective de sens, riche de ses dimensions sensible et symbolique, qui ne saurait être réduit à une simple « programmation » culturelle. Les individus ne sont pas des robots aux actes culturellement prédéterminés, mais des acteurs sociaux qui réfléchissent et qui performant des répertoires, en fonction de situations, de relations, d'identités et d'intentionnalités différentes.

Les deux « vagues » de recherches sur l'interculturel

C'est pour éviter de tomber dans de tels pièges *culturalistes* qu'il est essentiel, pour les chercheurs travaillant sur l'interculturel, de bien différencier ce que Helen Spencer-Oatey et Peter Franklin appellent les approches « culture-comparatives » (exemplifiées ici par les travaux d'Hofstede) des approches « culture-interactionnelles », appliquées aux interactions microsociales. Historiquement, il y a eu bien davantage d'études comparatives que d'études interactionnelles (Spencer-Oatey et Franklin 2009, 267), pour des raisons liées à ce que Victor Friedman (2014) identifie comme deux « vagues » dans les recherches internationales sur l'interculturalité.

Au début des années 80, écrit Friedman, lors de la « première vague », l'on concevait la culture comme un système de significations lié à un groupe (national, ethnique, professionnel, etc.). Les individus « appartenaient » à une culture, qui structurait le regard qu'ils portaient sur le monde. Les approches de la première vague, généralement d'ordre comparatif, concevaient les différences culturelles comme des barrières à la communication, qui pouvaient être surmontées en les identifiant et en s'y *adaptant*. Par adaptation, écrit Friedman, on entendait la nécessité pour chacun de chercher à comprendre la culture d'autrui, afin d'adapter réflexivement ses comportements pour en tenir compte dans sa communication. La littérature de la « première vague » cherchait à établir les différences culturelles afin de préconiser des manières efficaces de s'y adapter. En mettant tous les individus sur un même plan et en faisant d'eux des porteurs d'une seule

culture (généralement nationale), cette première vague n'échappe pas au troisième écueil que nous avons identifié (*supra*).

La « deuxième vague », que Friedman situe à partir des années 2000, met l'accent non pas sur la manière dont les cultures façonnent le comportement individuel, mais sur la capacité des individus à se servir de différentes cultures pour communiquer. Cette deuxième vague rassemble des approches *endogènes* de la culture qui conçoivent les cultures comme des *répertoires*. Plutôt que d'affirmer que les individus appartiennent à une culture, la deuxième vague considère que les cultures (au pluriel) appartiennent aux individus, comme autant de ressources, de « boîtes à outils » qu'ils peuvent utiliser pour faire face à différentes situations. L'interculturel devient alors l'étude de ces processus intersubjectifs de co-construction de sens qui mobilisent, *performent* des répertoires culturels différents, en fonction du contexte, des identités et des comportements des uns et des autres. Les individus ne s'adaptent non pas à la culture d'autrui, mais à une situation dans laquelle ils sont confrontés à des acteurs sociaux, eux aussi porteurs de multiples cultures.

Sans renier pour autant la partie inconsciente et profondément affective de l'appartenance culturelle au sens de la « première vague », il semble tout à fait pertinent de mettre en avant (aussi) la multiplicité des cultures et la capacité des individus à mobiliser différents savoirs et traits culturels, en fonction de la situation. C'est à ce processus que sont consacrées les approches « interactionnelles » que Spencer-Oatey et Franklin appellent de leurs vœux (2009, 267). Plutôt que de la subordonner à des dictats culturels, ces approches mettent la communication au cœur de leurs préoccupations. Elles pensent la multiplicité des cultures et des identités, à différents niveaux de la structure sociale (*ibid.*, 46), afin de prendre la mesure de la complexité des interactions sociales.

Malgré la prééminence des approches comparatives dans le champ de la communication interculturelle, un certain nombre de travaux existants, notamment dans l'espace francophone, traitent de sa dimension « interactionnelle ». Celle-ci a été étudiée en psychologie culturelle (notamment autour des « stratégies identitaires » de Carmel Camilleri), de la sociologie (multiculturalisme) et de la psychologie sociale (dynamiques intergroupes). D'autres « théories » en communication interculturelle, davantage connues dans la littérature anglophone, donnent aussi des perspectives intéressantes. La théorie de l'accommodation communicationnelle (« *Communication Accommodation Theory – CAT* ») et la théorie de la gestion de l'anxiété et de l'incertitude (« *Anxiety and Uncertainty Management*

Theory – AUM») en sont deux exemples. Enfin, en nous inspirant de tous ces courants, mais aussi de l'interactionnisme symbolique, nous avons proposé « l'approche sémiopragmatique de la communication interculturelle », dont l'objectif est de rendre compte des processus communicationnels en œuvre, lors d'interactions « interculturelles » (Frame 2013).

L'interculturel au cœur des SIC

La communication a toujours été conçue comme lieu d'expression des cultures. Or, pour la « deuxième vague », cette expression n'est pas mécanique ou déterministe. Elle devient, au contraire, proprement intersubjective et performative : les cultures s'actualisent et se définissent à travers la manière dont les acteurs mobilisent leurs répertoires culturels dans l'interaction, pour créer du sens. Comme ce processus de création, de co-construction de sens est aussi au cœur des préoccupations des SIC, nous défendons l'idée selon laquelle cette « interdiscipline » peut proposer un regard riche et pertinent sur le fait interculturel.

Eric Dacheux (1999) va plus loin et reproche à une majorité de travaux entrepris dans le cadre de l'Association pour la Recherche InterCulturelle (ARIC) de focaliser exclusivement sur la question de l'interculturel sans prendre en compte les processus communicationnels. Il affirme que « toute communication est interculturelle », reconnaissant ainsi la multiplicité des cultures (professionnelles, organisationnelles, régionales, ethniques...) qui sous-tendent n'importe quelle interaction et qui constituent des répertoires de significations symboliques et sémiotiques pour les acteurs de la rencontre. De ce point de vue, il peut être tout aussi pertinent d'examiner la dimension interculturelle de rapports intergénérationnels ou interprofessionnels que de prendre en considération les éléments de culture commune qui permettent à des collègues de nationalités différentes de coordonner leur travail au sein d'une entreprise multinationale. Pour Catherine Kerbrat-Orecchioni (1994, 141), la communication interculturelle peut servir de « miroir grossissant » mettant en lumière des processus qui ont lieu dans toute communication interpersonnelle.

(Ré)inscrire l'interculturel en SIC revient donc à proposer un double enrichissement. D'une part, on souligne le potentiel de la dimension interculturelle pour toute analyse de communication interpersonnelle, y compris ce qui relève de la communication des organisations ou de la communication médiatée par ordinateur (CMO), par exemple. La communication interculturelle propose des modèles pour prendre en compte les différentes identités sociales et traits

culturels revendiqués, mais aussi ceux que l'on projette les uns sur les autres durant une interaction. Parallèlement, les recherches en communication interpersonnelle, communication des organisations ou CMO peuvent aider les chercheurs qui s'intéressent à l'interculturel à mieux cerner l'influence du contexte et de l'intentionnalité, des formes techniques, organisationnelles ou institutionnelles, des relations de pouvoir et ainsi de suite, sur les interactions qu'ils étudient.

Limites du champ

Or, cela revient-il à diluer l'interculturel dans le social, ou, au contraire, à tout ramener à sa seule dimension d'interculturalité ? Où se trouvent les limites de l'interculturel ? Si on ne peut plus circonscrire le champ aux seules rencontres entre nationalités différentes, il convient tout de même de poser des limites à ce qui peut être considéré comme « interculturel ». Il semblerait que les limites soient ici subjectives, dans la mesure où ce sont les acteurs sociaux (ou le chercheur) qui sont les mieux à même de qualifier ou non d'« interculturelle » une situation donnée, selon le regard qu'ils portent sur elle et le degré d'altérité culturelle qu'ils supposent.

Une telle position peut sembler paradoxale, dans un article qui a commencé en critiquant l'utilisation du terme « interculturel » pour des études qui ne traitaient « que » de l'international ! Mais cela est compatible avec une volonté de décloisonner, de dé-réfier le champ, en cherchant l'interculturel avant tout dans la *qualité du regard* que l'on porte sur un objet, quel qu'il soit. Mettre en avant la dimension interculturelle de la communication, c'est chercher à mettre en évidence des systèmes culturels différents, liés à des identités, ou des processus sociaux de co-construction, mobilisant de multiples répertoires culturels.

Conclusion

En cherchant à identifier trois écueils majeurs « à éviter » lorsqu'on parle de l'interculturel, ce court article a voulu déconstruire la vision réductrice qui s'attache trop souvent au terme. En abordant la multiplicité des cultures et la complexité des relations que les individus entretiennent avec elles, nous avons voulu jeter les bases d'un possible rapprochement, mutuellement bénéfique, entre les études de communication traditionnellement dites « interculturelles » et celles dites « interpersonnelles ».

En plus de ce qu'un tel rapprochement peut nous enseigner sur des interactions individuelles, ancrer l'interculturel dans l'interpersonnel

constitue aussi un moyen de penser le global à travers le local. C'est dans la complexité des relations sociales et identitaires de la communication interpersonnelle située (*grounded*) qu'il faut regarder pour mieux comprendre le processus d'*interculturalisation* (Demorgon) : la manière dont les différentes cultures (nationales, régionales, professionnelles, religieuses, familiales, etc.) évoluent au contact les unes avec les autres à travers la médiation des interactions intersubjectives. À travers des recherches de ce type, les SIC peuvent espérer contribuer à notre compréhension collective de l'interculturel et apporter des réponses à des phénomènes sociaux d'une grande actualité pour la société d'aujourd'hui et de demain.

Bibliographie

- DACHEUX Éric. « La communication : point aveugle de l'interculturel ? ». *Bulletin de l'ARIC* 31 (1999), 2.
- FRAME Alex. *Communication et interculturalité : cultures et interactions interpersonnelles*. Paris : Hermès Science Publishing, 2013.
- FRIEDMAN Victor. « Negotiating Reality : Intercultural Communication as Constructing Social Space ». Dans *Theoretical Turbulence in Intercultural Communication Studies*. Sous la direction de Salla Poutiainen. Newcastle-Upon-Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2014.
- HALL Edward T. *Le langage silencieux*. Paris : Editions du Seuil, 1984.
- KERBRAT-ORECCHIONI Catherine. *Les Interactions Verbales (tome III)*. Paris : Armand Colin, 1994.
- SPENCER-OATEY Helen et Peter FRANKLIN. *Intercultural interaction : a multidisciplinary approach to intercultural communication*. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2009.

L'INTERCULTUREL DANS UN MONDE GLOBALISÉ

JOANNA NOWICKI*

La revalorisation du concept d'aires culturelles

La reconfiguration du monde après la chute du mur de Berlin a provoqué la nécessité de penser la nouvelle géopolitique. En matière d'interculturel, nous avons observé un retour du débat sur l'opportunité de revaloriser le concept d'aires culturelles pour penser la relation à l'Autre. En France, de nombreux milieux académiques se sont mobilisés autour de cette question, ce qui a abouti entre autres à l'organisation d'un colloque international qui s'est tenu en novembre 2014 au CNRS¹. Il avait été précédé de plusieurs journées d'études en France et à l'étranger.

Le colloque a montré que le concept d'aires culturelles reste polémique et suscite de nombreuses réserves. Les critiques à son égard concernent surtout le risque d'enfermement dans une spécificité culturelle, dans le pré-carré de chaque culture. On peut au contraire argumenter qu'une telle approche apporte l'interdisciplinaire, le flux, le chevauchement, qu'elle assure l'étude du terrain, l'ouverture vers le politique : découper le monde et nommer à nouveau les aires culturelles apportent des solutions innombrables. Il reste vrai que le choix du nom dans la désignation d'une aire est essentiel ; les notions sont évolutives et permettent au contraire de bouger avec la réalité géopolitique.

Une des conclusions majeures du colloque était que la réflexion sur les aires culturelles est l'étude de l'interculturalité.

Trois perspectives possibles sur l'interculturalité ont été dégagées :

- Disciplinaire (qui aboutit aux connaissances universelles)
- Culturaliste (qui insiste sur la singularité)
- La prise en compte de l'Autre ou de « nous »

* Université de Cergy
Pontoise. Sciences Po
Saint Germain-en-
Laye. LDI-UMR 7187
CNRS UP13-UCP

C'est bien sûr cette dernière perspective qui m'est la plus proche depuis mes travaux de la relation à l'Autre à la relation avec l'Autre² (Nowicki, 2002). J'avais proposé à l'époque une démarche anthropologique qui consiste à voir le dialogue des cultures sous l'angle de la « relation », processus dynamique aux paramètres multiples. Pour l'analyser, il faut procéder à la médiation des discours symboliques, nécessaires au tissage culturel (qui n'est pas le même mécanisme que le métissage, souvent synonyme de confusion), travailler sur le lien entre aires culturelles et politiques car les enjeux de pouvoir ne sont jamais totalement absents des relations interculturelles et inclure une dimension éthique, présente dans chaque relation humaine. J'étais particulièrement sensible aux travaux de Jean-François Mattéi³ (Mattei, 2001) qui propose comme critère de civilisation l'ouverture à l'autre et au monde et comme signe de barbarie intérieure le rempli sur soi.

Une autre dimension qui m'intéressait était le dialogue qui n'est ni négociation, ni conversation et qui implique une attitude fondamentalement désintéressée, dépourvue de violence. Cet idéal-type d'échange entre individus, sans doute inaccessible mais intéressant comme horizon que Francis Jacques⁴ (Jacques, 2000) analyse en montrant sa rareté, peut être élargi aux relations interculturelles. Dans un dialogue interculturel les choses se compliquent en effet encore davantage. Nous sommes là, sans doute, devant ce que Gadamer appelle la « confrontation dialogue », c'est à dire une confrontation entre des points de vues différents, provoquant une pluralité d'interprétations, dans laquelle le sens est coproduit dans un échange et devient un savoir partagé où la violence surgit et rien n'est possible. Le dialogue véritable garantit à chacun la préservation de son identité tout en encourageant l'échange et l'émergence d'horizons nouveaux. Ces horizons nouveaux sont peut être le changement radical de la notion même d'identité culturelle qui pose problème et qui est devenue polémique.

L'identité – concept devenu problématique

L'identité culturelle est devenue suspecte, tout comme l'identité nationale, car la crainte d'une dérive essentialiste d'une part et d'une dérive nationaliste de l'autre domine les esprits. Pendant un demi-siècle les sociétés démocratiques de l'Occident ont vécu plus ou moins harmonieusement avec cette conception du « patriotisme constitutionnel » qui a remplacé le patriotisme à l'ancienne, autrement dit dans la « communauté des citoyens » pour reprendre l'expression républicaine de Dominique Schnapper.

Pourquoi alors assistons-nous actuellement à un retour du questionnement identitaire aussi bien au niveau individuel qu'au niveau communautaire et au niveau national ? Ceci peut paraître paradoxal après cette longue période d'acculturation à une éducation citoyenne fondée sur la différence acceptable au sein d'une société ouverte.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cet état de choses. Tout d'abord la réaction à la globalisation qui a entraîné des sentiments complexes et nouveaux, même si n'est pas la première période d'intenses échanges entre cultures dans l'histoire de l'humanité. On est à peu près sûr aujourd'hui, qu'un surcroît d'interactions dû à la globalisation n'engendrera pas une culture mondiale commune. Le village global est une métaphore davantage technique que culturelle. Ce qui frappe au contraire, c'est l'intérêt grandissant pour les thèmes de la réception différente, en fonction du contexte culturel local, des phénomènes culturels globalisés.

Dans ce contexte, l'initiative des éditions par L'Herne d'interroger Bauman là-dessus, (Bauman, 2010) l'auteur de *Société liquide* et d'en faire un petit opuscule intitulé précisément *Identité* mérite attention. Dans l'introduction, Benedetto Vecchi précise que Zygmunt Bauman « a toujours su ébranler nos croyances fondamentales, et le présent recueil d'entretiens sur la question de l'identité ne fait pas exception. »⁵ Il a vite compris en côtoyant intellectuellement Bauman que sa pensée est en mouvement permanent et qu'elle ne « se laisse jamais circonscrire à des influences intellectuelles ou une école de pensée ». Il a également compris que sa méthodologie vise à faire ressortir « une myriade de connexions entre l'objet étudié et d'autres manifestations de la vie sociale ».

S'il fallait résumer sa méthode, je dirais qu'elle puise d'abord dans l'interculturel. En effet, Bauman a beaucoup réfléchi sur le phénomène d'enfermement, et parfois d'aveuglement dû à l'existence mentale dans un univers trop familier avec un entourage qui ne cesse de conformer nos pressentiments. Voici ce qu'il dit ouvertement dans un ouvrage qu'il a consacré aux intellectuels que la seule issue est la pratique de l'herméneutique interculturelle : « *L'aveuglement, indispensable pour des raisons pragmatiques chaque fois que la défense ou l'amélioration du statut de leur groupe est en jeu, devient inutile (et pour tout dire contre productif) lorsqu'il est nécessaire de faire face à une expérience étrangère. Comme disait Lévi-Strauss et Gadamer, ce n'est que lorsqu'il se confronte à une autre culture ou à un autre texte (confrontation sur un mode purement cognitif et théorique) qu'un intellectuel peut « se comprendre lui-même ».* En effet, la confrontation avec l'autre est avant tout la reconnaissance de soi ; une objectivation, en termes

théorique, de ce qui resterait autrement préthéorique, subconscient, inarticulé : *« Cet aspect de révélation de sa propre identité que permet la pratique de l'herméneutique interculturelle trouve peut être sa meilleure illustration dans l'ouvrage de l'éminent anthropologue américain Paul Radin. »*⁶

La deuxième force de sa méthode est l'importance du regard, qu'il lie à l'éthique.

Ses références sont multiples et parfois leur voisinage surprenant : intellectuels juifs et polonais des années trente, (Fleck), philosophes (Levinas, Gadamer), écrivains (Michel Houellebecq, José Saramago), penseurs classiques comme Hannah Arendt, Carl Schmitt, sociologues (Ulrich Beck, Dominique Schnapper)... Le point commun de ces intellectuels est le regard qu'ils portent sur les mécanismes sociaux et politiques, et c'est cela qui l'intéresse. Il voit le lien entre le regard que l'on porte sur autrui et l'éthique de la relation à l'Autre. Pour Bauman, nous assistons aujourd'hui au passage du regard d'Orphée à celui de Pannwitz décrit par Primo Lévi lequel tue par indifférence.

La quête identitaire est donc devenue une posture à la mode, l'ultime figure qui donne sens, occupant la place vide laissée par l'évanouissement de la religion, de l'idéologie, et de la politique. Dans un monde en voie de globalisation, où le sentiment dominant est l'angoisse de perdre sa spécificité, les hommes exagèrent souvent le caractère particulier de leur appartenance, tout en en faisant une « idole », ce qui peut conduire à la violence : *« L'identité se présente à nous comme quelque chose à inventer plutôt qu'à découvrir, comme un horizon de pensée, fabriquée de toutes pièces, ou choisi parmi plusieurs alternatives et pour lesquelles il faut se battre, qu'il faut protéger. [...] On ne peut plus escamoter le caractère précaire et définitivement provisoire de l'identité. Le secret a éclaté au grand jour. Et c'est là une situation inédite »*⁷

Bauman constate que le problème de l'identité a envahi les débats et la conscience collective sans que les réponses classiques apportées par Weber, Durkheim, Simmel puissent convenir à la situation d'aujourd'hui qu'il qualifie d'inédite. Il en voit la raison principale dans le renversement des rapports entre la société et l'individu : *« La « société » n'est plus l'arbitre impartial, parfois sévère et sans merci, de nos tribulations. Elle ressemble plutôt à un joueur de poker, impénétrable et roublard, qui a plus d'un tour dans sa manche pour bluffer ses adversaires. Son pouvoir ne consiste plus à faire respecter des règles : désormais la société n'indique plus la voie à suivre, et quand bien même elle donnerait des ordres, elle ne se soucierait guère de les faire appliquer. Tout ce*

qu'elle attend de vous, c'est que vous restiez dans la partie et que vous ayez de jetons pour continuer à miser »⁸

Une autre raison pour laquelle les pères de la sociologie moderne ne sont pas en mesure de répondre aux questions actuelles selon Bauman résulte du fait que la quête identitaire est une recherche obstinée d'une communauté de remplacement après l'affaiblissement de la communauté nationale. Or les identités rigides et non négociables ne nous satisfont pas, mais d'un autre côté les communautés virtuelles ne remplissent pas le vide. L'absence de l'exercice d'introspection, nécessaire à l'élaboration d'une véritable identité est une autre raison du mal identitaire.

Bauman réfléchit sur le passage de repères stables, solides à un monde devenu liquide, dans lequel beaucoup de personnes se sentent perdues, isolées, marginalisées. Nous sommes probablement loin de l'univers décrit par les classiques de l'anthropologie culturelle américaine, telle Ruth Bénédicte avec sa théorie de « pattern of culture », modèles culturels rassurants. On lui doit, on s'en souvient, l'idée que la vie d'un individu est un processus d'adaptation aux modèles et aux principes transmis par la société dans laquelle il vit. Dans une situation idéale, toute personnalité est autonome dans ses choix. Néanmoins, elle est marquée par ce que Ralph Linton a appelé « le fondement culturel de la personnalité », qui exprime cette adaptation largement inconsciente. Cette approche privilégie non pas l'étude des mœurs ou des structures (de parenté par exemple), mais celle des « configurations culturelles ».

Ce qui se passe aujourd'hui, c'est l'émergence d'une nouvelle conception de l'identité fondée sur le pluriel, l'enracinement multiple et les différences consenties. Il s'agit de concevoir l'identité culturelle comme une production positive. Comment une telle identité se forge-t-elle ? Nous vivons dans une époque qui valorise le cosmopolitisme en tant qu'idéal de liberté de mouvement, de paix et d'unité : la terre comme patrie universelle pour une humanité qui connaîtrait de moins en moins de frontières. On peut même penser qu'une certaine idéologie de l'identité plurielle s'impose à l'heure actuelle et discrédite le sentiment d'appartenance traditionnelle à un territoire, à une nation ou à une langue, perçu comme rétrograde : *« C'est pourquoi il semble abusif de réduire le problème à l'emboîtement des différents éléments censés composer l'identité. Assembler divers éléments pour former un tout cohérent appelé « identité » ne semble pas être une préoccupation majeure de nos contemporains, qui ont dû adopter une attitude à la Don Juan et en tirer des conséquences. Bien au contraire : une identité*

cohérente, unifiée et stable serait un fardeau, une contrainte, une restriction de la liberté de choix »⁹.

Pour décrire la mentalité contemporaine Bauman propose de remplacer *L'homme sans qualité* de Musil par l'Homme sans attache qu'il a illustré dans *L'amour liquide* : « *Pour aimer il faut être prêt à partager et à mêler deux biographies, chacune riches des expériences et des souvenirs, chacune suivant sa propre courbe ; il faut s'accorder sur l'avenir et sur l'inconnu. [...] et se mettre à la merci de l'autre, qui jouit lui aussi d'une liberté de choix, exerce sa volonté et, par là, est imprévisible et plein de surprise. Mon désir d'aimer et d'être aimé ne sera assouvi que s'il s'accompagne d'une disposition sincère à m'engager « pour le meilleur et pour le pire » quitte à compromettre ma propre liberté pour ne pas empiéter sur celle de l'autre.* »¹⁰

Il soulève en effet la question fondamentale de la liberté individuelle dans cette invention de l'identité : « *Signalons que l'identification elle aussi est un puissant facteur de stratification, susceptible d'introduire de la division et de la différence. À un bout de la hiérarchie mondiale émergente : ceux qui peuvent composer et décomposer leurs identités plus au moins à leur guise, en puisant dans un stock abondant d'offres. À l'autre bout : tous ceux qui n'ont pas les moyens de choisir leur identité, tous ceux qui n'ont pas leur mot à dire et se voient imposer du dehors une identité qui leur colle douloureusement à la peau.* »¹¹

Evidemment la question reste plus complexe – quelle marge de liberté a chacun d'entre nous face aux autres dans la définition de notre identité revendiquée, assumée, modifiée, etc. : *Chacun mise tout sur une seule des deux valeurs également indispensables à une vie humaine décente et digne de ce nom : la liberté de choix et la sécurité que garantit l'appartenance. [...] Ces deux postulats sont difficilement compatibles.*

« L'interculturalisation » des sciences humaines

L'interculturalité entendue comme recherche d'une nouvelle identité plurielle dans un monde globalisé, se rapproche du domaine des transferts culturels, de l'étude de la circulation des idées en quittant le terrain de l'étude des modèles culturels (pattern of culture) ou de l'analyse de l'impact de la culture sur les comportements. Une nouvelle reconfiguration disciplinaire est en train de s'opérer. À une époque on parlait de « l'anthropologisation des sciences humaines », que certains déploraient alors que d'autres y voyaient un enrichissement. Michel Foucault avait dénoncé ce qu'il appelait « les chimères des nouveaux humanismes, toutes ces facilités nées de l'anthropologie,

entendue comme réflexion générale, mi-positive, mi-philosophique, sur l'homme »¹².

Ce mouvement a inexorablement continué. Tout s'est passé comme si les chercheurs des disciplines traditionnelles, amenés à effectuer les comparaisons entre les réalités culturelles différentes ressentaient le besoin d'un détour par l'anthropologie pour vérifier ou valider leurs comparaisons, les analogies qui les frappent et pour en dégager des constatations à portée plus générale. D'autre part, les anthropologues ont abandonné leur traditionnel terrain d'observation qu'était l'exotisme et se sont intéressés à l'altérité autre qu'éthnique, par exemple sociale, professionnelle ou résidentielle, ce qui a permis une plus grande communauté de visées. Marc Augé (1994) par exemple a analysé un rapprochement entre l'histoire et l'anthropologie dû à l'émergence des préoccupations communes même si la validation des observations se fait avec des méthodes différentes. Un autre rapprochement intéressant s'est opéré sur le terrain de ce que certains appellent « droits culturels », qui ont souvent trait aux minorités : il s'agit de l'émergence d'une discipline qui s'appelle *l'anthropologie juridique*. Les travaux de Stéphane Pierré-Caps (Perré-Caps, 1995) sur les minorités au sein d'une « multination » en fournissent un exemple intéressant.

Aujourd'hui, on observe sans doute quelque chose d'analogue que l'on pourrait qualifier d'« interculturalisation » des sciences humaines et sociales, survenue sans doute sous l'effet de la globalisation du monde. Les chercheurs comparent les phénomènes observés dans une aire culturelle avec ceux vus ailleurs, et s'interrogent sur les spécificités locales tout en les mettant en relation avec les conditions propres à un contexte pour essayer de trouver soit les exceptions, soit les confirmations de leur absence. Bref, tout le monde est devenu comparatiste malgré soi.

Une des questions majeures que cet état de choses soulève est bien entendu l'interdisciplinarité croissante provoquée par ces nouveaux questionnements. La création des GDR, des GIS et des groupements de recherche thématiques qui complètent les recherches purement disciplinaires est sans doute une des réponses spontanées des chercheurs à ce défi intellectuel.

Une autre question qui reste ouverte est celle de savoir qui est autorisé de s'exprimer sur qui, autrement dit le statut de celui qui parle d'une culture et de l'interculturel. Le témoin est toujours accusé d'avoir un regard faussé par son vécu ou pire par sa souffrance si l'expérience a été douloureuse. Le spécialiste est a priori considéré neutre dans

son approche et se dit volontiers neutre, mais tout le monde sait qu'en sciences humaines la neutralité complète n'existe pas et relève davantage d'un idéal que de la réalité. L'observateur participant à la vie commune, à la manière d'un anthropologue, qui complète la description d'une interprétation sensible ? Vient enfin l'exote, l'outsider, l'intellectuel venu d'ailleurs, une figure particulièrement intéressante dans un monde en mouvement qui a permis à un grand nombre d'observateurs avisés de vivre à plusieurs endroits à la fois et d'avoir un regard décentré et souvent moins conformiste et de penser ailleurs³³ et autrement. Quelle est la légitimité de chacun de ces acteurs ? L'intérêt croissant pour « les regards croisés » exprime aussi le sentiment d'insuffisance de travailler à partir d'une seule perspective.

Les sciences de l'information et de la communication sont particulièrement bien armées pour penser l'interculturel dans un monde globalisé, tel que je l'ai décrit dans son évolution récente : face aux questionnements géopolitiques sur les aires culturelles, face à la nécessaire redéfinition de l'identité et face à une interrogation sur le statut des acteurs du dialogue interculturel en formation. Interdiscipline, ouverte à l'international, intéressée par l'étude des perceptions et représentations, les SIC peuvent participer à cette reconfiguration récente en y apportant des éclairages importants.

Bibliographie

- BAUMAN Zygmunt, *Identité*, Edition de L'Herne, Paris 2010.
- JACQUES Francis, *Ecrits anthropologiques, philosophie de l'esprit et cognition*. Paris, L'Harmattan, 2000.
- LAPIERRE Nicole, *Pensons ailleurs*, Éditions Stock, 2004.
- NOWICKI Joanna, « De la relation à l'Autre vers la relation avec l'Autre, quelle méthode pour la communication interculturelle ? » (*Communication pour le 13^e Congrès SFSIC, Marseille, octobre 2002*).
- MATTEI, Jean-François, *La barbarie intérieure, essai sur l'immonde moderne*. Paris, Puf, 2001.
- SCHNAPPER Dominique, *La relation à l'Autre, au cœur de la pensée sociologique*, Gallimard, 1998.

Notes

1. Le douzième colloque annuel de l'Institut des Amériques (5-7 novembre 2014) s'est donné pour objet, sous l'égide du Conseil Scientifique du GIS, de repenser les prémisses scientifiques sur lesquelles le GIS s'était constitué, à savoir la pertinence et les enjeux d'une recherche axée sur une aire culturelle. Intervenant alors que l'INSHS du CNRS avait récemment lancé d'autres GIS d'aires

culturelles, le colloque invitait naturellement à convier toutes les communautés scientifiques intéressées à une réflexion commune : les GIS « Etudes africaines en France », « Moyen-Orient et mondes musulmans », « Asie » et le GDR « Connaissance de l'Europe Médiane » se sont joints à la réflexion. Autres partenaires naturels : les grands organismes structurés pour l'étude des aires culturelles, tels que l'EHESS, le CERI Sciences Po, la FMSH, l'INALCO. Le projet était coordonné par une petite équipe d'organisateur : Jean-Michel Blanquer, président de l'IdA, directeur de l'ESSEC ; Jacques Pothier, vice-président de l'IdA (professeur de littérature américaine, CHCSC UVSQ) et Arezki Cherfaoui (doctorant en sociologie, Printemps, UVSQ), soutenu également par Damien Ehrhardt (SLAM, UEVE). Un blog sur [hypotheses.org](http://trac.hypotheses.org) regroupait toutes les informations sur l'action et l'accompagnant dans son déroulement, <http://trac.hypotheses.org>.

2. Joanna Nowicki, « De la relation à l'Autre vers la relation avec l'Autre, quelle méthode pour la communication interculturelle ? » (*Communication pour le 13^e Congrès SFSIC, Marseille, octobre 2002*)

3. Mattéi, Jean-François, *La barbarie intérieure, essai sur l'immonde moderne*. Paris, Puf, 2001

4. Jacques, Francis, *Ecrits anthropologiques, philosophie de l'esprit et cognition*. Paris, L'Harmattan, 2000

5. Zygmunt Bauman, *Identité*, Edition de L'Herne, Paris 2010, p. 5

6. Zygmunt Bauman, *La décadence des intellectuels, des législateurs aux interprètes*, Actes Sud, Paris, 2007, p. 14

7. Bauman, *Identité, op. cit.*, p. 26

8. *Ibid.*, p. 73

9. *Ibid.*, p. 10

10. *Ibid.*, p. 88

11. *Identité*, p. 55

12. Michel Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris, Gallimard, 1966.

13. *Pensons ailleurs*, titre d'excellent ouvrage de Nicole Lapierre, Éditions Stock, 2004, sur l'apport des intellectuels outsiders en Europe.

LES SIC FACE À L'IMPÉRATIF INTERCULTUREL

CARSTEN WILHELM*

Actualité de l'interculturel

La réflexion scientifique sur la communication interculturelle est sans doute plus importante que jamais. L'actualité récente est en effet tristement dédiée aux relations interculturelles, ou plutôt à leur négation, affrontements identitaires et oppositions qui semblent indépassables entre le *nous* et le *eux*. Les attentats du 7 janvier 2015 à Paris, ceux de Copenhague le 14 février, le mouvement allemand anti-islam PEGIDA, la virulence du débat identitaire autour du mariage pour tous, les djihadistes migrants, les guerres, les réfugiés abandonnés sur des bateaux à la dérive – l'actualité semble vouloir forcer la division du monde en communautés de valeurs et rouvrir inlassablement la boîte de Pandore d'une vision binaire des cultures, intrinsèquement inscrites dans une opposition violente (Huntington, 1993). À l'opposé d'une approche d'ouverture et d'échange, ces conflits instrumentalisent le plus souvent l'idée d'une menace pesant sur l'identité culturelle. Les contrexemples, cependant, prennent voix et corps, ainsi la réaction de la société française face aux attentats de janvier, qui fut aussi relayée dans de nombreux pays, ou encore les manifestations en Allemagne contre les mouvements islamophobes¹.

En outre, le contexte mondialisé et médiatisé se transforme en acteur même des polémiques. Les médias produisent et relayent, en temps réel, des matériaux symboliques et culturels, des discours identitaires et leur négociation (par exemple autour de ce que signifie « je suis Charlie »), alimentant ainsi sans cesse l'actualité dont ils rendent compte. Les technologies de la communication, quant à elles, suivent la logique pharmacologique « stieglérienne » : elles sont tour à tour utilisées pour l'organisation de manifestations de soutien et de débat, et instrumentalisées au service de luttes d'influence, recrutement des djihadistes, propagande gouvernementale, rumeurs conspirationnistes. Ainsi, elles réalisent et détruisent dans un même mouvement la promesse d'agora numérique dont elles sont porteuses. En rendent compte notamment les discussions animées autour du

* Université de Haute
Alsace, CRESAT

concept d'espace public en ligne. La gravité de ces événements et la dynamique communicationnelle qui les entourent appellent l'impératif interculturel au centre des préoccupations des chercheurs en SIC, une discipline fondamentale pour analyser l'interculturalité, plus particulièrement médiatisée et numérique. Mais plusieurs obstacles de nature théorique ou politique se dressent sur le chemin et doivent préalablement être envisagés.

Dans l'espace nécessairement bref d'un article aux Cahiers, et en attendant une clarification plus fondamentale et sans doute de plus en plus nécessaire, cette contribution voudrait dans un premier temps envisager les paradoxes inhérents à cette notion, à la fois historiquement et dans ses développements contemporains, puis dans un deuxième temps formuler quelques premières propositions pour aborder constructivement la communication interculturelle en sciences de l'information et de la communication.

Un concept chargé et doublement paradoxal

Pour penser ces phénomènes, le chercheur dispose d'un concept (ou bien est-ce un outil, une sous-discipline, un champ, un courant de pensée, ou tout cela à la fois ?) qui est prometteur et en même temps complexe : la *communication interculturelle* se nourrit d'un contexte pour le moins instable, dynamisé par la porosité d'une société numérique et mondialisée. Il s'agit d'un terme chargé du fait de sa genèse et de son application institutionnelle première, qui le marque au départ des stigmates d'une stratégie de domination. À l'origine se trouve en effet le *Foreign Service Institute* américain (FSI), qui conseille le gouvernement fédéral pour lui permettre de mieux comprendre les populations étrangères, « *understanding foreign people* ». La personnalité qui relie les deux domaines distincts que sont recherche et conseil est E.T. Hall, actif au sein du collège dit invisible de Palo Alto. Il est chargé par le FSI de développer des modèles pour mieux comprendre, et en conséquence mieux maîtriser la communication avec d'autres pays et cultures. Le but est d'améliorer les échanges commerciaux et diplomatiques au profit des USA, une démarche qui, menée à son terme, vise à l'impérialisme économique et à la victoire en cas de guerre. Cette approche pragmatique demeure vivante aujourd'hui, par exemple dans la formation des soldats américains aux interactions avec les populations de territoires en guerre Moyen-Orient. Si l'intercompréhension des cultures est la visée centrale de la communication interculturelle, son instrumentalisation est donc toujours possible. Mais ne considérer que cet aspect serait injuste vis-à-vis de Hall et du courant qu'il a contribué à faire naître. Ce courant, par la prise en compte des aspects culturels dans les actes communicationnels

œuvre également en faveur d'une ouverture à l'altérité, et il continue d'impulser des recherches soucieuses du poids culturel dans la communication. Le terme *communication interculturelle* porte donc en germe cette contradiction entre méthode stratégique ou utilitaire, voire de domination, et dimension communicationnelle féconde. C'est le premier paradoxe de l'interculturel.

L'interculturel correspond en outre à une conception de l'identité qui, de prime abord, semble difficilement conciliable avec une vision républicaine et laïque de la société. Conformément à son préfixe latin *inter-*, entre, cette notion désigne les relations entre les cultures et entre les personnes appartenant à ces cultures. Deux approches s'opposent. L'optique culturaliste met l'accent sur l'influence de la culture considérée comme un héritage, voire comme une nature, et de ce fait elle présente l'inconvénient majeur d'amoindrir le poids de l'individu et de son libre arbitre en situation de communication. Ce tropisme du poids de la culture sur l'identité individuelle et collective influence des courants politiques situés aux extrêmes² et sert d'argument aux mouvements xénophobes cités en introduction. En opposition à ces différents courants, des théories de l'identité comme celle de Burke et de Stryker) mettent en avant la multiplicité des facettes identitaires s'actualisant dans un contexte donné. Victor Scardigli (1993) étudie l'impact de l'homogénéisation culturelle européenne (si tant est qu'elle existe) sur les identités régionales, et il met l'accent sur l'aspect constructiviste de l'identité, qui « n'est pas le prolongement de quelque mythe fondateur venu du fond des âges, ou la résultante de transformations macro-structurelles abstraites : elle est quotidiennement recréée par la volonté de tous les acteurs locaux. » Il conçoit donc l'identité comme un édifice à plusieurs étages et en mouvement permanent. La multiplicité d'appartenance et d'identifications forment ainsi des êtres pluriels (Lahire), hybrides (Bhabha) et métissés (Laplantine) : en d'autres termes, l'interculturalité commence en soi-même.

Dans *L'Homme pluriel*, Bernard Lahire (1998) propose fermement d'abandonner la seule explication *culturelle* des actions individuelles. Le contexte actuel d'hypermédiatisation et de saturation numérique rend d'ailleurs la position strictement culturelle impossible : il favorise aussi bien l'individualisation que les identités collectives au niveau régional ou global. Néanmoins, et Lahire lui-même le reconnaît, le poids culturel est réel et ancré dans l'Histoire. Si l'auteur réfute l'idée d'une « programmation mentale » de l'individu, il reconnaît l'influence sur les sociétés de la culture considérée comme un principe organisateur. L'étude des mythes nous révèle cette influence d'une double façon, soit qu'ils servent eux-mêmes de narration qui

fait lien, soit qu'ils justifient l'organisation sociétale existante. Les approches voisines des SIC, économiques et historiques principalement (D'Iribarne, Todd, Hau, Gellner, Hobsbawm) nous suggèrent également cette influence au long cours ou les médias et la communication jouent un rôle de relais important (Anderson). Cette place entre culture héritée et choix de vie, ou entre racine et multiples, est le deuxième paradoxe de l'interculturel.

Trois propositions pour penser la communication interculturelle

Définir un concept opérationnel

La manière de conceptualiser la culture a naturellement des conséquences sur la façon d'envisager la communication interculturelle. En effet, il n'existe (heureusement) ni une théorie unifiée de la culture, ni une méthodologie dominante de l'analyse du fait culturel. Et pourtant le concept de culture est central pour la communication et les SIC. En fait, sa définition même est toujours en lien avec ceux qui la définissent : choisir un angle d'approche de ce concept polysémique constitue en soi un acte culturel, car toute définition de la culture correspond à un enjeu social, politique ou économique (Chevrier, 2003). La façon dont un acteur envisage les relations interculturelles renseigne donc avant tout sur ses propres systèmes sémiotiques et culturels. En conséquence, les acceptions de la notion de culture et ses diverses modélisations sont un point de départ obligé pour une épistémologie de l'interculturel en sciences de la communication. Les parcours de vie, dans leur multiplicité, accroissent les espaces de production et de partage culturel et la culture devient un concept opérationnel et non plus seulement descriptif.

Pour cela il convient de prendre en compte *à la fois* la puissance de structuration sociale de la culture et son pouvoir symbolique. Suivant en cela une conception essentiellement wébérienne, je considère l'homme comme dépendant du sens qu'il a lui-même créé. Cela place l'individu dans son rayon d'action et permet précisément d'éviter le culturalisme au sens d'un essentialisme culturel. La situation d'interaction a toujours une issue incertaine, elle dépend de nombreux facteurs : l'apport conscient et inconscient des acteurs, la mise en situation préméditée ou spontanée, les conditions symboliques et matérielles, les positionnements des individus, etc. La culture est alors considérée comme une ressource identitaire, un modèle (*pattern*) de comportement et une émergence perpétuelle, toujours « contestée, temporaire et émergente » (Clifford et Marcus, 1986 : 19). Philippsen (dans Gudykunst et Mody, 2002) résume très justement les fondamentaux de l'aspect culturel de toute communication :

la communication est une ressource heuristique et performative pour permettre aux individus de réaliser des fonctions et performances culturelles. De la même façon, la culture peut être considérée comme le contexte interprétatif de la communication (Geertz, d'Iribarne), ou, selon la très parlante métaphore de Karl W. Deutsch (1966), la culture serait le réseau de rues dans une ville, et la communication la circulation dans ces rues. Culture et communication sont donc inséparables en tant que les deux faces d'une même médaille : l'identité (Lamizet, 1999), une notion elle aussi indissociable de l'interculturel. Définir la culture comme un concept opérationnel permet donc également une approche opérationnelle de la notion d'identité, rendant inopérantes les dangereuses instrumentalisation théoriques qui en sont faites.

Transcender l'interculturel : médiacultures et transculturel

La deuxième proposition vise à explorer dans l'immédiat contemporain les cultures et identités désormais inscrites dans des processus médiatiques et communicationnels mondialisés, ou, en d'autres termes, les médiacultures (Macé, Maigret) produites par les industries culturelles globalisées. L'étude des pratiques et formes de communication et de réception à l'ère du numérique permet de cerner les enjeux mondialisés de la culture et de la communication, au premier rang desquels les formes identitaires trans-culturelles. Les études seront consacrées à des expériences situées et recourront aux approches communicationnelles des SIC ainsi qu'aux recherches sur la réception culturelle et médiatique de façon plus générale, notamment dans des courants tels que l'interactionnisme, les *cultural studies* et les méthodes dites *dispositives*. La place des SIC dans les études interculturelles sera là où, selon Castells (2012), se créent des protocoles de communication qui opèrent entre des cadres culturels contradictoires, à la fois dans l'intersubjectivité et dans la sphère médiatique, le but étant de comprendre si ces protocoles permettent de construire un pont entre les cultures ou s'ils cristallisent les oppositions. L'observation de la nature des dispositifs et des usages culturels sera au centre de la démarche. Dans le laboratoire CRESAT de l'Université de Haute-Alsace ce tournant culturel est envisagé dans un contexte interdisciplinaire³. Dans des projets de recherche mobilisant les approches des médiacultures et des méthodes des digital studies nous étudions l'usage de publics d'origine culturelle et nationale différentes. L'un d'entre eux est consacré à l'interaction entre la production de la chaîne ARTE et la réception et discussion en ligne par le public français et allemand ; il explore l'influence des conversations au sein des dispositifs numériques, ainsi que la potentialité d'une communication transculturelle médiatisée (Hepp, 2008). Il s'agit dans un deuxième temps de sonder les usages des médias numériques par des

publics de pays divers à la recherche de la réalité d'une compétence numérique transculturelle.

Faire société dans la diversité

La faisabilité d'une étude interculturelle est-elle menacée par la culture insaisissable et en flux permanent de notre monde, aux prises avec la médiatisation croissante et la place toujours plus grande que prend le numérique ? L'analyse macro-sociale met en évidence les bouleversements industriels et culturels opérés par le numérique. Les parcours de vie se diversifient à l'intérieur des systèmes de socialisation établis et les espaces de production et de partage culturel s'accroissent. Le numérique et l'activité culturelle s'influencent mutuellement, ils interagissent en une dynamique bipolaire. De ce fait, notre époque est caractérisée par deux dichotomies constitutives : la première est le renforcement à *la fois* de l'individualisation et de certaines identités collectives, la seconde est un mouvement à *la fois* de globalisation culturelle et de renforcement des référents localement situés. Nos travaux sur la communication au sein de groupes internationaux d'apprenants en ligne (Wilhelm, 2010) confirment ces analyses pour le paramètre étudié. Certes, la diversité augmente les distances entre les univers sémiotiques des acteurs appelés à collaborer. Certains voient d'ailleurs dans cette diversité de valeurs un frein à la coopération. En ligne en revanche, les quelques aspects de diversité qui restent détectables dans un environnement textuel le plus souvent normalisé n'empêchent pas la constitution d'une culture communicationnelle forte au sein d'une population qui, bien que fort diverse, partage des motivations liées aux sites concernés. Nous avons déterminé trois conditions pour que la communication puisse fonctionner : une invitation étendue aux participants, une scène qui leur est propre pour exister et un territoire pour que le collectif prenne forme, en sommes un dispositif interculturel qui organise la reconnaissance, une *forme ou une façon de faire société*. Ressource identitaire, *l'invitation* est une main tendue aux individus pour qu'ils puissent entrer dans le cercle et s'y engager. La *scène* est l'espace de la performance individuelle et collective, le *territoire* un espace devenu ressource du collectif. Notre observation réfute la thèse selon laquelle une origine partagée est nécessaire pour que la collaboration réussisse. La diversité semble au contraire constituer un atout pour les internautes. Il s'agit pour eux de savoir comment *inviter l'étranger* au sens de Simmel, comment lui *donner une place*, et comment *partager l'espace* avec lui dans nos sociétés modernes. La reconnaissance est certainement la condition nécessaire de la participation active en société et de l'inclusion interculturelle. Identifier dans une série de projets de recherche des formes permettant de faire société tout en autorisant l'expression de la diversité, tel est un des défis des SIC face à l'interculturel. En outre, l'origine

très américaine des études interculturelles rend sans doute nécessaire l'élaboration d'une approche plus européenne, qui revient à une des grandes questions posées à l'intégration du continent : comment faire société et identité dans toute la diversité européenne ?

Bibliographie

CLIFFORD J. et MARCUS G. E. (1986). *Writing Culture: The Poetics and Politics of Ethnography*. Berkeley: University of California Press.

GUDYKUNST W. B. et MODY B. (2002). *Handbook of international and intercultural communication*. New York : Sage.

HEPP A. (2008). *Globalisierung der Medien und transkulturelle Kommunikation*. APuZ 2008, H. 39, S. 9-16.

MAIGRET E., MACE E. (2005). *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*. Armand Colin-INA.

WILHELM C. (2010), Emergence d'une culture communicationnelle au sein d'un dispositif international en ligne : distances géoculturelles et proximité axiologique, *Distance et Savoirs* (8) p. 79-107.

SCARDIGLI V. et CAPECCHI V. (1993). *L'Europe de la diversité : la dynamique des identités régionales*. Paris : CNRS éditions.

Notes

1. Littman Kai. (2015) « Ich bin nicht PEGIDA », Blog Médiapart <http://blogs.mediapart.fr/edition/eurojournaliste/article/120115/ich-bin-nicht-pegida>

2. Haddak Mourad. (2014) « Les pièges de l'identité culturelle. » <http://tinyurl.com/o5at67o>

3. Le CRESAT associe une réflexion communicationnelle sur le temps long qui est liée à la fois à sa composition pluridisciplinaire (SIC, histoire, géographie) et à un de ses objets récurrents parce que voisin, l'Allemagne. Il enrichit la méthode par celle des sciences de la culture allemandes (Kulturwissenschaften).

DISPOSITIFS EXPOGRAPHIQUES ET NOUVELLES ÉCRITURES DU PATRIMOINE DE L'ALTÉRITÉ : LA PUISSANCE STRUCTURELLE DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE

LINDA IDJERAOUI-RAVEZ*

L'article de Linda Idjeraoui Ravez n'a pas été publié comme il devait l'être dans le dossier du laboratoire I3M du numéro 10. Nous nous en excusons auprès de l'auteur et nous l'intégrons dans la thématique interculturel et SIC de ce numéro

Passer au crible des dispositifs expographiques la puissance structurelle de la diversité culturelle traduisant de nouvelles écritures du patrimoine de l'altérité, ne peut se faire sans considérer que la mondialisation désigne premièrement un processus en marche d'une grande importance en termes de déterminations structurelles et fonctionnelles du monde à venir et que ce processus réorganise la structure même des bases et des dispositifs techniques et symboliques à partir desquelles s'actualisent les liens entre les sociétés et leurs cultures. Jusqu'alors ces liens étaient largement assujettis à des règles de cohésion géographique, suivant des modalités inscrites dans l'histoire des zones en situation d'échange. Comme le fait remarquer Tardif « À l'époque moderne, elles procédaient largement à travers les relations entre Émanations qui avaient réussi à s'imposer comme les seuls acteurs internationaux dans les tous les domaines. Elles se déroulent désormais dans un nouvel écosystème communicationnel où sont mis en présence et en concurrence des visions du monde, des valeurs, les systèmes politiques, économiques et socioculturels qui expriment des préférences collectives différentes » (2008 : 203). Or, le renouvellement des formes d'écriture du patrimoine de l'altérité fait son apparition en Europe en même temps qu'émerge une nouvelle matrice de socialisation ancrée dans le processus de mondialisation et où la culture opère sur le mode d'un système symbolique. Si cette situation a quelques similitudes avec ce que Tardif décrit par son concept d'« hyperculture globalisante », il a aussi des dissonances qui nous conduisent à formuler d'intéressantes hypothèses tant du point de vue des nouvelles écritures du patrimoine de l'altérité, que

* UNSA, I3M
ravez@unice.fr

des stratégies d'acteurs et des régimes expérientiels générés dans ce contexte.

L'« hyperculture globalisante » est une construction symbolique qui exerce le rôle structurant de toute culture tout en s'en distinguant néanmoins : « elle est en quelque sorte a-historique, a-territoriale, a-morale, a-politique, faiblement re-socialisante, tout entière dans l'immédiat constamment recomposé. » (Tardif, 2008 : 204). À la différence, les nouvelles formes d'écriture du patrimoine de l'altérité, avec ses stratégies d'acteurs et les régimes expérientiels induits, semblent mettre en œuvre un processus de construction instituante d'une culture ancrée dans une diversité qui met en réseau des groupes sociaux localisés. La culture instituée qui en découle constitue pourtant un espace culturel commun à ces groupes tout en produisant un espace virtuel c'est-à-dire une culture seconde par rapport aux cultures et aux identités premières dans lesquelles elle prend sa source. Elle transcende donc les autres espaces (réels) sans les annihiler.

La diversité culturelle, telle qu'elle s'expose à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (Paris) par exemple, met en place une série de signes et de symboles d'où découle un système d'identification nouveau, qui ne sont plus spécifique aux groupes sociaux de références qui sont à l'origine du projet de patrimonialisation. Les médiations mises en place témoignent de réseaux d'identités mouvantes selon les convergences, projections, et divergences déclarées par les visiteurs et qui leur auraient été révélés par le biais expérientiel des dispositifs expographiques. Entre production et réception, une construction symbolique nouvelle du dialogue interculturel entre communautés exposées et communautés de récepteurs, mais également entre l'altérité et le soi, l'autre comme soi-même ou soi-même comme un autre en découle. Ces nouvelles écritures de patrimoine de l'altérité jouent donc un rôle structurant pour la définition d'une interculture. Contrairement à l'hyperculture globalisante défini par Tardif, cette interculture n'est non pas « a-historique » mais ancrée dans l'histoire de chacun, non pas « a-territoriale » mais ancrée sur un territoire, non pas « a-morale » mais révélatrice d'une morale chez les visiteurs, non pas « a-politique » mais catalysatrice de positionnement politique chez les individus interrogés, non pas « faiblement re-socialisante » mais facteur de socialisation, non pas « tout entière dans l'immédiat constamment recomposé » mais toute entière dans un passé recomposé au présent. Le pouvoir de la mondialisation sur la diversité culturelle telle qu'elle se manifeste par le biais des nouvelles écritures du patrimoine de l'altérité dans ces dispositifs de communication vient donc aussi de sa performativité, c'est là une similitude avec l'hyperculture. Cette performativité se situe dans le fait de révéler « de

nouveaux référents, de nouveaux symboles, des images, voire des icônes qui sont directement identifiés et provoquent l'approbation ou le rejet. Elle ouvre un nouvel espace de liberté à des individus de plus en plus nombreux qui peuvent y trouver des éléments d'identification pour construire leurs histoires personnelles » (Tardif, 2008 : 204).

Bibliographie

APPADURAI A. (1996), *Après le colonialisme les conséquences culturelles de la globalisation*, trad. De l'anglais par Fr. Bouillot, Paris, Payot, 2001.

CASTELLS M. (1996), *L'ère de l'information, tome 2, Le pouvoir de l'identité*, trad. de l'anglais par M. Bessière, P. Chemla, J.-P. Bardos, Paris, Fayard, 1999.

KING A. D. (1997), *Culture, Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representations of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

TARDIF J. (2008), « Mondialisation et culture : un nouvel écosystème symbolique » in *Questions de communication*, n° 13, p. 199-223 (dir. Béatrice Fleury et Jacques Walter), Presses universitaires de Nancy.

INTERSECTIONS

CONSTRUCTION DES SAVOIRS EN INFORMATION-COMMUNICATION DANS L'ESPACE FRANCOPHONE, 20^E COLLOQUE FRANCO-ROUMAIN

ANGELICA-HELENA MARINESCU* & PIERRE MORELLI**

La vingtième édition du colloque franco-roumain en information et communication (CIFSIC) qui s'est tenue du 30 octobre au 1^{er} novembre 2014 à Bucarest a été co-organisée par quatre centres de recherches français et roumains :

- le centre de recherche sur les médiations (CREM, Université de Lorraine/Université de Haute-Alsace) ;
- le centre de recherches Information, milieux, médias, médiations (I3M, Université de Nice Sophia Antipolis – Université de Toulon) ;
- le centre d'études des médias et nouvelles technologies de la communication (CSMNTC, Université de Bucarest) ;
- le centre régional francophone de recherches avancées en sciences sociales (CEREFREA, Université de Bucarest).

Résolument francophone, cette manifestation doit également beaucoup au partenariat avec plusieurs institutions universitaires européennes belges, françaises et roumaines dont sont issus les membres des six comités scientifiques ainsi qu'un nombre important de communicants :

- Le centre de recherche en communication (Recom, Université catholique de Louvain) ;
- l'équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (Élico, IEP de Lyon, Université Lyon 1, Lyon 2 et Lyon 3, ENSSIB) ;
- le centre de recherche Communication, information, médias (CIM, Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3), Ciméos (Université de Bourgogne) ;
- la faculté de journalisme et sciences de la communication (FJSC, Université de Bucarest),

* Faculté de Sociologie et d'Assistance Sociale. Université de Bucarest, Roumanie
angelica.marinescu@sas.unibuc.ro

** Centre de recherches sur les médiations, CREMEA3476. Université de Lorraine à Metz, France. pierre.morelli@univ-lorraine.fr

- le département de communication et relations publiques de la Faculté des Lettres (Université de Bucarest), Faculté de sociologie et d'assistance sociale (Université de Bucarest) ;
- La faculté de communication et relations publiques de l'École nationale d'études politiques et administratives (SNSPA, Bucarest) ;
- Le laboratoire de sociologie de la communication et de l'espace public de l'Institut de sociologie de l'Académie roumaine à Bucarest.

C'est au Professeur Ioan Drăgan que revient la paternité de cette longue série de colloques franco-roumains en sciences de la communication, dont le premier fut organisé en 1994 au sein du Centre d'études Médias et Nouvelles Technologies de Communication de Bucarest, en collaboration avec des universités et des laboratoires roumains, français et francophones. Historiquement, les partenaires roumains du colloque furent :

- l'université de Bucarest (la faculté de Sociologie et Assistance Sociale, la faculté de journalisme et sciences de la communication, la faculté des Lettres) ;
- l'Académie Roumaine, l'École Nationale d'Études Politiques et Administratives.

Parmi les premiers partenaires européens francophones sont à mentionner :

- l'université de Nice, Sophia Antipolis ;
- les universités Lyon 1, Lyon 2, Lyon... ;
- l'université Sorbonne nouvelle-Paris 3 (CIM, Communication, information, médias) ;
- l'université de Bourgogne (CIMEOS) ;
- le centre de recherche en communication (Recom, Université catholique de Louvain).

Si le colloque franco-roumain en SIC a pu s'inscrire dans la durée c'est notamment grâce à l'engagement de quatre enseignants-chercheurs :

- Daniela Roventă-Frumușani (Faculté de Journalisme et Sciences de la Communication, Directeur du Département Anthropologie Culturelle et Communication, Université de Bucarest) ;
- Adela Rogojinaru (Faculté de Lettres, Département des Sciences de la Communication, Université de Bucarest) ;
- Odile Riondet (Université Lyon 2) ;
- Nicolas Pelissier (Université de Nice Sophia-Antipolis, I3M).

La longévité de ce colloque est également due au soutien précieux et indéfectible de plusieurs partenaires institutionnels qui ont répondu présent chaque année :

- l'Ambassade de France en Roumanie ;
- l'Institut Français de Bucarest ;
- l'Agence Universitaire de la Francophonie - Bureau Europe Centrale et Orientale.

La première conférence internationale francophone en sciences de l'information et de la communication (SIC) réunissait à Bucarest en 2003 des chercheurs autour de la question des *Supports, dispositifs et discours médiatiques à l'heure de l'internationalisation*. Plusieurs thématiques furent développées par la suite parmi lesquelles nous citons : les enjeux de la médiatisation de l'espace public, la télévision, le symbolisme politique et les imaginaires collectifs, les métiers du journalisme, les publics, les nouvelles technologies de la communication).

Le colloque a fait figure, pendant cette double décennie, de moteur essentiel des relations universitaires entre la Roumanie et la France dans le domaine des sciences de la communication. Les vingt éditions du colloque ont mis en lumière et valorisé la tradition de recherche francophone dans les sciences humaines et ont favorisé les échanges entre chercheurs de l'espace francophones et chercheurs roumains, offrant de nombreuses possibilités de publication comme en attestent les nombreux volumes collectifs publiés en France et en Roumanie.

1994-2014 : vingt ans de colloques en SIC franco roumains

- *Mass médias et émergence de l'espace public* (1994) ;
- *Société et médiatisation* (1995) : les enjeux de la médiatisation de l'espace public ;
- *Postmodernité, médiatisation et nouvelles technologies de la communication* (1996) ;
- *Les enjeux de la communication politique* (1997) : discours médiatiques et discours des acteurs politiques ;
- *Télévision, culture et nouvelles technologies de communication* (1998) : audimat, grille de programmes, mutations dans les genres télévisuels, discours de la néo-télévision ;
- *Les journalistes, acteurs de la crise de communication* (1999) : la relation aux sources et la production de l'information, les organisations médiatiques, la construction identitaire et l'autonomie professionnelles des journalistes ;
- *La scénarisation de la communication médiatique et la construction de l'espace public* (2000) ;

- *Les médias, les nouvelles technologies et la redéfinition de territoires de la communication* (2001) : les nouvelles approches des effets et de la réception des médias ; communautés virtuelles et reconstruction de l'espace public ; nouvelles identités, fonctions et rôles des communicateurs ;
- *Communication, croyances et civilisations* (2002) : le discours médiatique autour du 11 septembre 2001 ; la socio-économie des médias et des nouvelles technologies dans la communication transculturelle ;
- *Supports, dispositifs et discours médiatiques à l'ère de l'internationalisation* (2003)
- *Le monde après Google* (2005) ;
- *Journalisme sans frontières* (2006) ;
- *Les Organisations et la culture des médias – transformations corporatives* (2007) ;
- *Communication culturelle et culture de la communication* (2008) ;
- *Frontières, communication, médias* (2009) ;
- *La communication, entre logiques commerciales et logiques solidaires* (2010) ;
- *Traces, mémoire et communication* (2011) ;
- *La Communication des organisations* (2013).

Francophonie et dimension internationale affirmées

La recherche roumaine en sciences sociales s'est longtemps placée sous influence française, ce qui a permis l'ouverture des lignes de coopération entre la Roumanie, la France et d'autres pays francophones. La Roumanie avait d'ailleurs été déclarée « État phare » de la francophonie en Europe orientale en 2006 par l'Organisation internationale de la francophonie. Fidèle à sa vocation de renforcer la visibilité de la communauté scientifique francophone de haut niveau en sciences sociales et humaines, dans la région de l'Europe du Sud-Est, en coopération avec des établissements français de recherche et de formation le Centre Régional Francophone de Recherches Avancées en Sciences Sociales Villa Noël - CEREFREA s'est fortement investi dans l'organisation de la vingtième édition du colloque, sous l'impulsion de son Directeur, Ioan Pânzaru, Professeur des universités et ancien Recteur de l'Université de Bucarest. Valoriser la francophonie, ce n'est certainement pas l'opposer à la domination anglophone considérée, de plus en plus comme langue internationale au service de la communication scientifique, c'est plutôt préserver et mettre en évidence d'autres réseaux universitaires, d'autres façons de penser et dire la science.

Sur les 101 propositions reçues pour l'édition 2014, 54 proviennent de France et 47 de l'étranger et notamment de Roumanie (20), du Maghreb (7), du Québec (5) ou de pays d'Europe (Espagne, Italie, Hongrie, Grèce, Belgique, Suisse et Serbie). Les résumés ont été expertisés en double, voire pour certaines en triple aveugle par six comités scientifiques (47 chercheurs dont 28 français, 16 roumains et 3 belges) co-animés par des chercheurs français et roumains. La dimension internationale est affirmée tant au niveau des communications proposée et acceptées qu'à celui des comités scientifiques. Soulignons enfin que sur les 70 propositions acceptées 55 ont été présentées à Bucarest et que tous les auteurs ayant été acceptés sont invités à transmettre pour évaluation un texte qui sera expertisé en vue de la publication dans l'un des quatre livres collectifs en préparation.

Thématique spécifique de CIFSIC 2014

Sous l'impulsion de Béatrice Fleury et Jacques Walter, coordinateurs scientifiques, le colloque 2014 a invité les auteurs à interroger la recherche contemporaine en SIC et plus précisément la construction des savoirs à travers des interrogations épistémologiques, culturelles, en lien avec des préoccupations sociales en lien avec l'essence même de notre inter-discipline, d'où l'appel à problématiser son intervention en termes d'intersection.

Alors que les technologies numériques ont investi tous les champs de l'activité sociale, amenant professionnels et chercheurs à créer des néologismes représentatifs de la pluralité de formes hybridant usages sociaux et technologies, l'édition 2014 s'est en effet proposée à travers six domaines gérés par un comité scientifique composé de huit membres dont plusieurs chercheurs roumains :

- les médias et le journalisme ;
- la communication des organisations ;
- la communication publique et politique, territoires ;
- le patrimoine et la culture ;
- l'analyse des pratiques et des usages des dispositifs et du design numérique ;
- l'ingénierie des connaissances.

Si, dans un premier temps, les objets et les notions étudiées par les sciences de l'information et de la communication étaient marqués par la construction de dénominations comportant l'adjectif « numérique » (musées numériques, identité numérique, démocratie numérique, et plus récemment humanités numériques) les objets contemporains

semblent être en rupture avec les objets traditionnels, et sont eux-aussi désignés des néologismes (web-journalisme, mooks, e-réputation, muséogeeks...).

Avec cette vingtième édition une page se tourne, d'où l'importance de faire émerger de nouveaux acteurs afin d'aider le colloque à se renouveler. C'est pourquoi les organisateurs ont pris particulièrement soin à offrir à de nombreux doctorants et jeunes chercheurs en SIC la possibilité de présenter les résultats de leurs recherches et à favoriser les échanges à travers les six ateliers du colloque et à l'occasion de deux tables rondes placées sous le signe de la comparaison entre différentes approches européennes dans l'analyse des médias en ligne en Europe (Table ronde proposée par un consortium universitaire européen : université de Cergy-Pontoise, université de Varsovie, école des sciences politiques et administratives de Bucarest) et de la communication, de la traduction et de la circulation internationale des textes scientifiques via les revues et éditions scientifiques).

Promouvoir le débat au sein de telles manifestations scientifiques permet en outre d'offrir à chacun des pistes de réflexion et d'approfondissement fort utiles et permettant de revoir et d'étoffer sa contribution en vue de la rédaction des articles. Les trois journées de colloque se situent donc au milieu d'un parcours puisque quatre ouvrages sont programmés et seront publiés en France (*L'Harmattan* et série actes de la revue *Questions de communication*) et en Roumanie (*Communicare* et *Les éditions universitaires de l'université de Bucarest*) 2015. Chaque livre collectif sera placé sous la co-direction de binômes ou trinômes franco-roumains, les textes complets étant expertisés par des comités scientifiques recomposés.

GERMÉDIAS, GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES MÉDIAS (SFSIC)

CATHERINE GHOSN*

GERmédiAs (Groupe d'Études et de Recherches sur les médias) est un groupe d'Études et de Recherche créé au sein de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication en janvier 2014. Catherine Ghosn, Maître De Conférences Habilitée à Diriger les Recherches en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Toulouse III Paul Sabatier, en est la responsable.

GERmédiAs est ouvert à tout type d'approche inscrite en Sciences humaines traitant des médias. Il accueille des chercheurs, enseignants-chercheurs, post-doctorants, docteurs, doctorants, professionnels des médias sur le plan national et international. Ses centres d'intérêt se déclinent sur plusieurs axes. Ils concernent les médias traditionnels (la presse écrite, la télévision, la radio...), les technologies de l'information et de la communication (TIC), le Web 2.0, ainsi que les convergences numériques.

Objectifs

GERmédiAs vise deux types d'objectifs. Le premier objectif consiste à mettre en place un espace de réflexion entre des chercheurs inscrits en Sciences humaines et travaillant sur la question des médias. Le second vise à constituer un réseau scientifique.

Les objectifs particuliers se déclinent sur trois axes. Il s'agit d'abord de connaître l'état d'avancement des travaux sur un thème identifié relatif aux médias lors de séminaires de recherche organisés au sein du groupe. La présentation de ces travaux permet ensuite d'instaurer des échanges constructifs entre des chercheurs confirmés et des jeunes chercheurs (doctorants, docteurs). Cette étape permet de terme d'élaborer des projets de recherche avec des chercheurs travaillant sur les mêmes thématiques.

* Université Toulouse
Paul Sabatier, CIGEDIL

Fonctionnement

Depuis janvier 2014, GERmédias fonctionne sous la forme de séminaires de recherche. Il est prévu d'organiser des manifestations scientifiques plus importantes (colloques, congrès), une fois que les axes de recherche du groupe auront donné lieu à des rencontres plus fréquentes.

Les séminaires de recherche donnent l'occasion aux chercheurs de présenter une contribution et d'échanger des points de vue théoriques ou empiriques, des méthodes et des résultats. Afin de valoriser le travail des chercheurs impliqués dans GERmédias, les contributions donnent lieu le plus souvent possible à des publications.

Axes de recherche

Même si la création de GERmédias est récente, le groupe a été actif et a pu présenter un bilan prometteur au XIX^e Congrès de la SFSIC en juin 2014. Ses axes de recherche se décomposent actuellement en 2 volets :

Axes de recherche en cours

Médias en ligne

Les médias en ligne constituent un objet de recherche riche et très diversifié. L'objectif de cet axe est donc double :

- il vise à connaître les angles d'études plus précisément choisis par les chercheurs de cet axe,
- il vise ensuite à présenter régulièrement la réflexion conduite sur le sujet et les résultats des études menées.

Actuellement, le groupe est composé d'environ 15 chercheurs (enseignants-chercheurs, post-doctorants, doctorants) de laboratoires de recherche différents, source d'échanges et de points de vue enrichissants. Cet axe de recherche a déjà donné lieu à un séminaire à Sciences Po Paris en mai 2014, qui s'est avéré riche en échanges, avec un esprit constructif. Il a été organisé conjointement avec Dominique Boullier du laboratoire Medialab, professeur de sociologie à Sciences Po Paris. Les communications sont en cours de publication.

Daniel Schneidermann, directeur du site en ligne *Arrêt sur images*, a été invité à présenter une conférence intitulée *Comment peut-on s'arrêter (sur images) lorsque les flux médiatiques ont adopté un modèle de*

haute fréquence ? Sa conférence a été suivie par une discussion avec Dominique Boullier et par un débat avec les participants.

Minorités et médias

La thématique des minorités ethniques en lien avec les médias est inscrite seulement depuis le milieu des années 2000 en Sciences de l'information et de la communication, en France. On trouve beaucoup plus d'études en sociologie ou en histoire, en France ou à l'étranger.

L'objectif de cet axe vise donc à développer une approche communicationnelle et internationale sur le sujet. Actuellement, une vingtaine de chercheurs composent cet axe, provenant de 9 pays (à ce jour).

Nous sommes en train de préparer le calendrier des manifestations scientifiques et d'élaborer des dossiers de recherche pour financer cette étude d'ordre international.

Axes de recherche à venir

Lorsque l'annonce de la création de GERmédias a été diffusée, plusieurs chercheurs se sont manifestés pour exprimer leur intérêt sur une thématique précise. Suite à ces demandes, il a été proposé d'attendre le Congrès de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication pour recenser les thématiques que des chercheurs souhaitent développer en s'impliquant dans un axe de recherche de GERmédias, et pour discuter de la « faisabilité » de créer un axe de recherche sur un sujet. La possibilité d'animer un axe de recherche dépend aussi de l'implication des chercheurs qui se sont manifestés. Deux principaux thèmes ressortent actuellement de ces demandes. Le premier concerne le discours publicitaires (imaginaires sociaux, rapports entre le support média et la publicité, complémentarité entre sémiologie, iconographie et histoire, etc.). Le second est rattaché à la communication politique.

Ces propositions vont donc être étudiées pour évaluer dans quelles mesures il est possible de les développer.

Contact

Les chercheurs, enseignants-chercheurs, post-doctorants, docteurs, doctorants, professionnels des médias intéressés par les axes existants, proposés ou à venir (en faisant des propositions) peuvent prendre contact avec Catherine Ghosn à cette adresse : catherine.ghosn@gmail.com

DOSSIER

Recherches sur les enjeux de l'information et de la communication: le GRESEC en perspective

Laboratoire GRESEC

Coordination : Valérie Lépine et Isabelle Pailliat

INTRODUCTION

Ce dossier des *Cahiers de la SFSIC* propose un panorama de recherches menées au sein du Gresec, Groupe de Recherche sur les Enjeux de la Communication (équipe d'accueil n° 608). Il donne au lecteur un aperçu des thématiques menées et des approches info-communicationnelles développées par cette équipe fortement ancrée en Sciences de l'information et de la communication.

Fondé en 1978 par Yves de la Haye et Bernard Miège à l'occasion d'une des toutes premières recherches consacrées à la communication publique (à laquelle Jean-Louis Alibert participait également) le Gresec se définissait initialement par la référence à deux disciplines, la sociologie et l'économie. Il a très vite élargi ses perspectives et ses collaborations en centrant ses travaux autour des enjeux info-communicationnels, toujours socio-historiquement situés. Il regroupe, en 2015, une trentaine d'enseignants-chercheurs des universités grenobloises (université Stendhal, université Pierre Mendès France, université Joseph Fourier) ainsi que d'autres universités françaises (université de Clermont-Ferrand, université de Genève). Depuis le 1^{er} janvier 2015, ses tutelles sont l'université Stendhal-Grenoble3 et l'université Pierre Mendès France-Grenoble2.

Le Gresec se présente comme une unité de recherche en sciences de l'information **ET** de la communication, ces deux dimensions étant présentes dans ses axes scientifiques (cf. *infra*). Localisé depuis 1996 dans les locaux de l'Institut de la Communication et des Médias à Echirolles dans la métropole grenobloise, il accueille depuis 1997 la Chaire française Unesco en communication internationale.

L'orientation générale du Gresec vise à analyser l'émergence des outils (modernes) de l'information - communication, qu'ils prennent ou non la forme de techniques inscrites dans des supports matériels, dans leurs développements et dans leurs ancrages sociaux. Cette orientation amène notre équipe de recherche à prendre en compte sur la longue durée et dans une posture critique l'articulation entre :

- les changements dans les médiations (sociales et culturelles) ;
- la dimension de plus en plus marchande et même industrielle qu'ils revêtent ;

- les modalités interactives, pluri-modales et « signifiantes » des dispositifs ;
- et, enfin, les pratiques sociales des usagers-consommateurs.

Cette posture critique, présente dès la genèse du Gresec, est toujours actuelle et partagée. Elle constitue un élément fort de la spécificité de notre équipe de recherche qui considère la posture réflexive inhérente à la pratique des sciences de l'information et de la communication comme intrinsèquement liée à cette démarche critique. Corrélativement à cette démarche critique, la dimension scientifique des travaux du Gresec se fonde sur l'adossement des résultats à une démarche empirique : ce qui conduit ainsi à notre équipe à mener une activité soutenue dans le domaine de la recherche finalisée (favorisant le développement de partenariats, la connaissance de réseaux et pratiques professionnelles, l'acquisition d'informations pointues et actualisées).

Le Gresec produit ainsi des résultats scientifiques en lien étroit avec les champs professionnels, de même qu'il contribue à la production de ces derniers par une politique de formation active en SIC. Imbriquée aux études doctorales et aux formations (licences et masters spécialisés) du département Sciences de l'information et la communication et du département Journalisme, tous adossés au Gresec, notre équipe d'accueil s'inscrit explicitement dans le mouvement d'édification et de renforcement des sciences de l'information et de la communication, tant sur le plan scientifique (production d'ouvrages de référence) que sur le plan institutionnel (investissement dans les structures de la discipline : CNU, HCERES, CPdirSIC, SFSIC). La formation doctorale, qui accueille une cinquantaine de doctorants et voit en moyenne sept thèses soutenues par an, est un élément central de la politique scientifique du Gresec, faisant l'objet d'une mission spécifique attribuée à la direction adjointe. Production et diffusion scientifiques sont d'autres missions essentielles d'une équipe d'accueil. Dans le cadre de sa politique éditoriale, menée tant auprès des chercheurs confirmés que des jeunes chercheurs, le Gresec anime ainsi une revue scientifique en ligne, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*¹, et dirige également deux collections au sein des Presses universitaires de Grenoble (collection « Médias, Communication et Sociétés », collection « La Com en + »).

1. <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/>. La revue, qui compte plus de 650 abonnés est également diffusée depuis 2011 sur le portail Cairn sous la rubrique « info.com »

Afin de couvrir au mieux les thématiques scientifiques abordées par les SIC, notre unité de recherche s'est dotée d'une structuration en quatre axes, relevant d'approches et de méthodologies davantage que d'objets :

- Axe 1 : L'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication
- Axe 2 : Publicisation et médiatisation des champs sociaux
- Axe 3 : Ancrage social de techniques en information-communication
- Axe 4 : Connaissance, Information, Document (CID)

Les orientations scientifiques de ces quatre axes sont présentées dans ce dossier, déclinées pour chacun d'eux en une ou plusieurs actions de recherche spécifiques.

Pour l'axe 1, Benoit Lafon montrera que cet axe historique de notre équipe présente une réactualisation incessante d'enjeux autour des processus d'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication. Réflexion qui se poursuivra avec la présentation par Laurie Schmitt et Bernard Miège d'une action de recherche intitulée « De la création à la consommation de productions culturelles et médiatiques industrialisées : entre mutations et continuités ». Isabelle Pailliarth poursuivra par la présentation de l'axe 2, questionnant les mutations de l'espace public aboutissant à la notion de publicisation. Dans le cadre de cet axe seront abordées ensuite la communication publique et la construction publique des questions sociétales par Sylvie Bardou Boisnier, Jean Philippe De Oliveira et Isabelle Pailliarth. L'axe 3, Ancrage social des Tic, sera introduit par Adrian Staii et Dominique Cartellier. Cet axe présentera trois actions de recherche, qui sont autant de questions actuelles en information – communication : « Ecritures émergentes des objets communicationnels » (par Caroline Angé et Emilie Flon), « Entre marketing et communication : diffusion des modèles, hybridation des pratiques ? » (par Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat et Christelle Millet), « Les stratégies et les modalités d'appropriation des Tics » (par Adrian Staii et Roxana Ologeanu-Taddei). Enfin l'axe 4, Connaissances, Information, Documents, présenté par Laurence Balicco, se prolongera par un article de Viviane Clavier et Céline Paganelli, questionnant les résultats et perspectives pour l'information spécialisée des activités informationnelles et de l'organisation des connaissances.

L'objectif de ce dossier est ainsi de présenter une unité de recherche dans ses multiples dimensions : mise en avant des lignes directrices à travers ses axes, bilans ou perspectives à travers des actions, résultats acquis lors de recherches finalisées interdisciplinaires et éléments

de réflexivités, développement international, formation doctorale. Ce dossier donne de ce fait l'occasion de présenter une unité de recherche dans ses multiples facettes (et pas seulement dans ses résultats), ainsi que dans ses dynamiques (et pas seulement dans ses aboutissements). À ces fins, le dossier se poursuivra par la présentation du séminaire transversal à l'ensemble des axes du Gresec. Le dernier en date, portant sur la « participation » au regard des SIC, réunit une synthèse des contributions des chercheurs de l'équipe d'accueil et un point sera plus particulièrement développée par Marie-Christine Bordeaux portant sur « Art, culture et participation : entre utopie et illusion ». Autre particularité forte du Gresec, la Chaire Unesco en Communication internationale fera l'objet d'une présentation par Bertrand Cabedoche.

Le dossier se clôturera enfin par un ensemble de réflexions et de présentations de travaux autour de la question de l'interdisciplinarité. Le Gresec a, en effet, développé de multiples pratiques de recherches en ce sens, au sein même des SIC comme le montrera Bernard Miège, mais aussi par des croisements fructueux avec d'autres disciplines scientifiques, produisant une interdisciplinarité « radicale ». Par exemple avec le projet CoGIS, Communication, Géosciences, Inondations, Séismes présenté par Benoit Lafon, ou avec le projet Cybele croisant information, communication et images d'astrophysique, présenté par Jean-Stéphane Carnel.

AXE 1

UNE RÉACTUALISATION INCESSANTE D'ENJEUX AUTOUR DES PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION DE LA CULTURE, DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

BENOIT LAFON

L'axe 1 du Gresec, intitulé « L'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication », est aux fondements de l'unité de recherche. Il consiste à questionner les structurations du champ de l'information-communication, ainsi que celui de la culture, en adoptant un point de vue hérité de la tradition critique et de l'économie politique de la communication. Initialement fondé autour des travaux d'Yves de la Haye (cf. *Dissonances*, recueil de textes écrits entre 1977 et 1982, parus en 1984¹) et de Bernard Miège (cf. *Capitalisme et industries culturelles*, 1978) relatifs aux enjeux socio-économiques et socio-politiques des moyens de communication, le Gresec a depuis quatre décennies développé ses approches en se structurant autour d'axes de recherches. Ainsi, la question centrale du « statut des industries culturelles dans le capitalisme contemporain » est-elle devenue le point nodal de l'axe scientifique 1, qui cherche à saisir les logiques sociales de la communication par des approches méthodologiques pluri-dimensionnelles. La présentation institutionnelle de l'axe souligne bien ces enjeux² :

« L'évolution de l'information comme celle de la culture est abordée par plusieurs aspects (culturels, socio-politiques, sociaux et économiques) afin de dégager des logiques sociales de fonctionnement qui orientent plus ou moins les stratégies des acteurs sociaux sur une longue période. Un intérêt particulier est accordé à l'émergence progressive de puissants réseaux de communication qui accélère le mouvement d'industrialisation et le marque en profondeur ainsi qu'au développement des outils de communication, qui constituent un puissant vecteur de l'industrialisation des deux champs envisagés. »

L'accent est ainsi mis à la fois sur la multi-dimensionnalité des enjeux communicationnels et sur les logiques de temps long, dans l'optique

de saisir les logiques d'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication. La mise en évidence des stratégies d'industrialisation au sein de filières a de ce fait constitué un trait constitutif de la théorie des industries culturelles, que les chercheurs de l'axe ont contribué à produire³. Au cours des dernières années, les programmes de recherche de l'axe 1 ont porté sur une série de questionnements scientifiques relatifs aux nouvelles stratégies mises en place par les industries de la culture, de l'information et de la communication (ICIC), aux plans national et international. Il s'est agi d'éclairer les dernières évolutions du mouvement d'industrialisation, aux plans national et international, étant entendu que les stratégies des acteurs industriels du secteur des ICIC s'appuyaient alors sur de nouveaux référentiels structurants tels que la « création » et la « créativité » ou, dans une moindre mesure, la « diversité culturelle ».

Le point commun de ces diverses questions de recherche a été l'élucidation des nouveaux positionnements des acteurs industriels, institutionnels et territoriaux sur les référentiels émergents de « création », de « convergence », voire de « diversité culturelle ». Ainsi, les différents programmes menés au sein de l'axe 1⁴, et en particulier le programme « mutations des industries culturelles », ont permis de montrer que les acteurs privés et publics de la communication n'ont pas au cours des dernières années donné corps à de nouvelles structurations – ni nouvelles filières culturelles créatives, ni nouvelles configurations internationales sur le plan de l'information – mais ont tout au contraire conforté leurs positions. Ainsi, la résistance des filières existantes a pu être mise en évidence dans un contexte d'internationalisation poussée, dans lequel la notion de « diversité culturelle » joue un rôle de référentiel stratégique pour les entreprises et les Etats, tandis que la création joue un rôle de stratégie de production hors du champ de l'art pour dans des environnements industriels, scientifiques et techniques en pleine mutation.

Loin de constituer de nouveaux paradigmes scientifiques ou techniques, la « création » et la « diversité culturelle » sont bien des registres d'action usuels pour les acteurs institutionnalisés, aptes à drainer investissements privés et financements publics.

Ainsi, le procès d'industrialisation de l'information et de la communication renforce la pertinence de la théorie dite des industries culturelles⁵, l'enrichit, et remet en cause son assimilation à un nouveau modèle des « industries créatives ». Les différentes recherches menées au sein du Gresec, en lien avec le LabSIC, ont bien démontré les différences – et par voie de conséquence la distance – existant entre « les filières des industries culturelles et quelques autres industries

présentées comme créatives » (Bouquillion, Miège, Moeglin, 2013, p. 120). De même, la notion de « convergence » (Miège & Vinck, 2011) a été fortement remise en question : discours social à déconstruire, la convergence apparaît comme un concept complexe pour les sciences humaines et sociales, en même temps qu'il est largement construit par les acteurs du social à des fins stratégiques visant à attirer des partenaires davantage qu'à converger avec eux.

En définitive, l'axe 1 du Gresec permet de mesurer combien les questions d'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication reste déterminante pour comprendre les enjeux contemporains de l'information, de la communication et de la culture. La question des filières, de leurs spécificités actualisées, des régulations nationales et de leurs évolutions reste nécessaire pour replacer dans le temps long les mutations des entreprises privées et publiques de l'audiovisuel, comme du livre et des télécommunications. De fait, au sein de ces filières résistant dans le contexte actuel, se développent des stratégies intra- et inter- filières, dont le *transmédia* semble être l'un des derniers avatars (question abordée par l'action de recherche 1 en cours au Gresec). Dans une logique similaire, les chercheurs de l'axe ont abouti au constat que les questions communicationnelles internationales relèvent davantage de ce type d'approche critique du redéploiement des filières des industries culturelles que d'un questionnement en termes de « diversité culturelle ». Ainsi, les notions de création et d'industries créatives sont à resituer dans l'approche scientifique des enjeux de communication (professionnels, étatiques, nationaux et internationaux) menée par le Gresec depuis les années 1980 et réactualisée dans la période récente (Bouquillion, Miège, Moeglin, 2013) en lien avec les autres axes de l'unité de recherche, d'où un resserrement actuel des préoccupations de recherche de l'axe sur la question de l'industrialisation et de l'internationalisation des filières et structures – notamment médiatiques – de communication.

Les logiques d'industrialisation dans les champs de l'information – communication et de la culture sont des tendances de fond, profondément ancrées dans le social : « Il est essentiel de relier, de façon fine, les développements de la communication aux mouvements des sociétés, en articulant les niveaux micro- et macro-sociaux, temps court et temps long. Il est manifeste qu'actuellement une proportion importante de chercheurs s'intéresse seulement au court terme et aux interactions de la vie sociale quotidienne ; ce « réductionnisme » doit être critiqué » (Miège, 2004, 18).

Il convient en effet de continuer à rechercher, par-delà les mouvements de surface du social, les structurations profondes, historiquement

ancrées, des processus d'industrialisation et de filiérisation des industries culturelles. L'analyse croisée des filières et des modes de valorisation des produits culturels (approche socio-économique) ne peut se passer d'une réflexion sur les produits eux-mêmes et sur leurs modes de consommation (analyses des pratiques, de l'ethnographie des publics aux diverses sémiopragmatiques), ces approches se devant d'être articulées dans une méthodologie résolument processuelle et historicisée. Les questions actuelles relatives aux évolutions de la filière audiovisuelle – et à la télévision en particulier – illustrent parfaitement cette nécessité. Les approches centrées sur l'observation d'une offre (Bullich et Guignard, 2014) soulignent ainsi des mutations en cours, « la montée en puissance de la fonction d'intermédiation dans les dispositifs numériques », sans pouvoir toutefois mesurer l'implication du phénomène, ne parvenant pas à resituer dans le continuum des pratiques télévisuelles les évolutions mises en évidence. C'est pourquoi les enjeux d'explicitation des mutations sont aussi à rechercher dans les multiples situations quotidiennes de consommations et de productions médiatiques, replacées dans le temps long des pratiques sociales traversées de logiques politiques autant qu'économiques, comme le montrent par exemple les cas de l'utilisation de photographies amateurs par les médias (Schmitt, 2013), ou de la télévision de service public et de ses « positionnements incertains » à l'égard des techniques numériques (Lafon, 2013).

Ainsi l'axe « industrialisation de la culture, de l'information et de la communication » voit-il ses questionnements sans cesse renouvelés par la réactualisation des enjeux de l'industrialisation des biens culturels et la logique de filiérisation qui prévaut, les filières déjà constituées résistant et tissant des ramifications toujours plus denses dans le social. La compréhension de ces lentes transformations (par-delà les illusions d'immédiateté et de dématérialisations) nécessitant l'étude de productions placées à l'articulation des filières et leurs circulations, qui redessinent progressivement le contour des filières préexistantes.

Bibliographie

- Bouquillion Philippe, Miège Bernard et Moeglin Pierre, 2013, *L'industrialisation des biens symboliques : les industries créatives en regard des industries culturelles*, Grenoble : PUG.
- Bullich Vincent, Guignard Thomas, 2014, « Les dispositifs de «TV connectée» », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 15/2a, 2014, p. 5 à 19, consulté le vendredi 19 décembre 2014, [en ligne] URL : <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2014-supplementA/01-Bullich-Guignard/index.html>.

Huet A., Ion J., Lefebvre A., Miège B., Péron R., 1978, *Capitalisme et industries culturelles*, 1978/2^e édition revue et augmentée, 1984, Grenoble : PUG.

La Haye, Yves de, 1984 *Dissonances. Critique de la communication*, Grenoble : la Pensée sauvage.

Lafon Benoit, 2013, «Les services publics de radio-télévision à l'orée du XXI^e siècle. Entre (non)conceptions politiques, industrialisation et techniques numériques», in Lafon Benoit (coord.), *Les services publics de radio-télévision à l'orée du XXI^e siècle*, revue *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 14/2, 2013, p. 3-14, consulté le vendredi 19 décembre 2014, [en ligne] URL : <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2013-dossier/Lafon-intro/index.html>.

Miège, Bernard, 2004, *L'information-communication, objet de connaissance*, Bruxelles : De Boeck-INA (Médias recherches Études).

Miège Bernard et Vinck, Dominique 2011, *Les masques de la convergence Enquêtes sur sciences, industries et aménagements*, Paris : éditions des archives contemporaines.

Mœglin Pierre, 2012, Une théorie pour penser les industries culturelles et informationnelles ?, in *Revue Française des sciences de l'information et de la communication*, n° 1, <http://rfsic.revues.org/130>.

Schmitt Laurie, 2013, *Quand les médias utilisent les photographies des amateurs*, Bordeaux : Le Bord de l'eau.

Bibliographie

1. Yves de la Haye s'est ainsi intéressé à ce qu'il a appelé une « analyse matérialiste des médias » dans la lignée critique de : « de phénomène périphérique et hasardeux dans la société féodale, le système de communication devient, à mesure du développement du mode de production capitaliste, un nerf essentiel » (de la Haye, 1984, 26).

2. <http://gresec.u-grenoble3.fr/version-francaise/axes-de-recherche/presentation-des-axes/>

3. Sur la question de la théorie des industries culturelles, on pourra se reporter au n° 1 de la revue de la SFSIC : Miège, Bernard, dir., *La théorie des industries culturelles (et informationnelles), composante des SIC*, *Revue de la SFSIC*, <http://rfsic.revues.org/75>

4. centrés respectivement sur : les mutations des industries culturelles, sur l'internationalisation de la communication et sur les processus d'innovation dans les domaines de la création.

5. Cf. Action de recherche 1 : De la création à la consommation de productions culturelles et médiatiques industrialisées : entre mutations et continuités.

DE LA CRÉATION À LA CONSOMMATION DE PRODUCTIONS CULTURELLES ET MÉDIATIQUES INDUSTRIALISÉES : ENTRE MUTATIONS ET CONTINUITÉS

LAURIE SCHMITT & BERNARD MIÈGE

De 2009 à mi-2013, le programme ¹ *Mutations des industries culturelles et médiatiques* a été conduit régulièrement selon les orientations alors prévues, donnant lieu à des publications directement issues de ce programme ainsi qu'à des publications dans des perspectives complémentaires (cf. références en fin d'article). Ces travaux ont été « portés », pour l'essentiel, par une double coopération sur une longue période : d'une part entre le GRESEC et le LabsIC au sein de la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord (2008-2013), particulièrement dans le cadre du programme ANR « Culture et Création », qui a donné lieu notamment à la publication de l'ouvrage signalé précédemment *L'industrialisation des biens symboliques* ; d'autre part entre des chercheurs du GRESEC et du laboratoire PACTE (UMR, Grenoble Alpes) à propos de la notion de « convergence », qui a fait l'objet d'un séminaire pluri-annuel (2009-2012) et conduit à la publication de l'ouvrage *Les masques de la convergence. Enquêtes sur sciences, industries et aménagements* : Discours social à déconstruire et même à remettre en question, la convergence apparaît comme un concept complexe pour les sciences humaines et sociales, en même temps qu'il est largement construit par les acteurs du social à des fins stratégiques visant à attirer des partenaires davantage qu'à converger avec eux.

Ces divers travaux ont débouché sur deux propositions majeures :

1. Le procès d'industrialisation – et pas seulement de marchandisation – est l'une des mutations marquant en profondeur l'information et la communication. S'affirmant depuis les années soixante-dix, son avancée, depuis le début du siècle, s'est accélérée, en relation avec des phénomènes comme : le développement des Tic et l'émergence de nouveaux médias, la dérégulation – reregulation, l'élargissement de l'information médiatique et extra-médiatique, l'individualisation tendancielle des consommations et des pratiques et l'internationalisation des flux et des échanges.

2. D'un point de vue théorique, la question se pose de savoir si la théorie dite des industries culturelles, à la mise au point de laquelle des membres du laboratoire ont contribué, est remise en cause, par les tentatives provenant d'acteurs politiques et économiques, d'étendre les modes de fonctionnement des filières industrielles et culturelles à l'ensemble des (nouvelles) industries pour en faire des industries « créatives ». La question se pose également de savoir si les filières (presse et information, cinéma et audiovisuel, musique enregistrée, édition, etc.) maintiennent leurs spécificités et leurs consistances.

C'est pourquoi, au cours de l'année 2014, à l'occasion d'une réunion de travail rassemblant de 5 à 10 chercheurs, membres ou non du GRESEC, nous nous sommes interrogés sur les interactions à l'œuvre entre les différentes filières des industries culturelles (plus spécifiquement de l'audiovisuel, de l'édition, des jeux vidéo). Nous différenciant et critiquant les travaux relayant l'idée d'une convergence allant de soi, s'imposant quasi spontanément et dépendant mécaniquement des innovations techniques (convergence annoncée depuis les années 70 et qui pourtant, semble toujours loin d'être effective), nous faisons l'hypothèse que dans le contexte de mutations des industries culturelles, des rapprochements sont à l'œuvre. Ces derniers ne seraient pas forcément synonymes de synergie mais le lieu de rapports de force, de négociations et dans le même temps, de réaffirmation des spécificités de chacune des filières. Ils seraient en effet révélateurs des enjeux présents, pour les industriels, en termes de modalités de création-production, de diffusion, de valorisation-promotion et de consommation des productions culturelles industrialisées.

Notre positionnement ne considère pas ces interactions comme étant directement et même principalement sous la dépendance de dispositifs techniques (en ce sens, nous critiquons la perspective technodéterministe), mais comme résultant de stratégies d'acteurs prenant appui sur les Tic. Ces stratégies apparaissent de plus en plus pluri-médias et multi-supports et ce, en lien avec le numérique. C'est pourquoi nous entendons nous positionner sur l'ensemble de la/des chaîne(s) de production de valeur (de la création-production à la consommation), en nous focalisant sur la production industrialisée, sur le rôle des usagers-consommateurs mais aussi sur les conditions de production et diffusion (c'est-à-dire sur les nouvelles modalités d'intermédiation, notamment sur des plateformes numériques).

L'objectif est de s'intéresser non seulement à ce qui émerge en dehors des filières historiques et nouvelles (jeux vidéo, info-médiation), mais également à ce qui prolonge les filières « historiques » selon des modalités renouvelées, de façon à ne pas s'en tenir comme

c'est souvent le cas dans les réflexions d'experts ou de médiateurs au « nouveau », supposé advenir quasi *ex nihilo* (les exemples montrent que c'est parfois le cas, mais qu'on ne saurait généraliser, surtout dans la production de contenus). De ce fait, on ne se limite pas à la filière de l'image-son, ou plutôt images-sons (dénomination désormais plus pertinente qu'audiovisuel et cinéma car plus ouverte aux mutations et aux nouvelles productions sur écran), mais on s'intéresse aussi à l'édition de livres et à l'édition scientifique et technique, à l'information de news et périodiques, à la musique enregistrée, et même au jeu vidéo et à l'info-médiation ; toutefois, il est vraisemblable que comme dans le passé, la filière images-sons sera de fait privilégiée, car elle est, plus que d'autres, au cœur des questionnements retenus.

D'un point de vue méthodologique, nous nous centrons donc sur la production industrialisée (et les conditions de production), et précisément sur ce qui concourt à la mobilisation de la création, ainsi que sur les transformations de la diffusion (notamment sur les réactions et adaptations des distributeurs et diffuseurs en place face aux tentatives des *Big Five* pour s'emparer des marchés), en délaissant ou plutôt en laissant à d'autres, plus prompts à traiter cet aspect tout en surestimant l'importance et la dynamique propre, le rôle des consommateurs-usagers ; on s'y intéresse cependant lorsque cela se relie directement aux préoccupations premières portant sur la production et l'intermédiation (c'est manifestement le cas du *crowdfunding*). L'analyse envisagée porte sur des plateformes de *crowdfunding*, des *pureplayers* de l'édition, des dispositifs multimédia intégrant de la vidéo, etc.

Actuellement notre objectif est ainsi de mettre en œuvre une approche multi-dimensionnelle, qui articule, autant que possible :

- l'étude de productions placées à l'articulation de filières et de leur circulation (par exemple : webdocumentaires, dispositifs transmédiés, webséries, serious games, newsgames, sites d'information divers...);
- l'étude des stratégies des acteurs, professionnels d'origines divers et « amateurs » collaboratifs ; néo-diffuseurs, etc. ;
- l'analyse des mutations des modèles socio-économiques, sans se limiter à l'intermédiation ;
- l'étude de l'évolution des professions artistiques et techniques, et du « statut » des auteurs ;
- etc.

Dans cette perspective, on suivra de près l'évolution des plateformes et particulièrement leur diversification, mais, plus généralement, on s'attachera à analyser les tendances marquantes affectant les

logiques professionnelles de conception, production et diffusion, celles-ci semblant bouleversées dans la mesure où des acteurs, issus des différents domaines jusqu'alors séparés, sont incités à coopérer. Ainsi concepteurs multimédias, photojournalistes, journalistes, réalisateurs, documentaristes, créateurs sonores, infographistes, webdesigners, monteurs, développeurs flash, animateurs 2D/3D... peuvent travailler ensemble sur un projet commun. Ce constat interroge à la fois les porosités existantes entre les domaines d'activité et les frontières dressées entre les différents corps de métiers. Au sein des industries culturelles, la création de productions culturelles et médiatiques est une activité collective. Mais quelles sont les mutations ou déplacements à l'œuvre ?

Il s'agit donc de comprendre les mutations intra- et inter- filières, en nous démarquant et même en critiquant une vision « transmédiatique » qui relève davantage du projet de « nouveaux entrants » voire d'« utopies raisonnées » tardant à se réaliser. Les circulations et échanges entre filières, accrus et densifiés sur fond d'« innovations » revendiquées, engendrent de nouveaux produits culturels aussi marchandisables que les précédents.

Publications issues directement du programme 1 _____

Miège, Bernard (contribution de), 2009, en collaboration avec Philippe Bouquillion et Pierre Moeglin, « La question des industries créatives en France », *revue Economia della Cultura* (Revista trimestrale dell'Associazione per l'Economia della Cultura), Roma, N° 1/ 2009, pp. 37-47. Version complétée et remaniée pour l'ouvrage *Industrias creativas – Amenazas sobre la cultura digital*, Bustamante, Enrique, (coord.), Barcelona : Gedisa editorial, 2011, pp. 97-116, et pour le N° 85, octobre-décembre 2010, de la revista Telos, sous le titre « Un debate significativo en Francia – La situación de la industria creativa », http://sociedadinformacion.fundacion.telefonica.com/seccion=1268&idoma=es_ES&id=2010110309270001&activo=6.do.

Miège, Bernard, 2011, « La 'théorie des industries culturelles' : des remises en cause mais des spécificités persistantes et des modalités qui s'adaptent aux enjeux contemporains, Theorizing the Cultural Industries: persistent specificities and reconsiderations », Janet Wasko, Graham Murdock and Helena Sousa, (editors), *The Handbook of Political Economy of Communication*, Chichester UK : Wiley-Blackwell, pp. 83-108.

Miège, Bernard, 2011, "Principal Ongoing Mutations of the Cultural and Informational Industries", pp. 51-65, dans l'ouvrage *The Political Economies of Media - The transformation of the Global Media Industries* ,

edited by Dwayne R. Winseck and Dal Jong Jin, London and New York: Bloomsbury Academic.

Miège, Bernard, 2012, « La convergence des TIC. Un parcours de 25 ans, déjà », in *Les masques de la convergence- Enquêtes sur sciences, industries et aménagements*, Paris : éditions des archives contemporaines », pp. 83-96.

Miège, Bernard, 2012, dir. « La théorie des industries culturelles (et informationnelles), composante des SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 1 | 2012, consulté le 21 octobre 2012. URL : <http://rfsic.revues.org/80>

Miège, Bernard, 2012, « Pour une méthodologie *inter-dimensionnelle* », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 1 | 2012, consulté le 21 octobre 2012. URL : <http://rfsic.revues.org/121>

Miège, Bernard, (contribution de), 2009, en collaboration avec Philippe Bouquillion & Pierre Moeglin, *L'industrialisation des biens symboliques- les industries créatives en regard des industries culturelles*, Grenoble : PUG, collection Communication, Médias et Sociétés, mai 2013, 193 pages.

Publications complémentaires : _____

Miège, Bernard, 2011, « Un regard attentif sur les usages et les manières de consommer les produits culturels », in *Diversité et industries culturelles*, Philippe Bouquillion et Yolande Combès (dir.), Paris : L'Harmattan, collection Questions contemporaines/ Les industries de la culture et de la communication, pp. 275-278.

Miège, Bernard et Vinck, Dominique, 2012, « Introduction- Questionner l'évidence des discours sur la convergence », in *Les masques de la convergence- Enquêtes sur sciences, industries et aménagements*, Paris : éditions des archives contemporaines », pp. 1-22, ainsi que la co-direction de l'ouvrage précité, résultant d'un travail collaboratif Gresec- Pacte durant 4 années (23 co-auteurs, 396 pages).

Perticoz, Lucien, 2012, « Les industries culturelles en mutation : des modèles en question », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 1 | 2012, consulté le 21 octobre 2012. URL : <http://rfsic.revues.org/80>

Perticoz, Lucien, et Matthews, Jacob. T., 2012, (dir.), *L'industrie musicale à l'aube du XXIe siècle - Approches critiques*, Paris : L'Harmattan.

Schmitt, Laurie, 2013, *Quand les médias utilisent les photographies des amateurs*, Bordeaux : Le Bord de l'eau.

Lafon, Benoit, 2012, *Histoire de la télévision régionale ; de la RTF à la 3, 1950-2012*, Bry-sur-Marne : INA Éditions.

AXE 2

DES MUTATIONS DE L'ESPACE PUBLIC À LA NOTION DE PUBLICISATION (ISABELLE PAILLIART)

C'est à partir de la notion « d'espace public » que cet axe s'est constitué avec pour ambition de revisiter la notion à la lumière des mutations contemporaines. La notion a donné lieu à des travaux de recherche et à des thèses, remettant en cause la dimension normative posée par la thèse d'Habermas.

L'expression a établi, dès son origine au XVIII^e siècle, des liens étroits avec les journaux, la critique artistique et littéraire, et la formation de l'opinion publique. Les médias ont contribué à l'émergence d'une sphère de discussion et d'argumentation marquée par des oppositions, des tensions et des rapports de force. La notion a été nourrie par la publication de la thèse de Jürgen Habermas, *l'Espace Public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*¹, au sein de laquelle l'auteur met en évidence le « processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État² ». La « sphère publique politique » correspond à une phase de développement du capitalisme, et plus particulièrement de la bourgeoisie à la recherche d'espaces de discussion et de critiques des décisions du pouvoir en place. La presse se présentant comme le support privilégié de la circulation des idées et de la formation de l'opinion publique, la notion a été retravaillée par les Sciences de l'information et de la communication et plus particulièrement par le Gresec. L'expression a été questionnée au sein d'un ouvrage paru en 1995, *L'espace public et l'emprise de la communication*, rassemblant les contributions de chercheurs en sciences humaines et sociales, à la suite d'un séminaire initié par l'unité de recherche. L'objectif de cette publication était « d'engager par des approches pluridisciplinaires l'analyse des nouvelles formes que revêt l'espace public du fait, en particulier, de l'emprise qui tend à se généraliser, de la communication sur l'ensemble de la société³ ». Les principales contributions de l'ouvrage confrontent la référence initiale à l'espace public à des approches contemporaines et critiques, soulignant les recompositions en cours et se dégageant de la vision idéale et normative première. Ainsi les

auteurs ne limitent-ils pas l'espace public à la sphère politique telle qu'elle est habituellement définie à travers le Parlement, les médias nationaux, les hommes politiques et les partis. L'entreprise, l'école, la santé par exemple forment des sphères de l'activité sociale qui constituent des espaces « partiels⁴ » constitués de rapports de domination et de conflits entre des intérêts politiques et économiques contradictoires ou encore de rapports de pouvoir moins visibles mais disposant d'une forme de symbolisation plus diffuse⁵.

Le secteur des sciences et des techniques a constitué un terrain de recherche particulièrement riche et a donné lieu à plusieurs recherches. L'analyse de « débats participatifs » dans le cadre des nanosciences et des nanotechnologies, organisés au niveau de l'agglomération grenobloise et développés ensuite dans d'autres agglomérations (la région Ile de France par exemple), a mis en évidence le fait que cette expérience des procédures participatives – présente dans d'autres domaines – laisse place à des stratégies des pouvoirs locaux ou nationaux qui reposent sur la valorisation de leurs actions mais également sur des modalités de fermeture et de contrôle de l'Espace public local. Nous avons ainsi observé un double mouvement : celui de la faible participation des médias généralistes et celui de la montée en puissance de différentes instances publiques (collectivités territoriales, secteur de la recherche, médiation scientifique) accompagnée d'une diversité de stratégies narratives (vulgarisation, communication politique, études économiques...). La multiplication des acteurs et des actions est ainsi trompeuse : « les objectifs poursuivis ont peu à voir avec le débat public ou indirectement seulement. Ainsi, l'espace public scientifique se trouve à la fois éclaté, tiraillé entre des forces divergentes et dépourvues d'instance incitatrice forte et légitime du point de vue de l'animation du débat et de la formation d'une opinion publique⁶ ». L'espace de discussion et d'opposition est donc limité pour plusieurs raisons : construction d'une autorité scientifique à partir d'une posture de légitimité et d'autonomie du secteur scientifique, acculturation et préparation des esprits plutôt que développement d'une posture critique ou questionnante, stratégies d'acteurs (élus locaux et acteurs socio-économiques) cherchant la clôture du débat... La proximité des journalistes scientifiques vis-à-vis de la « communauté scientifique » contribue à la faiblesse de ce dialogue et plus généralement d'une sphère publique scientifique. Cette « proximité » trouve différentes explications : par exemple une formation, commune aux différents acteurs, ce qui a pour conséquence l'adoption de formats d'écriture, de postures de raisonnement, de visions « positivistes » du rapport de la science aux activités sociales, sans distanciation critique. Elle contribue ainsi à maintenir à l'écart la sphère scientifique de tout type de questionnement et de remise en

cause. Ainsi, le champ scientifique souligne la manière dont sa mise en public par les médias (qu'ils soient traditionnels ou numériques) limite la mise en débat ; le débat public sur les questions scientifiques se heurtant à quelques spécificités : fugacité des questionnements publics, ambiguïtés des procédures de concertation, faible participation des médias généralistes, domination des savoirs experts...

Le domaine de la santé a également donné lieu à une analyse sur les modalités de constitution d'un espace public. Ayant des rapports étroits avec le champ scientifique, il se caractérise « par un poids tout particulier de l'expertise médicale et de la technicisation des savoirs ainsi que par une marchandisation des dispositifs, une spécialisation des journalistes, et une implication des pouvoirs publics nationaux et locaux, qui rendent absentes les conditions habituelles requises pour la constitution d'espace public »⁷. Animé par deux types de sphères : l'une sociétale et l'autre spécialisée, il offre, de ce fait, l'opportunité d'étudier leur confrontation. La première est, en grande partie, animée par les médias et la presse d'information générale, la seconde l'est par les médias spécialisés propres à la communauté scientifique. L'étude des relations entre ces deux sphères illustre les tentatives de la seconde pour maîtriser la première. L'enjeu reste le contrôle par les scientifiques de l'espace public sociétal et cela sous différentes formes : encadrement des prises de paroles, discours d'autorité, maîtrise de l'information. Les informations médicales dans les médias sont particulièrement révélatrices de ce poids des institutions scientifiques. Le plus souvent, la caution apportée par une publication préalable dans une revue scientifique constitue une condition indispensable à une diffusion dans les médias, du moins la légitimité des modalités de sélection des articles scientifiques retenant l'attention des journalistes. Le champ des médias est un enjeu pour le contrôle de l'espace public. D'ailleurs, une partie des critiques des scientifiques vis-à-vis des médias et des journalistes peut se lire comme un refus de l'autonomie de ce champ, le dénigrement s'inscrivant dans une stratégie de conservation de pouvoirs. Ainsi la place de la santé dans la sphère publique, renforcée par les actions de prévention, par la presse de vulgarisation médicale, par la transformation des émissions télévisées de santé ou encore par l'essor des sites internet, ne conduit-elle pas à la création d'un espace public de la santé. On le voit, ces champs possèdent des points communs : structuration de la professionnalisation, spécialisation des journalistes, thématisation des supports, place des services de l'État dans l'application de politiques publiques, actions publiques territorialisées, maillage par des associations ou par des collectifs, figures de l'autorité savante, arrimage à la quotidienneté, production d'informations publiques. Certes chaque secteur possède des spécificités, cependant des éléments transversaux

apparaissent : la forte capacité des instances de pouvoirs institués (et de leurs figures) à maîtriser leurs paroles publiques et à cadrer l'émergence de problèmes d'une part, l'importance des collectifs, l'autonomisation de leur expertise d'autre part.

Cependant les nouvelles modalités d'intervention dans la sphère publique des « contre-publics », et leurs modes innovants de production et de diffusion d'informations, le contournement et le détournement des médias locaux et des productions institutionnelles, la constitution d'une expertise spécifique individuelle ou collective permettent de s'interroger sur la réalité d'un espace public partiel. Ainsi, pour Bernard Miège, « sous l'influence des médias de masse et en raison de l'usage croissant des techniques nouvelles de la communication dans presque toutes les organisations sociales, des changements en profondeur sont en cours : l'espace public est ainsi élargi, diversifié et fragmenté, tandis qu'il est de plus en plus régulé par des normes marchandes⁸ ». Les analyses portant sur les sciences et les techniques, la santé, les dispositifs de participation mis en œuvre dans le domaine de l'environnement ou de l'urbanisme ont conduit le Gresec à s'interroger sur la formation d'espaces publics partiels et à considérer les dimensions sociétales de l'espace public, c'est-à-dire « l'extension des questions sociétales prises en compte ou « traitées » par l'espace public⁹ ».

Il s'agit, dans cette démarche, de renouveler les approches concernant l'Espace public notamment à travers la mise en exergue des modalités de publicisation de questions de plus en plus sociétales. Les situations observées indiquent une interpénétration croissante des sphères d'activités et une complexification de la médiatisation (le recours à des outils, à des réseaux de communication et à des dispositifs). Médiatiser ainsi recouvre la « mise en médias par laquelle les contenant et les contenus se conjuguent¹⁰ ». Le processus de publicisation renvoie plus directement à l'Espace public, il indique l'intérêt de traiter des formes de communication sous l'angle des rapports de force entre les acteurs, il souligne les modalités de construction de la Publicité de tel ou tel sujet. La question théorique ainsi abordée porte sur les caractéristiques d'un espace public contemporain sociétal. Nous reprenons ainsi sur les travaux de Paul Beaud lorsqu'il propose une lecture attentive des « faits de société » ou lorsqu'il suggère une « ethnologie générale du quotidien » pour observer la politisation du social ou l'objectivisation du social.

De cette manière, se précise l'orientation scientifique actuelle de l'axe : il s'agit de s'appuyer sur l'hypothèse formulée par Paul Beaud (lui-même reprenant les travaux d'Yves de la Haye dans *Dissonances*,

p. 87-89) soulignant le « passage d'un espace public dominé par le politique, avec pour lieux d'objectivation le système parlementaire et la presse, à un espace public dominé par la question sociale, le contournement de ces rapports par de nouvelles catégories d'organisation de la représentation de la société ». (p. 126 de la thèse de doctorat). L'objectif est de prolonger l'idée pas seulement en étudiant la place des questions sociétales dans l'espace public politique mais en considérant que ce sont les questions sociétales qui reconfigurent la sphère publique contemporaine. Pour ce faire, il s'agit à la fois de distinguer et d'articuler les notions de publicisation de celle de médiatisation. Le choix de ces notions évite une dimension trop normative de l'espace public et trop marquée par la conception proposée par Habermas, intègre plus nettement la place des médias et des nouveaux médias dans la mise en visibilité de thématiques, enfin envisage les dimensions sociétales – et pas uniquement politique – de l'espace public et plus généralement sa pluralité.

Les principaux résultats se présentent ainsi.

– Le déploiement des débats publics ou de procédures de concertation dans des secteurs fort divers (santé, sciences, environnement...) a bien été constaté et s'explique en grande partie par leur institutionnalisation. Celle-ci revêt deux dimensions : ce sont le plus souvent les pouvoirs institués (services de l'État, collectivités territoriales) qui les développent et qui en sont à l'origine. Du même coup, les démarches suivent une normalisation des procédures et conduisent à instituer les acteurs impliqués dans les dispositifs participatifs.

– La généralisation de la participation nécessite une analyse fine des supports d'information et de communication pour montrer en quoi elle s'accompagne de cadrages des expressions et de valorisation des pouvoirs institués. Les travaux ont ainsi mis l'accent sur les faiblesses de ces procédures, souvent obéissant à des logiques contradictoires (contradiction entre la volonté de promouvoir la participation des individus ou des collectifs à des projets et la dimension restreinte et cachée des choix décisionnels, par exemple) ou à de fortes limites : par exemple la faiblesse d'une information alternative aux documents officiels, l'imposition d'un dispositif par les pouvoirs en place et l'absence de discussion avec les associations ou autres collectifs sur ce même dispositif, la construction d'une figure de l'habitant ou du citoyen sans prise en compte des différentes structures de médiation (médias et nouveaux médias, associations et collectifs, organisations). Les activités participatives donnent lieu à une valorisation de leurs dispositifs plus qu'à une valorisation de leur objet même.

– L'espace public demeure bien partiel et limité mais la mise en visibilité de questions sociétales se renforce sous des formes complexes et ambivalentes, le plus souvent fortement maîtrisées. La communication des institutions publiques (la communication publique) et les médias (dont les nouveaux médias) prennent une part importante dans ce processus de production institutionnelle, ou de ré-institutionnalisation de l'État, des services publics, des organisations publiques et des pouvoirs locaux, c'est du moins ce que met en valeur le mouvement de diffusion des données publiques, les différents plans dans le secteur de la santé ou de la sécurité routière ou les campagnes publiques de communication en matière de prévention.

– Ces deux activités info - communicationnelles ont un rôle tout particulier dans les actions de publicisation et de médiatisation. Les résultats ont mis en évidence : la localisation de l'action de l'État et l'utilisation de campagnes de « proximité » pour déployer son autorité dans les territoires, l'encadrement par celui-ci des actions locales (gestion de la temporalité des activités, cloisonnement des structures et des services), et l'individualisation recherchée des pratiques de prévention. La communication publique s'inscrit dans une stratégie d'affirmation de l'État : qui se démultiplie (chantier présidentiel, personnalisation du thème, intervention des ministres) dans les territoires, qui favorise les empilements des structures et les partenariats pour imposer une coordination unique et qui assoit toute intervention sur les références régaliennes. Dans ce cadre-là, la communication publique de l'État porte autant sur la normalisation des comportements individuels au sein de la sphère privée comme cela est observé dans le domaine de la prévention médicale que sur les formes de réassurance de l'État.

– La place tenue par les instances publiques dans la sphère publique prend d'autant plus d'ampleur que les professionnels de l'information accompagnent leur visibilité. Par exemple, l'analyse de la presse généraliste à l'occasion de la création du ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale accompagnée de réactions et de polémiques publiques a souligné combien les pratiques journalistiques sont fortement contraintes par le poids des normes professionnelles et notamment par la référence à la notion d'objectivité mais aussi par les politiques éditoriales qui visent à neutraliser les conflits (même dans la presse dite engagée comme *Libération*). Ainsi il a bien été montré non seulement la faible politisation des journalistes (il faut prendre le terme au sens de capacité à proposer une lecture politique des événements), observée sur d'autres sujets mais également l'absence d'une culture liée au positionnement historique dans la sphère publique de la profession ou de valeurs républicaines partagées, aboutissant ainsi à une neutralisation des enjeux. Finalement c'est à une réinterrogation de la notion de professionnalisation que

les chercheurs du Gresec ont abouti, notion rendant compte des mouvements en cours : place des médiateurs dans les formes institutionnelles de la publicisation, structuration des dispositifs participatifs avec des professionnels spécialisés, rapports entre journalistes et professionnels de l'information et de la communication, rapports entre « amateurs » et professionnels.

L'objectif actuel de cet axe est donc d'analyser l'évolution de la sphère publique contemporaine (au sens de sphère de confrontation et d'affrontement) à travers la construction publique des questions sociales, au sein desquelles interviennent différentes logiques sociales et stratégies d'acteurs (presse généraliste, acteurs politiques ou associatifs, nouveaux collectifs...). Elle se caractérise par une tension entre des exigences de participation et de débats, d'une part, et des modalités de contrôle et de cadrage, d'autre part. C'est la conflictualité et sa dynamique qui constituent l'orientation principale de cet axe, l'accent est ainsi mis sur le rapport entre les productions d'information et les pratiques d'engagement des individus et des collectifs. Cette conflictualité est à mettre en rapport avec les stratégies d'ajustement aux mutations contemporaines et de ré-institutionnalisation menées par le secteur de la communication publique (la communication du pouvoir d'État) dans « une société où se grippent les mécanismes traditionnels de l'assujettissement¹¹ ». La notion de publicisation renvoie à la manière dont se configurent les espaces publics dans des champs sociaux différents (l'environnement, la santé, la science, la culture, l'urbain...) mais également sur des thématiques spécifiques (bioéthique, égalité hommes/femmes...). Dans ce cadre, le rapport entre publicisation ET médiatisation (dans ses multiples acceptions) semble essentiel pour la compréhension des mouvements actuels : relations complexes entre professionnels dans le secteur de l'information et de la communication, diffusion soutenue des informations publiques, production alternative de données, mise en cause des grands médias, développement d'expertises, place des supports numériques... Pour caractériser les espaces publics dans des champs sociaux divers, deux actions de recherche sont proposées : la première porte sur la construction des questions sociétales (entre espace public et communication publique) et la seconde sur les transformations éditoriales et les pratiques des journalistes.

Bibliographie

Bardou Boisnier, Sylvie et Pailliar, Isabelle, (coord.), 2012, Dossier, Information publique : stratégies de production, dispositifs de diffusion et usages sociaux, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 13/2, 2012, p. 3-10, consulté le 11 juillet 2015.

URL: http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/art2012.html#dossier

Bodin, Cyrille et Chambru, Mickaël, 2012, « L'espace public sous l'emprise des normes technoscientifiques. L'impossible rencontre des mouvements sociaux et des acteurs scientifiques dans les débats publics de la CNDP », *Communiquer dans un monde de normes : l'information et la communication dans les enjeux contemporains de la mondialisation*, Société française des Sciences de l'information et de la communication, Roubaix, 7-8 mars 2012.

Bordeaux, Marie-Christine, Miège, Bernard, Pailliar, Isabelle, Quinton, Philippe, Romeyer, Hélène, 2008, « Médiations et médiatisations des sciences et des techniques : l'exemple du secteur des NST à Grenoble », rapport de recherche Gresec, Région Rhône-Alpes (cluster 14), 116 pages [Document non publié].

Gadras, Simon, 2012, « La référence au débat public et à l'action politique dans les blogs locaux à caractère politique : la place de deux normes dans l'espace public local », *Communiquer dans un monde de normes : l'information et la communication dans les enjeux contemporains de la mondialisation*, Société française des Sciences de l'information et de la communication, Roubaix, 7-8 mars 2012.

Habermas Jürgen, *L'espace public*, Paris : Payot, 1978.

Miège, Bernard, 2010, *L'espace public contemporain*, Grenoble : PUG.
Noyer, Jacques, Raoul, Bruno, Pailliar, Isabelle (dir.), 2013, *Médias, communication et territoires. L'espace public entre communication et imaginaire territorial*, Lille : Presses Universitaires du Septentrion.

Pailliar, Isabelle et Romeyer, Hélène (coord.), 2009, « Nouvelles formes de débats publics sur les sciences et les techniques : approches en SIC », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, Dossier 2009, consulté le 11 juillet 2015, URL : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/art2009.html#dossier

Pailliar, Isabelle (coord.), 2005, *La publicisation de la science : exposer, communiquer, débattre, publier, vulgariser*, Grenoble : PUG.

Romeyer, Hélène (dir.), 2010, *La santé dans l'espace public*, Rennes : Presses de l'EHESP.

Notes

1. Habermas J., *L'Espace public*, Payot, 1978.

2. *Op.cit.* p. 61.

3. Pailliar I., (dir.) *L'espace public et l'emprise de la communication*, ELLUG, 1995, p. 8.

4. Miège, B., *op.cit.*, p.175.

5. Cf les pages consacrées aux femmes dans l'espace public en conclusion de ce même ouvrage.

6. Miège B., « L'espace public scientifique sociétal », in Pailliant I., (coord.) *La publicisation de la science*, PUG, 2005.

7. Ces éléments sont extraits du dossier coordonné et présenté par Lafon B., Pailliant I., « Malades et maladies dans l'espace public », revue *Questions de Communication*, n°11, 2007, p.8-9.

8. Miège B., *L'espace public contemporain*, PUG, 2010, p.55.

9. Ibidem, p.171.

10. Moeglin P., *Outils et médias éducatifs. Une approche communicationnelle*, PUG, 2005, p. 71.

11. de La Haye Y., *Dissonances, critiques de la communication*, 1984, p.94

COMMUNICATION PUBLIQUE ET CONSTRUCTION PUBLIQUE DES QUESTIONS SOCIÉTALES

**SYLVIE BARDOU-BOISNIER, JEAN PHILIPPE DE OLIVEIRA
& ISABELLE PAILLIART**

Les travaux menés au sein de cette action de recherche ont été placés sous le signe d'une recherche¹ finalisée consacrée à la politique publique d'information portant sur « le façonnement d'une ville nouvelle, à partir des politiques et des situations d'information » en 1978. C'est à cette occasion que l'expression « communication publique » a été proposée, elle est présentée par les auteurs du rapport de recherche comme « directement au service de l'État », celui-ci recouvre l'ensemble de ses composantes : services administratifs, administrations centrales, entreprises nationales, agences, régies et même certaines associations « remplissant des tâches de service public ». Il s'agissait, pour les trois chercheurs du Gresec, Jean-Louis Alibert, Yves de la Haye, Bernard Miège, d'étudier la politique publique d'information à l'occasion de grandes opérations d'aménagement urbain en prenant le cas particulier de la création d'une ville nouvelle, l'Isle d'Abeau dans l'Isère. Les auteurs élargissent cependant leurs réflexions : ce n'est pas seulement la politique publique d'information qui est traitée mais un ensemble plus large, la « communication publique ». Son émergence ne correspond pas à un effet de mode car elle vise trois objectifs qui correspondent à l'évolution de l'État (p. 42) :

- « l'organisation du processus de légitimation par lequel l'État met en visibilité sociale ses décisions et maintient la fiction d'une concertation et d'une consultation populaire »,
- « la gestion de nouvelles contradictions » (« par exemple entre l'extension marchande du secteur des loisirs et la défense de l'environnement »),
- « une des façons de gérer la crise, c'est-à-dire les contrecoûts toujours à redouter ».

L'étude propose également une démarche spécifique : les auteurs se distinguent en effet du paradigme dominant de l'époque « émetteur-message-récepteur », ils sont moins préoccupés « de la production d'information et de ses effets que de la façon dont peu à peu s'est mise en place une véritable méthodologie de la production d'informations » (p. 200) c'est-à-dire les relations de l'État avec les agences de communication ou de publicité et avec les médias locaux ou nationaux... Les trois objectifs de la communication de l'État, en émergence à la fin des années 70, se sont renforcés progressivement et demeurent encore aujourd'hui présents. Cependant la communication publique se complexifie comme le donnent à penser ses différentes manifestations : développement de la participation et réactivation de la notion de démocratisation (enquêtes publiques, commission nationale, ou autres instances...), diffusion accélérée des données publiques, accompagnement de la « modernisation » administrative, campagnes publiques de prévention ou « d'éducation » sans oublier les activités plus traditionnelles vis-à-vis des acteurs politiques ou de la valorisation des politiques publiques (sectorielles, nationales ou territoriales). Elle se complexifie également par les types d'acteurs qui interviennent : (augmentation du nombre d'agences et de structures publiques ou parapubliques, professionnalisation renforcée, associations ou entreprises prenant en charge certaines formes d'action publique, relations étroites avec le secteur des médias) et par les domaines abordés (développement durable, risques, patrimoine, bioéthique...).

Dans ce cadre, le Gresec a analysé la communication de l'État et de ses services à travers plusieurs champs sociaux (la santé, la sécurité routière par exemple). Les résultats ont mis en évidence : la localisation de l'action de l'État et l'utilisation de campagnes de « proximité » pour déployer son autorité dans les territoires, l'encadrement par celui-ci des actions locales (gestion de la temporalité des activités, cloisonnement des structures et des services), et l'individualisation recherchée des pratiques de prévention. La communication publique s'inscrit dans une stratégie d'affirmation de l'État : qui se démultiplie (chantier présidentiel, personnalisation du thème, intervention des ministres) dans les territoires, qui favorise les empilements des structures et les partenariats pour imposer une coordination unique et qui assoit toute intervention sur les références régaliennes, devenues indiscutables.

La mise à disposition de données publiques que mettent en œuvre les services de l'État ou les pouvoirs locaux et la diffusion d'enquêtes (par exemple sur la sexualité des Français²) manifestent des objectifs portant autant sur la normalisation des comportements individuels

au sein de la sphère privée comme cela est observé dans le domaine de la prévention médicale que sur les formes de domination et de réassurance de l'État. Elles soulignent également la place que prend la communication publique dans le « hors-média » et plus généralement sa participation au procès d'informationnalisation « un procès qui se caractérise par la circulation croissante et accélérée des flux d'information, autant dans la sphère privative, dans celle du travail que dans l'espace public. L'élargissement effectivement constatable de l'offre de d'information se traduit notamment par l'extension de l'information diffusée, publiée et pas nécessairement éditée, par la publicisation de connaissances et de données privées antérieurement non accessibles³ ».

Si la communication publique s'inscrit bien dans le mouvement des « relations publiques généralisées » que d'autres organisations connaissent, elle se caractérise par des spécificités : renforcement du processus de légitimation, gestion des contradictions entre extension marchande (et ses acteurs) et actions publiques, production de consensus (à travers des modes de consultation et d'intégration des individus dans des dispositifs), médiatisation accentuée. Mais aussi par des contradictions : affirmation d'une rationalité (expertises, données) qui donne l'impression d'une « a-politisation » trompeuse, construction d'une « citoyenneté » détachée de toute caractéristique sociale ou genrée, transparence de plus en plus soumise à une multiplication de médiations.

Bibliographie

Bardou Boisnier, Sylvie et Pailliar, Isabelle, (coord.) 2012, dossier : Information publique : stratégies de production, dispositifs de diffusion et usages sociaux, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 13/2, 2012, consulté le 10 mai 2015, URL: http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/art2012.html#dossier

Charoud, Marie., 2012, « Acteurs et enjeux de la publicisation de la maladie d'Alzheimer », in *Communication*, vol. 30, 1.

Lafon, Benoît, Oliveira (de), Jean-Philippe, 2012, « Le cancer et la maladie d'Alzheimer, des chantiers présidentiels. De la gestion moderne des maladies aux stratégies communicationnelles des présidents Chirac et Sarkozy », in *Communication*, vol. 30, 1.

De Oliveira, Jean-Philippe, 2012, « Quand l'État s'intéresse à la sexualité des Français : le développement d'une information publique à l'appui des stratégies de communication liées à la prévention du SIDA », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 13/2, 2012, p. 39-46, consulté le 10 mai 2015, URL : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/art2012.html#dossier.

Miège, Bernard, 2015, *Contribution aux avancées de la connaissance en Information – communication*, Ina Editions.

Notes

1. Alibert J-L., de la Haye Y., Miège B., *Production de la ville et aménagement du discours. Les débuts de la Communication publique à travers le cas de l'Isle d'Abeau (1968-1978)*, Editions du CNTS, 1982

2. De Oliveira J.-P., «Quand l'Etat s'intéresse à la sexualité des Français : le développement d'une information publique à l'appui des stratégies de communication liées à la prévention du SIDA», *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 13/2, 2012, p. 39-46, consulté le 10 mai 2015, URL : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/art2012.html#dossier.

3. Miège B., *Contribution aux avancées de la connaissance en Information – communication*, Ina Editions, 2015, p.52

AXE 3 ANCRAGE SOCIAL DES TIC

ADRIAN STAII & DOMINIQUE CARTELLIER

Ce texte reprend le bilan effectué par Adrian Staii responsable de cet axe jusqu'en septembre 2014.

Les travaux de cet axe portent sur la technicisation des pratiques d'information et de communication dans les sociétés contemporaines. Ils visent à articuler l'ordre de la technique aux différentes formes de médiations sociales culturelles et politiques, dans des domaines très variés dont l'enseignement et la formation, la santé, les loisirs et le divertissement grand public, la diffusion des savoirs, la culture, l'urbain et les territoires, les organisations diverses.

Les travaux empiriques de l'axe ont abordé ces questions sous trois angles complémentaires² : la formation des écritures numériques émergentes sur divers outils (ordinateur, tablette, téléphone portable) ; les stratégies et modalités d'appropriation des Tic dans différents contextes (forums de discussion professionnels, dispositifs éducatifs multimédias, forums de santé) ; la migration, l'hybridation et la diffusion des pratiques communicationnelles entre organisations (entreprises, collectivités, structures de santé, etc.).

Les écritures émergentes des objets communicationnels

Ce programme a interrogé de manière critique les écritures numériques dans une approche communicationnelle qui va de la pratique des objets, de la conception des interfaces à l'injonction de leurs usages (voir encadré *Écritures numériques et pratiques sociales des espaces ; formes, représentations et rapports aux espaces collectifs et personnels*). L'objectif scientifique a été de (re)mettre en perspective la critique de l'innovation en lui confrontant le concept de rénovation. La mobilisation de ce concept a permis de rendre compte de la manière dont les pratiques des acteurs et les discours d'escorte des objets communicationnels redessinent les écritures en rénovant leurs procès sociaux.

Des investigations qualitatives ont été déployées sur une pluralité d'objets (blogs, sites web, téléphones portables, tablettes numériques, etc.), dont les processus de productions mais également les modalités concrètes d'appropriation ont été questionnés. Les résultats ont permis de valider l'hypothèse initiale qui envisageait l'émergence de phénomènes nouveaux à l'intérieur de l'existant, l'observation de pratiques anciennes profondément enracinées à partir desquelles de l'inattendu peut se produire. L'apport central d'une recherche portant sur les écritures (processus de production des images, stratégies des acteurs et du marché, etc.) à une théorie de la rénovation a été ainsi mis en évidence. Au terme de ce programme, « les écritures émergentes » se sont vues requalifiées en « réécritures », car les objets étudiés sont traversés de représentations qui réactivent des enjeux sociaux, politiques et culturels plus anciens.

Stratégies et modalités d'appropriation des Tic

Les recherches conduites dans le cadre de ce programme ont visé à caractériser le développement accéléré des techniques numériques et leur diffusion massive dans diverses sphères de la vie. L'objectif scientifique du programme a été de relier l'analyse des modalités d'appropriation des Tic dans des situations et des contextes particuliers (université, entreprise, espace public, etc.) à l'analyse des conditions structurantes qui encadrent leur développement social dans la durée (logiques sociales, transformations des pratiques et des normes sociales, etc.). La question centrale qui a traversé les différents terrains explorés (dispositifs éducatifs multimédia, forums de discussion professionnels, forums de santé, etc.), a été celle de l'articulation des échelles d'observation différentes et la théorisation des modalités d'imbrication des phénomènes micro, méso et macrosociaux.

Les résultats des activités et des travaux réalisés dans le cadre de ce programme confirment l'intérêt d'une approche critique dans les études d'usages et de réception des techniques. Cette approche peut s'appuyer sur la mise à distance des discours qui accompagnent le développement des techniques, sur la prise en compte des incidences du cadre de production des techniques sur les usages et les actions des individus ou sur l'analyse de l'ancrage des usages dans les pratiques organisationnelles, culturelles et sociales des usagers.

Migration, hybridation, diffusion des pratiques communicationnelles entre organisations

Ce programme s'inscrit dans le champ de la communication organisationnelle et pose la question de la prédominance des modèles issus

du marketing dans les pratiques communicationnelles des organisations (voir encadré *Entre marketing et communication : diffusion des modèles, hybridation des pratiques ?*). Une logique de communication commerciale et gestionnaire irrigue de nombreuses structures organisationnelles. Au-delà des techniques employées, les modèles de structuration de l'action et de l'organisation sont convoqués dans les discours des professionnels.

Les travaux menés nourrissent la réflexion sur la diffusion, la migration ou l'hybridation de modèles d'action dans la représentation des pratiques auxquelles ils donnent lieu. L'hybridation caractérise différents états qui résultent de processus transitoires d'emprunt ou d'échange voire de négociation entre les univers socioprofessionnels du marketing et de la communication. Ce concept d'hybridation (par rapport aux simples transferts) a permis de rendre compte du caractère croisé des emprunts et de l'inter-influence entre ces champs. Ces hybridations sont observables dans les pratiques professionnelles : les écritures, les techniques, les fonctions ou métiers, les formes d'évaluation. Elles engendrent de nouvelles régulations organisationnelles, terminologiques et procédurales.

Avancées scientifiques

Les bilans croisés des trois programmes mettent en évidence des avancées scientifiques au niveau du positionnement épistémologique et des savoirs produits.

Appréhender les dispositifs communicationnels

Les travaux réalisés confirment la pertinence d'une approche globale des situations de communication envisagées en tant que dispositifs. Un dispositif communicationnel est une articulation de techniques, de contenus mis en forme et d'usages. Il s'inscrit dans un contexte organisationnel, social et culturel particulier avec lequel il entretient un rapport structurant/structuré.

La recherche doit donc envisager la prise en compte de la pluralité des dimensions et des facettes des dispositifs : supports techniques, écritures, contenus, usages et pratiques, etc. Elle doit interroger le rôle de « passeur » des outils qui favorisent la circulation et le mélange de signes et de contenus, de formes et de normes venant d'horizons variés.

L'approche morphogénétique, liée à la diversité de cet héritage, permet de rendre compte des interdépendances entre les conditions de production et les conditions de réception des dispositifs. Elle

permet également de faire ressortir leur inscription dans l'ordre social (infrastructures sociotechniques, stratégies industrielles, logiques marchandes, logiques sociales, etc.).

Deux contributions transversales majeures se dégagent, au-delà des résultats spécifiques relatifs aux domaines particuliers dans lesquels ont été menés ces travaux : d'une part, la mise en évidence de tendances de normalisation fortes et d'autre part, la caractérisation des logiques sociohistoriques de développement des Tic.

Le déploiement de tendances normalisantes

Une tension de plus en plus forte entre la diversification des formes de communication médiatisée et le déploiement de facteurs normalisants est ainsi mise en évidence. Cette tension est visible dans les organisations diverses où la multiplication des dispositifs de communication internes et externes (intranets, messageries électroniques, forums et réseaux sociaux, etc.) brouille les circuits et favorise *a priori* de nouvelles formes de communication. Cette diversité et le potentiel libertaire de ces outils sont contrebalancés par la généralisation de normes de communication issues du marketing et de la communication commerciale qui ont tendance à construire un modèle unifié s'imposant à l'ensemble des communications professionnelles.

Cette tension apparaît également dans le domaine des écritures et de la production des contenus où la diversité des acteurs, des outils disponibles et des contextes semble favoriser *a priori* l'émergence de formes originales. Mais, cette originalité est fortement encadrée et orientée par la généralisation des dispositifs de production/reproduction industrielle des signes et des contenus, ainsi que par la diffusion large des formats de la communication publicitaire qui imprègne désormais les pratiques les plus diverses.

Cette tension accompagne partout la médiatisation de la communication. Les facteurs normalisants à l'œuvre sont d'autant plus puissants que leurs nature et origine sont diverses (logiques sociotechniques, stratégies industrielles, logiques marchandes, etc.). Mais leur action est convergente en ce qu'ils contribuent à asseoir l'idée que la communication est un processus qui peut être ordonné, contrôlé, standardisé. L'image de la « communication efficace », forgée dès *l'invention de la communication moderne*, se retrouve ainsi prolongée et renforcée par l'action des normalisations actuelles, bien au-delà du champ des médias traditionnels. Elle imprègne désormais l'ensemble des communications sociales médiatisées. Les Tic portent ce processus en raison de leurs capacités d'automatisation et de leur facilité à

opérer des transferts grâce au maillage qu'elles tissent avec des techniques similaires.

Les logiques sociales de la communication à l'œuvre

La seconde avancée transversale est la caractérisation des logiques sociohistoriques de développement des Tic. La progression des Tic s'articule notamment à sept procès d'ampleur qualifiés de *logiques sociales de la communication* : l'informationnalisation et la médiatisation de la communication, l'élargissement du domaine médiatique, la marchandisation des activités communicationnelles, la généralisation des relations publiques, la différenciation des pratiques, la circulation des flux et la transnationalisation des activités. Ces logiques sociales qui affectent depuis plusieurs décennies les activités et les secteurs informationnels et communicationnels s'inscrivent dans le contexte des transformations sociohistoriques des sociétés développées (autonomisation sociale, refondation du capitalisme contemporain, idéologies technicistes). Les processus identifiés opèrent à des échelles temporelles et sociales plus larges que les Tic et, à ce titre, ils préparent et facilitent leur émergence et leur diffusion. En contrepartie, les techniques numériques contribuent à les renforcer et à élargir leur sphère d'action grâce à leurs capacités d'infiltration dans l'ensemble des activités sociales.

Perspectives scientifiques

Les orientations des recherches au sein de cet axe, visent à approfondir la compréhension des modalités d'ancrage social des techniques en information-communication en considérant qu'elles accompagnent les changements au sein des organisations et les mutations que connaissent les pratiques socioprofessionnelles, informationnelles, culturelles ou communicationnelles. De plus en plus, les nouveaux outils de communication nécessitent la formation de compétences info-communicationnelles et induisent la généralisation de normes d'action dans les organisations et plus globalement dans les différentes strates de la société. La multiplication des échanges au sein des supports numériques, la sollicitation constante des publics ou la mise en place de groupes de discussion ne se substituent pas à des pratiques plus traditionnelles d'information et de communication. Loin de la nouveauté et de la liberté promues, se constituent des formes subtiles d'intégration des individus ou des collectifs, dans des logiques de rationalisation.

Les travaux sur la technicisation des pratiques d'information-communication dans les sociétés contemporaines vont être poursuivis dans deux actions de recherche : « Les écrits d'écran : des modalités

spatiales des formes » et « Émotions, communications et organisations : les 'mœurs' organisationnelles contemporaines ». Elles ont pour objectif d'étudier les modalités concrètes d'appropriation des dispositifs techniques numériques dans des espaces sociaux pluriels (culturels, artistiques, savants, organisationnels) et dans des espaces socio-professionnels. Elles porteront sur les corrélations entre ces modalités d'appropriation et le développement de pratiques sociales, de manières d'être et de faire, pour certaines en cours d'institutionnalisation, mobilisant la sensibilité, les émotions, l'expérientiel ou favorisant l'apparition de réseaux professionnels et d'acteurs porteurs de nouvelles compétences.

Notes

1. Ils ont donné lieu à différents types d'actions : workshops, journées d'études, directions d'ouvrages et de numéros de revue, recherches financées, réponses non financées à des appels à projets.

ÉCRITURES ÉMERGENTES DES OBJETS COMMUNICATIONNELS

CAROLINE ANGÉ & ÉMILIE FLON

Dans la problématique de l'axe 3 considérant l'ancrage social des techniques en information-communication, une attention toute particulière a été portée à la question de l'*écriture* dans ses formes, formats et pratiques à l'époque contemporaine. Les ancrages socio-culturels ont été investigués par une approche archéologique et communicationnelle de l'écriture ayant pour présupposé le dépassement de la critique de la nouveauté par l'analyse de l'imaginaire technique (Renaud, 2007). Ainsi, le présent programme engageait un double dialogue implicite d'une part avec les Sciences de l'information-communication dans son rapport à la critique de l'idéologie contemporaine de la nouveauté et, d'autre part, transdisciplinaire dans le souci d'un « marquage » théorique d'une approche « info-communicationnelle de l'écriture » se distinguant d'une approche par le genre, via l'analyse d'une pluralité d'objets ayant trait aux écritures contemporaines.

Ce faisant, la recherche reposait sur deux prémisses théoriques. La première est liée au résultat d'une précédente recherche sur l'épistémologie de la création et les liens Arts/Sciences déployée entre 2006 et 2011 au Gresec (Cluster 14), qui avait montré la pertinence du concept de *renovation* appliqué aux « créations numériques » qui « amène à penser l'innovation non comme une collection d'objets nouveaux mais dans la capacité à redécouvrir l'existant, dans la remise à jour de l'ancien ». (Angé, 2009).

La seconde prémisse tenait à la mise à l'épreuve de la notion « d'émergence », qui oblige à penser la complexité en évitant le réductionnisme. L'idée selon laquelle, il reste d'un processus combinatoire « un supplément » a permis de considérer que le nouveau, l'inédit, peut révéler sa présence lors de sa matérialisation dans l'analyse des « écritures émergentes » tout en structurant l'approche communicationnelle des chercheurs engagés dans ce programme.

Ainsi, les travaux ont été articulés autour d'échanges scientifiques dans le cadre d'un séminaire annuel co-animé par Caroline Angé et

Lise Renaud¹ entre 2011 et 2013 avec pour thématique « les écritures émergentes des objets communicationnels ». Les conférenciers invités ont présenté leurs recherches (blogs, téléphonie mobiles, sites et applications webs, tablette numérique, wikis, etc.) sous l'angle de la problématique de l'écriture afin de considérer la pertinence de l'émergence pour envisager les enjeux sociaux, culturels et politiques des objets étudiés.

Certaines interventions ont mis l'accent sur les approches croisées et plurielles que les SIC convoquent afin d'appréhender les écritures numériques tels que l'histoire des pratiques d'écriture et de lecture (Emmanuel Souchier), la sémiotique pour le design des écritures (Philippe Quinton), l'esthétique, l'économique, la littérature (Daniel Bougnoux). À l'issue de ce séminaire associant des chercheurs et des doctorants, les résultats de ces rencontres ont donné lieu à une restitution par la publication d'un dossier dans la revue *Communication & Langages* sur les « écritures émergentes des objets communicationnels » (Angé, Renaud, 2012), ainsi qu'à la participation des chercheurs à plusieurs colloques (Digital Humanities, H2PTM '13) et séminaires externe (Le Chaos des écritures) et interne (séminaire "Participation", journée du Graphismes d'Echirrolles) pour confronter cette recherche à d'autres regards dans notre laboratoire et plus largement dans notre discipline.

Le principal apport de ce séminaire a été en lieu et place du terme d'innovation – de par son incomplétude à rendre compte de la dialectique interne de résurgence de l'ancien dans le nouveau – d'avancer le terme de « rénovation » dans la perspective d'une conceptualisation de la notion pour qualifier les écritures numériques. En effet, si l'émergence de phénomènes nouveaux peut se produire c'est à l'intérieur de l'existant, de pratiques anciennes profondément enracinées, comme en témoigne l'étude des procès sociaux de ces objets. Le séminaire a également soutenu l'éclectisme des objets considérés afin d'envisager l'écriture à différents stades de son élaboration (de la conception aux pratiques), des imaginaires qui escortent des processus de production aux stratégies des acteurs, pour montrer précisément en quoi *les écritures émergentes ne sont que des réécritures* dans la réélaboration des représentations sociales qu'elles convoquent.

Ces travaux ouvrent sur les perspectives d'une action de recherche qui déplace l'attention portée aux objets via leurs modalités communicationnelles dans l'espace social et physique, privé et collectif. Ce repositionnement réside dans l'interdépendance contemporaine entre les écrits d'écran (structuration, scénarisation, etc.) et la vie sociale et

culturelle porteuse de « cadres et bordures » spatiaux et symboliques (Flon, 2012).

Ainsi, les écritures seront envisagées moins dans leurs objectalités que dans leurs mises en espaces physiques et sociales avec l'idée d'observer les modalités dynamiques de l'agir social contenus dans les objets. C'est donc moins l'animation d'un séminaire que l'engagement des chercheurs dans des investigations empiriques et des actions de recherches localisées qui augurent de l'avenir de cette recherche collective sur l'écriture.

Bibliographie

Angé, Caroline et Renaud, Lise, 2012, « Les écritures émergentes des objets communicationnels. De la rénovation. » in *Communication et Langages*, n° 174.

Angé, Caroline, 2009, « Un regard sur les mécaniques poétiques » Épistémologie de la création in *Les cahiers de l'Atelier Arts-Sciences*.

Renaud, Lise, 2007, « Dix de discours sur le téléphone mobile. Contribution à l'analyse de discours accompagnant l'insertion sociale des objets techniques contemporains. », Thèse de doctorat de Sciences de l'information et de la communication, Université Lumière Lyon 2.

Flon, Émilie, 2012, *Les mises en scènes du patrimoine : savoir, fiction, médiation*. Paris : Hermès Lavoisier.

Notes

1. Lise Renaud, Maître de conférences en SIC, a rejoint le département Communication de l'université d'Avignon depuis le 1^{er} septembre 2013. Elle est actuellement membre de l'équipe Culture et Communication du Centre Norbert Elias.

ENTRE MARKETING ET COMMUNICATION : DIFFUSION DES MODÈLES, HYBRIDATION DES PRATIQUES ?

**VALÉRIE LÉPINE, FABIENNE MARTIN-JUCHAT
& CHRISTELLE MILLET**

Les services communication et marketing de certaines organisations reconnues pour certaines comme « modèles » (grandes entreprises), pour d'autres comme prescriptrices (agences conseil) ont construit et progressivement imposé des normes (méthodes, définitions conceptuelles, référentiels de compétences, formes d'actions, rapports aux publics, écritures, etc.) qui ont migré vers d'autres organisations, telles que les collectivités, associations, institutions publiques, établissements culturels.

Comment ces normes issues de la gestion et du marketing se sont-elles diffusées et parfois hybridées avec d'autres logiques ? C'est la question à laquelle nous avons voulu répondre en nous appuyant sur un travail collectif de recherches empiriques impliquant une douzaine de chercheurs régulièrement réunis en séminaire. Dans une étape intermédiaire, les résultats ont été débattus et mis en perspective dans une journée confrontant des chercheurs et des professionnels de la communication ainsi que des représentants d'associations corporatives. Ce parti pris reflète une posture scientifique envisageant les professionnels comme les détenteurs d'une connaissance incarnée dans leurs pratiques quotidiennes. Ces confrontations ont abouti à l'écriture d'un ouvrage collectif paru en 2014 aux Presses Universitaires de Grenoble (collection Communication, Médias et Sociétés). La question de départ était la suivante : les communicants sont-ils aujourd'hui en crise de sens dans des pratiques en décalage avec les représentations qu'ils ont de leur métier ou bien essaient-ils d'opposer des résistances et de bâtir des pratiques qui leur sont propres ? Les recherches montrent que le malaise de la profession s'inscrit dans une crise sociétale, celle du sens du travail et de l'entreprise, impliquant pour la fonction communication des mutations profondes.

En effet, les enquêtes empiriques révèlent que la communication n'est pas parvenue à prendre une place stratégique dans la construction du projet politique des organisations – aspiration vieille de 30 ans et que l'environnement ne leur a pas donné l'opportunité de concrétiser. La première génération de professionnels, non formée à la communication, s'est battue pour faire reconnaître l'utilité de la fonction. À partir des années 80, des formations universitaires ont vu le jour avec l'ambition de donner un rôle stratégique et politique aux communicants. Lorsque la génération d'étudiants formés à la communication est arrivée, dans les années 90, le contexte d'une vision instrumentale et technique de la communication prédominait. Les enjeux de productivité et de compétitivité portés par les acteurs de la finance, de la gestion et du marketing ont relégué au second plan l'idéal communicationnel mort-né.

À ses débuts, la communication s'est développée dans les entreprises avec pour mission centrale de donner du sens au travail et aux échanges entre travailleurs devenus « acteurs, publics, parties prenantes » comme s'il s'agissait d'« euphémiser » les logiques de domination propres au système capitaliste. Cependant, que reste-t-il du lien social et de la création de sens dans les organisations lorsque l'action est politiquement pensée dans une finalité de performance financière et agencée, déployée par les acteurs du marketing ? Faut-il accepter que le développement économique orchestré par la marque structure de façon globalisante toutes les relations des entreprises privées voire des organisations publiques ? C'est l'un des constats de cet ouvrage : la marque est le système symbolique qui traverse et détermine toutes les relations qu'une organisation construit avec ses publics. Les communicants - parfois à leur corps défendant - sont missionnés pour être les ambassadeurs de cette marque ou les garants de l'intégration de cette dernière par les acteurs, excluant ainsi la diversité, le particularisme et la différence culturelle. La logique du *branding* semble l'emporter dans la sphère marchande, consacrant ainsi la toute-puissance de la marque - renvoyant l'idéal communicationnel habermassien à un avenir incertain. Quant à la sphère publique, peut-on parler de défaite du politique face à l'idéologie gestionnaire ? Les résultats de recherche nuancent cette thèse radicale. Le malaise des communicants les pousse à rechercher des formes de compromis et des pratiques communicationnelles renouvelées qui leur permettent de restaurer du lien et de redonner du sens à leur action.

Ces évolutions ne sont pas sans conséquences concrètes pour les professionnels qui vivent au quotidien les tensions qui traversent la fonction communication : entre production d'outils et positionnement stratégique ; entre recherche de cohérence des signes, maîtrise

de l'image et éclatement, dispersion des discours sur/dans les organisations via les médias numériques ; entre quête de sens, construction de liens et instrumentalisation économique ; entre temps long et urgence du *reporting*, etc. Comment former les praticiens de demain, quelles ressources théoriques, méthodologiques et pratiques leur apporter pour accompagner une professionnalisation et un positionnement qui puissent accompagner les nouveaux métiers, fruits de coopérations entre acteurs de la communication du marketing et du management des RH ? Si la technicisation des métiers et des activités de communication est incontestable, il n'est pas moins vrai que la compréhension fine des environnements politiques, économiques, sociaux et culturels dans lesquels se déploient les communications organisationnelles est aussi indispensable. La constante adaptation des formations, le développement des compétences tout au long des parcours professionnels, la réflexivité des acteurs sur leurs pratiques, le soutien d'une véritable réflexion sur les questions déontiques et d'éthique professionnelle à la frontière de plusieurs métiers, sont autant d'enjeux face auxquels il paraît indispensable de mobiliser étudiants, enseignants, chercheurs et professionnels.

Notes

Lépine, Valérie, 2015, « Mesures et évaluation de la communication interne : quelles pratiques et quels enjeux ? », in *Sociologies Pratiques*, N° 30, fév. 2015, Paris : SciencesPo. Les presses, pp. 53-61.

Lépine, Valérie, Martin-Juchat, Fabienne, Millet-Fourrier, Christelle, 2014, (dir.), *Les acteurs de la communication des entreprises et des organisations : pratiques et perspectives*, Grenoble : PUG, collection « La communication en question ».

Martin-Juchat, Fabienne, 2014, « Communication et culture marchande : l'illusion structurelle des logiques modernes d'enchantement affectif », in, Citton, Y., Braitto, A., dir. (2014), *Technologies de l'enchantement. Pour une histoire multidisciplinaire de l'illusion*, Grenoble : Ellug.

Fourrier, Christelle, Martin-Juchat, Fabienne, Lépine, Valérie, 2012, « Représentations des pratiques des professionnels de la communication en France : entre injonctions marketing et idéal de la communication », in *Revue Internationale de Communication sociale et publique* n° 6, UQAM, Canada, http://www.revueesp.uqam.ca/numero/n6/pdf/RICSP_FourrierEtAl_2011.pdf

Martin-Juchat, Fabienne et Fourrier, Christelle, 2010, « La communication des organisations : implicites de répartition entre disciplines et pays et enjeux scientifiques », in C. Loneux, B. Parent (dir.), 2010, *Communication des organisations. Recherches récentes : tome 2*, Paris : L'Harmattan, pp. 197-206. <http://rfsic.revues.org/1012>

LES STRATÉGIES ET LES MODALITÉS D'APPROPRIATION DES TICS

ADRIAN STAIU, ROXANA OLOGEANU-TADDEI

Les recherches réalisées dans le cadre de ce programme ont visé à caractériser le développement accéléré des techniques numériques et leur diffusion massive dans diverses sphères de la vie. L'objectif scientifique a été de relier l'analyse des modalités d'appropriation des Tic dans des situations et des contextes particuliers (université, entreprise, espace public, etc.) à l'analyse des conditions structurantes qui encadrent le développement de ces techniques dans la durée (logiques sociales, évolutions des normes sociales et des pratiques, etc.). La question centrale qui a traversé les différents terrains explorés (dispositifs éducatifs multimédia, forums de discussion professionnels, forums de santé, etc.) a été l'articulation des échelles d'observation différentes et la théorisation des modalités d'imbrication des phénomènes micro, méso et macrosociaux.

Les travaux réalisés dans le cadre de ce programme confirment l'intérêt d'une approche critique dans les études d'usages et de réception des techniques. Cette approche peut s'appuyer sur la mise à distance des discours qui accompagnent le développement et la dissémination des techniques, sur la prise en compte des incidences du cadre de production des techniques sur les usages et les actions des individus, ou sur l'analyse de l'ancrage des usages dans les contextes organisationnels, culturels et sociaux des usagers.

Les travaux réalisés confirment également la pertinence d'une analyse multidimensionnelle des situations de communication approchées à travers le prisme des dispositifs. Un dispositif info-communicationnel est une articulation de techniques, de contenus communicationnels et d'usages ; il s'inscrit dans un contexte organisationnel, social et culturel particulier avec lequel il entretient un rapport structurant/structuré.

Dans cette optique, la recherche visant à comprendre les modalités d'appropriation doit questionner la pluralité des dimensions et des facettes des dispositifs : supports techniques, écritures, contenus,

usages et pratiques, normes et politiques, etc. Elle doit interroger le rôle de « passeur » des outils qui favorisent la circulation et le mélange de signes et de contenus, de formes et de normes venant d'horizons variés. Cette approche morphogénétique permet de rendre compte des interdépendances entre les conditions de production et les conditions de réception des dispositifs. Elle permet également de faire ressortir leur inscription dans l'ordre social (infrastructures socio-techniques, stratégies industrielles, logiques marchandes, logiques sociales, évolutions culturelles, etc.).

Ce programme a réuni plusieurs types d'activités. La question de l'appropriation des techniques a été abordée empiriquement lors de recherches consacrées aux forums de discussions professionnels, aux forums de santé et aux dispositifs numériques éducatifs. Elle a été également discutée sous l'angle des processus de médiatisation de la communication dans les organisations et dans l'espace public dans le cadre d'un séminaire international co-organisé par le Gresec et l'université brésilienne UNISINOS (séminaire réalisé par visioconférence en 2013 et 2014, à l'initiative et sous la direction de Bernard Miège). Enfin, des synergies fortes ont été engagées avec d'autres activités du Gresec, notamment avec le programme *Information spécialisée : médiatisation et pratiques professionnelles* ; ce programme a interrogé également les espaces participatifs (forums de discussion professionnels et forums de santé) sous l'angle des pratiques informationnelles.

AXE 4

CONNAISSANCES, INFORMATION, DOCUMENTS

LAURENCE BALICCO

L'axe de recherche Connaissances, Information, Documents a rejoint le Gresec en 1993, devenant ainsi le quatrième axe du laboratoire et complétant les recherches menées dans les autres axes par des travaux prenant place dans les sciences de l'information. Cet axe se nommait précédemment CRISTAL (pour Connaissance, Recherche d'information, Interface et Systèmes de Traitement Automatique de la Langue). Nous inscrivant dans la lignée des thématiques de recherche qui se développaient alors tant à l'échelle nationale qu'internationale, nous orientons alors nos recherches selon trois objets d'études, représentatifs des intérêts et compétences des membres fondateurs de cet axe :

- Le traitement automatique de la langue ;
- La représentation des connaissances ;
- La recherche d'information.

La particularité de cet axe est d'avoir dès son origine rassemblé des chercheurs issus de disciplines différentes : sciences de l'information et de la communication, bien sûr, mais aussi informatique, sciences du langage, psychologie en particulier. Nous nous sommes toujours appuyés sur cette diversité disciplinaire et avons pensé nos recherches en complémentarité, travaillant en totale synergie.

Au début des années 2000, nous avons fait le constat d'une évolution des différentes recherches menées au sein de l'axe, évolution en lien avec les changements de la discipline et plus spécifiquement des sciences de l'information. Ainsi, le traitement automatique de la langue n'était plus pour nous un thème de recherche indépendant mais devenait un domaine d'application. Nous avons par ailleurs identifié une utilisation d'outils de traitement de la langue dans le cadre de la représentation des connaissances ou de la recherche d'information, particulièrement de l'information spécialisée. Il nous a alors paru essentiel de faire également évoluer la dénomination

de l'axe afin qu'elle reste représentative de nos nouvelles thématiques de recherche et contribue à une meilleure visibilité de nos travaux. C'est ainsi que nous avons fait le choix de nommer notre axe « Connaissances Information Documents ».

Nous avons décidé d'appuyer le développement scientifique de cet axe sur la mise en œuvre de trois programmes de recherche, orientations de recherches en lien avec notre domaine de réflexion.

Le premier programme de recherche s'intitule « *recherche d'information : modélisation et usages* ». L'activité de recherche d'information est étudiée ici du point de vue des usages et des traitements de l'information. Nous nous basons sur le constat que les pratiques informationnelles et les attentes des individus en matière d'accès à l'information sont influencées notamment par le contexte professionnel et l'expertise de l'individu, qu'il s'agit d'identifier et de formaliser. La modélisation des « besoins » d'information et des comportements permet d'envisager une adaptation des outils et des dispositifs de recherche d'information à des contextes, objectifs... spécifiques.

Le deuxième programme de recherche porte sur l'« *information spécialisée : médiatisation et pratiques professionnelles* ». Le développement des technologies numériques accompagne des mutations importantes de l'information spécialisée : les circuits de production, de validation et de diffusion sont reconfigurés ; l'élargissement des formes de médiatisation va de pair avec une évolution de la forme et du contenu de ces informations ; l'ancrage dans les pratiques professionnelles (en termes de production et d'usages) est également à repenser. L'approche de ces questions sous l'angle de la médiatisation permet d'observer des mutations émergentes et de dégager des récurrences au-delà des spécificités d'un champ professionnel ou d'un autre.

Enfin, le troisième programme de recherche concerne la « *représentation des connaissances en contexte professionnel* ». La représentation des connaissances constitue un enjeu important pour la mise en œuvre de dispositifs informatisés de gestion des connaissances, en particulier dans le milieu professionnel. La modélisation des connaissances véhiculées par le discours est ainsi essentielle pour la description et la production automatique de documents, mais également pour d'autres formes de communication médiatisées (forums, messageries, wikis, etc.). La réflexion sur ces sujets permet d'affiner les traitements possibles, de s'interroger sur les difficultés de modélisation de la notion de sens, et de comprendre l'ancrage des connaissances dans les pratiques et les dispositifs organisationnels.

Nous avons choisi d'inscrire (entièrement ou en partie) l'intégralité de nos travaux et actions de recherche actuels dans le champ de l'information spécialisée, domaine dans lequel nous travaillons depuis de nombreuses années et dans lequel nous avons construit une expertise scientifique. Nous distinguons les notions d'« information spécialisée » et d'« information professionnelle » (destinée à des usagers, dans un contexte de travail), en considérant une information qui dépasse le cadre de la seule diffusion professionnelle et se retrouve dans de nouveaux dispositifs informationnels, donnant naissance à de nouvelles pratiques informationnelles avec des acteurs dont le niveau d'expertise se révèle variable. Pour étudier cette information spécialisée, nous avons en particulier identifié le rôle du contexte professionnel, au sein duquel des tâches sont à accomplir, dans un objectif d'accès à une information spécialisée et mesuré les enjeux inhérents à cet accès (enjeux sociaux, économiques, stratégiques...). Avec le développement des sources d'information, en particulier numériques, ce domaine scientifique développe de nouveaux enjeux stratégiques dans un environnement professionnel, social... enjeux auxquels il convient de s'intéresser pour apporter des éléments de réflexion aux questions de production, de traitement, de diffusion, de réception et d'accès à cette information.

Ce positionnement scientifique nous amène à associer différentes méthodologies scientifiques (analyse de corpus, analyse de contenu, analyse de pratiques informationnelles, analyse de contextes), qui se révèlent complémentaires.

Nous avons au cours de nos recherches fait le choix de ne pas adopter une posture que nous pourrions qualifier de « technique » pour privilégier le questionnement lié à l'accès à l'information, les conditions d'utilisation du dispositif informationnel...

Le détail des recherches au sein de l'axe Connaissances, Information, Documents, peut être fait au travers de la présentation de réflexions menées et résultats obtenus.

En premier lieu, la question des usages et des pratiques informationnelles constitue une réflexion clé dans le contexte scientifique de l'information. Nous avons voulu la placer au cœur des recherches menées au sein de notre axe. Cet aspect a été abordé sous l'angle des contraintes ou des facteurs qui influencent les activités informationnelles, afin de les analyser, les comprendre et favoriser l'accès à l'information voire l'utilisation de dispositifs informationnels. Il convenait pour cela de trouver des domaines d'application porteurs ou significatifs. Dans cet objectif, les études conduites ont été appliquées dans

différents domaines comme ceux de la santé, de la littérature (en étudiant des documents anciens comme des manuscrits littéraires ou des articles de presse illustrée), ou de la littérature scientifique, en particulier. Ces différents contextes ou domaines d'application nous ont permis de constater à la fois l'existence et la multiplicité de pratiques informationnelles, que nous voulons comprendre et analyser. Au-delà de résultats d'études spécifiques à des contextes professionnels variés (auprès de médecins, de littéraires, d'historiens ou de chercheurs...), nous avons mis en perspective ces résultats en vue de construire une vision plus globale des pratiques informationnelles liées à une information spécialisée.

Les activités informationnelles recouvrent plusieurs tâches comme l'interrogation de ressources, la consultation de documents, l'annotation ou la production d'information. Nous posons plus spécifiquement la question des usages et des pratiques dans l'interaction avec l'organisation des connaissances, leur représentation et les techniques associées (indexation, construction de thesaurus, ontologie...). L'organisation des connaissances fait depuis de nombreuses années l'objet de multiples recherches dans notre discipline, parmi lesquelles certains travaux ont comme enjeu l'élaboration de formalismes particuliers, ou l'identification et la description de connaissances au sein de ces formalismes. Notre démarche est positionnée dans une perspective d'identification des connaissances formalisées, de leur analyse, de l'étude des conséquences des choix stratégiques de formalisation des connaissances lors de l'appropriation de ces éléments par les usagers.

Ce positionnement scientifique nous permet donc d'aborder la question de l'organisation des connaissances en la liant à la thématique centrale de notre axe que constitue la réflexion sur les usages et les pratiques informationnelles.

En second lieu, nous avons valorisé les réflexions menées sur l'information et les résultats obtenus, en ciblant l'information professionnelle. Un ouvrage collectif co-dirigé par Céline Paganelli et Viviane Clavier et rassemblant des contributions originales sur l'information professionnelle, abordée dans ses diverses dimensions, afin d'en cerner les contours et les enjeux scientifiques pour notre discipline est paru en 2013¹.

Les apports théoriques et méthodologiques des travaux de l'axe sont principalement :

- Une réflexion épistémologique et conceptuelle sur des notions ou des processus socio-techniques : information professionnelle,

organisation des connaissances, activités informationnelles ou ancrage des TIC ;

- La mise en œuvre de différentes méthodes (collecte de données, observation de pratiques et recueil d'entretiens) destinées à appréhender les usages et les pratiques dans un contexte social et technique large.

Les travaux menés au sein de l'axe se sont notamment appuyés sur différentes recherches commanditées telles que Métilde (Manuscrits, Éditions, Technologies de l'Information, Linguistique et Document Électronique), structure fédérative université Stendhal ; CaNu19 (les canards numériques du XIX^e), Cluster 13 « Culture, patrimoine et création », ANR Scientext « un corpus et des outils pour étudier le positionnement et le raisonnement de l'auteur dans les écrits scientifiques » ; l'étude de la médiatisation de l'information de santé, Cluster 14. Ils ont donné lieu à l'organisation de différentes manifestations : un colloque (« *Changements technologiques, mutations organisationnelles et information professionnelle : pratiques, acteurs, documents* », les 10 et 11 décembre 2009 à l'Université Stendhal Grenoble³) et deux journées d'études (« *Formes de mise en visibilité des manuscrits littéraires. Questionnements professionnels et scientifiques* », organisée par le Gresec en partenariat avec le Lidilem, Traverses 19-21 et la bibliothèque d'étude et du patrimoine de Grenoble, le 3 avril 2014 à l'Université Stendhal ; « *Regards croisés sur la mise en ligne et la valorisation de la presse XIX-XXI* » organisée les 6 et 7 mai 2010 par le Gresec (Grenoble 3), Elico (Lyon¹) et la Bibliothèque Municipale de Lyon dans le cadre du cluster 13 « Culture Patrimoine et création », projet « corpus numérique » à la bibliothèque municipale de Lyon).

Le projet scientifique actuel développé au sein de l'axe « Connaissances, Information et Documents » réaffirme notre volonté de rester centrés sur l'étude de l'information spécialisée, son accès, ses usagers. Plusieurs objets d'étude sont présents dans les recherches de l'axe, parmi lesquels le rôle du contexte dans l'accès à l'information, les pratiques informationnelles existantes, le rôle et la place des différents acteurs dans les processus d'accès à l'information, leur représentation des dispositifs... Dans un environnement technologique en constante évolution, l'objectif principal de nos recherches est de comprendre et d'analyser plus particulièrement les enjeux sociaux, économiques, stratégiques ainsi que les politiques publiques qui émergent dans la conception et l'utilisation de dispositifs d'accès à l'information spécialisée.

Cette perspective permet de développer une approche critique de ces innovations techniques. Mais nous souhaitons aussi poursuivre notre

inscription dans une dynamique disciplinaire au travers du questionnement d'objets scientifiques tels que l'information spécialisée ou le document. L'enjeu de nos travaux est la détermination des contours de l'information spécialisée et de l'influence du contexte et du dispositif d'accès à l'information sur l'usage et la représentation de celle-ci.

Dans la continuité des recherches menées depuis des années au sein de cet axe thématique et afin de nourrir les réflexions et avancées scientifiques dans l'axe, nous appuierons nos travaux futurs sur deux actions de recherches. La première de ces actions a comme objectif d'interroger l'organisation et l'accessibilité des dispositifs numériques et leur interaction avec l'utilisateur. La seconde action poursuivra les études déjà menées sur l'information professionnelle et ses contextes de production, utilisation, diffusion.

Ces actions convergent vers des problématiques liées à notre positionnement scientifique et traitant entre autres de l'organisation de connaissances dynamiques, de pratiques et usages informationnels et d'évolution du rôle des acteurs impliqués dans les processus de conception, traitement, accès, diffusion... de l'information spécialisée

<http://rfsic.revues.org/1012>

Notes

1. Clavier Viviane, Paganelli Céline (sous la dir. de), *L'information professionnelle*, Paris, Lavoisier Hermès Sciences Publications, 2013, 243 p. (Systèmes d'information et organisations documentaires).

ACTIVITÉS INFORMATIONNELLES ET ORGANISATION DES CONNAISSANCES : RÉSULTATS ET PERSPECTIVES POUR L'INFORMATION SPÉCIALISÉE

VIVIANE CLAVIER, CÉLINE PAGANELLI

Inscrits dans le champ de l'information spécialisée, nos travaux mettent en évidence que les activités informationnelles (AI) en situation professionnelle sont modelées par un ensemble de facteurs et de logiques d'ordre divers, que ce soit le contexte socio-organisationnel, l'environnement informationnel, les activités principales qui sont à l'origine des AI ou encore des variables individuelles (l'expertise notamment). Parallèlement des travaux antérieurs, qui relèvent également du champ de l'information spécialisée, ont montré que la description et la caractérisation de contenus textuels, leur représentation sous la forme de connaissances organisées et médiatisées s'appuyaient notamment sur les propriétés linguistiques de l'information.

L'ensemble de ces travaux présente comme point commun d'adopter une approche « contextualisée », *i.e.* une approche qui s'appuie sur une analyse pointue du contexte d'usage de l'information (finalité professionnelle, pratiques des usagers) et sur une analyse du contenu des documents (propriétés linguistiques des textes, ancrage énonciatif et portée pragmatique des discours).

Le programme de recherche que nous avons mis en place entre 2010 et 2014 s'est appuyé sur plusieurs recherches de terrain qui avaient toutes pour objectifs, d'une part, de décrire finement les pratiques informationnelles de spécialistes, la diversité des formats et des contenus de l'information spécialisée en usage dans ces communautés professionnelles. D'autre part, elles visaient à analyser les formes d'articulations entre ces pratiques et ces contenus : l'analyse des parcours de consultation de documents ou des parcours de navigation au sein d'une base documentaire, le recueil de notes ou d'annotations laissées par les usagers au cours de leur lecture, le recueil des commentaires oraux des usagers qui justifient les résultats de leur recherche d'information, etc.

Plusieurs recherches empiriques ont ainsi été mises en œuvre. Deux d'entre elles s'inscrivaient dans des recherches finalisées et présentaient comme point commun de faire l'objet de plateformes documentaires destinées à accueillir des archives numérisées.

Le premier projet, Cluster 13 « *Culture, patrimoine et création* », projet 4 « *corpus numérique* »¹, a fait l'objet d'un contrat financé par la région Rhône-Alpes et a rassemblé des chercheurs de l'axe « Documents et société » d'Elico et du Gresec (axe « Connaissances, information et documents »). Le but de ce projet était de valoriser et mettre en ligne des fonds patrimoniaux de la presse illustrée régionale du XIX^e siècle, disponibles au département Documentation Lyon et Rhône-Alpes de la Bibliothèque Municipale de Lyon, pour permettre à terme, l'accès gratuit et à distance de ces fonds². Il s'agissait de construire et d'alimenter une base de données contenant les versions textes et images de ces collections, mais également de valoriser ce patrimoine numérique de manière à permettre au lecteur de construire ses propres documents à partir de ces sources ; de permettre aux professionnels des bibliothèques de construire des parcours thématiques ; d'offrir au lecteur une reconstruction du contexte spatial et temporel dans lequel ces textes et gravures ont été produits.

Dans ce cadre, deux études complémentaires ont été menées par Céline Paganelli en collaboration avec Evelyne Mounier (Gresec) et Stéphanie Pouchot (Elico). La première étude portait sur l'analyse des pratiques de consultation des fonds patrimoniaux, dans des bibliothèques ou des services d'archives, et de leurs représentations par les professionnels. Elle a permis de contextualiser et d'appréhender de manière plus globale les usages effectifs de ce type de collections : le type d'information recherché, l'activité et les motivations qui conduisent à consulter ces collections, les stratégies de recherche développées par les lecteurs. Les résultats ont montré que ce type de collections est consulté dans un cadre professionnel (chercheurs en histoire, journalistes, urbanistes...) ou de loisirs. Les recherches effectuées portent sur des thématiques, des événements, des noms de personnes ou de lieux, et enfin sur des objets particuliers comme les petites annonces, les publicités ou les caricatures. La seconde étude conduite par Viviane Clavier (Gresec) avait pour objectif de proposer des méthodes d'annotation semi-automatiques pour créer des parcours thématiques destinés à faire découvrir la collection au grand public. Pour cela, il convenait de définir un langage d'indexation susceptible d'apporter une aide aux indexeurs professionnels ou aux usagers spécialistes de la collection. Une analyse de corpus a été réalisée sur les textes déjà numérisés et ayant fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères. Plusieurs thèmes récurrents sont

apparus dans les textes (dont la chronique intitulée « Causerie ») et les illustrations du Progrès Illustré : le choix des sciences et des techniques a été retenu. Une méthode d'annotation sémantique partiellement automatisée a été proposée avec un logiciel de traitement automatique des langues (Nooj). Trois niveaux d'indexation ont été définis afin de respecter au plus près l'organisation de l'information dans un journal, notamment la déclinaison d'un thème en genres et événements.

Le second projet a pris place dans le cadre de la structure fédérative interne Métilde, financée sur fonds propres par l'Université Stendhal, sur la mise en ligne et la valorisation des manuscrits de Stendhal³. Ce projet a impliqué des enseignants-chercheurs des laboratoires de littérature, de sciences du langage et le Gresec de l'Université Grenoble 3 entre 2011 et 2014. Depuis 2006, les chercheurs de littérature et de linguistiques travaillaient à la transcription et la refonte d'une archive en ligne des manuscrits de Stendhal, offrant un accès à ce patrimoine inestimable au grand public et à la communauté scientifique.

Notre participation a plus spécifiquement porté sur le rôle et la place de cette archive auprès de la communauté des spécialistes (en histoire littéraire, en génétique textuelle, etc.). Tout d'abord, il s'est agi d'identifier les publics spécialisés en littérature du 19^e, d'analyser leurs pratiques informationnelles et d'envisager la place des manuscrits dans leurs activités de recherche (Céline Paganelli et Evelyne Mounier). Ensuite, nous avons dressé une recension de sites web comportant des manuscrits autographes afin de situer les spécificités des dispositifs développés par les unités de recherche en littérature et/ou les spécialistes des humanités numériques (Viviane Clavier). Enfin, une étude consacrée à la plateforme d'archives des manuscrits de Stendhal a été réalisée afin de recueillir automatiquement des actions (logs, requêtes, etc.) et à interpréter les traces d'usage (Laurence Balicco et Jean-Stéphane Carnel).

Au-delà des objectifs immédiats liés aux impératifs inhérents aux projets de recherche finalisée, ces études permettent d'alimenter une réflexion épistémologique et théorique au sein de la discipline.

Un premier axe de réflexion concerne la portée de ce type d'études. Les analyses d'usages et de pratiques ont une visée descriptive évidente et donnent à comprendre des phénomènes inscrits dans un contexte défini. Toutefois la pertinence de leur accumulation, d'un point de vue scientifique, se pose. Objectifs, méthodologies, modalités d'analyse différents, rendent délicates la comparaison et, a fortiori, la capitalisation des résultats et incitent à une vision à court-terme. Pour

dépasser cette approche, nous suggérons de prendre en compte un ensemble d'entrées dont l'analyse et la compréhension permettent à la fois une appréhension globale des objets étudiés et le développement de connaissances plus générales sur le sujet. Le recours à ce modèle d'analyse permet de prendre en considération les usages et les pratiques informationnelles comme étant inscrites dans un cadre plus large : les tendances générales et transversales qui affectent le champ de l'information communication et qui, de ce fait, influencent ces pratiques ; ainsi que les éléments qui constituent le contexte dans lequel ces activités se développent.

Un deuxième axe de réflexion porte justement sur la notion de contexte. Si elle est largement mobilisée dans les études relatives aux pratiques informationnelles, elle n'en est pas moins floue et nos travaux incitent à en cerner les contours. Ici, nous choisissons de définir le contexte comme un objet construit à partir de différents éléments que sont :

- des acteurs, définis par le fait qu'ils sont *en train d'agir* et par un certain nombre de variables liées à leur situation au sein d'une organisation : facteurs cognitifs relatifs au contexte de travail (expertise, savoir-faire, univers de connaissances, rôle professionnel, statut), variables démographiques, usages qu'ils font des ressources informationnelles disponibles et plus largement pratiques info-communicationnelles (notamment en matière de recherche d'information, de lecture,...) ;
- un environnement informationnel, constitué de documents et de dispositifs, et leurs conditions de production, de diffusion et d'accès ;
- et enfin un environnement socio-organisationnel. Plusieurs éléments constituent cet environnement dans lequel l'acteur évolue : les modes d'organisation du travail, les méthodes de management, les stratégies et politiques développées notamment en matière de culture informationnelle, enfin les relations entre les différents acteurs qui y travaillent.

Un troisième axe de réflexion porte sur la nature des activités informationnelles au travail. Le recueil de données empiriques auprès d'acteurs en situation de recherche d'information, de consultation de documents, d'interrogation de sources documentaires incite à appréhender les activités informationnelles comme des activités complexes, constituées d'opérations multiples (interrogation, lecture, recours à un collègue...) mises en œuvre pour s'informer. Mais ces activités vont au-delà de la seule récupération d'information, puisque les acteurs mettent en œuvre un ensemble d'opérations en vue également de l'évaluation, l'exploitation, le traitement, le stockage, la diffusion ou encore le partage de l'information.

Un dernier axe de réflexion émerge. Parmi les résultats des études d'usage, nous avons observé que la recherche de thèmes était rarement le point focal des usagers. Se pose donc ici la question de la prise en compte de marqueurs langagiers représentant des connaissances adossées à un environnement énonciatif ou à un contexte spatio-temporel. Tel est le cas de la description, de l'annotation et de l'indexation d'événements qui mettent en œuvre plusieurs niveaux de description (lexical, morphosyntaxique, énonciatif) renvoyant à des thèmes, des lieux, des noms de personnes, des temporalités. En outre, se pose la question des méthodes à mettre en œuvre pour identifier automatiquement les passages de textes qui décrivent des informations narratives, comme des récits événementiels, ou des portraits, comme des descriptifs de personnalités, etc. Dans ces cas, la question de l'organisation des connaissances ne se pose plus en termes de langages conformément à une perspective instrumentale de l'indexation, mais bien en termes de discours suivant une perspective interprétative, communicationnelle et sociale de l'information.

En conclusion, les résultats obtenus dans ces études finalisées font écho à des recherches que nous avons menées sur d'autres terrains pour caractériser les pratiques informationnelles de professionnels en situation de recherche d'information, comme des médecins spécialistes en CHU ou en libéral, des employés de banque, des chercheurs en SIC, des historiens. Ainsi, nos travaux contribuent-ils à cerner les contours de l'information professionnelle en adoptant une perspective sociale et communicationnelle de l'information qui se donne pour objectifs d'articuler les logiques d'usages aux modalités de production, d'organisation et de diffusion des connaissances.

En guise de perspective, nos projets de recherche se profilent actuellement dans le domaine de la santé et de l'éducation, plus particulièrement auprès de médecins et d'enseignants du primaire et du secondaire. Concernant la santé, nous souhaitons analyser les formes de médiation de l'information spécialisée vers le grand public. Nous nous interrogeons ainsi sur le rôle joué par les professionnels de santé dans cette médiation, et ce sous différents aspects :

Dans le cadre de la diffusion d'informations de santé via les médias sociaux, le discours spécialisé émanant de professionnels peut intervenir de manière directe via la modération ou, indirectement, en étant rapporté par les internautes. Sur ce second point, un article, intitulé « S'informer via les médias sociaux de santé : quelle place pour les experts ? » est en cours de publication dans la revue *Le Temps des médias*.

Dans le cadre de campagnes de communication pour les aliments, dont la réglementation reste floue et qui se situent au croisement de l'alimentation et du médicament. Cet objet hybride est un sujet particulièrement intéressant pour analyser les logiques de circulation de l'information : par exemple, comment le marché s'approprie-t-il et diffuse-t-il l'information liée aux propriétés scientifiques de nutriments pour optimiser les ventes de certains de leurs produits ? Comment les pouvoirs publics, à travers différentes institutions (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail – ANSES, Autorité de régulation professionnelle de la publicité – ARPP, etc.), mettent-ils en place des instruments de régulation pour encadrer ces pratiques ? Est-ce que l'utilisation des données scientifiques par ces associations n'aboutirait pas *in fine* à une information également partielle et partielle ? Ce projet de recherche est mené en collaboration avec J.-P. De Oliveira (Gresec, U. Stendhal-Grenoble 3) et I. Hininger – LBFA, U. Fourier-Grenoble 1)⁴.

Concernant le domaine de l'éducation, les activités informationnelles des enseignants du primaire et du secondaire ont, jusqu'à présent, été assez peu étudiées dans notre discipline, les travaux menés par Vincent Liquète faisant exception. Pourtant cette population est particulièrement intéressante si l'on veut analyser les articulations entre logiques d'usage et modalités d'organisation des connaissances. Les enseignants travaillent en s'appuyant sur des informations de type très variées : informations culturelles, d'actualités, didactiques, scientifiques ou pédagogiques. Ces informations sont éditorialisées et diffusées selon des modalités diverses et, si l'institution, via les CDI ou le réseau des CRDP, met à disposition des ressources organisées, les enseignants n'en demeurent pas moins amenés à s'informer via des modalités plurielles et à créer leur propre collection personnelle et leur propre modalités d'organisation des informations qui leur sont utiles.

Notes

1. Sous la responsabilité de Geneviève Lallich-Boidin, Lyon1, 2008-2010.

2. Les collections de la presse illustrée du 19^e siècle, dont celle du Progrès Illustré, sont aujourd'hui accessibles sur : <http://collections.bm-lyon.fr/PER003100>. (Consultation le 30 novembre 2014).

3. <http://manuscrits-de-stendhal.org/>

4. Projet de recherche « Médecine, Information Communication, Aliment (MedIDA) » déposé auprès de la région Rhône-Alpes avec J.P. De Oliveira (Gresec, U. Stendhal) en collaboration avec C. Paganelli (Lerass, U. Montpellier 3) et I. Hininger (Laboratoire de bioénergétique fondamentale et appliquée, U. Joseph Fourier).

LE SÉMINAIRE TRANSVERSAL DU GRESEC : LA « PARTICIPATION » AU REGARD DES SIC

L'unité de recherche se dote d'un séminaire transversal à l'ensemble des axes qui a plusieurs objectifs : disposer d'une approche commune de ce thème, favoriser la connaissance des uns et des autres dans une période de renouvellement des chercheurs-es, être un lieu de discussion scientifique et de mutualisation d'auteurs et de concepts. Plutôt qu'une liste de résumés correspondant aux interventions successives, voici les principaux acquis du séminaire suivi d'un éclairage spécifique concernant la participation dans ses relations avec l'art et la culture.

– L'extrême variété et même la plasticité des emplois du terme de « participation » renvoient à des situations fort différentes mais dont le point commun repose sur le discours volontariste de certains types d'acteurs. Un rappel historique montre que le terme a changé progressivement de sens et recouvre maintenant des notions et des actions très diverses, qui concerne plusieurs disciplines en sciences humaines et sociales. Replacer la notion dans son contexte d'apparition souligne l'extrême perméabilité du terme : désignant une activité qui consiste à prendre part à une décision et à s'intégrer dans une action collective, elle prend dès son origine une orientation politique qui est progressivement gommée (même si elle demeure présente). La notion a changé progressivement de sens pour recouvrir des dimensions pas seulement politiques (accolée aux notions de concertation, délibération et démocratie) liées plus à la sociabilité (coopération, collaboration, co-production...). Du même coup, la notion touche aux formes de publicisation et de médiatisation, mais aussi aux formes marchandes de l'industrialisation de la communication, de l'information et de la culture, aux pratiques des réseaux sociaux numériques ainsi qu'aux dispositifs d'information.

– La dimension toujours positive de la notion met en évidence une conception du lien social mais également construit la figure d'un usager actif. Elle nécessite une approche distanciée du fait même que le terme dessine en creux une critique des structures et des institutions et tend à négliger la grande hétérogénéité des activités participatives et leur caractère le plus souvent discriminatoire, que les usages du web « collaboratif » donnent l'impression de renouveler.

– S’il existe bien des pratiques participatives, elles ne peuvent donc être étudiées sans l’analyse des stratégies de groupes (politiques, culturels, sociaux ou marchands) qui, sous couvert de discours prônant l’initiative, mettent en place des actions fines « d’enrôlement » des individus. En cela, l’étude des dispositifs est nécessaire : ils indiquent en effet la manière dont sont tout à la fois proposés des systèmes « ouverts » devant favoriser l’expression des individus qui reposent cependant sur un processus technique d’encadrement des paroles et des interventions. Il s’agit bien, pour les chercheurs, de prendre en compte avec précision les modalités mises en œuvre pour contrôler les différentes formes de participation.

– La place des « amateurs » a concentré une partie des travaux des chercheurs en sociologie ou en information-communication, comme si une figure nouvelle apparaissait. Les recherches menées au sein du Gresec et en particulier dans le domaine de la presse montrent que d’une part les amateurs tendent à s’aligner sur des modèles professionnels, d’autre part sont intégrés dans des stratégies professionnelles (les journalistes) et éditoriales (les positionnements éditoriaux mais également l’économie des journaux). Dans de nombreux secteurs, la participation pose la question de la professionnalisation. C’est en effet un nouveau secteur qui se retrouve par exemple au sein des collectivités territoriales. L’expérience dans les pratiques participatives peut ainsi se transformer en capital et donner lieu à l’accès au monde professionnel : le « bénévole » pour reprendre un terme plus classique du vocabulaire associatif dispose également de stratégies d’insertion professionnelle. La situation n’est pas nouvelle, elle a été déjà soulignée dans le cadre du journalisme ou de l’animation culturelle. Le thème de la participation favorise l’émergence de nouveaux secteurs professionnels, qui peuvent donner lieu à des stratégies de diversification d’un champ professionnel pré-existant tout comme offrir une opportunité à l’individu qui transforme son expérience en compétence reconnue. Cependant sur les relations entre amateurs et professionnels, il convient de garder une prudence selon les secteurs étudiés. Dans le domaine culturel par exemple, les artistes recherchent rarement des amateurs de bon niveau dans le domaine artistique qui est le leur, sauf s’il s’agit d’amateurs dans un domaine original, ou qui relève de la culture populaire : modélisme ferroviaire, broderie, karaoké, danse de salon, culturisme, etc. L’engouement actuel pour les dispositifs participatifs ne sert donc pas de vecteur à un rapprochement entre amateurs et professionnels, bien au contraire, et sert souvent de soubassement à un discours qui, confondant amateurs et figurants inexpérimentés, renvoie les amateurs à leur ignorance et à leur manque de talent supposés et les maintient en dehors du champ culturel.

– La participation est envisagée comme une co-production de contenus (dont l'un des exemples est Wikipédia) ou une collaboration collective. C'est aussi l'entrelacement d'échanges de type différent comme dans les forums : témoignages, informations scientifiques, informations pratiques, conseils, interpellations se succèdent ou se retrouvent sur un même forum. Ces types se trouvent également dans la presse mais ils sont identifiés et classés selon les rubriques. Le fil de discussion repose sur une absence de rubricage, et s'organise non plus à partir du classement constitué par la presse, depuis plusieurs dizaines d'années. La question est alors de savoir quel est le statut de l'auteur.

– Enfin la participation (et participation des publics à la conception de produits médiatiques) induit une interdépendance réciproque dont les acteurs ne sont pas forcément conscients ; cependant, cette dernière détermine le substrat culturel dans lequel nous vivons. Aux contraintes de fabrication, inhérentes au dispositif du journal télévisé, s'ajoutent celles du milieu culturel et des standards en vigueur à une époque et dans une société données. Ainsi, les contraintes internes à l'instance médiatique entraînent la création de produits standardisés qui nourrissent les systèmes symboliques de la société et qui, par retour, dans un mouvement systémique, influencent les imaginaires et les choix d'images lors de la réalisation d'un reportage. Les premiers et les plus soumis aux images, stéréotypées, des journaux télévisés demeurant leurs propres créateurs.

ART, CULTURE ET PARTICIPATION : ENTRE UTOPIE ET ILLUSION

MARIE-CHRISTINE BORDEAUX

Les pratiques participatives dans l'art et la culture font l'objet d'un engouement récent dans les institutions culturelles, que l'on peut dater des années 1990, mais qui s'enracine dans une histoire plus ancienne des controverses et des expérimentations sur les relations entre l'art et la vie sociale. Dès le début du xx^e siècle, les artistes dadaïstes intentent un procès fictif contre Maurice Barrès et proposent au public de jouer le rôle des jurés. Aux États-Unis et en Europe, la *post-modern dance* multiplie dès les années 1950 les interventions dans les espaces publics en incluant des non-danseurs. Plus récemment, le photographe plasticien Spencer Tunik, en collaboration avec Greenpeace, organise un happening en 2007 et photographie des centaines de bénévoles nus sur le glacier d'Aletsch pour sensibiliser aux questions environnementales. Ces expérimentations sont aujourd'hui largement appropriées par les institutions culturelles lorsqu'elles cherchent à renouveler leur rapport aux publics et aux populations. Elles le sont aussi par les « nouveaux territoires de l'art » (friches, squats et autres lieux de l'émergence artistique) qui se réclament d'un rapport renouvelé, horizontal, collaboratif avec les populations de proximité. À l'origine, elles avaient une dimension politique affirmée ; elles se caractérisent aujourd'hui par un véritable tournant social, voire éthique¹.

Le cas de la culture permet de décrire la dissémination de la notion de participation en tant que « nouvelle » norme contemporaine de la démocratie, au-delà des champs sociaux dans lesquels elle est habituellement étudiée (gouvernance politique, aménagement urbain, politique de la Ville). Le champ culturel présente cependant des spécificités importantes, notamment l'absence d'une politique publique visant explicitement la mise en œuvre de démarches participatives. À partir d'un état des lieux des pratiques les plus couramment observées (collectif, 2014 ; collectif, 2013 ; Bordeaux, Liot, 2012 ; Liot, 2010) nous mettrons en évidence trois grands types de formes participatives. Nous nous interrogerons ensuite sur leurs enjeux explicites et sous-jacents, aussi bien dans leurs formes concrètes et procédurales

que dans les débats qu'elles suscitent sur leur fonction : sont-elles un instrument de légitimation du pouvoir, d'émancipation ou de dépolitisation ?

Les formes délibératives et argumentatives

Débattre et interpellier les pouvoirs publics fait partie de la « culture » du secteur culturel. La vie culturelle est ainsi régulièrement animée par des interpellations publiques du pouvoir en place (Déclaration de Villeurbanne, 1968 ; États généraux de la culture, 1987), des controverses (polémique sur le théâtre d'images et le théâtre de texte au festival d'Avignon, 2005), des contre-expertises élaborées par les organisations professionnelles (expertise collective de l'intermittence par les syndicats du secteur culturel et l'UMR-CNRS Matisse-Isys, 2005). C'est également le cas des consultations organisées par les pouvoirs publics : Débat national sur l'avenir du spectacle vivant (2003-2004), Entretiens de Valois (2008-2009), Forums ouverts Culture et développement durable (2011-2012).

Ces formes délibératives sont liées aux situations de crise et de mutation. Elles sont présentées comme publiques, mais dans les faits elles ne réunissent que des professionnels de la culture, car, contrairement à d'autres secteurs, il n'existe pas – ou très peu – d'associations d'usagers. Elles reposent sur une ingénierie du débat public très réduite, recourent assez peu à des contre-expertises et ne se préoccupent guère de la médiatisation du débat : dans le meilleur des cas, un site internet est créé pour recueillir des contributions et mettre à disposition des données documentaires. Dans l'ensemble, ces formes cadrent des pratiques qui sont plutôt situées du côté du modèle néo-managérial que du côté de l'*empowerment* des classes ou communautés écartées du processus de décision publique (Blondiaux, 2008).

Les formes dialogiques

La rencontre-débat, telle que la pratiquait Jean Vilar dès les débuts du festival d'Avignon, est une forme idéale-typique fréquemment invoquées par les acteurs culturels lorsqu'ils organisent une rencontre avec le public. Cependant, cette pratique est caractéristique des médiations de la forme festivalière (Ethis, 2002)² et, en dehors d'Avignon, on trouve peu d'équivalent à la culture du débat public culturel à laquelle le public avignonnais est attaché. Certes, les structures culturelles ont largement développé les rencontres avec les artistes et les commissaires d'expositions autour de leurs programmations, mais le

projet d'éducation et de médiation y prend le pas sur le projet d'émancipation du public et de formation à l'esprit critique.

Les formes expressives et artistiques

Il s'agit des œuvres participatives dans lesquelles le public quitte son rôle de spectateur pour devenir un acteur direct de l'œuvre ou un contributeur (par exemple en confiant aux artistes des témoignages, des histoires de vies, des objets personnels, etc.). Le public devient un acteur de l'expressivité au lieu d'en être le destinataire. En mettant en scène un spectateur ou un habitant participant, ces œuvres affirment leur volonté de donner aux gens ordinaires un rôle dans l'art. En 2009, Rosita Boisseau, journaliste au *Monde* notait : « Le metteur en scène polonais Jan Klata a invité cinq ouvriers mineurs de son pays à partager le plateau de *Transfer !* Le chorégraphe Rachid Ouramdane a rencontré des victimes de torture, en Tchétchénie, au Rwanda ou au Chili pour sa pièce *Des témoins ordinaires*. Au Musée du Louvre, la chorégraphe sud-africaine Robyn Orlin présente *Babysitting Petit Louis*, un spectacle dansé par huit gardiens du musée parisien ».

Cette prolifération d'œuvres participatives s'accompagne d'un certain flou sémantique. : la participation désigne une vaste palette de démarches et de réalisations, dont les deux pôles seraient d'une part des œuvres engagées qui permettent à leurs acteurs, même non-spécialistes, de conscientiser sur divers plans (esthétique, politique, relationnel) le sens de leur participation et de rendre publiques les questions dont ils sont porteurs, et d'autre part des œuvres qui font appel à de simples figurants, témoins de leur condition sociale ou de leur culture vernaculaire et instruments d'un projet artistique qui les dépasse.

Quelles réflexions tirer de ce rapide examen des trois dimensions de la participation dans la culture ? La première réflexion concerne la figure du participant : il s'agit d'un acteur sans qualités, dont l'absence de qualification artistique ou d'expertise culturelle, loin d'être un problème, est recherchée et parfois même entretenue, et sans revendications possibles au sein du champ culturel. Cette figure peut être rapprochée de celle du « citoyen » telle que la décrit Jean-Michel Fourniau (Fourniau et Blondiaux, 2007 : 68), en l'opposant à celle du « riverain » : le riverain est un acteur défini avant tout par ses droits privés face à une question d'intérêt général, toujours tenté de défendre des intérêts à courte vue, tandis que le citoyen, détaché de ses intérêts particuliers, serait le « bon participant », tels que le construisent les dispositifs de démocratie participative.

La seconde réflexion est de nature politique. Les œuvres participatives abolissent la frontière entre art et public en permettant le passage de la salle à la scène, voire de la cité à la scène. Mais elles constituent aussi une illusion démocratique, dans la mesure où elles situent dans le champ de l'art une question qui est de nature politique et non pas artistique : celle de la diversification des publics et du partage de la culture. Certes, il ne faut pas négliger la fonction symbolique accomplie par ces œuvres, qui montrent comment des personnes, souvent éloignées de la culture légitime, peuvent malgré cela tenir leur rôle dans des configurations artistiques. Cependant, la faible progression de dispositifs réellement politiques, et non purement artistiques, mettant non seulement l'art en partage, mais également la vie culturelle en débat, risque, dans le contexte actuel d'engouement pour les œuvres participatives, de faire de celles-ci un simple alibi démocratique. Avec pour conséquence de ralentir la construction d'un processus de nature politique.

Bibliographie

- Bishop, Claire, 2014, « Le tournant éthique », in *Participa(c)tion*, Ed. MAC/VAL Musée d'art contemporain du Val-de-Marne, p. 54-61.
- Blondiaux, Loïc, 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris : Seuil (coll. La République des idées).
- Bordeaux, Marie-Christine et Liot Françoise (dir.), Dossier « La participation des habitants à la vie artistique et culturelle », *L'Observatoire* [40], 2012 (Introduction p. 7-12).
- Collectif, 2014, *Participa(c)tion*, Ed. MAC/VAL Musée d'art contemporain du Val-de-Marne.
- Collectif, 2013, *In Situ in Cité. Projets artistiques participatifs dans l'espace public*, Paris : Ed. Hors les murs (coll. Memento).
- Ethis Emanuel, 2002, *Avignon, le public réinventé. Le festival sous le regard des sciences sociales*, Paris : La Documentation française.
- Fourniau Jean-Michel et Blondiaux, Loïc (dir.), *Le débat public : une expérience de démocratie participative*, Paris : La Découverte (coll. Recherches).
- Liot, Françoise (dir.), 2010, *Projets culturels et participation citoyenne. Le rôle de la médiation et de l'animation en question*, Paris : L'Harmattan (coll. Animation et territoire).

Notes

1. « Le tournant social de l'art contemporain ne désigne pas seulement une orientation vers des buts concrets dans l'art, mais aussi la perception critique que ceux-ci sont plus substantiels, 'réels' et

importants que les expériences artistiques. [...] les critères éthiques sont devenus la norme » (Bishop, 2014 : 55, 59).

2. Avignon est un « mode original de prise de parole publique sur la culture », un « mode d'articulation particulier entre culture et politique, entre théâtre et service public ». C'est « à la fois, et indissolublement, le spectacle et les débats » (Fabiani, in Ethis, 2002 : 201).

LA CHAIRE UNESCO EN COMMUNICATION INTERNATIONALE

BERTRAND CABEDOCHÉ

Depuis le programme élaboré en 1989, l'UNESCO développe les *Chaires universitaires internationales* en coopération avec des Universités et des organisations. L'objectif est d'impulser un transfert de connaissances et de favoriser la formation et « l'accès à un niveau mondial » de spécialistes des domaines concernés : éducation, science, culture, communication

La chaire en *communication internationale* de Grenoble s'est immédiatement inscrite dans ce programme. Placée depuis sa création en 1996 et pendant deux mandats sous la responsabilité de Bernard Miège, alors directeur du Gresec, elle est, depuis septembre 2009, animée par Bertrand Cabedoche. La chaire en *communication internationale* de Grenoble fait partie du réseau des Chaires en communication (ORBICOM). Conformément à son mandat, les attributions de la chaire correspondent à quatre missions :

- renforcer la collaboration avec les universités partenaires en améliorant l'accueil des doctorants et des professeurs étrangers, et en accueillant chaque année un Professeur invité de réputation internationale, chargé de donner des cours aux étudiants de 3^e cycle ;
 - accroître le rayonnement de la Chaire aux niveaux régional, national et international ;
 - relancer et consolider l'activité en réseau avec des universités étrangères, développer et contribuer à la diffusion de la recherche en communication et information internationale, notamment sur le terrain des médias ;
 - proposer des formations de haut niveau aux étudiants de masters, de doctorat mais aussi à des professionnels directement concernés par le développement des technologies de l'information et de la communication.

La création de la Chaire a été immédiatement vécue comme une perspective tout à fait opportune pour les sciences de l'information et de la communication. L'implication a été immédiate au sein du réseau

ORBICOM, activant les relations déjà existantes, ouvrant de nouveaux contacts et conduisant la chaire à jouer en quelque sorte le rôle de « tête de réseau » dans le domaine de la communication internationale et, particulièrement sur les questions relatives aux *industries culturelles* et au développement des technologies de l'information et de la communication. Dans toutes ses spécialités, en tant que laboratoire d'appui, le Gresec a fait valoir ses références et expériences. L'existence de la Chaire en communication a en retour contribué à donner une impulsion aux travaux de recherche déjà réalisés et offres de formation déjà constituées, facilitant échanges, diffusion des savoirs et exportation des modèles ; enfin il a été possible de mieux associer des universitaires « isolés », avec lesquels le Gresec et la chaire Unesco de Grenoble sont en relation régulière de travail. L'organisation du colloque *Communication et changement social en Afrique* de janvier 2010 a ainsi permis de poursuivre l'élan pris en 2005 par le colloque de Douala sur le même thème, avec le concours de nos partenaires africains et le soutien de la Commission nationale française pour l'Unesco. Un ouvrage a été publié à l'issue de ce colloque.

Des actions ont été engagées dès l'origine de la chaire, dont bénéficient aujourd'hui les partenaires :

- constitution au sein de la bibliothèque *Yves de la Haye* d'un fonds documentaire spécifique
- création dès la création de la chaire de dispositifs d'échanges directs prioritaires entre les universités et centres concernés ;
- participation à des actions de formation avancée auprès des partenaires ;
- aide à la publication de travaux ;
- organisation d'événements scientifiques ;
- aide à la mobilité de stagiaires ou de doctorants et d'enseignants-chercheurs ;
- accueil de professeurs invités, de réputation internationale.

À ces actions, se sont ajoutés des travaux spécifiques concernant l'enseignement du journalisme comme l'illustre la publication par l'Unesco fin 2013 de l'ouvrage *Model Curricula for Journalism Education*¹. Destiné à la promotion de l'enseignement du journalisme dans les universités du monde entier, l'ouvrage s'inscrit dans une dynamique élaborée dès le premier programme de l'Unesco en ce sens en 2007. Celui-ci concernait alors 30 écoles de journalismes au sein d'universités africaines, potentiellement centres d'excellence et références pour l'Afrique. Il s'était concrétisé par l'offre d'un premier guide pour les formateurs en journalisme.

Le succès constaté depuis avait poussé l'Unesco à engager toute une série de consultations permettant le recueil de données rassemblées dans 96 centres de formation dans le monde, dont une étude de Kaarle Nordenström et Kwame Boafo. Un deuxième programme d'appui en était découlé en 2013, plus inclusif et respectueux des particularités locales, suivant les recommandations de trois titulaires de chaires Unesco en communication². La critique avait inspiré le second *Unesco Model Curricula for Journalism Education*, édité en 2013.

Les modèles de formation pour réaliser ce nouveau guide avaient été rédigés à partir d'un cahier des charges soigneusement élaboré autour de grands principes généraux d'une part, de la reconnaissance du droit à l'autonomie des contenus dans l'animation des programmes de cours. Le guide pour l'animation devait en effet se présenter souple, plutôt que normatif, intégrant des études de cas locaux et enrichi d'illustrations extérieures. L'écriture se devait d'être ouverte à la parité et viser un public large : enseignants en journalisme, professionnels des médias, décideurs politiques et grand public. L'utilisation répondait à des besoins multiples : création ou complément de cours ; prise en compte du contexte local et des enjeux relevant de la mondialisation ; état des ressources pédagogiques sur place. La prise en compte des théories devait être systématique, à l'opposé d'un catalogue de recettes, justifiant la prudence intrinsèque de l'offre.

Dix programmes de cours ont ainsi été jugés fondamentaux pour l'atteinte des objectifs : Média et durabilité ; Journalisme de données ; Journalisme interculturel ; Journalisme en Radio communautaire ; Journalisme mondial ; Journalisme scientifique ; Genre et journalisme ; Journalisme humanitaire ; Journalisme et traite des hommes ; Sécurité et Journalisme. La chaire Unesco de Grenoble en communication internationale a joué un rôle déterminant dans l'élaboration du document final.

Fin 2012, Bertrand Cabedoche a été nommé Président du réseau mondial Orbicom des chaires Unesco en communication sur proposition de M^{me} Irina Bokova, directrice générale et Janis Karklins, directeur général adjoint pour la communication.

Notes

1. Fackson Banda (ed.) *Model Curricula for Journalism Education. A compendium of new syllabi*. Paris, Unesco (Unesco Series on Journalism Education), 2013,

2. Jean-Paul LaFrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo, *Critic of Positivist Development notions from the failure of its promises* (2006)

L'INTERDISCIPLINARITÉ AU REGARD DU GRESEC

LA PRATIQUE DE L'INTERDISCIPLINARITÉ EN SIC

BERNARD MIEGE

En quoi un laboratoire comme le Gresec porte-t-il la marque, dans sa production scientifique comme dans les orientations qu'il se donne régulièrement, de méthodologies de recherche que l'on doit qualifier d'interdisciplinaires ? En quoi est-il fondé à revendiquer ce trait en quelque sorte constitutif de ce qui le fonde et le caractérise par différence avec d'autres unités de recherche ?

À ces interrogations, on apporte le plus souvent des réponses incomplètes et insuffisamment argumentées en faisant observer que, comme une trentaine d'autres unités ou équipes, avec sans doute une plus grande ancienneté que la plupart, il se rattache institutionnellement aux sciences de l'information et de la communication (on sait qu'on devait plutôt dire : sciences de l'information-communication), et que c'est également le cas maintenant de la très grande majorité de ses membres enseignants-chercheurs, surtout les plus jeunes ainsi que les nouveaux docteurs et doctorants associés. Mais ce fondement disons socio-institutionnel, s'il ne s'agit pas d'en minimiser l'influence dans l'environnement universitaire, académique et scientifique, surtout lorsque nombre de disciplines de sciences humaines et sociales, et même d'autres, ainsi que des propositions nouvelles traversant aisément les champs du savoir telles les humanités numériques, entendent prendre en charge les domaines considérés sans trop fonder épistémologiquement leurs approches, ne saurait aujourd'hui suffire à qualifier l'orientation d'un laboratoire de SIC. Et ce, d'autant plus que celles-ci devenues une discipline comme beaucoup d'autres : les sciences informatiques (faussement dénommées informatique, au singulier), les sciences biologiques, et même les sciences économiques, etc., tout en étant comme elles reconnues comme des disciplines, gardent des caractéristiques fortes d'une interdiscipline, c'est-à-dire des disciplines dont elles sont issues.

Qu'est-ce donc qui traduit ce recours maintenu une interdisciplinarité en action qui est au centre de l'activité des chercheurs du Gresec, alors même que leurs inspirations théoriques demeurent plus diversifiées qu'ils ne semblent de l'extérieur, parfois en relation ou en continuité avec leurs disciplines d'origine ou de formation (sciences de la société, linguistique, informatique, etc.) ? À la réflexion, il m'apparaît que trois éléments constitutifs du laboratoire et énoncés comme tels dans les programmes mis en œuvre durant plusieurs plans quadriennaux voire maintenant quinquennaux, sont au principe de cette pratique interdisciplinaire communément admise ; je les cite sans les détailler car chacun d'entre eux a déjà fait l'objet de plusieurs présentations, individuelles ou collectives ; c'est à la fois :

- l'appel à des techniques de recherche issues de plusieurs disciplines, et à chaque fois au moins à deux d'entre elles, et surtout à celles de l'enquête sociologique et à celles de l'analyse des discours sociaux ;
- le recours autant que possible à des travaux de terrain et quand il est envisageable, à l'aide des données recueillies, de valider les hypothèses de recherche ;
- et l'emploi d'une méthodologie interdimensionnelle qui s'est forgée progressivement ou plutôt qui a été formalisée après avoir été mise en œuvre (qu'on me permette renvoyer à B. Miège, « Pour une méthodologie *inter-dimensionnelle* », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne, 1 | 2012, mis en ligne le 6 juillet 2012, consulté le 22 janvier 2015. URL : <http://rfsic.revues.org/121>) et qui vise à articuler, selon des protocoles de recherche variables, stratégies des industries de la communication, activités des artistes et intellectuels contribuant à la conception, stratégies des éditeurs, producteurs et diffuseurs, pratiques culturelles, formation des usages des outils supports des pratiques, et consommations-réceptions des contenus.

Ces éléments sont spécifiquement d'ordre méthodologique (au sens fort et premier du terme) ; d'une certaine façon, ils prévalent sur les fondements d'ordre théorique, mais ils sont essentiels dans la pratique d'une interdisciplinarité assumée. D'autres modalités jouent un rôle non négligeable dans ce qu'il faut bien évaluer dorénavant comme un projet poursuivi, à savoir :

- le travail au sein de petits collectifs de travail, régulièrement renouvelés en fonction des chantiers engagés, et mêlant « statuts » différents ainsi que des compétences variables ;
- des échanges réguliers entre les quatre axes de recherche, et en particulier le fait que la plupart des chercheurs ne restent pas cantonnés

à un seul de ces axes : non seulement des séminaires transversaux ont vocation à favoriser les discussions inter-axes, et la circulation des compétences, mais, en fonction des sujets, des groupes de travail se forment, à échéance variable. Personnellement, pendant longtemps, j'ai été associé *de facto* à trois de ces axes, et plus récemment j'ai même été sollicité par le quatrième ; et je ne suis pas seul dans ce cas ;

– et l'inscription des recherches dans la longue durée, ce qui permet d'échapper aux dérives d'approches précipitées et souvent techno-déterminées, encore fréquentes en Information – Communication.

Ce positionnement est-il productif de connaissances, et particulièrement de connaissances significatives, ayant marqué des avancées assez décisives en SIC ? Le bilan précis n'en a pas été effectué, du moins sous cet angle, y compris lors de la dernière préparation du Plan pluriannuel. Et il excède l'objectif de ce papier. Mais ma réponse est incontestablement positive. Des manifestations de ces avancées, j'en trouve aussi bien dans des articles, des rapports de recherche, des résultats de colloques, des mémoires de recherche doctorale ou des mémoires en vue de l'habilitation à diriger les recherches. En voici trois exemples parmi d'autres, qui aident à éclairer cette démarche :

– si pendant longtemps la plupart des chercheurs du Gresec ont partagé, non sans prises de distances certaines, la problématique ouverte par la dite « sociologie française des usages » des Tic, voici près d'une dizaine d'années, la perspective interdisciplinaire et interdimensionnelle présentée ci-dessus a débouché sur une critique argumentée de cette approche, insistant sur la nécessité de relier ces travaux avec ceux portant sur les stratégies de la communication ainsi que les stratégies de publicisation et de médiatisation ;

– de même, des articulations ont été mises en évidence entre le cycle de la valeur de filières d'industries culturelles (musique enregistrée, cinéma et audiovisuel) de la création à la consommation et aux usages, avec l'émergence des nouveaux dispositifs numériques d'accès aux productions ;

– enfin, la relation désormais régulièrement recherchée entre les productions de la filière info-documentation avec les multiples formes d'usages auxquels elle donne lieu dans des cadres professionnels bien spécifiés, est une tendance nette qui illustre bien la coopération inter-axes celle-ci étant devenue progressivement une marque forte du laboratoire Gresec.

Ce projet d'une interdisciplinarité en action se poursuit ; il n'est pas indépendant de modalités organisationnelles spécifiques ; et il est en rapport avec des bases théoriques qui se sont progressivement précisées, au sein de l'ensemble des SIC.

INFORMATION, COMMUNICATION ET IMAGES D'ASTROPHYSIQUE : LE PROJET CYBELE

JEAN-STÉPHANE CARNEL

Né dans le cadre d'un projet Peps (Projets Exploratoires Premier Soutien), co-financé par le CNRS et la COMUE de Grenoble Alpes, le projet Cybele réunit deux unités de recherche, l'une est issue des Sciences de l'Univers (SU) : l'Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG) et l'autre, le Gresec-qui porte le projet. S'inscrivant dans la politique scientifique interdisciplinaire des projets Peps, le projet Cybele vise à analyser les modes de sélection des données scientifiques visuelles produites par les SU. L'objectif est d'améliorer la communication des avancées scientifiques produites par les SU, d'appréhender dans quelle mesure elles sont transmissibles par le biais des images et, de cette façon, aller vers la valorisation de ce patrimoine visuel pour en améliorer l'exploitation par les scientifiques et l'appropriation par le public.

Partant du constat que, parmi l'ensemble des disciplines scientifiques, les SU bénéficient de la plus importante exposition dans les médias audiovisuels (notre étude montre qu'elles représentent 18 % des sujets scientifiques traités dans les JT de 20 h de France 2 en 2013³) et, fort des récentes recherches menées en SIC sur la diffusion des images, le projet Cybele ambitionne de modéliser le processus de traitement des images issues des SU en se concentrant sur les critères implicites et explicites de sélection des données visuelles lors des différentes étapes de leur traitement documentaire. Ceci afin de proposer des indicateurs communs pour anticiper les modes de communication et intégrer ces éléments dans les pratiques de gestion de données par les chercheurs en SU.

Dès lors, l'objectif du projet Cybele est l'émergence d'une problématique de recherche entre les SU et les SIC autour d'un objet commun : les images scientifiques et techniques, à partir de deux axes de réflexions liés :

1. l'étude de la gestion documentaire des objets visuels issus des technologies récentes utilisées par les SU et la confrontation des concepts des deux disciplines autour du statut de l'image scientifique ;

2. l'analyse des modes de circulation, de valorisation et d'appropriation de « l'image » par la communauté scientifique et par le grand public, à partir de trois objets : les aurores polaires, les comètes et les exoplanètes.

En effet, la diffusion au public d'une image produite par les SU est l'aboutissement d'un long processus de sélection (au niveau de l'outil de captation, au niveau du chercheur, au niveau des outils de gestion documentaire, au niveau du média...). Si les critères scientifiques devraient être essentiels, notre étude montre qu'ils sont également d'ordre technique et documentaire. C'est pourquoi, la question de l'archivage et de la mise à disposition des fonds est centrale. Nous constatons qu'en fonction de leur origine, ces images sont stockées sous différentes formes (classiquement jpg, tiff, mais également sous forme textuelle ascii, etc.) en vue d'être réutilisées et partagées à plus ou moins grande échelle. La question de leur hétérogénéité de format, source, finalité, qui fait aussi leur richesse, est d'autant plus régnante que, dans les SU, les outils d'analyse des données évoluent rapidement. Un ensemble de données inexploitable actuellement peut révéler des informations pertinentes dans le futur, si et seulement si, les chercheurs les retrouvent dans leurs bases de données.

D'autant plus que les chercheurs en SU stockent souvent leurs images sur des disques durs personnels. Seules certaines sont mises en commun dans des bases de données métier (ex. : GhoSST²). Ce patrimoine hétérogène est éparé, ce qui rend cette matière particulièrement complexe à gérer. Ainsi, dans de nombreuses organisations, l'immatérialisation rapide du travail a eu pour effet de voir fleurir de nombreuses applications détournant le système d'information officiel. Venant d'initiatives isolées, elles se sont agrégées autour du système central de manière connexe mais non reliée, souvent au détriment d'une certaine cohérence.

À ce stade de nos recherches, les critères de typologie, sélection et de description mis en avant par les gestionnaires de fonds d'images scientifiques (documentalistes, chargés de communication d'observatoire, chercheurs en SU...) sont déclaratifs et il conviendra de les confronter avec les pratiques réelles. Surtout, ce travail nous a permis de pointer que les instituts de gestion d'images scientifiques peinent à accéder aux images produites dans les laboratoires. Leurs fonds sont le plus souvent constitués à partir d'images identifiées dans des communiqués de presse des laboratoires et/ou à partir de leur propre tournage sur place. Par ailleurs, lorsque les chercheurs déposent leurs images dans des services spécialisés, ils le font par lots, souvent très

conséquents, posant ainsi le problème du temps de gestion de ces fonds et de l'identification des éléments présents sur les images.

Ces difficultés liées au traitement documentaire ont des répercussions sur le réemploi de ces fonds visuels, pour les scientifiques eux-mêmes mais également pour les acteurs médiatiques.

Le second volet de notre étude porte sur la résonance médiatique des phénomènes spatiaux que nous avons sélectionnés : aurores polaires, comètes et exoplanètes. Nous comparons leur importance médiatique (nombre de sujets, temps d'exposition médiatique...) avec l'importance scientifique de ces événements. Cette analyse permet de définir des critères de comparaison entre les deux disciplines scientifiques. Les événements astronomiques majeurs pour le champ scientifique sont-ils les mêmes que pour les médias ?

Ces trois objets d'étude nous permettent de prendre en compte des phénomènes de plus en plus éloignés de notre planète et, lié à cet éloignement, des techniques d'imagerie directe qui fournissent de moins en moins de visuels. Nous étudions la présence de ces trois objets dans les productions médiatiques à partir de trois corpus de base : les aurores polaires sont interrogées en fonction de leur présence sur le web et en particulier sur la plateforme de partage vidéo Youtube (2013-2014), les comètes sont questionnées principalement à partir de leur place dans les journaux télévisés et nous focalisons notre étude sur la mission Rosetta dans laquelle l'IPAG est impliqué (2002-2014) et les exoplanètes sont étudiées via leur mise en scène dans la presse magazine et en particulier dans *Sciences & Vie* (1991-2014).

Les principaux résultats obtenus sont méthodologiques par le croisement des approches des deux disciplines. La notion de « vérité terrain » utilisée par SU est intégrée aux outils méthodologiques (sémiologiques) des SIC. Cette approche permet de re-questionner le statut de l'image dans la sphère scientifique, mais aussi, et surtout, médiatique ; car l'étude a montré que les images produites sont presque toujours retouchées sans que cela ne soit systématiquement signalé aux instances les utilisant par la suite (cellules de communication des laboratoires, services d'archives scientifiques, médias, etc.). Si la modification d'une image pour mettre en valeur l'aspect étudié ou pour réduire des éléments entraînant du bruit a un intérêt scientifique compréhensible, la diffusion de ces images peut véhiculer des représentations erronées pour les non spécialistes (exemple fallacieux du modèle « boule de neige » pour les comètes)

Finalement, ces questionnements nous ont permis de reformuler nos hypothèses de départ sur le traitement documentaire et de pointer des impensés de la chaîne documentaire des images des SU, en vue d'une exploitation scientifique ultérieure et médiatique. De cela découle une modélisation des différentes étapes de ce traitement que nous testerons dans le cadre de la refonte de la base GhoSST et de la mise en place prochaine de la photothèque de l'OSUG.

Conjointement aux études par les membres de Cybele, qui feront l'objet de publications en 2015 et en 2016, ce projet a impliqué des étudiants de Master audiovisuel et de Master écriture multimédia dans la réalisation d'un web-documentaire sur les questionnements liés à ce projet. Cette production sera disponible en ligne en avril 2015³. Cette plateforme sera également utilisée pour diffuser les interventions réalisées lors de la journée d'études « Cybele » qui fut organisée les 20 et 21 novembre 2014.

Au terme de ces premiers mois de travaux communs, il est maintenant clair pour nous que l'apport de leurs regards croisés sur leurs pratiques de structuration de l'information par les deux disciplines constitue le point central de ce travail de recherche exploratoire. Les SU bénéficient de l'expertise des SIC pour leur traitement des documents visuels. Les SIC appréhendent ce terrain sémiotique qui échappe, de par sa nouveauté, à leurs concepts opératoires actuels. De ce fait, cette collaboration est particulièrement fertile et la confrontation de ces deux disciplines oblige, par de nombreux aspects, à repenser la place de l'image scientifique dans la recherche et dans la société et, donc, impacter les méthodologies de travail de ces deux champs disciplinaires.

Notes

1. Étude réalisée à partir des bases de données de l'INA. La robotique se place deuxième avec 14 % des sujets scientifiques du JT de 20 h de France 2 en 2013 et la biologie/médecine se place troisième avec 8 %.

2. Base de données regroupant les données expérimentales et spectrales de solides d'intérêt planétologique et astrophysique produites à l'IPAG, <http://ghosst.osug.fr/>.

3. Site web du projet Cybele (Web-documentaire « Cybele ») : <http://cybele.gresec.fr> (disponible en avril 2015).

SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET INTERDISCIPLINARITÉS RADICALE : LE PROJET COGIS, COMMUNICATION, GÉOSCIENCES, INONDATIONS, SÉISMES

BENOÎT LAFON

Le projet financé CoGIS (acronyme de Communication, Géosciences, Inondations, Séismes), obtenu auprès du CNRS en 2013, s'est intéressé à l'évolution de la construction sociale de catastrophes par des méthodologies pluridisciplinaires (sciences de l'information et de la communication – Gresec, sismologie – ISTERre et hydrométéorologie – LTHE). Empiriquement, il s'est agi de réaliser une étude comparée de séismes et d'inondations au cours des 50 dernières années, à travers une approche croisant différentes échelles spatio-temporelles, avec une focalisation sur deux terrains actuels (séisme de L'Aquila ; crues du Gard). Là résidait l'intérêt d'un tel projet, dans une perspective parfois qualifiée d'« interdisciplinarité radicale », qui consiste à croiser et à coordonner des approches disciplinaires fortement distinctes dans une méthodologie commune afin d'étudier un objet commun.

L'objectif premier du projet CoGIS a été ainsi de définir une approche et une méthodologie interdisciplinaires, au croisement des géosciences (sismologie, hydrométéorologie) et des SIC (sciences de l'information et de la communication). Le parti pris a été de considérer que les événements médiatiques (caractérisés par des productions), comme les événements géophysiques, peuvent être pensés en fonction de leur étendue, de leur temporalité. Ceci a amené l'équipe du projet, constituée de sismologues, hydrométéorologues et chercheurs en SIC, à constituer une approche fondée sur des échelles spatio-temporelles.

Pour les SIC, 3 niveaux partiellement superposés de productions médiatiques ont été identifiés : à une échelle spatio-temporelle réduite (niveau local-synchronique) se trouvent les productions journalistiques immédiates du quotidien, à une échelle intermédiaire des

productions principalement journalistiques intégrant une dimension mémorielle ou d'analyse *a posteriori* (mix de productions journalistiques et médiatiques avec recul sur l'événement, de type magazine et documentaire) et enfin à une échelle supérieure, des productions médiatisées macro-culturelles (productions essentiellement artistiques et industrielles de type documentaire ou fictionnel).

Parallèlement à ces échelles en SIC, des échelles comparables ont été identifiées en hydrométéorologie (de la crue rapide aux événements saisonniers puis au climat) et en sismologie (du séisme aux récurrences sismiques puis à la tectonique). Cette recherche d'approches croisées d'objets communs, à savoir l'événement catastrophique, s'est déroulée en deux temps, correspondant au double objectif du projet CoGIS :

- définition de concepts communs aux géosciences et aux SHS : mise en parallèle et établissement de liens entre les échelles spatio-temporelles des événements géophysiques et socio-discursifs ;
- production et croisement d'indicateurs en géosciences et en SIC, afin de penser les dynamiques d'échanges entre les occurrences géophysiques et les occurrences sociales, et entre les diverses échelles.

Au terme de cette démarche exploratoire, trois diagrammes ont été construits de manière coordonnée : un diagramme des dynamiques géophysiques (sismologie et hydrométéorologie en l'occurrence) ; un diagramme regroupant des dynamiques sociales (étudiées par l'hydrométéorologie concernant les crues par exemple, ou les SIC concernant les problématiques de communication publique) ; un diagramme des dynamiques médiatico-culturelles, regroupant les productions médiatiques « grand public » destinées aux populations (concept des géosciences), qui sont aussi des publics (concept des SIC). En définitive, deux grandes catégories de productions médiatiques ont été considérées, dans leur croisement avec les événements géophysiques : les productions *in vivo* (reportages de journaux télévisés relatifs à certains événements catastrophiques, crues et séismes, vidéos postées sur YouTube) et les productions *a posteriori* (magazine et documentaire télévisé traitant a posteriori de certains événements catastrophiques, productions documentaires spécifiques analysées, telles que les films de Haroun Tazieff). Les éléments analysés furent les suivants :

- productions journalistiques immédiates : analyse quantitative sur les jours suivants une catastrophe de sa médiatisation par les journaux télévisés, par youtube et par les publications de Web journalisme. Plusieurs tableaux croisés dynamiques ont ainsi été construits

afin de dégager des indicateurs quantitatifs de couverture médiatique. Ces indicateurs ont été ensuite croisés avec des données géophysiques (exemple de données croisées : nombre de reportages / pluviométrie). Ceci a permis de caractériser la résonance médiatique à la suite des événements géophysiques, et donc de mieux comprendre la dynamique des événements sociaux.

– Productions médiatiques *a posteriori* : construction de deux corpus relativement fermés pour saisir comment une mémoire sur les catastrophes se met en place, à la télévision et sur les sites de vidéo en ligne. Pour la télévision, établissement d'un corpus sur la base des archives de l'Ina regroupant les magazines et documentaires diffusés depuis les années 1950, abordant la question des séismes et des inondations. Un second corpus, centré sur le temps long et la production artistique, a été construit autour des documentaires réalisés par Haroun Tazieff, ce qui a permis de mettre à jour des questions importantes sur la conservation et la mise en valeur de ce fonds documentaire patrimonial, largement inexploité jusqu'à ce jour.

Au final, un tel projet interdisciplinaire permet de développer la compréhension des intermédiations entre l'événement géophysique et ses traductions info-communicationnelles, et de mieux relier la question du social à son infrastructure physique (géophysique en l'occurrence). Il s'agira dans une phase ultérieure du projet d'identifier les dynamiques sociales multiples à l'œuvre lors d'un événement catastrophes. Il s'agira notamment d'identifier un certain nombre d'intermédiaires entre l'occurrence géophysique et les occurrences médiatiques qui en découlent. Ce faisant, on pourra mieux caractériser la construction sociale des « catastrophes ».

EXPÉRIENCES, ENQUÊTES

HUMANITÉS DIGITALES, LA MESURE DES LITTÉRATIES

OLIVIER LE DEUFF*

L'intérêt pour les humanités numériques ou digitales¹ peut se comprendre comme une opportunité qui consiste à mieux saisir les potentialités du numérique pour faire évoluer la recherche et l'enseignement. Seulement, il ne s'agit pas d'une évolution marginale qui découlerait d'une lente évolution des pratiques académiques. Il est probable qu'il faille davantage y voir une transformation progressive des milieux de savoir aussi bien au niveau documentaire (corpus, documents d'études, documents de travail, données recueillies, etc.) qu'au niveau organisationnel (nouveaux modes de fonctionnement, gestion de projet avec des aspects numériques, modification des méthodes de transmission et d'apprentissage, évolution des lieux de savoir et des hiérarchies traditionnelles tant humaines que disciplinaires).

Cet article s'inscrit dans le prolongement de deux projets :

- le projet Humanlit (Humanités numériques et littératies) soutenu par l'ISCC en 2012 et qui s'est achevé en 2014 avec d'ailleurs la parution d'un ouvrage consacré aux humanités digitales (Le Deuff, 2014)
- le projet Hubic (Humanités digitales et Bibliothèques, des Compétences à identifier) qui va s'achever en 2015 avec une orientation plus ciblée autour des professionnels des bibliothèques.

Nous allons présenter ici quelques résultats de l'enquête Humanlit, tandis que celle pour Hubic est en cours. L'enquête Humanlit a surtout tenté de mettre en avant certains points saillants au niveau des débats réguliers qui ont lieu parmi les acteurs des humanités digitales. L'ensemble des résultats est disponible en ligne et réutilisable du fait de la licence CCo².

Nos objectifs étaient au travers de ces projets de mieux prendre en compte la mesure de ce qui était en train de changer, notamment en considérant que le phénomène des Humanités digitales possède un caractère fort en matière de transformation. Nous avons donc tenté de mesurer en quoi les humanités digitales peuvent être réellement

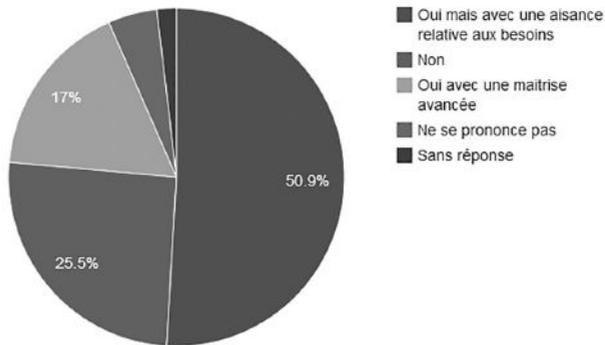
* Université de Bordeaux
Montaigne, MICA.
Oledeuff@gmail.com

considérées comme un « alien » qui allait poursuivre son expansion de façon inéluctable en opérant une modification de son milieu de réception pour pouvoir accroître plus aisément son développement comme l'annonçait de façon originale et provocatrice, le chercheur américain Alan Liu³. Nous avons privilégié l'observation du changement au niveau des individus, et notamment dans un premier temps en ce qui concerne les chercheurs, et plus particulièrement les chercheurs déjà impliqués dans le mouvement des humanités digitales. Le choix s'est donc porté sur la communauté d'initiés et d'actifs du domaine afin de mieux comprendre quelles étaient notamment leurs évolutions en matière de compétences. Volontairement, nous avons privilégié le concept de littératie qui permet de dépasser la vision souvent erronée du terme de compétences, trop souvent réduit à son seul aspect procédural. La littératie offrait plus de perspectives notamment pour un public de chercheurs, en rappelant une origine lettrée dont les prérogatives s'accroissent du fait d'une convergence numérique, au point d'évoquer une translittératie⁴ qui renvoie dès lors à la somme des compétences requises pour le développement de la transdiscipline décrite par le manifeste des *Digital Humanities* :

*Les digital humanities désignent une transdiscipline, porteuse des méthodes, des dispositifs et des perspectives heuristiques liés au numérique dans le domaine des Sciences humaines et sociales.*⁵

Dès lors, nous avons tenté d'esquisser plusieurs pistes quant aux nouvelles littératies mobilisées par les chercheurs dans les humanités digitales afin de mieux déterminer la teneur de cette translittératie (Le Deuff, 2014b). En premier lieu, arrive fréquemment la mise en avant de capacités à se confronter à des nouveaux logiciels voire à coder. Cette relation aux langages de programmation n'est pas nouvelle, elle se retrouve déjà dans les premiers débats autour des *humanities computing*, l'ancêtre des humanités digitales et fut même abordée par Emmanuel Le Roy Ladurie dans sa prophétie « L'historien de demain sera programmeur ou il ne sera plus »⁶. Certains chercheurs ont pris position en faveur des capacités à coder. C'est le cas de Dan Cohen, l'ancien directeur du *Roy Rosenzweig Center for History and New Media* de l'université George Mason et actuel directeur de la bibliothèque publiques américaine qui a défendu l'intérêt du code sur son blog. Cependant, cette question du code est trop simpliste tant les langages de programmation sont divers et qu'il est impossible évidemment de les maîtriser tous. Par conséquent, il apparaît qu'il convient surtout que cette connaissance de la programmation soit relative aux besoins et qu'elle fasse plutôt partie intégrante d'une culture numérique, bien plus vaste que la capacité à savoir coder ou encoder dans tel ou tel langage. Dans les débats auxquels nous avons

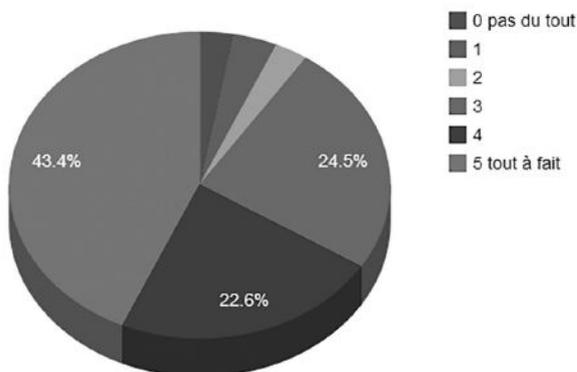
assisté sur cette question, beaucoup notaient que certains pionniers avaient appris à maîtriser un langage informatique et qu'ils ne souhaitaient plus en changer depuis. Cela revient donc à dire que la formation à ce niveau doit se penser de façon continue, mais aussi collaborative de façon à mobiliser les différentes compétences au sein de projets communs.



Faut-il savoir programmer pour appréhender les HD en tant qu'objet de recherche ou méthode de recherche ?

La dynamique d'un changement profond semble partagé, ce qui doit interroger également les SIC dans l'étude de cette métamorphose notamment du chercheur tant il s'agit de comprendre quelles sont les compétences informationnelles et communicationnelles désormais requises, mais aussi organisationnelles. Devant la somme de compétences potentielles, il apparaît assez nettement que ce sont des capacités relationnelles et de dialogues qui deviennent essentielles afin de pouvoir travailler collectivement entre chercheurs de disciplines et de spécialités différentes, mais aussi en mobilisant diverses professions comme des ingénieurs, des bibliothécaires ou des archivistes par exemple. S'il est impossible pour le chercheur de tout maîtriser des environnements numériques, c'est bien la capacité à comprendre qui sera le mieux placé pour l'aider dans son travail qui devient prépondérante notamment pour mettre en place un dialogue fructueux. S'il est bien un point que mettent en avant les humanités digitales, c'est que le chercheur ne peut demeurer isolé et qu'il lui faut tendre la main.

Ce sentiment de transformation du métier ressort très nettement de notre enquête. Missions, manières de travailler, méthodes de recherche et d'enseignement, la mutation est très majoritairement ressentie.

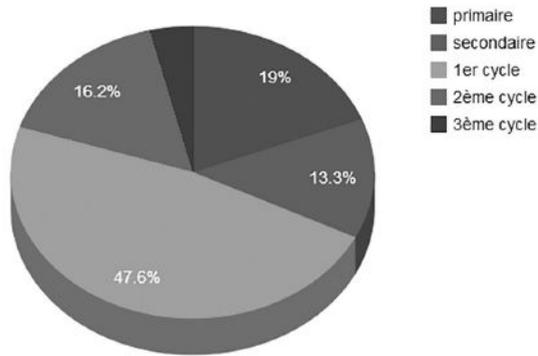


Au regard des enjeux soulevés par les DH, pensez-vous que le métier de chercheur ou d'enseignant chercheur est en train d'évoluer ?

Cette question de la mutation des chercheurs n'est pas nouvelle non plus, nous l'avions déjà évoquée avec Gabriel Gallezot il y a quelques années à propos des possibilités offertes par le web 2.0 en se demandant s'il fallait entrevoir l'existence future de chercheurs 2.0 (Gallezot, Le Deuff, 2009). Désormais, l'interrogation va plus loin au niveau des compétences, car il s'agit de maîtriser des enjeux numériques plus complexes tant au niveau de la pratique de nouveaux logiciels, qu'au niveau de l'analyse qu'ils requièrent. Quelque part, il s'agit de plus en plus d'aller comprendre qui sont les nouveaux lettrés du numérique (Cormerais et Le Deuff, 2014)

Quelle place pour les SIC ?

Plusieurs éléments doivent interroger les SIC, notamment les questions liées à la formation. En effet, le positionnement des SIC vis-à-vis des contenus d'enseignement, mais aussi de l'apport disciplinaire à une transdiscipline en construction implique des réflexions et des choix stratégiques opportuns. Au niveau de la formation, les aspects traitement de l'information et traitement du document sont essentiels au niveau des humanités digitales et constituent autant des savoir-faire professionnels que des réflexions scientifiques. En effet, plusieurs aspects sont déjà abordés par les SIC, notamment les questions liées à la technique et aux médias. Dès lors, si la question d'une formation plus précoce aux humanités digitales est évoquée et mise en avant parmi les réponses de l'enquête, il convient de s'interroger sur les contenus à transmettre et la place des SIC dans ces contenus.



À quel niveau de formation pensez-vous qu'il faille commencer à intégrer des formations aux DH ?

Bibliographie

Cormerais Franck, Le Deuff Olivier (2014). Le lettré du numérique dans la reconfiguration du savoir contemporain. Intervention à *Digital Intelligence, Nantes 2014*. Disp sur : http://www.univ-nantes.fr/servlet/com.univ.collaboratif.util.LectureFichiergw?CODE_FICHER=1415428057047&ID_FICHE=717841

Gallezot Gabriel, Le Deuff Olivier (2009) "Chercheurs 2.0 ?", *Les Cahiers du Numérique. "Enjeux actuels de la communication scientifique"*. Paris Hermès-Lavoisier, vol.5, n° 2, p. 15-3

Le Deuff, Olivier. (2014) *Le temps des humanités digitales*, fyp éditions

Le Deuff Olivier. (2014b) « Translittératie et transmédia », *Les Cahiers du numérique* 3/ 2014 (Vol. 10), p. 55-72.

Notes

1. On a choisi à Bordeaux de parler plutôt d'humanités digitales que d'humanités numériques. C'est également le choix effectué par nos collègues suisses. Le choix demeure toutefois polémique, mais ce ne sera pas l'objet ici.

2. Les résultats sont disponibles en ligne. < <http://humanlit.hypotheses.org/206>>

3. Alan Liu, « Digital Humanities and Academic Change », *English Language Notes*, vol. 47, 2009, p. 17-35

4. La translittératie est ainsi définie comme "l'habileté à lire, écrire et interagir par le biais d'une variété de plateformes, d'outils et de

moyens de communication, de l'iconographie à l'oralité en passant par l'écriture manuscrite, l'édition, la télé, la radio et le cinéma, jusqu'aux

réseaux sociaux". Thomas, Sue et al. (2007) "Transliteracy: Crossing divides." *First Monday*, Volume 12 Number 12 — 3 December 2007, disp. sur : <<http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/viewArticle/2060/1908>>

5. Dacos, Marin. "Manifeste des Digital humanities". ThatCamp Paris 2010, mars 26, 2011. <<http://tcp.hypotheses.org/318>>.

6. L'article original où apparaît cette citation fut publié dans *Le Nouvel Observateur*, le 8 mai 1968 ; il a ensuite été reproduit sous le titre "L'historien et l'ordinateur".

MONDES PROFESSIONNELS

CONSORTIUM ENTREPRENEURIAT : LE PILOTAGE DE SIX ACTIONS DE RECHERCHE EN NORD-PAS-DE-CALAIS

PASCAL PHILIPPART* & ISABELLE KUSTOSZ**

Dès le début des années 2000, le Conseil Régional NPDC a initié une politique de développement de la recherche en entrepreneuriat. Sa volonté actuelle est de la renouveler et de l'amplifier. Ainsi en 2013 la région Nord-Pas-de-Calais est la première région française récompensée par le label « Région européenne entrepreneuriale ». Ce label, instauré en partenariat avec la Commission européenne, est attribué aux régions de l'Union Européenne qui, « quelles que soient leur taille, leur richesse ou leurs compétences, se distinguent par des visions entrepreneuriales d'exception ». Dans ce contexte, plusieurs équipes régionales de chercheurs en entrepreneuriat se sont constituées en un consortium placé sous l'égide de l'IAE Lille. Le consortium rassemble une trentaine de chercheurs de neuf établissements de la région autour de six actions de recherche.

Pourquoi faire de la recherche en Entrepreneuriat ?

Avec le développement des entreprises existantes et l'implantation d'entreprises extérieures, la création est la troisième grande source d'emplois. La recherche en entrepreneuriat se doit donc de questionner les modalités économiques du développement de notre région, ainsi que les politiques publiques qui y sont déployées. Les résultats attendus sont susceptibles d'avoir de nombreuses répercussions pratiques et d'orienter à ce titre les stratégies de politique économique, notamment dans le cadre de la Stratégie Régionale Initiatives et Entrepreneuriat (SRIE). Bien plus qu'un observatoire compilant données et statistiques, le Consortium Entrepreneuriat a pour ambition de produire une recherche multidisciplinaire, en grande partie qualitative et longitudinale, sur des terrains régionaux variés, et tournée vers les acteurs impliqués. Les problématiques qui animent le champ de l'entrepreneuriat sont nombreuses et sans cesse enrichies. Elles portent sur la personne de l'entrepreneur, son accompagnement, le processus entrepreneurial, la sensibilité à l'esprit d'entreprise, les

* Professeur, Directeur de l'IAE Lille

** Docteur en Sciences de Gestion, IGR.
Pour le Consortium Entrepreneuriatm

politiques publiques, etc. La pluralité des thématiques atteste l'importance des enjeux pour une société en mouvement.

Au sein de l'université de Lille 1, l'IAE Lille est un pôle majeur de recherche et de formation au management. Espace de compétences et de projets, vivier des futurs acteurs de l'économie, l'IAE est également un centre de ressources pour les cadres, les entreprises et la cité. À Lille, il accueille plus de 2 000 étudiants en formations initiale, continue ou en alternance. Il leur propose plus de trente parcours pédagogiques, avec pour dessein de former des experts dans les différentes disciplines de gestion (marketing, finance, audit, gestion des ressources humaines, management par projets, entrepreneuriat). La recherche en entrepreneuriat y est soutenue, en lien notamment avec le laboratoire Lille Économie et Management (UMR CNRS). Les initiatives entrepreneuriales font l'objet d'accompagnement dans le cadre de cursus diplômants dédiés, de type licence professionnelle ou master, ainsi que dans l'antenne du HubHouse présente au sein de l'Institut.

Coordonner l'action de l'ensemble des partenaires autour de six programmes de recherche

Le Consortium Entrepreneuriat regroupe des chercheurs de Lille 1, Lille 2, Lille 3, de l'UVHC, l'ULCO, la FUPL, de l'École centrale de Lille, HEI et Skema, rattachés aux laboratoires régionaux, LEM, CLERSE, CEL.LAB, CIREL, GERIICO, C3E en collaboration avec des partenaires tels que l'Université de Louvain la Neuve, l'Université Laval de Québec, l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne...

Les six programmes de recherche sont présentés ci-dessous.

G2R2H. Les HubHouses des universités du Nord-Pas-de-Calais : Publics, dispositifs d'appui, effets induits.

Équipe de recherche : LEM – UMR 8179 (sciences de gestion), CIREL – EA 4354 (sciences de l'éducation), GERIICO – EA 4073 (sciences de l'information et de la communication)

En matière de développement de l'entrepreneuriat auprès des jeunes et plus particulièrement des étudiants, les HubHouses sont des espaces d'initiatives et de projets portés par le Conseil Régional et les établissements universitaires régionaux. Ils ont un rôle de catalyseur et de développement d'idées pour les étudiants : que s'y joue-t-il alors en termes d'accompagnement, d'effets sur les étudiants et sur leur trajectoire personnelle et professionnelle ? La recherche poursuit plusieurs objectifs. Elle vise à :

- Mieux connaître les publics des Hubhouses, i.e. comprendre les enjeux professionnels des étudiants qui les intègrent, avec quelles attentes et dans quelles perspectives professionnelles.
- Cartographier l’offre d’accompagnement dispensée par chacun des Hubhouses en région et identifier l’influence de l’environnement institutionnel et des dispositifs d’accompagnement existants.
- Concevoir et expérimenter des outils et des méthodes adaptées au fonctionnement des Hubhouses, tout en développant des interfaces avec l’ensemble des actions engagées au titre de l’entrepreneuriat et de l’insertion professionnelle.
- Évaluer les effets induits par l’existence des Hubhouses, en étudiant la transformation des perceptions, des postures, des apprentissages réalisés jusqu’à l’entrée dans la vie professionnelle.

De manière transversale, cette étude doit contribuer à construire un lien entre les pratiques pédagogiques des enseignants et enseignants-chercheurs, notamment dans le cadre de cursus diplômants, et les prises d’initiative économique des étudiants.

AIECA : Acteurs de l’Initiative Économique et de la Création d’Activités. Comprendre la dynamique de l’entrepreneuriat solidaire, alternatif, contributif.

Équipe de recherche : LEM – UMR 8179, CLERSE – UMR 8019, Université Catholique de Louvain, CoRoutine et Imagination For People

Le dessein de cette recherche est de comprendre la prise d’initiative économique dans le contexte de l’économie solidaire et contributive, les processus sociaux qui contribuent à ces prises d’initiatives, ainsi que les formes d’organisation collective, les lieux et dispositifs qui les facilitent.

Les dispositifs d’aide et d’accompagnement actuellement les plus connus et soutenus par les pouvoirs publics focalisent leurs actions et en évaluent l’impact en relation avec des grandes catégories sociales (les jeunes, les femmes, les territoires). Ils privilégient des démarches individuelles et laissent dans l’ombre des acteurs collectifs et des formes d’action intermédiaires qui correspondent à des communautés réelles, professionnelles ou relationnelles, plus ou moins identifiées et organisées en tant que telles. Ces acteurs collectifs constituent pourtant des milieux potentiellement créateurs d’activités. Ils organisent en effet des actions, des « événements » qui correspondent de fait à des démarches spécifiques d’appui et d’accompagnement de la création d’activités qui méritent d’être analysés. Ces collectifs émergents et les événements qu’ils organisent font la plupart du temps référence à l’économie sociale, solidaire, à l’économie dite collaborative

ou contributive qui vient ici relayer et enrichir l'action publique tout en s'insérant de façon dynamique dans l'économie de marché.

XY : L'étude des nouvelles générations d'entrepreneurs X (35-44 ans) et Y (18-34 ans) en Nord-Pas De Calais. Enjeux et défis

Équipe de recherche : CEL-LAB de l'ULCO et le Laboratoire d'entrepreneuriat et d'innovation – Chaire d'Entrepreneuriat et d'Innovation, Université Laval, Québec

L'intérêt mitigé des jeunes pour une carrière entrepreneuriale est susceptible d'être le fruit d'un changement de mentalité, perceptible au travers des valeurs épousées par les nouvelles générations X et Y. À la lumière de ce qui est généralement véhiculé, on peut s'étonner que les membres de ces deux générations délaissent l'entrepreneuriat. Ils présentent en effet plusieurs traits généralement associés aux entrepreneurs, tels que le désir d'autonomie, la créativité, l'estime de soi et la débrouillardise. Par contre, ils ne valorisent pas autant le travail et la réussite financière que la famille et les loisirs, ce qui peut expliquer leur hésitation à s'embarquer dans un projet d'entreprise, du moins selon le modèle d'affaires traditionnel. Ils ne voient vraisemblablement pas d'attrait à travailler sans relâche pour acquérir une entreprise, sacrifiant au passage loisirs et vie de famille. En effet, même au-delà de la période de démarrage, l'entrepreneur « traditionnel » continue à investir des heures incalculables dans son entreprise, qui devient pour ainsi dire son « bébé ». Est-ce que ce modèle traditionnel d'entrepreneuriat rebute effectivement les nouvelles générations et les détourne de cette voie ? Ont-ils développé d'autres façons de mettre sur pied et faire croître une entreprise, d'autres modèles d'affaires ? Ont-ils trouvé d'autres formes d'expression de leur esprit entrepreneurial ? Vu l'importance qu'ils accordent à l'action collective, il est permis de croire que l'entrepreneuriat social puisse aussi les attirer. On peut alors se demander comment sont accueillis les projets entrepreneuriaux non fidèles au modèle traditionnel par les différents intervenants et parties prenantes. Ainsi, un projet dont l'objectif principal n'est pas la maximisation des profits réussira-t-il à trouver du financement ? Recevra-t-il l'aide et le support nécessaire à sa réalisation ? Et est-ce que son porteur aura été formé adéquatement pour mener à bien son projet ? Quels sont les missions et les rôles des leaders territoriaux à leur égard ? Voilà autant de questions que cette recherche a l'ambition de traiter. Les résultats devraient permettre de faciliter la prise d'initiative, le démarrage et la réussite entrepreneuriaux des générations X et Y.

Entrepreneuriat féminin : Outils et politiques de promotion de l'entrepreneuriat féminin au regard de la diversité des femmes entrepreneures.

Équipe de recherche : IAE Lille et SKEMA Business School

Cette étude cherche à comprendre la diversité des publics au sein de la population des femmes entrepreneures. Une précédente étude a été conduite auprès de 41 femmes créatrices dans la région Nord-Pas de Calais, souvent très diplômées et ayant un passé professionnel riche d'expériences et formateur en compétences pour la création. Ces femmes créatrices sont à la tête d'entreprises tout à fait pérennes. Toutefois, elles ne représentent pas toute la population des femmes créatrices. Il s'agit aujourd'hui d'étudier des populations de femmes ne bénéficiant pas d'un capital culturel, social et/ou économique favorable à un engagement dans un projet entrepreneurial ou encore des femmes en situation de précarité et qui créent par nécessité. L'intérêt de cette approche est de mettre au jour les multiples situations et réalités des femmes entrepreneures, dont la démarche entrepreneuriale peut se lire soit comme une transition biographique, soit comme une bifurcation biographique. Comprendre cette diversité des situations est un préalable nécessaire à la mise en œuvre efficiente de politiques et d'outils de promotion et d'accompagnement de l'entrepreneuriat. Cette compréhension des problématiques spécifiques des différentes populations de femmes entrepreneures doit également permettre des comparaisons intergroupes. Ces connaissances existent et sont maîtrisées par les acteurs du terrain (institutions, associations, réseaux etc.). Or pour l'instant, elles n'ont pas été retranscrites, ni analysées dans une perspective scientifique et académique.

Sont visés les pratiques et outils couvrant l'ensemble du processus entrepreneurial, c'est-à-dire de la sensibilisation des jeunes filles, à l'accompagnement dans la création puis le suivi dans le développement de l'entreprise créée. L'ambition de cette recherche consiste à couvrir l'ensemble des pratiques et politiques mises en œuvre durant tout le processus entrepreneurial et à repérer ce qui se passe pour les différentes populations de femmes.

Entreprises et dirigeants issus des incubateurs liés à la recherche et à l'innovation

Équipe de recherche : LEM-UMR 8179, IAE Lille, IUT A, UVHC Valenciennes

Les incubateurs sont apparus dans les années 80 avec comme objectif de favoriser l'émergence de projets et donc la création d'entreprises.

Trente ans après leur apparition, ces structures, hétérogènes par nature, restent un moteur important de l'innovation et contribuent au développement économique d'une région et plus globalement d'un pays. Cependant, leurs résultats sont contrastés. Il apparaît que les entreprises issues des incubateurs rencontrent deux problèmes limitant leur développement : premièrement, le cap de la post-incubation et la capacité à devenir autonome, et secondement, leur petite taille et leur faible développement économique. Par ailleurs, d'autres formes d'impact sont rarement mises en avant dans les études, notamment leur influence sur le développement de réseau d'entreprises, de liens avec des entreprises en place, avec les universités, avec les étudiants, avec d'autres entrepreneurs, avec ce qui globalement contribue au développement de la culture entrepreneuriale.

La recherche est centrée sur le développement de l'entreprise issue d'un incubateur au cours de ses premières années de vie (1 à 10 ans) et son rôle dans le développement de la culture entrepreneuriale. Après s'être longtemps consacrées aux conditions qui favorisent la création, les recherches s'orientent aujourd'hui vers les difficultés que rencontrent ces entreprises dans leur phase de développement. Le travail proposé a pour dessein de mieux comprendre quels sont les déterminants de la croissance, les obstacles au développement et les systèmes d'accompagnement dont elles bénéficient, en clarifiant la question des seuils de développement et des types d'obstacles qu'elles peuvent rencontrer.

ESS : Le dynamisme des valeurs dans le monde de l'Économie Sociale et Solidaire. Un dialogue entre valeurs collectives et valeurs individuelles est-il possible ?

Programme intégré dans une co-direction de thèse entre l'université catholique de Lille (C3E, département d'Éthique) et Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Phico – EA 3562) et articulé autour d'un travail de recherche avec des membres du LEM – UMR 8179

Dans un contexte où de nouvelles entreprises se réclament de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), il s'agit d'analyser la place des valeurs dans l'ESS et les relations entre valeurs individuelles et valeurs organisationnelles. Toute organisation fonctionne sur la base de principes, de normes, mais également de valeurs. Les valeurs de solidarité, sociabilité, démocratie, proximité ou encore l'altruisme – parfois même appelées « désintéressement », ne sont pas tout à fait étrangères aux valeurs traditionnellement rattachées à la culture entrepreneuriale : créativité, autonomie, sens des responsabilités, leadership et solidarité.

L'émergence de l'Entrepreneuriat Social depuis quelques années en France (qui se fonde sur les principes d'« objectif social » et de « lucrativité limitée ») semble porteuse d'un nouvel idéal économique et suscite beaucoup d'intérêt. Certains déclarent par ailleurs que l'Entrepreneuriat Social ne cherche pas à concurrencer l'Économie Sociale mais au contraire à l'enrichir. Il semble pertinent de se demander s'il n'existe pas une véritable concurrence silencieuse entre ces deux secteurs. Tandis que certaines valeurs propres à l'Entrepreneuriat Social semblent rejetées par l'Économie Solidaire (comme l'autonomie), d'autres semblent partagées (l'innovation, la performance, etc.). C'est en essayant d'identifier les points de friction et les points de rattachements sous-jacents entre ces différents types d'entrepreneuriat que l'on pourra sans doute extraire les valeurs qui caractérisent les organisations de l'ESS et comprendre en quoi ces dernières peuvent entrer en opposition avec les valeurs des individus qui les composent.

La recherche entend mettre au jour et étudier les raisons qui peuvent être au fondement des conflits entre valeurs individuelles et collectives dans l'ESS, puisqu'ils ont un impact certain sur la politique managériale des entreprises.

Les thématiques de ces six programmes de recherche illustrent la grande variété des questions que l'entrepreneuriat contient en lui-même. Les objectifs poursuivis sont identiques : mieux comprendre des phénomènes bien réels, en analyser les différentes expressions et ainsi proposer des pistes de réflexion pour l'action. La richesse des questionnements, la qualité des apports attendus doivent permettre à l'élu, considéré en l'espèce comme un entrepreneur en matière d'actions publiques, de mettre en perspective les apports des politiques initiées en faveur de l'entrepreneuriat, sujet politique s'il en est, puisqu'il est l'un des moteurs qui anime dorénavant la Cité.

Ce projet bénéficie du soutien financier de la direction de l'action économique (DAE) du Conseil Régional NPDC- SRIE- Région européenne entreprenante- lasuitedanslesidees.fr



LA SUITE DANS
LES IDÉES
Initiatives et Entrepreneuriat
en Nord-Pas-de-Calais



LE PRIX DU MEILLEUR MÉMOIRE DE COMMUNICATION PUBLIQUE : MODALITÉS, ENJEUX, PORTÉE

DOMINIQUE BESSIÈRES*

Introduction

L'association *Communication publique* (www.communication-publique.fr) est de loin la plus importante dans le champ professionnel¹ spécifique. Constituée en 1989, elle regroupe les catégories d'institutions publiques ou parapubliques. À l'instar de la plupart des autres associations professionnelles, elle constitue un lieu d'échanges, d'apprentissage, d'études et de *lobbying*.

Pour *Communication publique*, l'association pour la communication des institutions publiques, au travers du prix du meilleur mémoire, il s'agit de se tourner vers les futurs professionnels de la communication et d'aider les primés à intégrer ou à conforter leur ancrage professionnel dans le champ de la communication publique.

Les objectifs et enjeux de ce prix sont pluriels. Le jury est composé au départ et encore aujourd'hui majoritairement de professionnels de la communication publique, de membres de l'association, parfois d'anciens primés par le prix, d'universitaires. C'est l'occasion de réfléchir à des problématiques portées par des jeunes impétrants dans le champ professionnel d'expertise de l'association. Le concours du prix est ouvert à candidatures depuis 2006, soit 17 ans après la création de l'association. Il distingue un mémoire d'un étudiant de niveau bac + 5 (master, écoles de service public) en France ou d'un pays francophone.

Comment y participer ? Quels ont été les évolutions et les résultats ? Quels enjeux recouvrent ce prix ? Voici quelques questions que nous aborderons dans notre texte afin de pouvoir porter un regard plus global et plus analytique sur le sens heuristique de ce type de manifestation pour le groupe professionnel des communicateurs publics.

Le développement d'un prix spécifique

* Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication. Université des Rennes 2 – Préfics EA 42-46, chercheur associé Geriico Lille 3

C'est en 2005 que naît l'idée d'un prix qui pourrait être décerné par l'association Communication publique et qui aurait vocation à récompenser un travail de réflexion de haut niveau dans le cadre d'un mémoire de master 2. Initialement, le projet est porté et piloté par deux membres de l'association ayant développé une carrière de haut niveau dans la communication publique : Jean-Emmanuel Paillon (ENA, DESS Communication politique et sociale – Paris I, Sciences Po service public) et Yves Bomati (Docteur ès Lettres et Sciences Humaines, École pratique des hautes études). Forts de leurs expériences de l'enseignement dans des institutions de formation, en particulier universitaires, ils ont suivi et évalué des mémoires d'étudiants. Aujourd'hui, le prix est placé sous la responsabilité conjointe d'Yves Bomati et de Dominique Bessières Maître de Conférences en sciences de l'Information et de la Communication de l'Université de Rennes 2.

Depuis 2014 l'ARCES (www.arces.com) et la SFSIC (www.sfsic.org) sont partenaires de ce prix. L'intérêt est d'élargir et de renforcer le vivier des membres du jury avec en principe quatre représentants de ces deux associations auxquels s'ajoutent des membres de communication publique. Ceci accentue et renforce la double vocation professionnelle et universitaire qui s'attache à ce type de travail. Les jurys se composent généralement de plus de dix personnes, dont trois universitaires, ce qui autorise à limiter le nombre des rapporteurs sur chaque mémoire à deux ou à trois maximum.

Originellement, les candidatures étaient acceptées jusqu'en début d'année, vers à la mi-février. Ceci occasionnait une remise des prix au cours du deuxième trimestre. Cette organisation avait deux inconvénients. D'une part, le prix était décerné un peu tardivement par rapport aux périodes de terminaison concrète des diplômes, même si les diplômes officiels peuvent aller jusqu'au mois de décembre. D'autre part, la plupart des autres prix de mémoire interviennent avant.

Dans l'intention de mieux prendre en compte le calendrier universitaire, un nouveau rythme temporel du prix est instauré afin de primer un mémoire de l'année en cours. Il y a donc deux prix pour 2014 à titre transitoire : un premier remis en mai dernier pour l'année universitaire 2012-2013 et un autre remis le 5 décembre pour l'année universitaire 2013-2014.

Le principe est de décerner un prix. Toutefois, il arrive que le jury se détermine en faveur de deux prix *ex æquo* comme en 2010, une mention particulière comme en 2007 avec deux accessits, ou en 2014 avec un prix spécial : c'est alors le reflet de la reconnaissance de grandes qualités de plusieurs mémoires lors du concours.

Récapitulatif des prix du meilleur mémoire de communication publique

Prix 2014 – 2^e édition

« Communication numérique, urbanisme et aménagements territoriaux – Le web au service de la concertation dans les collectivités locales françaises ». EL AHMADHI Myriam, Sciences Po Aix – ISCPA

– **Prix spécial du jury** : « Quelle stratégie de communication digitale mettre en place dans les services publics sociaux en France d’ici 2020 pour assurer l’équité de traitement entre les citoyens ». Pascal MARTIN – Sciences Po Formation continue

– Prix 2014 – 1^{re} édition

« Le label grande cause nationale ». Marine LEROY – Master Communication politique et sociale Paris 1.

– Prix 2013

« Communication(s) : la Commission européenne face au défi de la cohérence ». Cécile SPEICH – Celsa.

– Prix 2012

« Une communication publique locale et participative pour réduire les inégalités en santé. Le cas de l’incitation au dépistage organisé du cancer du sein à Bondy et en Seine-Saint-Denis ». François SILVAN – Celsa

– Prix 2011

« Débat public : entre opportunités et risques pour le maître d’ouvrage. L’exemple du débat public de RTE relatif à la ligne à très haute tension Cotentin Maine ». Maud BOUTHEMY – Celsa

– Prix 2010

« Peut-il y avoir une communication publique commerciale ? L’exemple de Bleu Ciel d’EDF ». Isabelle-Marie FAYOLLE – Master Communication publique et politique - Sciences Po Lille & « Chers agents, votez pour moi ! » Communication interne, bien-être et réflexion au conseil général du Cher ». Aurélie MARTIN – Celsa.

– Prix 2009

« De l’usage de la concertation publique dans la gestion et la politique locales ». Laure MONDET – Celsa.

– Prix 2008

« La campagne d’information 2006 de la Halde : la communication, clé de l’existence publique d’une institution nouvelle ». Judith COSCAS – Paris I.

– Prix 2007

« Le positionnement de la communication intercommunale : entre dépendance et cohabitation avec les communications communales ». Catherine ROYAL – Celsa.

Accessits :

– « La place de la communication des armées dans une opération multinationale d'imposition de la paix sous mandat ONU : l'exemple de la Force Licorne et de l'Onuci en Côte d'Ivoire ». Florent HIVERT – Celsa.

– « La communication des universités : développer des stratégies et des moyens de communication de qualité en dépit de moyens faibles ? ». Claire GRAVOUEILLE – Paris XIII.

– Prix 2006

« La communication gouvernementale publique sur le développement durable : un hiatus handicapant entre le « dire » et le « faire ». Cas des éditions 2003-2004 de la semaine du développement durable ». Camille LAMOUCHE – Celsa.

L'intérêt de candidater

Le mémoire est l'objet d'un important travail en fin de master, de réflexion, d'organisation et bien souvent de stress... Mais il est aussi porteur d'un espoir de légitime reconnaissance au moment d'entrer dans la vie active et de choisir son destin professionnel.

L'idéal est bien entendu de remporter le prix lui-même. Mais dans la compétition pour le prix, il peut être le support d'une réelle opportunité de visibilité. En effet, le mémoire sera lu et débattu au cours d'un processus de sélection organisé par un jury composé d'experts, d'enseignants-chercheurs et de professionnels de la communication publique. Au total, le lauréat bénéficiera d'une importante distinction dans un champ professionnel et universitaire spécialisé. Le gagnant a vocation à recevoir son prix au cours d'une cérémonie publique en présence de nombreux professionnels et de personnalités. À cette occasion, il verra son travail évoqué et valorisé auprès de la profession.

Il pourra publier un article dans la revue *Parole Publique* – La revue de la communication publique – rendant compte de sa recherche. Il sera invité à participer aux initiatives et manifestations de l'association *Communication publique* pendant un an et aura ainsi l'opportunité de rencontres et d'échanges avec les directeurs de la communication publique. Enfin, le prix est une distinction rare qui a vocation à faciliter ou à renforcer une intégration professionnelle. En ce sens, c'est un réel atout qui irradie sur un début de carrière et qui dépasse de la sorte la seule « côte » du diplôme d'origine. Pour autant, cette gratification personnelle est également de nature à profiter globalement à la formation d'origine, dont elle atteste intrinsèquement la qualité.

Renseignements pratiques

Les candidats au prix doivent adresser un formulaire de participation (fourni sur demande) et le mémoire en deux exemplaires papier ainsi qu'une version électronique par courriel à l'association Communication publique.

Contacts :

Courriel : secretariat.communication-publique.fr

Tel : 01 40 20 92 00

Administration : Communication publique, 65 boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.

Le mémoire présenté pour le prix doit avoir été soutenu au titre de l'année universitaire en cours et porter sur un des trois domaines suivants :

- Communication institutionnelle d'une collectivité publique (Gouvernement, État, collectivités territoriales, établissements publics...)
- Promotion d'une cause d'intérêt général
- Démarche de débat public

Le mémoire a vocation à présenter le thème étudié et la problématique adoptée. Il représente une étude méthodologique qui permet de développer une réflexion personnelle pour approfondir l'analyse de la communication publique sur un plan professionnel et/ou de recherche scientifique. Il s'agit de mobiliser des sources bibliographiques et théoriques pertinentes au regard du sujet abordé, avec des éléments rendant compte des visions des acteurs (enquêtes et documentations des organisations, entretiens...) justifiant la démonstration et fondant des recommandations éventuelles ou des conclusions. Un haut niveau est attendu dans le cadre d'une compétition nationale et internationale francophone visant notamment à apprécier bien évidemment, outre la qualité et la précision d'écriture ou la présentation, l'originalité du sujet traité ou bien de ses modalités d'étude, la pertinence de l'ensemble de la démonstration.

D'une façon générale, le jury est appelé à suivre une méthodologie spécifique dans ses activités de notation et de sélection. Les points abordés veillent à mesurer en particulier l'affinité du thème traité avec celui du concours, la progression de la démonstration et la qualité des sources et références mobilisées, l'argumentation déployée,

la réflexion personnelle, les qualités d'expression... À cette fin, ils reçoivent une note de consignes visant à cadrer les modes d'évaluation accompagnée d'un modèle de fiche de rapport pour chaque mémoire qu'ils ont à expertiser. Dans cette optique, les membres du jury peuvent ainsi veiller à soutenir leur évaluation sur des éléments précis, dans des modalités partagées par tous, afin de garantir une recherche d'harmonisation et donc une égalité de traitement entre tous les compétiteurs. Ensuite, le jury se réunit afin de déterminer collectivement un classement des mémoires qui seront amenés à poursuivre le concours. Entre ces derniers, la comptabilisation des voix permet de déterminer le choix final du jury.

La représentation d'un champ professionnel ?

Nous avons pu montrer (Bessières, 2009) que les prix professionnels contribuent à forger une représentation de l'actualité de la communication publique au travers d'exemplarités récompensées par un prix. Ils mettent en scène des modèles professionnels dans leur variété. Plus largement, depuis les années 90, des membres de l'association Communication publique sont sollicités pour de nombreux prix professionnels de communication publique (campagnes, audiovisuels, communicants publics...). Ces manifestations sont des véhicules d'objectivation et d'officialisation parce qu'elles rendent visibles la nomination publique du groupe des communicateurs publics vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis d'autres groupes sociaux. Le prix du meilleur mémoire de master de communication publique à l'évidence s'inscrit directement dans cette logique notamment envers les milieux universitaires.

L'effet de réalité de telles opérations symboliques a été bien décrit par Luc Boltanski (1982) : « Pour qu'un groupe apparaisse sur le tissu des relations sociales, il faut que soit forgé son concept et que soit institué son nom ». L'affirmation de ses caractéristiques vis-à-vis de lui-même et des autres doit « donner des accentuations dramaturgiques de ses traits pertinents, sorte de stylisation qui contribue à la formation de la croyance collective sans laquelle le groupe n'a pas droit à la reconnaissance sociale ». Les prix jouent un rôle indéniable à cet égard.

Conclusion

À l'origine, la communication publique est une pratique avant d'être un concept théorisé (Bessières, 2009 b). Le rôle des associations professionnelles s'avère central dans la réussite des opérations de professionnalisation. C'est donc en partie à une échelle microsociale (prix et

salons, déontologies, associations...) que s'articulent certains ressorts du renforcement d'un groupe professionnel.

Les prix professionnels inscrivent la profession dans un registre d'exemplarité récompensée par des pairs. Des valeurs sont ainsi proclamées et proposées pour références identitaires, à destination des membres du réseau professionnel en particulier. Avec ceux-ci, on mesure les enjeux de la professionnalisation pour le groupe des communicateurs publics. Celle-ci peut viser, entre autres, la formation de professionnels par des instances d'enseignement ou encore un processus de légitimation de la spécialisation des fonctions professionnelles de communication ; en ce sens, elle est un facteur d'identité professionnelle (Dubar, Tripier 2005).

Une stratégie processuelle d'affirmation collective du groupe professionnel des communicateurs publics se développe depuis les années 80 (Bessières, 2009 a) pour se faire reconnaître (Dubar, Tripier, 2005). L'association professionnelle délivre un discours produit et répété dans différents écrits et réunions. Produire des représentations, un cadrage, des discours, mais également des distinctions et gratifications symboliques concourent à une dynamique sociale mettant en relation des niveaux interindividuels et collectifs dans une professionnalisation entendue de façon interactionniste (Bessières, 2012).

En France, les communicateurs publics n'ont pas été oubliés par la régulation étatique (Dubar, Triper). On mesure l'accroissement des formations universitaires spécifiques dispensées. L'émergence de filières de formation contribue à la construction de l'identité corporatiste qui donne unité et sens à ce qui n'est au départ qu'une agrégation abstraite de rôles professionnels (Bessières 2009 a). Dans le champ de la communication publique, le capital culturel pour exercer la profession s'élève progressivement, ce que traduit l'accroissement des formations en communication orientées vers le secteur public. Luc Boltanski (1982) a montré l'importance du développement des formations qui assurent une production de nouveaux professionnels dans la constitution d'un groupe professionnel. La reconnaissance universitaire permet d'acquérir des connaissances académiques (critère de performance) qui cessent d'être empiriques (apprentissage) (Dubar, Tripier, 2005). Ce processus concourt à constituer une discipline entendue comme la conjonction des savoirs professionnels et universitaires labellisant un secteur professionnel (Bessières 2009 b). La communication publique est ainsi célébrée au travers de différentes manifestations professionnelles. Le prix du meilleur mémoire de communication publique, piloté par l'association *Communication*

publique, s'inscrit totalement dans une telle perspective de reconnaissance sociale d'un champ professionnel.

Bibliographie

Bessières D., 2012, L'institutionnalisation des communicateurs publics : une tension longitudinale vers une légitimation de ce groupe professionnel, revue *Pyramides*, n° 24 (Université Libre de Bruxelles, Belgique), 2012/2, pp. 239-260.

Bessières D., 2009, La quête de professionnalisation des communicateurs publics entre difficulté et stratégie", in dossier "Les processus de professionnalisations, *Formation Emploi*, n° 108 octobre, décembre, pp. 39-52.

Bessières D., 2009, La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels, *Communication & organisation*, n° 35, pp. 15-28.

Boltanski L., *Les cadres, la formation d'un rôle social*, Paris, les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1982.

Chapoulie J.-M., Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels, *Revue Française de Sociologie*, vol. XIV, n° 1, 1973

Dubar C., Tripier P., 2005, *Sociologie des professions*, 2^e éd., Armand Colin.

Fourdin M., 1994, La professionnalisation de la communication locale : un paradoxe ?, *Réseaux* n° 64, mars-avril, pp. 77-89.

Notes

1. On pourrait citer également des associations pour la communication locale (Fourdin 1994).

CARTE BLANCHE AUX JEUNES CHERCHEURS

LES ENJEUX AUTOUR DE L'ORGANISATION D'UN ÉVÉNEMENT SCIENTIFIQUE PAR DES DOCTORANTS : LE CAS DE LA « JOURNÉE JEUNES CHERCHEURS » À LILLE

BÉRENGÈRE STASSIN & GEOFFROY GAWIN*

Chaque année, les doctorants du laboratoire GERiiCO¹ organisent une journée d'étude, la *Journée Jeunes Chercheurs*, à laquelle sont conviés les doctorants en Sciences de l'information et de la communication rattachés à d'autres laboratoires et d'autres universités, françaises, mais également étrangères, afin d'échanger sur leur recherche en cours (approche méthodologique, positionnement épistémologique, etc.), et ce, quelle que soit leur année d'inscription en thèse. La préparation et la mise en œuvre d'un tel événement dans le cadre d'une formation doctorale revêtent un certain nombre d'enjeux livrés ici sous la forme d'un retour d'expérience, qui ne se limite pas à un regard centré sur les aspects individuels, mais qui prend en compte le partage et l'héritage d'un savoir-faire qui se construit et se reconstruit à l'échelle du laboratoire.

Historique de la Journée

Une première journée d'étude dédiée à ce type de rencontre a lieu le 3 février 2004 et s'adresse essentiellement, à l'époque, aux doctorants de l'Université de Lille et de l'Université de Valenciennes (Laboratoire DREAM), mais également à leurs homologues belges de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et de l'Université Catholique de Louvain (UCL). L'idée est, dès cette première édition, de favoriser les échanges entre les doctorants du nord de la France et de Belgique tout en renforçant les liens entre les différents laboratoires. En 2008, les doctorants de GERiiCO sont invités à participer à l'organisation des *Journées Parcoursic*² qui se déroulent alors à l'Université Lille 3 du 18 au 20 juin. L'objectif de ces journées consiste également à « *créer un espace de rencontre et de dialogue entre les doctorants francophones sur les questions scientifiques et pratiques qui traversent le champ des SIC et [à] mutualiser les recherches en vue d'identifier de possibles collaborations* ». Après trois années d'interruption, les doctorants de

* Laboratoire GERiiCO,
Lille 3

GERiiCO affichent le souhait de remettre en place ces moments de partage et de rencontre. Une sixième journée d'étude est donc organisée en mai 2011 et prend le nom de *Journée Jeunes Chercheurs*, nom que porteront également les éditions ultérieures. Cette nouvelle édition rencontre un franc succès de par les impressions qu'elles laissent chez les communicants et les organisateurs et donne envie de ne plus restreindre l'événement aux « nordistes » mais de l'ouvrir à l'ensemble des doctorants en SIC de France et des pays voisins (Suisse, Royaume-Uni, etc.), ce qui sera fait dès l'année suivante.

Déroulement et objectifs de la Journée

Depuis 2011, la journée est organisée chaque année au mois d'avril ou de mai. Comme indiqué plus haut, la *Journée Jeunes Chercheurs* est ouverte à tout doctorant. Elle s'adresse aussi bien au doctorant de première année qui souhaite présenter sa problématique, ses hypothèses ou encore son terrain d'investigation qu'au doctorant en fin de thèse désirant présenter les résultats de sa recherche. Par principe, toutes les propositions de communication sont acceptées. Elles sont regroupées dans différents « ateliers » que les organisateurs constituent en veillant à leur assurer une certaine cohérence (e.g. regrouper ensemble les communications traitant d'un aspect méthodologique particulier ou abordant une même thématique). Le travail de réception des propositions offre l'occasion de saisir l'importance et les enjeux que recèlent les titres et les mots-clés dans les affectations aux différents ateliers, des descriptions approximatives pouvant conduire un communicant à s'exprimer devant des discutants moins rompus avec son champ d'investigation. Lors de la journée, les enseignants-chercheurs du laboratoire GERiiCO participent également aux ateliers en tant que modérateurs de session ou auditeurs libres et assurent à l'issue des communications un rôle de « discutant » et de « conseil ». Enfin, chaque année la journée accueille deux conférenciers – maîtres de conférences ou professeurs des universités – invités à présenter leurs travaux de recherche et/ou leurs parcours de chercheurs en SIC³. L'objectif de la journée est donc double : favoriser les rencontres entre les membres de différents laboratoires et permettre aux jeunes chercheurs d'échanger sur leur recherche en cours, et ce, dans un esprit de partage, de confiance et de bienveillance.

Organisation et valorisation de la Journée

À chaque rentrée doctorale, la *Journée Jeunes Chercheurs* est présentée aux nouveaux doctorants. Ces derniers sont alors invités, s'ils le souhaitent, à rejoindre, le « comité d'organisation » et à s'investir dans la préparation de l'événement. De manière générale, le comité

d'organisation est composé d'une dizaine de membres, chacun se voyant attribuer une tâche en fonction des compétences et savoir-faire qu'il souhaite mettre en avant. Les doctorants bénéficient d'une totale autonomie pour l'organisation de la journée et du soutien de la part du laboratoire qui alloue les fonds nécessaires à son organisation et à sa valorisation. Pour assurer la venue d'une quinzaine de participants, il est nécessaire que la journée bénéficie d'une bonne visibilité institutionnelle. À cette fin, une rubrique du site du laboratoire lui est dédiée, mais elle dispose également de sa propre page au sein de la plateforme *Sciencesconf*⁴. Depuis 2014, elle s'est, en outre, dotée de son propre logo dont la charte graphique reprend les couleurs de l'Université Lille 3 et de celles du laboratoire GERiiCO, soulignant ainsi le rattachement de l'événement à ses deux structures d'accueil. La valorisation et la mise en visibilité de l'événement passent également par la diffusion de l'appel à communication au sein d'autres sites institutionnels comme la plateforme *Calenda* ou comme le site Internet de la SFSIC, mais aussi par l'activation du réseau de contacts de chaque membre du comité d'organisation.

Apports de la Journée

Les apports de cette journée sont nombreux. Tout d'abord, les doctorants membres du comité d'organisation se familiarisent avec l'organisation d'un « événement scientifique » en gérant leur propre budget, mais surtout en étant amenés à prendre en main les différents aspects logistiques (réservation de salles, achat de *goodies*, impression du programme, accueil des participants, etc.) et les différents aspects communicationnels (diffusion de l'appel à communication, animation du site web, invitation des conférenciers invités, etc.) qui entourent un tel événement. Ensuite, l'invitation à rejoindre le comité d'organisation formulée aux nouveaux doctorants dès leur première année de thèse facilite leur intégration au sein du laboratoire et permet d'atténuer un éventuel sentiment d'isolement. L'organisation de la journée crée ainsi des liens entre les doctorants. Par ailleurs, elle les invite aussi à travailler ensemble et à trouver des modes de collaboration qui conviennent à chacun en réussissant à tirer parti des compétences et des envies présentes dans le comité. Enfin, en plus de renforcer les liens avec les membres de leur propre laboratoire, les doctorants ont l'occasion, au cours de ces journées, de tisser des liens avec doctorants et enseignants-chercheurs affiliés à d'autres laboratoires et d'étoffer ainsi leur propre réseau. L'organisation de cette journée s'inscrit donc pleinement dans la formation doctorale et dans la découverte de la « vie de laboratoire ».

Perspectives d'avenir

Inscrite dans une dynamique impulsée depuis maintenant dix ans, la *Journée Jeunes Chercheurs* accueille des participants toujours plus nombreux. L'un des enjeux consiste à accentuer l'internationalisation de la journée avec une ouverture à des doctorants issus de pays situés au-delà de la francophonie. En ce sens, l'appel à communication est également rédigé en anglais depuis 2013, et en espagnol depuis 2014. En outre, pour les membres du comité d'organisation actuel, un autre enjeu réside dans le « passage de flambeau » aux nouveaux doctorants que le laboratoire GERiiCO accueillera ces prochaines années, et ce, afin d'assurer la pérennité de l'événement et des élans qu'il insuffle tant sur le plan humain que scientifique.

Notes

1. Groupe d'Études et de Recherche Interdisciplinaire en Information et Communication : <http://geriico.recherche.univ-lille3.fr/>

2. *Parcoursic* est une association de doctorants créée en 2007 dans le but de favoriser les échanges entre jeunes chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC). Elle a annoncé sa dissolution en 2011 : <http://parcoursic.free.fr/>

3. Ont été reçus depuis 2011 : Ghislaine Chartron (INTD-CNAM), Manuel Zacklad (DICEN-CNAM), Florence Le Cam (ReSIC-ULB), François Lambotte (LASCO- UCL Mons), Marlène Coulomb-Gully (LERASS-Toulouse 2), Joëlle Le Marec (CERILAC-Université Paris Diderot), Brigitte Simonnot (CREM-Université de Lorraine) et Alain Lamboux-Durand (DeVisu- Université de Valenciennes).

4. <http://jjcgeriico.sciencesconf.org/>

LE TERRAIN ET SES « SITUATIONS PROBLÉMATIQUES ». ÉLABORATION D'UN TRAVAIL DE RECHERCHE SUR LES DISCOURS LIÉS A L'ALIMENTATION SCOLAIRE DANS LES ÉCOLES

MARIE BERTHOUD*

Nous avons choisi de discuter dans cet article de différentes phases de notre travail de recherche. À partir d'une question que nous nous sommes posée, nous avons mené un travail de terrain et d'enquête qui fût parfois « problématique ». Daniel Cefai explique que le chercheur se retrouve parfois dans des « situations problématiques qui suscitent sa perplexité, éveillent sa curiosité, invalident les schèmes interprétatifs et motivationnels qui organisent son champ d'expérience et d'action » (D. Cefai, 2012). Ces problèmes que nous rencontrons fondent notre recherche au sens où ils nous permettent d'élaborer de nouvelles pistes, auxquelles, sans doute, nous n'aurions pas pensé avant. C'est sous le prisme de cette question de « situation problématique » que nous souhaitons présenter notre travail et les pistes que nous avons pu découvrir en enquêtant.

D'un sujet à une question

Dans le cadre de notre thèse en sciences de l'information et de la communication, nous travaillons sur les discours liés aux pratiques alimentaires dans les institutions scolaires.

C'est à partir des années 1950 que l'école est investie, de plus en plus, par les préoccupations de santé publique concernant les enfants. Au cours de ces dernières années apparaissent des programmes nationaux ou locaux en matière d'éducation à la santé et à l'alimentation dans les écoles. Sécurité alimentaire, qualité nutritionnelle, éveil et éducation au goût, sensibilisation au gaspillage, responsabilisation des enfants, apprentissage des règles de vie et d'hygiène en collectivité, sont autant d'objectifs que se fixent désormais des instances publiques telles que, par exemple, le programme national de nutrition et de santé (PNNS).

* Université de Lille 3.
GERIICO

Les temps de restauration collective sont devenus des temps et des espaces empreints, pour ne pas dire noyés, d'une multitude d'injonctions et de prérogatives éducatives et pédagogiques. Les cantines, ou plutôt, comme on les nomme désormais, les « restaurants scolaires » sont devenus, au fur et à mesure, des temps d'éducation et de formation des jeunes enfants à de « meilleures pratiques alimentaires ».

Mais ce que nous pouvons constater, c'est que ces discours publics cristallisent souvent, au-delà même de la question de l'alimentation, des questions autour de la citoyenneté, de la responsabilisation des enfants, de leur rôle dans la société, ou de leur appartenance à une communauté normative. En ce sens, nous pouvons dire que ces discours publics impliquent des enjeux politiques, sociaux et culturels forts. Notre question de départ était donc de comprendre ce que sont ces discours publics et comment ils sont utilisés, actualisés et réappropriés dans les établissements scolaires.

D'une question à un terrain et une méthodologie :

Pour répondre à notre question de départ, nous avons choisi de travailler à la fois sur les discours institutionnels (programmes, sites internet de ministères, etc.) mais également sur les pratiques autour de l'alimentation dans les restaurants scolaires. Cinq écoles primaires différentes ont été choisies pour notre enquête. Ces établissements sont répartis dans différents quartiers de la ville de Lille. Nous avons tout d'abord conduit des entretiens avec les référents animateurs de chaque site, afin de comprendre l'organisation de la pause méridienne et les spécificités de chaque école. C'est par des observations participantes au sein de ces écoles lors des temps de restauration collective que nous avons poursuivi notre travail. Très vite, nous avons été confrontés au fait que les temps de repas des enfants ne sont considérés, dans ces « pauses méridiennes », que comme une des parties de l'ensemble du dispositif éducatif. Ce temps de midi est pensé dans sa continuité, de son début jusqu'à la reprise des cours. Le choix a donc été fait d'observer ces temps dans leur ensemble. Le fait qu'ils soient ainsi pensés dans leur totalité n'est pas une spécificité de Lille. Il s'agit bien d'un des points sur lequel insiste par exemple le PNNS pour lequel manger et bouger sont indissociables, tout comme apprendre et s'amuser, manger équilibré et prendre du plaisir ; éduquer et responsabiliser. Il est apparu, dans ce travail de terrain, que les temps de repas font partie d'un processus dans lequel se nourrir est intimement lié au fait, par exemple, de se reposer, de s'amuser ou de se dépenser.

Dans le même temps que les observations, nous avons procédé à une analyse des discours institutionnels sur les sites du PNNS, du ministère

de l'Éducation, celui du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, ainsi que le site de la ville de Lille. Il s'agissait ici d'étudier les discours autour de l'alimentation spécifique aux enfants et de faire un état des lieux des dispositifs que les différentes institutions mettent en place dans le cadre d'une « éducation » alimentaire. Les discours et leurs axes ont été relevés selon une grille d'observations précise qui tentait de comprendre la ligne directrice de ces discours publics. Concernant l'analyse des dispositifs, nous avons pu observer qu'il existe une multitude de supports tels que des kits pédagogiques, des posters et affiches représentant des pyramides ou autres classements des aliments par exemple. Il existe également divers livrets s'adressant aux parents, personnels de cantine ou enseignants classés en fonction des âges des enfants. Nous avons pu observer également qu'il existe des supports vidéo mis en ligne sur certains sites ou des dessins animés s'adressant directement aux enfants. Cette liste non-exhaustive illustre néanmoins la grande quantité de dispositifs que les instances publiques mettent à disposition des personnels scolaire, parents et enfants. On constate ici le grand intérêt qu'ont les politiques publiques sur la question de l'alimentation des enfants.

D'un terrain à un problème

Malgré le grand nombre de dispositifs et de supports autour des questions des pratiques alimentaires des enfants, nous avons constaté que très peu de ces outils sont en fait utilisés dans les écoles. En effet, les kits, les jeux ou les posters ne sont pas visibles ou en très petit nombre. Une pyramide des aliments est affichée quelque part dans un restaurant scolaire, sur une des portes par exemple, mais rien de plus.

La difficulté était ici de comprendre ce décalage entre l'énorme quantité de dispositifs, et leur très faible utilisation dans les écoles. N'agissait-il d'en terminer avec notre question de départ concernant la réappropriation de ces discours ? Nous avons été confrontés à cette « surprise » de ne pas trouver de correspondance, a priori, entre ce que nous avons pu observer des discours et la « réalité ».

Cependant, les observations ont conduit à nous intéresser à un autre point, celui de l'organisation même des pauses méridiennes dans les écoles. Ces pauses méridiennes sont en fait apparues comme étant en elles-mêmes des dispositifs de communication reprenant point par point les injonctions des programmes nationaux et locaux. En effet, lors de nos observations, nous avons constaté que l'organisation est presque minutée lors des pauses du midi dans certaines écoles. Le temps y est divisé en parcelles, dont les fonctions sont clairement perçues. Un quart d'heure de récréation, suivi d'un quart d'heure de

départ en cantine, suivi de 30 minutes de repas, etc. Les deux heures sont ainsi quadrillées et organisées très précisément autour de différents points précis.

Les différentes recommandations comme « se reposer », « s’amuser », « manger équilibré » etc. ne sont ni lues, ni visionnées, ni finalement oralement exprimées, mais vécues par les enfants. S’il est un point où il « faut s’amuser », la pause méridienne offre un temps de jeu. S’il s’agit de « responsabiliser l’enfant », on les fait trier leurs déchets et se servir au self. S’il « faut se reposer », l’on organise un « temps calme ». Chaque parcelle de temps est ainsi dédiée à un point pédagogique et les enfants apprennent, via leur corps, leurs déplacements et leurs actions, à intégrer ces « valeurs éducatives ». Au-delà donc de ces discours du PNNS ou des Ministères, c’est finalement la pause méridienne elle-même qui est ce dispositif de communication autour des « bonnes pratiques alimentaires et sanitaires ».

Le « bon emploi du temps », comme l’énonçait Michel Foucault, est requis, comme une sorte de partition que les enfants ont tous les jours à jouer, afin d’apprendre, dans leur propre corps, les normes et règles autour de l’alimentation et de la santé. Par exemple, les enfants ont appris par leur propre expérience, les « normes temporelles » de ces pauses. Ils savent combien de temps ils ont pour jouer, se reposer, manger, etc.

Michel Foucault expliquait que l’emploi du temps est un dispositif pour éduquer et discipliner les individus : « à chaque individu sa place et en chaque emplacement un individu » (M. Foucault 1975).

Lorsqu’il a fallu comprendre comment les discours sont réappropriés lors des pauses méridiennes dans les écoles, nous avons été confrontée à un « problème ». A priori, discours et pratiques ne se rejoignaient pas et nous avons affaire à deux « mondes ». Mais nos observations ont mené à une nouvelle piste. On peut dire que les pauses méridiennes sont elles-mêmes des dispositifs éducatifs reprenant les injonctions des discours publics. Les enfants sont organisés, quadrillés et placés afin qu’ils apprennent par leurs propres expérimentations, les règles et les normes.

Exemple de l’organisation des « pauses méridiennes » dans une école de Lille :

- 11 h 30 : La cloche sonne/sortie des élèves
- 11 h 30-12 h 00 : Temps appelé « temps libre » : les enfants jouent dans la cour sous la surveillance des animateurs

- 12 h 00 : La cloche sonne et les enfants doivent se regrouper par groupe de passage à la cantine le long des murs. Départ à la cantine en rang du premier groupe/départ en ateliers organisés par les animateurs des autres groupes
- 12 h 10 : arrivée à la cantine, file d'attente pour le passage au self
- 12 h 20 : passage au self : chaque enfant prend une entrée, un plat, un dessert
- 12 h 25 : les enfants s'assoient et mangent
- 12 h 40 : fin du repas pour laisser la place aux autres enfants/débarrassage et tri des déchets par les enfants eux-mêmes
- 12 h 50 : retour à l'école et dispersion des élèves dans les ateliers qu'ils ont choisis (les ateliers sont obligatoires)
- 12 h 55 : atelier danse, apprentissage d'une chorégraphie
- 13 h 10 : rangement de la salle et fin de l'atelier
- 13 h 15 : passage aux toilettes obligatoire et retour dans les classes
- 13 h 20 : temps dit « temps calme » dans la classe où l'on écoute de la musique
- 13 h 30 : reprise de la classe par l'institutrice et départ de l'animateur

D'un problème à de nouvelles questions

Dans ce quadrillage, cette organisation précise, cette normalisation du temps et de l'espace, nous nous posons alors la question des enfants, pris dans ces dispositifs. Sont-ils ici les corps dociles au sens foucauldien du terme, ces corps que l'on façonne, qu'on dresse, qui obéissent et répondent ?

Par leur corps, leurs actions, leurs mouvements et déplacements, les enfants sont exhortés à être des membres d'une société reconnaissant un système de codes et de valeurs. Le « bon », le « mauvais », le « convenable » ou le « tabou » sont autant d'injonctions que les temps de restauration scolaires tentent d'inculquer. Il s'agit d'apprendre aux enfants à s'intégrer à ce système normatif par une forme de discipline.

Les observations faites dans les écoles tendent à présenter des enfants gérés par l'organisation et qui n'ont plus, finalement, grand-chose à construire eux-mêmes. On peut voir en effet que les enfants ne choisissent ni ce qu'ils mangent, ni ce qu'ils font de leur temps, ni, dans certains cas, ce à quoi ils jouent, etc. Une animatrice me dira elle-même que les enfants « ne sont jamais libres ».

Nous avons avancé l'idée que les pauses méridiennes sont elles-mêmes des « dispositifs » pour une éducation aux « bonnes »

pratiques alimentaires des enfants. Ce terme de dispositif nous rappelle encore une fois M. Foucault qui écrivait : « le dispositif est un ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques (...), [composant] les logiques de circulation du pouvoir » (M. Foucault, 1994). C'est bien de pouvoir dont il s'agit lorsque les enfants ont affaire à un dispositif normé et codé leur enjoignant de manger de telle façon, de bouger de telle manière, etc. Le temps et le corps se retrouvent ainsi pris dans une normativité au sein de l'institution.

Pour autant, ce quadrillage et cet aménagement du temps et du corps n'enlèvent rien à une capacité de résistance de la part des enfants. Plus encore, résister est inhérent au dispositif : les relations de pouvoir « ne peuvent exister qu'en fonction d'une multiplicité de points de résistance : ceux-ci jouent, dans les relations de pouvoir, le rôle d'adversaire, de cible, d'appui, de sailli pour une prise ». La résistance est le « vis-à-vis » de la relation de pouvoir.

C'est Deleuze dans sa lecture de M. Foucault qui nous explique que « les dispositifs codent le social, l'organisent, le contraignent, mais en tout état de cause, fuient, s'échappent » (G. Deleuze, 1986). Cette ligne de fuite serait la condition du dispositif parce que les logiques de pouvoir ne sont que des relations sociales qui se transforment, changent, évoluent et s'échappent. C'est le propre de la « créativité humaine » que de « ne pas se laisser envahir par les logiques dispositionnelles » (L. Monnoyer-Smith, 2013).

En un sens, en présentant dans cet article les dispositifs autour de l'éducation alimentaire des enfants, il nous faut également présenter les « lignes de fuite » qui leur sont inhérentes.

De nouvelles questions à de nouvelles pistes

Les enfants, s'ils sont en effet pris dans ces dispositifs, n'en résistent pas moins à leur échelle. Malgré tous ces emplois du corps et du temps, malgré les codes et les règles, l'on voit apparaître de façon très visible des formes de débordements, de transgressions de la part des enfants. Les enfants résistent à ces dispositifs. L'ordre et l'organisation laissent parfois la place à ces débordements. Par exemple, le moment où l'enseignant récupère ses élèves après la pause constitue un espace très court où ni animateur ni enseignant ne savent vraiment qui est responsable des enfants. Ces derniers l'ont en général bien compris et choisissent ces moments pour tenter quelques farces.

Luce Giard parle de l'enfant qui résiste autour de l'alimentation :

« C'est une lutte corps à corps qui s'engage à petites cuillerées et grands mots autour de la table : l'enfant veut être libre tout de suite, il grandira plus tard, l'adulte lui demande de manger d'abord, c'est-à-dire d'obéir, pour plus tard devenir grand, fort et libre, mais l'enfant s'impatiente, l'enfant ne peut attendre. Alors il invente mille ruses, il n'a jamais faim au bon moment, mais dévore tout et n'importe quoi à l'extérieur. Bientôt, il découvre d'autres vengeances sournoises... » (L. Giard, 1994)

Au restaurant scolaire, le stand de tri des déchets devient un panier de basket. Le plateau est une locomotive sur des rails qui renverse celle des autres. On s'amuse à remplacer les fourchettes par les couteaux dans les bacs à l'entrée, etc.

Ici, ce qui se donne à lire et à comprendre, c'est ce « va-et-vient permanent comme l'explique Nicoletta Diasio (2004), entre mise en scène et réappropriation de nouveaux modes d'existence sociale aussi bien dans leur transformation que dans leur résistance » et dans lequel adultes et enfants se mesurent dans un jeu renouvelé de pouvoir et d'insoumission.

Conclusion

Plus encore que les résultats que nous avons pu constater pour l'instant dans notre recherche, nous avons tenté de présenter dans ce texte le déroulement, le développement et l'évolution de nos questions. Au fur et à mesure du travail que nous avons mené, nous avons été confrontés à de nouvelles questions, de nouveaux « problèmes », qu'ils soient méthodologiques ou scientifiques. D'un sujet à une recherche de terrain, puis d'un terrain à de nouvelles questions, il nous semble que le travail de recherche est ainsi fait d'investigations qui surprennent, impliquent de nouveaux questionnements et introduisent de nouvelles pistes auxquelles nous n'aurions jamais pensé sans être confrontés à ces « problèmes ».

Ce cheminement que nous faisons dans notre recherche nous emmène vers des questions inattendues qu'il s'agit de prendre en compte et de comprendre.

Jean Claude Ameisen parle du langage en expliquant que nous « percevons des surfaces dans des contextes et nous en extrayons de nouvelles informations. Nous recombinaisons ces informations pour en comprendre le sens »¹. La recherche est ainsi comparable au langage,

c'est-à-dire que nous cherchons à lire et comprendre les signes du terrain, à en extraire ces significations et ces invariants. Lorsque le terrain « chante », comme ont parfois l'habitude de dire les chercheurs, il nous offre de nouvelles gammes que nous devons traduire.

Bibliographie

- CEFAÏ D, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.
DE CERTEAU M., GIARD L., MAYOL P., *L'invention du quotidien, Tome 2 : Habiter, Cuisiner*, Paris, Gallimard, 1994.
DELEUZE G, *Foucault*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1986.
DIASIO N, *Au palais de Dame Tartine*, Paris, L'Harmattan, 2004.
FOUCAULT M, *Surveiller et punir, Naissance de la prison, (1975)*, Paris, Gallimard, 1993.
FOUCAULT M, *Dits et écrits, vol 2 : 1970-1975*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences Humaines », 1994.

Notes

1. J.-C. Ameisen, *Sur les épaules de Darwin*, Émission de France Inter, 01/03/2013.

LE WEB DES DONNÉES OU LE MEDIA DE VALORISATION DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES EN BIBLIOTHÈQUES

KAOUTHER AZOUZ*

Depuis son émergence, le web n'a cessé d'être perçu comme un dispositif informationnel, un espace de sociabilité, un artefact technique et un média de communication. Sa dimension technique et l'hétérogénéité de ses services lui assignent le rôle d'un « composite »¹. Cette notion évoquée par Joëlle Le Marec et Igor Babou désigne, selon Laurence Monnoyer-Smith, « [...] un complexe hétérogène de pratiques, d'organisations, de savoirs, de normes et de machines qui instancie le web... »² Parmi tous ces aspects, nous nous intéresserons à l'étude du web en tant que média de valorisation des pratiques professionnelles et non comme média de partage et d'échange de l'information. Notre recherche cible l'une de ses évolutions majeures : le web des données. Cette nouvelle extension est fondée sur un ensemble de technologies, de vocabulaires et de référentiels conformes aux standards du web. Elle permet la description, la publication et la réutilisation des données structurées et des métadonnées cantonnées dans les silos du web invisible. Sa création vise à améliorer la qualité de traitement, d'interprétation et de moissonnage des données pour les machines et les agents du web. Pour y parvenir, il est indispensable de mobiliser les différents profils de professionnels en les incitant à collaborer et à partager leurs savoir-faire. La technicité ne semble plus être l'unique spécificité du web des données. La médiation des pratiques professionnelles serait, en effet, l'une de ses valeurs émergentes. Quels sont les aspects de cette médiation ? Comment se traduit-elle sur le terrain ? Quelles seront ses répercussions sur les professionnels des bibliothèques ? Ces questionnements sont les axes majeurs de cette recherche auxquels nous tenterons de répondre.

Si le web des données est le futur média de valorisation des pratiques professionnelles, c'est qu'il existe en bibliothèques un sentiment d'incompréhension vis-à-vis de l'intérêt et de la valeur ajoutée de certains métiers. Nous présumerons aussi que la médiation est le reflet de l'absence de communication entre les différentes communautés

* Laboratoire Geriico.
Université Charles de
Gaulle-Lille 3

institutionnelles. C'est une hypothèse qui incarne le sentiment d'inquiétude des professionnels de l'information quant à l'avenir de certaines professions. On supposerait également que la valorisation des pratiques professionnelles serait à l'origine d'une catégorie d'experts capables de faire évoluer le web actuel d'un espace de diffusion à un espace de structuration de la connaissance et de certification de l'information. L'objectif de cet article est de valider ou d'infirmer cet ensemble d'hypothèses en nous fondant sur les données des entretiens et des enquêtes de terrain.

Revue de littérature

La documentation scientifique est peu présente sur le sujet. L'ouvrage d'Emmanuelle Bermès « Le web sémantique en bibliothèques » ainsi que le mémoire de recherche de Jasmin Hügi et de Nicolas Prongué : « Les bibliothèques face aux *Linked Open Data* : de nouvelles applications web et de nouvelles compétences professionnelles » sont d'importantes sources pour cette recherche. Hormis ces deux références, la plupart des articles évoquent la technicité du web des données et la manière selon laquelle les professionnels des bibliothèques procèdent au traitement de la donnée. Notre corpus s'est également fondé sur les contributions et les communications des professionnels de l'information et des bibliothèques dans les journées d'étude et les séminaires nationaux ou internationaux. Le recours à la littérature grise était primordial. On relève des informations intéressantes sur l'évolution des métiers au sein des bibliothèques à l'aune du web des données dans les rapports du groupe d'incubation *World Wide Web Consortium* : « Bibliothèques et le web des données » et celui du Ministère de la Culture et de la Communication : « Feuille de route stratégique : Métadonnées culturelles et transition Web 3.0 ».

Méthodologie

Cette recherche est le résultat d'une enquête qualitative menée avec différents types de professionnels principalement ceux des bibliothèques. Lors d'un séjour scientifique à la Bibliothèque nationale de France, nous avons pu rencontrer des experts en catalogage, des chefs de projets, un directeur de département et des conservateurs, tous impliqués dans l'étude et l'analyse de l'impact des technologies et des référentiels du web des données sur les pratiques professionnelles. La plupart d'entre eux appartiennent à l'équipe *data.bnf.fr* dont les contributions au développement du web des données en bibliothèques se révèlent de plus en plus importantes. Nous avons aussi intégré le Ministère de la Culture, *Europeana*, la Bibliothèque des Champs Libres de Rennes et le Service Commun de Documentation de

l'université Lille 3 dans notre champ d'études. Durant cette enquête, nous avons bénéficié de l'expertise de deux consultants et de quatre chercheurs spécialisés dans l'implémentation des technologies du web des données en bibliothèques et dans l'institution culturelle.

Résultats

La diversité de ces profils est à l'origine de résultats riches et intéressants. Tous les interviewés confirment que le web des données permet à travers ses technologies et sa mise en relation des données de revaloriser certains métiers et pratiques professionnelles. C'est sur la notion de médiation que leur approche diverge. Si les professionnels des bibliothèques mettent l'accent sur la valorisation du catalogage et des catalogueurs, les consultants, les chercheurs et certains professionnels de l'information perçoivent la question autrement. Ils valoriseraient la collaboration, l'échange et la communication entre les différentes communautés institutionnelles. D'autres pensent que les technologies du web des données mettraient en valeur le travail des bibliothèques, en matière de structuration et de traitement de la donnée, et attribuent à ces institutions le rôle d'instances de certification de certains jeux de données du web.

Valorisation du catalogage et des catalogueurs

Le catalogage

Les professionnels des bibliothèques sont d'accord pour affirmer que le web des données est le média de valorisation de certaines pratiques professionnelles dont le catalogage. Cette pratique très importante pour les bibliothèques est en train d'évoluer. Sa mise en valeur par les technologies du web des données est une réplique au mouvement « zéro catalogage » prédisant la disparition de cette pratique et de sa substitution par la récupération des notices. Nous tenterons durant cette partie de bien illustrer ce constat, confirmé par l'ensemble des professionnels, en analysant ses trois aspects majeurs :

– **La Frbérisation des catalogues** : ou l'émergence d'un nouveau modèle de catalogues et de notices. Les catalogueurs sont davantage appelés à mieux connaître les fonctionnalités du modèle conceptuel *Functional Requirements for Bibliographic Records*. Ils devraient manipuler des notices utilisant la notion entité relation, et procéder à l'éclatement des modèles traditionnels. L'unicité de la notice, la création d'une structure en réseau, conforme à celle du web, et la transposition des données au format *Resource Description Framework* est la principale visée de cette procédure.

– **L'émergence d'un double discours sur les positions à adopter en matière de catalogage** : Cette attitude démontre la volonté de faire évoluer le catalogage et de confirmer son existence par rapport au mouvement prédisant sa disparition et sa substitution par la récupération des notices. Or s'il est vrai que les technologies du web des données parviennent à mettre en exergue le processus du catalogage, elles ne réussissent pourtant pas à convaincre tous les professionnels de la nécessité de changer leurs pratiques, d'où ce double discours. Il arrive que certains aient une attitude conservatrice à l'égard du changement et que d'autres y adhèrent bien car ils sont persuadés de l'intérêt de ces technologies dans la mise en valeur de la donnée structurée et de la pratique du catalogage.

– **Apparition de la notion du « Cataliage » ou le « Catalinking »** : C'est un nouveau processus de catalogage fondé sur la création de liens vers des ressources externes dont le choix est relatif aux documents à cataloguer ou au public à desservir.

Les catalogueurs

En ce qui concerne les catalogueurs, ils sont de plus en plus valorisés par les grandes structures. Incompris et souvent interrogés sur l'utilité de leur travail à long terme, ils sont actuellement aux premières loges avec les technologies du web des données. Leur maîtrise du format Marc et du modèle *FRBR*³ leur attribue des compétences et un savoir-faire fortement prisé. La production de données structurées atteignant le plus haut niveau de granularité descriptive fait qu'ils sont de plus en plus recherchés pour leurs compétences techniques. À titre d'exemple⁴ on se rend compte que derrière le *Knowledge Graph* il y a la base *Freebase.com* qui comprend 130 concepteurs développeurs pour 150 catalogueurs, soit une proportion de 3/4 de catalogueurs pour 1/4 d'informaticiens développeurs. Un autre chiffre du même genre, mais cette fois-ci chez *Google Maps* où l'on retrouve 5 000 employés dont 3 000 catalogueurs pour 2 000 ingénieurs-développeurs.

Outre la proportion majoritaire de ces professionnels, on relève aussi la volonté des managers de sensibiliser les catalogueurs à l'importance de leur rôle dont ils n'ont souvent pas conscience. Les catalogueurs ont l'impression de saisir des données inutiles et répétitives. Selon la responsable du département audiovisuel de la Bibliothèque nationale de France, le fait de montrer à cette communauté le résultat de leur travail dans le produit *data.bnf.fr* permet une meilleure compréhension de l'intérêt qu'ils ont à structurer les données pour générer leur réutilisation à long terme. Des formations ont été prévues dans ce sens. C'est une manière d'apaiser ce sentiment d'inquiétude qui affecte certains d'entre eux quant à l'intégration des technologies du web des données et les incite à se poser la question suivante :

« Quel est notre rôle et quelle est notre valeur ajoutée par rapport à ces technologies ? ». « Notre métier va-t-il disparaître ? Va-t-on tous suivre le modèle américain ? »

Dispositif de communication et de collaboration entre les communautés institutionnelles

Communication technique

Nos interviewés relèvent aussi un rapprochement entre les différents profils de professionnels qui jusqu'alors communiquaient très peu entre eux. Deux types de communications sont à noter : il s'agit d'abord d'une communication technique entre les membres d'une même communauté, et ensuite d'une communication de convergence qui tente de rapprocher des profils et des parcours divergents. L'idée de dire que le web des données est un média, se traduit, selon certains professionnels des bibliothèques, par une meilleure communication entre les individus et les institutions. Les débats, les conférences et les études de cas publiés dans des revues de renom telles que *The Journal of Science* dénotent l'engouement des professionnels pour ces technologies. C'est aussi le reflet d'une double volonté de leur part de faire évoluer la technologie en la réadaptant aux besoins des bibliothèques et de faire évoluer celles-ci en intégrant ces technologies, mais surtout à travers l'échange de processus, de pratiques et d'expériences techniques diverses.

Communication de convergence entre des profils divergents

Le web des données réussit à créer une convergence entre les institutions et les profils divergents de professionnels qui n'ont pas toujours eu les mêmes approches. C'est le cas des bibliothécaires et des informaticiens. Si les premiers sont fascinés par le modèle du graphe, qui leur permet de relier leurs données et de les rendre interopérables, les seconds sont moins persuadés de l'efficacité d'un tel modèle. Selon un chargé de projet au Ministère de la Culture, l'intégration des technologies du web sémantique nécessite la mise en place d'un processus de médiation pour convaincre la hiérarchie de l'impact bénéfique de ces technologies. Ce processus est principalement fondé sur l'action et non le discours. « Quand on convainc les gens de mettre un agent de leur service dans un tel projet, cela les implique d'une manière ou d'une autre. Dans ce cas c'est l'action qui compte et non le rapport verbal. C'est surtout dans l'action qu'on comprend la mesure de la difficulté de ces projets innovants et que l'on devient réaliste »⁵ (Sajus, 2014) Ces projets comportent tous les profils des professionnels de l'information : catalogueurs, indexeurs, informaticiens, etc. La pluridisciplinarité, la présence documentaire et informatique constituent les principales caractéristiques de ce web.

Émergence de la notion d'experts et d'expertise

L'intégration des technologies du web des données engendre, selon les professionnels des bibliothèques, la notion d'expertise. On relève ainsi le développement de nouvelles expertises autour de la description fine et détaillée des ressources comme c'est le cas pour les documents scientifiques ou multimédias. Le traitement de ces ressources sera désormais confié à un expert dont la mission est d'assurer la granularité, la propreté et l'authenticité des métadonnées pour qu'elles puissent être reliées à d'autres jeux de données et réutilisées par d'autres bibliothèques. Pour certains consultants cette notion d'expertise prend une autre forme : celle de la certification et de la validation des données du web. Les référentiels et les données structurées des bibliothèques sont indispensables au web des données car ils permettent, selon Marc Maisonneuve⁶, de faire évoluer le web actuel vers un espace de contrôle d'informations et de référentiels, ce qui amènera à reconnaître la valeur du travail des bibliothécaires.

Discussion

Les hypothèses de départ se confirment. La technicité n'est plus le seul élément du web des données. Le savoir-faire des catalogueurs est de plus en plus indispensable à l'évolution de ce web et de l'ensemble de ses technologies. C'est une approche qui se confirme avec les initiatives de l'OCLC (*Online Computer Library Center*) dont l'objectif est d'assurer la réadaptation des formats et technologies du web des données pour qu'elles soient compatibles aux standards du web et des bibliothèques. On peut mentionner à titre d'exemple *schema bib extend* qui n'est qu'une réadaptation du *schema.org* pour les bibliothèques. Le rôle des bibliothécaires se confirme ainsi. On se rend compte qu'il est de plus en plus difficile pour Google de promouvoir l'idée de son efficacité à trouver toutes les informations sur le web et à ignorer l'intérêt et l'utilité du processus de traitement de l'information. Les technologies du web des données ont induit une prise de conscience chez les professionnels des bibliothèques sur la nécessité de structurer et de valider la donnée avant sa publication sur le web. Cette attitude met en valeur le rôle des bibliothèques et des catalogueurs. Or si la valorisation des pratiques professionnelles par les technologies du web des données semble être une valeur ajoutée pour certains professionnels, elle l'est moins pour d'autres. Selon Antoine Isaac (*Europeana*) les technologies du web des données portent en elles le potentiel de mettre en valeur les pratiques professionnelles et c'est ce qui se passe quand les bibliothèques commencent à échanger des données et à les représenter en *Linked data*.

Pour ce qui est de la valorisation du travail des catalogueurs, les professionnels convergent pour la description de deux réalités distinctes. Ils confirment cette hypothèse pour les grandes structures productrices de notices bibliographiques et d'autorités, mais l'infirmement pour les moyennes et les petites bibliothèques dont la réalité est toute autre. Adeptes de la récupération, ces dernières n'éprouvent plus le besoin d'avoir des catalogueurs dans leurs établissements. Cette double réalité du terrain fait que les catalogueurs sont de plus en plus tiraillés entre deux discours : celui de la valorisation de leurs compétences et du déclin de leur profession, ce qui mettrait leur raison d'être en jeu et justifierait leur inquiétude croissante.

Conclusion

L'analyse du web des données comme média de valorisation des pratiques professionnelles confirme son développement et son évolution d'un web de machines à un web faisant évoluer les usages numériques. Cette approche nous est bien confirmée par Bertrand Sajus lorsqu'il souligne que le web des données fait évoluer les usages des communautés professionnelles et savantes en leur fournissant des outils permettant le croisement des informations. « Le gros enjeu du web des données c'est qu'il n'est plus un vecteur de diffusion de la connaissance, mais l'outil qui permet sa co-construction »⁷.

Bibliographie

BAKER Thomas, BERMES Emmanuelle, KOYLE Karen et al. Rapport final du groupe d'incubation « Bibliothèques et ». In : Groupe d'incubation W3C – Rapport 25 octobre 2011 : [en ligne]. Disponible sur : <http://mediatheque.cite-musique.fr/MediaComposite/ARTICLES/W3C/XGR-Ild-fr.html> (consulté le 09.03.2014)

BERMES Emmanuelle, POUPEAU Gautier, ISAAC Antoine, *Le web sémantique en bibliothèques*. Paris : Collection Bibliothèques, éditions du Cercle de la Librairie, 2013

GFII, Données culturelles et Linked Open Data Valoriser le patrimoine public dans le : Synthèse de la journée d'étude du GFII organisée le 26 mars 2013 à la Maison de l'Europe.

HÜGI Jasmin, PRONGUÉ Nicolas, *Les bibliothèques face au Linked Open Data : de nouvelles applications web et de nouvelles compétences professionnelles*. Genève, Haute École de Gestion de Genève, 2014

Ministère de la Culture et de la Communication. « Feuille de route stratégique : Métadonnées culturelles et transition Web 3.0 ». [en ligne]. Disponible sur : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/var/culture/storage/pub/>

feuille_de_route__metadonnees_culturelles_et_transition_web_3_0_janvier_2014/files/docs/all.pdf (consulté le 14/02/2014)
MONNOYER-SMITH (Laurence). *Chapitre 1 – Le web comme dispositif : comment appréhender le complexe ?* [en ligne]. Disponible sur : http://www.academia.edu/2606162/Le_web_comme_dispositif_comment_apprehender_le_complexe. (consulté le 14/10/2014).

Notes

1. Monnoyer Smith (Laurence). *Chapitre 1 – Le web comme dispositif : comment appréhender le complexe ?* [en ligne]. Disponible sur : http://www.academia.edu/2606162/Le_web_comme_dispositif_comment_apprehender_le_complexe. (consulté le 14/10/2014).

2. *Ibid.*

3. Voir Frbérisation des catalogues p. 3.

4. Wenz, Romain, 2014. *Bibliothèques Linked open data : nouvelles perspectives de bibliothèques*. mp3. Paris : entretien du 3 août 2014.

5. Sajus, Bertrand, 2014. *Bibliothèques Linked open data : nouvelles perspectives de bibliothèques*. mp3. Ministère de la Culture et de la Communication : entretien du 18 avril 2014.

6. Maisonneuve, Marc, 2014. *Bibliothèques Linked open data : nouvelles perspectives de bibliothèques*. mp3. Tosca Consultants-Paris : entretien du 4 juillet 2014.

7. *Op. cit.*, Sajus et Bertrand.

CONSTRUCTION D'UN SAVOIR SUR LA COMMUNICATION : VERS L'ADOPTION D'UNE POSTURE D'ETHNOLOGUE-AMATEUR

MARION ROLLANDIN*

Actuellement en quatrième année de doctorat au CELSA, sous la direction d'Yves Jeanneret, et amorçant la phase finale de rédaction, je profite de cet article pour présenter mes travaux qui témoignent d'une conception particulière de la communication. Cette thèse vise à enrichir les travaux sur la communication médiatisée. Dans cette perspective, sont questionnés par une approche communicationnelle, les processus réflexifs engagés lorsqu'un sujet utilise un dispositif médiatisé informatisé qui nécessite des interactions entre les usagers. Le sujet adopte une posture particulière – que je qualifie de posture d'ethnologue-amateur – quant à la manière de communiquer, de se définir et d'évoluer dans son rapport aux autres et au média, générant ainsi un savoir particulier sur la communication. Cette recherche offre également l'opportunité de proposer une méthodologie pour l'analyse des situations de communication médiatisée. Afin de faciliter la compréhension de mes travaux, je présente dans un premier temps la thématique de mon sujet de thèse, revenant sur la naissance du questionnement, la problématique, les hypothèses et la méthodologie. Dans un second temps, j'expose les deux processus réflexifs à l'œuvre dans les activités médiatisées. Dans un dernier temps, j'aborde le lien entre la construction d'un savoir sur la communication et le développement d'une posture d'ethnologue-amateur, dont je détaille les principales caractéristiques.

Processus réflexifs engagés dans les échanges en ligne et leur impact sur la communication

Le questionnement sur la communication médiatisée a été amorcé par une expérience survenue avant mon entrée en master, *via* le dispositif de jeu *World of Warcraft* où ma pratique en tant que joueuse était soutenue. Par conséquent, je fus amenée à côtoyer des joueurs quotidiennement, par le biais d'échanges par écrit *via* le canal du jeu et vocalement avec le logiciel *Skype*. Ces deux modalités de

* CELSA, GRIPIIC

communication articulées à la quotidienneté favorisèrent le rapprochement entre ces rapports et ceux que je pouvais avoir lors de loisirs pratiqués en face à face. Toutefois, une des relations développée avec une autre joueuse s'arrêta brutalement, se matérialisant par la disparition de son pseudonyme dans les différents dispositifs, me laissant dans l'incapacité de lui demander des explications. Le rapprochement illusoire entre la communication médiatisée et la communication en face à face m'apparut brutalement. Cette expérience orienta mon mémoire de master qui portait sur « la mise en scène identitaire du joueur dans les jeux de rôle en ligne : le cas de *World of Warcraft* ». Ce premier travail de recherche montra que les joueurs développaient une conception de la communication, des compétences, et faisaient preuve d'une certaine réflexivité à l'égard de leur pratique, adoptant une posture particulière que j'avais qualifiée en ouverture de mon travail de posture « d'ethnologue-amateur ».

Cette expression est analysée dans ma thèse, dont la problématique est la suivante : en quoi la réflexivité communicationnelle induite par les échanges en ligne conduit-elle à la production d'un savoir particulier sur la communication ? J'étudie les processus engagés lors d'une situation de communication médiatisée et je mets en évidence les rapports avec des situations en face-à-face. J'ai avancé trois hypothèses. La première questionne les processus réflexifs des sujets. J'envisage que l'internaute, en évoluant dans de nouveaux cadres communicationnels offerts par ces dispositifs et confronté à d'autres internautes qui se mettent en scène et communiquent, modifie sa vision du monde, de la sociabilité et de sa propre identité publique. Par extension je questionne l'élaboration du savoir qui est lié à l'adoption progressive au cours de la pratique par le sujet d'une posture d'ethnologue-amateur, ce qui amène ma deuxième hypothèse : il y aurait une co-élaboration d'une culture partagée quant à la façon d'agir dans les interactions médiatisées, mais également sur la communication en général (en se basant sur une confrontation des relations en ligne *versus* relations en face-à-face), ou du moins d'une certaine inter-opérabilité des savoir-faire développés dans les interactions médiatisées. Ma dernière hypothèse porte sur la communication médiatisée et sur sa représentation, au regard de la communication en face-à-face. La représentation, la projection et l'anticipation de relations interpersonnelles non médiatisées sont des représentations à travers lesquelles la communication dans le média est vécue et interprétée. Comme le montre l'expérience personnelle évoquée en amont, une pensée imaginaire de la rencontre est en jeu dans l'interaction médiatisée. Il s'agit alors de comprendre comment les sujets sociaux pensent le média : l'expérience vécue est-elle considérée comme une rencontre directe, fantasmée ou confondue avec celui-ci ?

Pour analyser les processus communicationnels médiatisés, j'ai mobilisé un ensemble méthodologique appelé ethnosémiotique¹ qui articule une analyse sémiopragmatique des dispositifs à une analyse interactionnelle de terrain, se composant d'une phase d'observation participante sur une période d'un an et des entretiens menés en auto-confrontation. Cette méthodologie a été appliquée à deux types de terrains : le jeu vidéo en ligne multijoueur *League of Legends*, où deux équipes de joueurs s'affrontent par l'intermédiaire de personnages pour détruire le camp adverse et le site de discussion en ligne féminin *confidentielles.com*, où des femmes peuvent discuter entre elles *via* une panoplie d'outils. Si le jeu est le terrain qui a constitué une première source de questionnement, je considère que la question posée dans ce travail pourrait s'appliquer à l'ensemble des situations médiatisées informatisées qui mettent en relation des sujets. Pour cette recherche portant sur des pratiques volontaires, je postule que les sujets tentent de vivre au mieux leur expérience de pratique, et essaient de ne pas s'exposer à trop de contraintes.

Déconstruction de la réflexivité communicationnelle induite par les échanges en ligne

J'analyse la réflexivité communicationnelle² induite par les échanges médiatisés. Constatant que les modalités d'échange diffèrent d'une situation en face-à-face, les sujets sont amenés à réfléchir à leur manière de communiquer, de se mettre en scène dans ces espaces se matérialisant à l'écran. C'est au cours de ces processus réflexifs qu'ils développent un savoir quant aux actes communicationnels, amenant à l'adoption de la posture d'ethnologue-amateur. Deux niveaux de réflexivité vont être présentés successivement. Le premier permet de définir la situation de communication médiatisée, par la dénaturalisation de l'habituelle situation de communication en face-à-face à travers une mise en évidence des processus communicationnels en vigueur. Le second niveau porte sur la mise en jeu de ces processus, qui sont mobilisés afin de permettre au sujet de mener favorablement sa séquence de vie médiatisée.

Un premier niveau de réflexivité pour déterminer les possibilités d'actions et d'échanges

Le premier processus réflexif vise à appréhender la situation et les possibilités d'actions au regard d'expériences passées. Le sujet apprend tout d'abord à définir la situation de communication dans laquelle il s'engage volontairement. Il détermine le cadre primaire de l'activité (Goffman, 1991, 19) dès sa première confrontation au dispositif, grâce à des éléments sémiotisés à l'écran et aux différents discours des sociétés conceptrices comportant une « ostension d'une

intention communicationnelle lisible » (Jeanneret, 2008, 167), c'est-à-dire une intention de communication et une représentation de ce que doit être la communication dans le cadre de l'activité proposée. Ainsi, *League of Legends* offre un cadre de performance ludique collaborative alors que *confidentielles.com* propose un cadre de discussions en ligne et d'information-consommation thématiques. La société conceptrice *via* le discours d'escorte, le cadre de l'activité et les règles exposées propose un rôle que le sujet peut endosser ou s'en éloigner, prenant le risque de passer pour un déviant. Il prend ensuite conscience des architextes qui « organisent les conditions même de la communication » (Bonaccorsi, dans Barats, 2013, 134) mettant en scène les espaces d'énonciation à l'image de la conversation (Patrin-Leclaire, 2011, 16), recréant une sensation de présence propice à l'instauration d'un échange grâce à une « structure à quatre termes [...] susceptible de décrire la relation entre les entités », appelée « matrice relationnelle » (Fournout, 2012, 24). Dans la pratique, le sujet s'inscrit d'une manière particulière, orienté par le rôle choisi et laisse des traces³ dans le dispositif qui constituent son éthos médiatisé. J'estime que l'éthos se constitue et s'enrichit à chaque interaction (Amossy, 2010, 6). Pour plus de facilité, je le décompose en facettes : préalable, discursive, comportementale et technique, dont la recombinaison permet aux interlocuteurs de savoir comment aborder les éventuelles interactions. L'enjeu devient alors pour chaque participant de se construire un éthos favorable à l'amorce d'une interaction.

Ce processus réflexif est lié aux caractéristiques spatiales et temporelles des situations de communication médiatisée. À partir d'une application des notions de régions antérieure et postérieure développées par Goffman (1973, 105), je montre que le corps d'un sujet s'ancre du côté extérieur de l'écran tout en agissant sur le dispositif. Cette particularité place le sujet dans une situation où des scènes d'interaction se superposent, ce que je nomme « état de polytopie synchronique » : l'interaction médiatisée, à laquelle peuvent s'ajouter des sollicitations extérieures en face à face ou d'autres situations médiatisées. Le rôle attendu peut alors être difficile à maintenir, compte tenu de l'ancrage du corps du sujet dans le lieu de pratique, impliquant aussi la tenue du rôle quotidien. Je réalise également un parallèle entre la séquence de vie médiatisée du sujet amorcée dès les premiers pas de la pratique, et la séquence de vie quotidienne amorcée à la naissance dans lesquelles évolue chaque sujet au cours de la même temporalité. J'avance l'idée que chacun se soumet à une phase d'apprentissage pour évoluer dans le dispositif médiatisé, à l'image de celle à laquelle se soumet le jeune enfant pour gérer les interactions en face-à-face. L'état de polytopie synchronique a un impact sur le comportement

des sujets, provoquant chez eux, un engagement limité dans l'activité, pouvant introduire des doutes quant au maintien de l'échange.

Ce processus réflexif se retrouve enfin lorsque le sujet se confronte au dispositif, fond commun dans lequel les usagers se confrontent aux mêmes outils et vivent en idiorythmie. Ce vivre ensemble est très prisé par les institutions qui mobilisent un imaginaire social autour de la notion de communauté, instituant des liens entre les usagers, les impliquant dans des règles de vie collectives. Cet aspect communautaire est perçu par les usagers, sans qu'ils s'y sentent intégrés. Ils remarquent qu'utiliser un dispositif ne suffit pas pour devenir un membre reconnu du groupe. Il faut acquérir une visibilité par son inscription où le dispositif hypertextualise ses traces, les convertissant en signes dits « passeurs ». L'aspect médiatique n'exclut pas l'expression des émotions qu'il faut apprendre à gérer. Même si le corps n'est pas visible, des distances sont réintroduites à travers une proximité symbolique, faisant ainsi de la séquence de vie médiatisée le lieu d'expression d'émotions intensifiées, propice à l'extimité (Tisseron, 2001, 52-53).

Un deuxième niveau de réflexivité permettant une intégration prolongée

Un deuxième niveau de réflexivité s'établit ensuite lorsque le sujet poursuit sa pratique, et développe des interactions avec d'autres, cherchant une intégration au groupe, opération indispensable pour évoluer dans la pratique. Tout d'abord, le sujet apprend à se mettre en scène dans le dispositif afin de gérer son éthos qui s'élabore sur l'écran, reposant sur les traces formatées par le dispositif générant ainsi la facette préalable (pseudonyme, profil, image) qui donnera à tout potentiel interlocuteur des informations avant l'échange. L'éthos du sujet comporte une dimension discursive où des informations sur son identité sociale et son quotidien se trouvent dans la forme et le contenu de ses propos. Un éthos technique du sujet s'élabore à son insu, à travers des traces de la défaillance du matériel ou bien dans la gestion de la relation corps-machine, ce qui aura un impact sur ses échanges, conditionnant l'image que les autres vont se faire de lui.

L'éthos du sujet évolue par l'adoption d'une succession de comportements permettant de gérer ses interactions, en faisant preuve d'égoïsme afin de satisfaire ses intérêts et de sociocentrisme, ce qui est attendu par les autres. La participation aux activités médiatisées étudiées implique que le sujet s'engage dans des interactions et cherche à les stabiliser, afin d'éviter le processus de re-présentation, ce qui permet sur *confidentielles.com* d'approfondir une relation sans devoir revenir sur les informations de contextualisation et sur *League*

of *Legends* de tisser un lien avec d'autres joueurs pour s'entraîner régulièrement ensemble. Si l'éthos de chacun s'avère satisfaisant, l'interaction sera réitérée. Des techniques sont ensuite appliquées afin de stabiliser la relation, comme la multiplication des interactions pour préserver l'aspect phatique de la relation. J'ai noté que pour conserver la cohésion du groupe l'institution ne s'impliquait pas directement mais déploie des stratégies pour inciter les membres à s'engager dans un phénomène d'autogestion.

Enfin, la pratique permet d'acquérir des compétences et des connaissances, que le sujet peut souhaiter partager. Pour cela, il doit être reconnu comme partenaire de l'échange ce qui n'est pas inné. On pourrait penser que le dispositif met sur un pied d'égalité les usagers, or, des différences s'imposent, liées à l'âge, au genre ou à un handicap. Une fois reconnu comme partenaire, le sujet doit encore se montrer légitime à partager son savoir, en se plaçant comme ayant une certaine expertise. Pour que les autres soient réceptifs, il doit témoigner de son savoir. Dans les deux terrains étudiés, le sujet se confronte à des figures d'experts avec lesquelles il faut composer pour pouvoir rester légitime à partager son savoir, c'est le cas des internautes désignées comme ayant une expertise dans un domaine sur *confidentielles.com* ou des joueurs professionnels sur *League of Legends*.

Vers une posture d'ethnologue-amateur et la construction d'un savoir

Les processus réflexifs conduisent les sujets à acquérir un ensemble de savoirs sur la communication médiatisée, en adoptant une posture où une attention particulière est prêtée au décryptage des signes, guidé par le désir d'interpréter les phénomènes qui se présentent. Cette posture que je nomme posture d'ethnologue-amateur, favorise leur intégration dans le groupe, et les incite aux cours des échanges médiatisés à comprendre l'altérité pour mieux se comprendre eux-mêmes. Cette qualification est un construit qui relève de mon interprétation de ce que peut être un ethnologue d'une part et un amateur d'autre part. Je me permets d'associer ces deux termes pour produire une métaphore permettant de décrire l'état dans lequel aboutissent les usagers à force de pratique. En effet, cette posture n'est pas innée, elle se développe, se perfectionne et s'affirme avec la pratique du dispositif. Les usagers ne me semblent pas tous égaux devant l'adoption de cette posture : certains finiront par l'endosser totalement alors que certains ne feront que l'effleurer. Je déconstruis cette notion, puis présente son impact sur la vision de la communication et son évolution une fois qu'un sujet met fin à sa séquence de vie médiatisée sur un dispositif.

Déconstruction de la notion de l'ethnologue-amateur

La notion s'appuie sur ma représentation de ce que peut être un ethnologue. En effet, à son image, les sujets ont un esprit d'exploration, cherchent à comprendre un groupe qui ne leur est pas familier pour mieux se comprendre eux-mêmes. Par la pratique, ils font un aller-retour entre deux mondes qui ne sont pas distants géographiquement mais symboliquement : le monde de la communication médiatisée et celui de la communication en face à face. Ainsi, la pratique se fait sur un temps long mais entrecoupée du quotidien, ce qui rend plus difficile l'appropriation mais plus prégnante la comparaison car on ne peut s'isoler dans ce monde de manière prolongée. L'immersion dans un dispositif médiatisé équivaut à un voyage, un chemin vers l'Autre, pour mieux se comprendre, tout en ayant l'enjeu d'expérimenter les lieux où l'on va, de s'approprier ce que l'on fait pour se construire. Le voyage ici est symbolique, projetant l'utilisateur dans un lieu que l'on pourrait qualifier d'ailleurs, avec des codes propres, des gens différents, tout en sachant qu'il ne quitte pas son lieu de connexion. Le sujet a un double rôle à l'image de l'ethnologue, qui s'immerge dans ce monde et doit essayer de minimiser son rôle de chercheur pour mieux s'imprégner de l'univers dans lequel il évolue.

La notion s'appuie aussi sur le terme d'amateur, qui permet de prendre de la distance avec ce qu'est un véritable ethnologue. Le savoir construit n'est pas un savoir d'expert mais relève du savoir ordinaire. Les sujets ont conscience de développer un savoir sans pour autant avoir des compétences théoriques pour l'analyser. Cela peut justifier un rapport différent aux objets et aux preuves (matériaux importants pour l'ethnologue). J'ai constaté que les sujets conservaient des preuves de leur expérience notamment par le biais de copie d'écran, certains notant même des anecdotes dans un cahier afin de pouvoir les raconter ensuite à leur entourage. Cependant, ces preuves ne sont pas aussi exhaustives que celles de l'ethnologue, et restent souvent à l'état numérique. Il se trouve aussi que le sujet n'a pas les mêmes considérations éthiques qu'un chercheur, ce qui le conduit à accéder avec plus de facilités à un panel varié de comportements, en provoquant parfois volontairement des situations. J'ai rencontré des personnes qui n'étaient pas de véritables déviants mais qui jouaient à l'être sur un laps de temps assez court afin de voir les comportements provoqués en retour chez leurs interlocuteurs.

Évolution de la posture d'ethnologue-amateur et de la représentation de la communication

Suite à la construction d'un savoir sur la communication médiatisée qui s'articule à l'adoption progressive de la posture d'ethnologue-amateur, j'ai constaté un désir de partager les savoirs acquis par la pratique. Ce

partage se fait à travers des discussions et une mise en commun avec les autres, et aboutit à la construction d'une culture partagée. Celle-ci est facilitée par le fait que chacun adopte plus ou moins la posture d'ethnologue-amateur et acquiert donc des savoirs. À l'image de la célèbre formule de Watzlawick « on ne peut pas ne pas communiquer », j'avance l'idée que « on ne peut pas ne pas être théoricien de la communication ». Ainsi c'est par la pratique que se construisent des savoirs participant à la représentation de ce qu'est une situation de communication médiatisée. Cette dernière devient un espace de possibilités, d'expérimentations, que les sujets définissent comme se différenciant de la communication en face-à-face. Ils ne font pas de confusion entre ces deux formes, et font même fonctionner les échanges médiatisés comme un filtre sélectif avant la rencontre en face-à-face.

Le développement de cette posture est motivé par une fascination du média et de l'activité. Elle cesse en même temps que la séquence de vie médiatisée quand les attentes du sujet ne sont plus satisfaites ou par manque de temps. La posture d'ethnologue-amateur ne disparaît pas totalement, et sera plus facilement atteinte dans un autre dispositif, l'utilisateur bénéficiant des savoirs sur la communication acquis précédemment, son expérience ayant aiguisé son attention. C'est ce qui pousse les sujets à ne pas arrêter leurs expériences de la communication médiatisée. En effet, j'ai constaté qu'une fois leur pratique arrêtée, la plupart se dirigent alors vers d'autres dispositifs similaires, s'engageant ainsi dans un autre voyage médiatisé.

Conclusion

Pour conclure, ce travail de thèse questionne le savoir sur la communication développé au cours de la pratique médiatisée grâce à des processus réflexifs décomposés en deux temps, le premier induisant un rapport au dispositif et le second un rapport dans le temps de la relation avec d'autres usagers. Le développement de ce savoir s'accompagne par l'adoption progressive de la posture d'ethnologue-amateur. L'originalité de cette recherche réside dans la construction du cadre théorique qui articule deux champs de recherche, celui de la communication médiatisée et celui de la communication en face-à-face, considérant qu'il n'y a pas de réelle innovation dans la pratique médiatisée, et que les manques d'informations liées à l'interaction par écran vont être palliées par des éléments sémiotisés à l'écran. Elle repose aussi sur la méthode d'analyse proposée, qui fait fonctionner en symbiose une analyse sémiopragmatique des dispositifs étudiés à une analyse interactionnelle de terrain permettant d'appréhender les processus sur plusieurs niveaux. Enfin, un dernier intérêt se trouve dans le fait que l'analyse menée sur *League of Legends* et

confidentielles.com, grâce au cadre théorique et méthodologique, peut être transférable à un ensemble d'autres terrains, dans la mesure où ceux-ci impliquent une nécessaire mise en relation des sujets.

Bibliographie

AMOSSY Ruth, *La présentation de soi – Ethos et identité verbale*, Paris : Presses Universitaires de France, 2010.

BONACCORSI Julia, « Chapitre 6, Approches sémiologiques du web », dans Barats Christine (dir.), *Manuel d'analyse du web*, Paris : Armand Colin, 2013.

FOURNOUT Olivier, *Théorie de la communication et éthique relationnelle*, Cachan : Éditions Lavoisier, 2012, p. 24.

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1 : La présentation de soi*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1973.

GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris : les Éditions de Minuit, 1991.

JEANNERET Yves, *Penser la trivialité - volume 1 la vie triviale des êtres culturels*, Paris : Lavoisier, 2008.

PATRIN-LECLERC Valérie, « Introduction », dans Patrin-Leclerc Valérie, « La communication revisitée par la conversation », *Communication & Langages*, n° 169, septembre 2011.

TISSERON Serge, *L'intimité surexposée*, Paris : Éditions Ramsay, 2001.

Notes

1. Le terme est emprunté à Le Marec Joëlle, Babou Igor, « Chapitre IV. De l'étude des usages à une théorie des « composites » », dans Souchier Emmanuel, Jeanneret Yves, Le Marec Joëlle (dir.), *Lire, écrire, récrire*, Paris : Bibliothèque publique d'information, 2003, p. 237. Je n'ai pas cherché à faire un ersatz des différents outils méthodologiques, mais plutôt à les faire véritablement fonctionner en symbiose.

2. J'ai notamment défini, à partir des travaux de Joëlle Le Marec dans *Ce que le « terrain » fait aux concepts : Vers une théorie des composites*, H. D. R. : Cinéma, communication et information, sous la direction de Baudouin Jurdant, Université de Paris VII, 2002, la réflexivité communicationnelle comme un processus spontané et inconscient où les sujets mobilisent des savoirs sur la communication acquis précédemment et les modulent pour les réinvestir en tant que réalité structurante de la situation de communication.

3. Je retiens la définition de la trace donnée dans Jeanneret Yves, « Complexité de la notion de trace » dans Galinon-Méléneq Béatrice, *L'homme trace – Perspectives anthropologiques des traces contemporaines*, Paris : CNRS Éditions, 2011, p. 72.

COMMUNICATION DE CRISE VIA LES MÉDIAS SOCIAUX : COLLECTE, STOCKAGE ET ANALYSE DES DONNÉES

ANTONIN SEGault*, FEDERICO TAJARIOL*, IOAN ROXIN*

Depuis le début du siècle, les services de communication via Internet ont augmenté leur présence dans toute la sphère des activités humaines, qu'elles soient de type professionnelle et privée. Ces services ont également modifié la communication en situation de crise, quelle que soit la nature de la crise, par exemple politique, industrielle ou de l'ordre d'une catastrophe naturelle. En fait, traditionnellement, les sources institutionnelles ont créé et géré un flux d'information unidirectionnel, partant des autorités vers les victimes et cristallisant ainsi les responsabilités de chaque acteur pendant la crise. Depuis une dizaine d'années, cette conception se révèle peu adéquate en raison des possibilités de communication offertes par des services numériques, appelés « médias sociaux ». Plus précisément, grâce aux informations transmises et partagées en temps réel via les médias sociaux, comme Twitter et Facebook, des victimes peuvent alerter les autorités pour permettre le sauvetage d'autres victimes, elles peuvent communiquer directement entre elles et développer leurs propres connaissances et points de repère pour agir afin de faire face à la situation. Les informations transmises par les victimes via les médias sociaux rendent la communication de crise persistante, facilitant ainsi son étude grâce à la constitution de corpus représentatifs dont la constitution ouvre des problèmes méthodologiques importants, concernant toute la chaîne de production de corpora.

L'objectif de notre contribution est de souligner ces problèmes et indiquer des solutions à adopter. Après avoir synthétisé les usages des médias sociaux en situation de crise (section 1), nous aborderons des problèmes spécifiques concernant : 2) la sélection et la collecte des contenus créés par les utilisateurs via les MS, 3) les technologies pour assurer le stockage des échanges via les médias sociaux, et 4) les méthodes à envisager pour en permettre l'analyse.

* Équipe Objets et Usages Numériques. Laboratoire ELLIADD. Université de Franche-Comté

Usages des médias sociaux en situation de crise

Les médias sociaux permettent aux internautes de créer des profils publics ou semi-publics, de maintenir une liste d'utilisateurs avec lesquels ils partagent une connexion, et de naviguer à travers cette liste et celles maintenues par d'autres utilisateurs (Boyd & Ellison, 2008). Ils comprennent notamment les plateformes de microblog telles que Twitter, les sites de partage de contenus comme Youtube ou Flickr, et les réseaux socio-numériques tels que Facebook.

Au cours de dernières années, les analystes de la communication se sont appropriés de ces médias sociaux pour étudier les contenus et les processus communicationnels avant, pendant et après une situation de crise (Palen, Vieweg, Liu, & Hughes, 2009). En janvier 2009, pour la première fois, Twitter devance les journalistes pour la couverture d'un événement de grande ampleur : l'amerrissage d'urgence d'un avion sur l'Hudson River (Fig. 1). Les institutions ont ensuite, à leur tour, utilisé cette plateforme de microblogging pour la diffusion d'informations en temps réel, comme durant l'accident nucléaire de Fukushima Daiichi (2011) (Fig. 2) et même, plus récemment, pour mobiliser le crowdsourcing lors des attentats de Boston en 2013 (Fig. 3).



Fig. 1 – <https://twitter.com/jkrums/status/1121915133>



Fig. 2 – <https://twitter.com/iaeaorg/status/47131927093846016>



Fig. 3 – <https://twitter.com/bostonpolice/status/323895934402580480>

Cette appropriation s’est accompagnée de l’émergence de nouveaux usages, pour favoriser la diffusion de l’information. En effet, en situation de crise, les utilisateurs de Twitter privilégient la rediffusion de messages existants et le partage de liens, plutôt que l’envoi de messages personnels (Hughes & Palen, 2009). Sur le service de partage d’images Flickr, les mots clefs (hashtags) utilisés pour indexer les contenus liés à une crise font l’objet de recommandations définies par les utilisateurs eux même (Liu, Palen, Sutton, Hughes, & Vieweg, 2008). Enfin, lors de la fusillade de Virginia Tech en 2007, les étudiants et leurs proches ont mené un travail collaboratif de collecte d’informations et de vérification des sources afin d’établir, avant les annonces officielles, la liste des victimes (Palen et al., 2009). Ces outils favorisent ainsi une gestion hautement parallèle et distribuée de la situation de crise (Palen et al., 2010).

En outre, les médias sociaux facilitent l’étude de la communication de crise. En rendant persistants des échanges autrefois éphémères, ils offrent aux chercheurs de nombreuses opportunités pour la collecte et l’analyse de cette communication (Palen et al., 2009). Internet peut ainsi être utilisé comme un outil pour étudier non seulement ses utilisateurs mais, plus largement, la société dans laquelle ils s’inscrivent (Rogers, 2009).

Collecte des contenus générés par les utilisateurs

La majorité des plateformes de médias sociaux comportent des interfaces de programmation (ou API – Application Programming Interface), permettant aux développeurs, sous certaines conditions, d’accéder aux profils des utilisateurs, à leurs relations et aux contenus qu’ils publient. Après s’être authentifié, le développeur (client) peut envoyer des requêtes à la plateforme (serveur) qui répond par les données correspondantes. Cependant, la majorité de ces fonctionnalités sont soumises à des quotas, principalement pour limiter

les ressources (temps de calcul, bande passante) requises par l'infrastructure supportant l'API. Les plateformes proposent des offres commerciales pour lever certaines de ces contraintes, générant ainsi des inégalités pour l'accès aux données (Borra & Rieder, 2014)

Une des limitations les plus contraignantes pour les chercheurs est celle portant sur l'ancienneté des contenus. Ainsi, sur Twitter, il n'est pas possible, via l'API standard, d'accéder, par exemple lors d'une requête portant sur un mot clef, à des messages antérieurs à une semaine. Un corpus portant sur un événement donné ne peut donc être constitué *a posteriori*.

La constitution de corpus en temps réel via les APIs standards nécessite l'envoi régulier de requêtes portant sur les derniers contenus publiés. Pour garantir l'exhaustivité de cette collecte, les requêtes doivent être effectuées à une fréquence très élevée, nécessitant une infrastructure performante. Afin de répondre à ce type de besoins, et d'épargner à leurs serveurs un tel bombardement de requêtes, plusieurs plateformes de médias sociaux ont mis en place des APIs spécialement conçues pour la collecte en temps réel. Après avoir reçu une seule requête, l'API renvoie, à mesure qu'ils sont publiés, les contenus correspondant, via une connexion persistante (dans le cas de Twitter) ou des notifications de type push (Flickr, Instagram).

Les APIs « en temps réel » offrent différents critères de collecte, permettant notamment de recevoir les derniers contenus publiés par un utilisateur donné, associés à certains mots clefs, ou encore provenant d'une zone géographique spécifique. Les critères utilisés pour la création d'un corpus sont capitaux, puisqu'ils constitueront la principale limite à l'interprétation des résultats. Le choix d'un mot clefs, d'un groupe d'utilisateur ou d'une zone géographique traduit une hypothèse préalable du chercheur quant au périmètre du phénomène qu'il étudie (Gerlitz & Rieder, 2013). Ici, nous nous intéresserons tout particulièrement aux APIs temps réel de Twitter, Flickr et Instagram, car elles permettent la collecte basée sur un mot clef pour l'ensemble des utilisateurs (tandis que d'autre, comme Youtube, n'offrent cette fonctionnalité que pour un utilisateur ou un groupe d'utilisateurs donné).

Plusieurs outils ont été conçus pour faciliter l'usage de ces APIs, intégrant des interfaces graphiques, voir même le stockage et l'analyse des données. YourTwrapperKeeper (Bruns & Liang, 2012) permet la collecte de tweets par mot clef et leur stockage dans une base de données. Également dédié à Twitter, DMI-TCAT (Borra & Rieder, 2014) offre de nombreux critères de collecte, un système de stockage, mais aussi de nombreux outils d'analyse des tweets. En l'absence

de besoins spécifiques nécessitant le développement de nouveaux outils, l'utilisation d'outils existants, si possible open-sources, facilite la reproductibilité des résultats (Borra & Rieder, 2014).

Technologies du Web Sémantique pour le stockage des données

Les APIs des différentes plateformes de médias sociaux fournissent leurs données dans des formats variés : types de fichier, structures, champs présents, formats de dates ... L'analyse conjointe de données provenant de plusieurs plateformes nécessite donc la création d'une représentation unifiée de ces contenus, ce que permettent les technologies du Web Sémantique (Breslin, Passant, & Decker, 2009).

Le Web Sémantique peut être défini comme une extension du Web actuel, liant des connaissances, définies de manière formelles, plutôt que de simples documents, favorisant ainsi les traitements automatisés (Berners-Lee, Hendler, & Lassila, 2001). C'est le modèle RDF (Resource Description Framework – Cadre de description de ressource) qui est utilisé pour décrire les connaissances atomiques sous forme de triplets {sujet, prédicat, objet}. La structuration de ces connaissances est, elle, assurée par la définition d'ontologies, décrivant les concepts, leurs relations et les contraintes les régissant (Breslin et al., 2009).

Il existe d'or et déjà plusieurs ontologies permettant la représentation des plateformes des médias sociaux, de leurs utilisateurs et de leurs interactions (Breslin et al., 2009). SIOC (Semantically Interlinked Online Communities) est dédiée à la description des communautés en lignes et de leurs échanges. FOAF (Friend Of A Friend) permet la représentation des individus, de leurs relations, de leurs identités en ligne. DC (Dublin Core) fournit un large vocabulaire pour les métadonnées des documents, pouvant également être utilisé pour les contenus générés sur les médias sociaux.



Fig. 4 – <https://twitter.com/Laurent90100/statuses/446626233213026304>

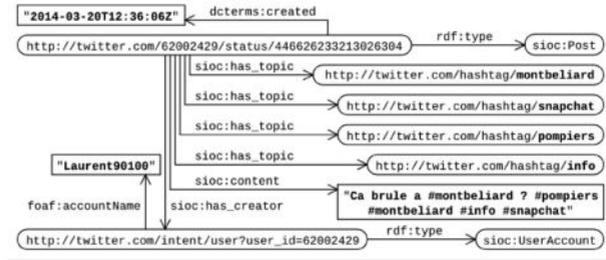


Fig. 5 – Représentation du tweet de la Fig. 4 sous forme de triplets RDF

La représentation unifiée des données issues de plusieurs plateformes doit permettre de créer des liens entre les objets de ces différentes plateformes, afin de faciliter leur analyse conjointe. Des liens de similarité (tels que `owl:sameAs`) pourront être utilisés afin d'associer les hashtags semblables sur les différentes plateformes. Ainsi, une simple requête pourra filtrer les contenus associés à un hashtag quelle que soit leur plateforme d'origine. Le même système pourrait être appliqué aux utilisateurs, via la détection automatique des comptes tenus par une même personne.

Analyse des échanges sur les médias sociaux

Les métadonnées (date, auteur, mots clefs) stockées sous forme de triplets RDF (Fig 5) peuvent être analysées à l'aide de SPARQL, le langage de requête dédié aux données RDF. Cette analyse peut exploiter différents types de métriques, portant sur les publications (les plus partagées, les plus commentées), les utilisateurs (les plus actifs, les plus mentionnés), les mots clefs (les plus utilisés, les co-occurrences les plus fréquentes). L'ensemble de ces métriques peut également être calculé sur des intervalles temporels réguliers, pour en analyser l'évolution (Bruns & Liang, 2012).

L'analyse structurale des réseaux peut être exploitée pour étudier des graphes homogènes d'utilisateurs (abonnement, mention, rediffusion, réponse) (Hui, Tyshchuk, Wallace, Magdon-Ismaïl, & Goldberg, 2012) ou de mots clefs (co-occurrence) mais aussi des réseaux hétérogènes tels que les mots clefs associés aux URLs partagées (Bruns & Liang, 2012). Cette méthode d'analyse offre de nombreuses métriques permettant d'étudier le graphe dans son ensemble, ou la position d'un nœud spécifique.

L'analyse peut également porter sur le contenu textuel des publications, grâce aux techniques de traitement du langage naturel (NLP – Natural Language Processing). Celles-ci permettent notamment l'analyse des sentiments (positif ou négatif) et des émotions (peur, colère, tristesse), ainsi que l'extraction de thèmes, et d'expressions fréquemment utilisées (bi- ou tri-grammes) (Yang & Kavanaugh, 2011). Elles peuvent également être utilisées pour la reconnaissance d'entités nommées et leur annotation sémantique.¹

Afin d'éviter toute généralisation invalide, l'interprétation des résultats ne doit se faire que dans les limites issues des choix méthodologiques lors de la collecte (plage temporelle, capture en temps réel ou non, requête par mots clefs, utilisateurs, ou zone géographique) et de l'analyse (métriques calculées, éventuels traitements effectués). En outre, les résultats obtenus doivent être considérés en relations avec les outils utilisés (pour la collecte comme pour l'analyse), en raison des potentiels artefacts liés à leur fonctionnement (Bruns & Liang, 2012). Enfin, lors d'études portant sur plusieurs plateformes différentes, les spécificités de chacune doivent être prises en compte, leurs affordances respectives (Rogers, 2009) pouvant générer d'importantes différences d'usages, limitant la portée des résultats.

Conclusion

Au cours des dernières années, les médias sociaux sont devenus un terrain d'étude privilégié pour étudier la communication en situation de crise. Ces mêmes services web sont également de précieux outils pour étudier la société qui les utilise. Les interfaces de programmation fournies par les plateformes socio-numériques permettent la constitution de corpus exhaustifs des échanges entre les utilisateurs, ainsi que l'accès à de nombreuses données relatives à ces utilisateurs. Nous avons présenté une méthode exploitant les technologies du Web Sémantique pour construire une représentation unifiée des contenus échangés sur les médias sociaux, permettant l'étude conjointe de plusieurs plateformes. Un grand nombre d'outils et de méthodes existants peuvent enfin être exploités pour analyser le contenu et les métadonnées de ces messages.

Néanmoins, à chaque étape de collecte, de traitement et d'analyse, les outils et les méthodes employés altèrent les données, impactant les résultats. Comme aucun outil n'est neutre, la démarche scientifique exige que tout chercheur ne doive pas considérer ces services informatiques comme autant de boîtes noires, mais tenter d'en comprendre le fonctionnement, afin de déterminer et de limiter leur influence. Le succès de cette opération réside dans l'association des

méthodes issues des disciplines des sciences de l'information, de l'informatique et des sciences humaines et sociales.

Bibliographie

- BERNERS-LEE T., HENDLER J. & LASSILA O. (2001). The semantic web. *Scientific American*, 284(5), pp. 28-37.
- BORRA E. & RIEDER B. (2014). Programmed Method : Developing a Toolset for Capturing and Analyzing Tweets. *Aslib Journal of Information Management*, 66(3), p. 3-3.
- BOYD Danah M. & ELLISON N. B. (2008). Social Network Sites : Definition, History, and Scholarship. *Journal of Computer-Mediated Communication*, 13(1), pp. 210-230.
- BRESLIN J. G., PASSANT A. & DECKER S. (2009). *The Social Semantic Web*. Springer.
- BRUNS A. & LIANG Y. E. (2012). Tools and methods for capturing Twitter data during natural disasters. *First Monday*, 17(4).
- GERLITZ C. & RIEDER B. (2013). Mining One Percent of Twitter : Collections, Baselines, Sampling. *M/C Journal*, 16(2).
- HUGHES A. L. & PALEN L. (2009). Twitter adoption and use in mass convergence and emergency events. *International Journal of Emergency Management*, 6(3), 248-260.
- HUI C., TYSHCHUK Y., WALLACE W. A., MAGDON-ISMAIL M. & Goldberg M. (2012). *Information cascades in social media in response to a crisis: a preliminary model and a case study* (pp. 653-656).
- LIU S. B., PALEN L., SUTTON J., HUGHES A. L. & VIEWEG S. (2008). In search of the bigger picture: The emergent role of on-line photo sharing in times of disaster.
- PALEN L., ANDERSON K. M., MARK G., MARTIN J., SICKER D., PALMER M. & GRUNWALD D. (2010). A vision for technology-mediated support for public participation & assistance in mass emergencies & disasters (p. 8).
- PALEN L., VIEWEG S., LIU S. B. & HUGHES A. L. (2009). Crisis in a networked world features of computer-mediated communication in the April 16, 2007, Virginia Tech Event. *Social Science Computer Review*, 27(4), pp. 467-480.
- ROGERS R. (2009). *The End of the Virtual: Digital Methods*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- YANG S. & KAVANAUGH A. L. (2011). Half-Day Tutorial: Collecting, Analyzing and Visualizing Tweets using Open Source Tools.

Notes

1. <https://twitter.com/tesla133/status/344363921571983360>

“

... il faut insister sur le besoin de prendre la notion « d'écologie de l'attention » au pied de la lettre , dans ce qu'elle a de plus matériel-au sein d'une ontologie où, comme chez Spinoza, « corps » et « esprits » ne sont que deux façons d'envisager une seule et même réalité. Se rendre attentifs au second fond matériel (du papier et des cristaux liquides), derrière le fond visuel des images qui nous sont données à voir cela exige de faire activement attention au tissu relationnel concret qui assure la consistance des figures et des usages que nous projetons sur les différentes parties de notre environnement. Le livre ou l'écran, comme fonds matériels de nos expériences intellectuelles, participent d'un système à la fois productif et destructif, dont le tramage est indissociable ce ce qui tisse les exigences concrètes de nos vies.

Yves Citton, *Pour une écologie de l'attention*, coll. "La Couleur des idées", Le Seuil, 2014, 313p.

”

SFSiC

Société Française des Sciences
de l'Information et de la Communication

<http://www.sfsic.org>

77, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine